

La presse chinoise lance un appel au respect de l'autorité

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Abonnés : 1 DA : Maroc, 1,30 dr.; Tunisie, 100 m.; Algérie, 1 DA; Liban, 1,30 dr.; Israël, 10 sch.; Égypte, 12 fr.; Canada, 5 \$; États-Unis, 3 \$; Argentine, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 40 rls; Italie, 300 L.; Japon, 120 y.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 10 s. dr.

Tarif des abonnements page 19
RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 26 60672
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'ANGOLA aux Nations unies

Par treize voix pour, une abstention (les États-Unis), et sans la voix de la Chine, qui a décidé de ne pas participer au vote, le Conseil de sécurité a recommandé, lundi 22 novembre, à l'Assemblée générale des Nations unies, d'admettre en son sein l'Angola, qui deviendra ainsi le cent quarante-sixième membre de l'Organisation. En juin, les États-Unis avaient opposé leur veto en faisant état de la présence de quelque douze mille militaires cubains en Angola. Ce revirement est d'autant plus significatif qu'il survient une semaine après que Washington a opposé son veto à l'admission du Vietnam en invoquant cette fois le sort des militaires américains portés disparus pendant le conflit.

Les dirigeants prosoviétiques de l'Angola ont-ils, aux yeux de M. Kissinger, des mérites que n'ont pas les vietnamiens ? Il est vrai que la question des militaires disparus, bien qu'artificiellement soulevée, a des répercussions sur la politique intérieure américaine, alors qu'aucun des problèmes qui opposent Washington et Luanda n'a ce contenu émotionnel. Mais surtout la position plus modérée prise à l'égard de l'Angola répond au souci de ne rien faire qui puisse compromettre les efforts déployés actuellement par la diplomatie américaine en Afrique australe, efforts dont les présidents africains modérés, surtout M. Nyerere, de Tanzanie, sont la clef de voûte.

Alors qu'au moins deux des cinq chefs d'État africains de la « première ligne », MM. Neto (Angola) et Samora Machel (Mozambique), sont défavorables au « plan Kissinger » de règlement en Rhodésie, M. Nyerere, bien vu de tous les camps, est à même de sauver ce qui peut encore être sauvé de la conférence de Genève sur la Rhodésie, et plus généralement de l'effort anglo-américain pour une solution modérée. Un veto américain contre l'admission de l'Angola lui aurait fait perdre la face devant la majorité des Africains, devant l'Angola et le Mozambique, en particulier.

Aussi bien, comme l'a indiqué lundi M. Seranet, délégué américain à l'ONU, « c'est par respect pour les sentiments de nos amis africains que nous avons décidé de nous abstenir », cela bien que les États-Unis aient « des doutes sérieux sur l'indépendance du gouvernement angolais actuel, qui dépend lourdement de la présence de forces cubaines » et n'exerce qu'un « contrôle précaire » sur le pays.

Avec l'Angola et le Vietnam, c'est la première fois depuis plusieurs années que les États-Unis soulèvent des problèmes d'ordre particulier à propos de l'admission de nouveaux pays à l'ONU. Les conflits de cet ordre ont été nombreux aux débuts de l'Organisation internationale, lorsque l'U.R.S.S. opposait des veto à l'entrée de ses anciens ennemis (Italie, Japon, etc.), tandis que Washington bloquait celle des pays satellisés par Moscou. Des compromis sur des admissions « en paquet » mirent fin à cette situation en 1955. Après quoi, les litiges portèrent surtout sur les pays divisés (Allemagne, Corée, Vietnam) et sur la Chine, pour laquelle il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une admission, mais d'un simple échange de délégations.

Faire aujourd'hui de l'absence de troupes étrangères la condition de l'admission d'un pays à l'ONU équivaudrait à en exclure plusieurs dizaines d'États (dont une bonne vingtaine où se trouvent des militaires américains). On ne saurait non plus faire du règlement d'un problème strictement bilatéral une condition d'admission justifiant l'emploi du veto, comme le fait Washington à propos du Vietnam réunifié. Il est à espérer que l'administration Carter remettra de l'ordre, l'an prochain, dans cette « approche » quelque peu chaotique.

L'U.D.R. s'inquiète de deux projets : la réforme du statut du F.M.I. et l'élection de l'Assemblée européenne

Le bureau politique du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale s'est réuni mardi matin 23 novembre, et l'ensemble du groupe devait tenir séance en début d'après-midi sous la présidence de M. Claude Labbé. Le projet de réforme du statut du Fonds monétaire international et le problème de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel devaient être examinés.

Il est acquis que le projet relatif au F.M.I. ne viendra pas en discussion devant l'Assemblée nationale avant les élections nationales extraordinaires de l'U.D.R. prévues pour le 5 décembre. Toutefois, le bureau du groupe avait décidé le 9 novembre, à l'initiative de M. Michel Debré, d'opposer à ce projet la question préalable, ce qui aurait pour effet de renvoyer sa discussion (le Monde du 11 novembre). M. Giscard d'Estaing, au cours d'un déjeuner à l'Élysée, avait demandé aux ministres appartenant à l'U.D.R. de convaincre leurs amis politiques de renoncer à déposer cette question préalable.

Le projet relatif à l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel n'a toujours pas été transmis au Conseil constitutionnel, dont M. Giscard d'Estaing avait annoncé le 5 novembre qu'il avait l'intention de le saisir. Les députés U.D.R. ont à ce sujet rappelé à plusieurs reprises leurs objections. Ils souhaitent notamment que — conformément d'ailleurs aux dispositions sur le traité de Rome — l'élection se déroule le même jour selon le même mode de scrutin dans tous les États de l'Europe des Neuf et que des garanties « solennelles » soient données quant à la limitation des compétences de la nouvelle Assemblée parlementaire.

L'enjeu d'un « amendement »

Quel est l'enjeu du projet de loi « autorisant l'approbation du deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international et l'augmentation de la quote-part de la France à ce fonds » ? Le groupe U.D.R. a posé la question préalable à l'adoption de ce texte, en demandant que son examen soit repoussé d'une année. Le gouvernement, au contraire, insiste pour qu'il soit voté dès cette session.

À lire l'énoncé du projet, on pourrait penser qu'il s'agit simplement de modifier les statuts du F.M.I. tels qu'ils ont été établis en juillet 1944 par la conférence de Bretton-Woods, qui formula la charte monétaire de la communauté internationale pour l'après-guerre. L'U.R.S.S. participait à cette conférence, mais elle s'en est tenue à l'écart. Le F.M.I., créé effectivement en 1946, est devenu le centre du système monétaire des pays capitalistes, même si quelques pays communistes, tels Cuba, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, en sont restés ou devenus membres. Un premier amendement aux accords de Bretton-Woods a été adopté en 1969 : il créait les droits de tirage spéciaux (D.T.S.), considérés comme une nouvelle unité de compte et un nouvel instrument de paiement international destiné à remplacer l'or. Le deuxième amendement dont

il s'agit aujourd'hui bouleverse de fond en comble la charte de Bretton-Woods.

Cette charte instituait essentiellement un système de parité, dans lequel la clef de voûte était l'or. Le dollar, principale monnaie, était défini par un certain poids de métal précieux à l'époque 1/35 d'once, soit un peu plus de 360 milligrammes (d'or fin) ; les autres monnaies étaient définies le plus souvent par rapport au dollar, et, par conséquent, rattachées à travers celui-ci indirectement à l'or. Chaque banque centrale avait l'obligation de maintenir le cours de sa monnaie à l'intérieur de marges étroites (1 %), de part et d'autre de la parité officielle. Pour ce faire, chaque banque centrale rachetait sur le marché, en échange de l'or, sa propre monnaie si elle baissait et la vendait, contre des dollars, si elle montait.

C'est seulement à partir de la fin de 1968, quand les principales monnaies européennes sont devenues convertibles entre elles et vis-à-vis du dollar, que le système a été vraiment appliqué. Dès le départ, il s'est trouvé déséquilibré par le fait même que la devise américaine était la monnaie d'intervention privilégiée.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 43.)

La paix syrienne au Liban

Tandis que les contingents syriens de la force arabe de dissuasion continuent le « quadrillage » du Liban, Israël a dépêché, le lundi 22 novembre, des renforts de blindés et d'artillerie en bordure de la frontière avec le pays voisin. Cette mesure de précaution constituerait également une mise en garde à la Syrie dans le cas où celle-ci aurait l'intention d'envoyer ses troupes dans le sud du Liban.

Beyrouth. — La dernière phase de la mise en place de la force arabe de dissuasion au Liban est pratiquement terminée. L'ampleur de cette intervention — essentiellement syrienne — est impressionnante. Elle l'est pour tous les Libanais qui, de l'homme de la rue au dirigeant politique, ont des sentiments plus que mélangés à l'égard de cette forme de pacification.

De notre envoyé spécial FRANCIS CORNU

Chacun éprouve autant d'espoir que d'inquiétude au moment où le calme revient dans ce pays déchiré.

Qu'ils soient conservateurs ou progressistes, chrétiens ou musulmans, les Libanais ont accueilli

ANDRÉ MALRAUX EST MORT

André Malraux est mort le mardi 23 novembre 1976, à 8 h 15, au centre de réanimation de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil. Il a succombé, comme ses médecins s'y attendaient, aux suites de l'embolie pulmonaire dont il avait été victime dans la nuit de dimanche à lundi. Il était hospitalisé depuis le 15 novembre. Il venait d'avoir soixante-quinze ans.

La dépouille mortelle de l'écrivain a été ramenée en ambulance, dès 11 h 15, à son domicile, au château de Verrières-le-Buisson (Essonne), où une chapelle ardente a été dressée par la famille de Vilmorin à laquelle André Malraux était resté très lié depuis son amitié avec Louise de Vilmorin.

De son côté, l'Institut Charles-de-Gaulle, dont André Malraux était le président, a décidé d'ouvrir un registre de signatures à « tous ceux qui veulent témoigner leur attachement à l'auteur de « La Condition humaine ». L'accès en sera ouvert dès ce mardi 23 novembre, de 13 heures à 22 heures, et de nouveau le 24 novembre, de 8 heures à 22 heures.

Des émissions spéciales sont consacrées à André Malraux par la télévision : mardi, à 20 h 30, « L'événement », puis « La muse imaginaire », de J.-M. Drot, sur TF 1, et une récente interview, vers 22 heures, sur FR 3, mercredi soir, « C'est à dire », sur A 2.

La légende du siècle

par BERTRAND POIROT-DELPECH

est pas. A l'inverse d'un Gide ou d'un Giono, Malraux ne se résigne pas à sa condition de mortel comme à une loi de la bonne nature. Il souffre moins de devoir être dépossédé de la vie que de voir, dans cette limite, le signe de notre impuissance à changer le monde. Il dialogue d'ailleurs moins volontiers avec la notion de mort qu'avec celles, présentes partout dans son œuvre, d'humiliation ou de sacrifice. Dès les exercices fantaisistes de *Lunes de papier* et du *Royaume fermé* (1926), l'auteur songe à la Tentation de l'Occident (1927), c'est-à-dire aux moyens de combler le vide spirituel laissé en

Europe par le dix-neuvième siècle. A qui confier l'héritage ? « Que faire de l'âme, si elle n'y a ni Dieu ni Christ ? » Y a-t-il en l'homme quelque chose de plus permanent que le « cortège ingénu de ses possibilités » ? Comment échapper aux « royaumes métalliques de l'absurdité » ? Seule solution à ses yeux : l'action. « On trouve toujours l'épouvante en soi, observe Tchen dans la Condition humaine, mais heureusement on peut agir » ; et Kyô : « Il est plus facile de mourir quand on ne meurt pas seul. » Il ne s'agit pas de se fonder anonymement dans les nouvelles religions que sont les révolutions, mais de donner à l'action une valeur, presque métaphysique, de pari antipascalien.

(Lire la suite page 17.)

L'homme et la métamorphose

par ANDRÉ CHASTEL

« C'est l'intrusion de la tragédie grecque dans le roman policier », disait Malraux à propos du roman de Faulkner. « C'est l'intrusion de l'histoire de l'art dans la tragédie grecque », pourrait-on dire à propos de cette vaste et sinistre entreprise commencée avec « le Musée imaginaire » et arrivée à son terme avec « l'Intemporel » paru hier chez Gallimard. On dirait que Malraux avait pris en grand poète son rendez-vous avec la mort. Les dernières lignes de son dernier livre le déclarent : « Nés ensemble, le musée imaginaire, la valeur énigmatique de l'art, l'intemporel, mourront sans doute ensemble. Et l'homme s'apercevra que l'intemporel n'est plus n'est pas éternel. » Et la dernière image qu'il nous livre est la ruine de Çiva du musée de Madras.

Dans toute sa vie ont été présents l'image et l'objet, les deux faces de l'art. L'exposition organisée chez Moeght en 1973 l'a généreusement — mais encore incomplètement — montré. Dès qu'il apparaît, armé de pied en cap de culture, de l'intemporel, le cinéma allemand, les illustrations « farfelues », les statues khmères, lui tiennent compagnie.

Déjà, l'intuition que le « sur-réal » est toujours en cause dans l'art et la certitude que le dialogue de l'Orient et de l'Occident à travers les formes déplace définitivement toutes les perspectives. Sa prodigieuse jeunesse développe dans toutes les directions des

contacts, des amitiés, des expériences, qui mûrissent un amateur d'art et font de cet homme d'action — on disait alors avec admiration un « aventurier » — un explorateur attentif des musées. La guerre était à peine finie que le monde de la culture reçut le choc de « la Psychologie de l'art », à laquelle il travaillait depuis toujours et qu'il annonçait depuis dix ans, sous la forme brillante, admirablement illustrée, difficile et impérieuse du « Musée imaginaire » (1947).

On a du mal à faire saisir trente ans après l'effet extraordinaire produit par cet ouvrage et ceux qui ont suivi. Distribuées en chapitres dans les revues, puis regroupées, remaniées, explicitées dans des conférences spectaculaires, comme celle du Metropolitan Museum de New-York en 1954, prolongées par des préfaces enthousiastes comme celle de la présentation des manuscrits à la Bibliothèque nationale que demanda Julien Cain (1955), puis au temps du ministère des affaires culturelles, par les grandes oraisons funèbres de Braque de La Courbière, toutes ces pages ont complétement formé le discours sur l'art dans notre pays et peut-être dans le monde. Avec le thème majeur, sans cesse nuancé, répété, que l'artiste n'est pas « le transcritteur du monde mais son rival ».

Parfaitement conscient — et même de plus en plus conscient — de la situation complexe et embarrassée de l'art moderne, Malraux est vite apparu comme le seul auteur capable d'embrasser, au prix de raccourcis fantastiques et d'aperçus qu'il faut bien traiter de fulgurants, le déroulement de l'enchevêtrement de formes et de styles auquel se ramène finalement pour lui toute l'aventure humaine.

(Lire la suite page 18.)

LIRE PAGE 16 :

« MA VIE SANGLANTE ET VAIN... »

par Pierre Vianson-Ponté

AU JOUR LE JOUR

LA CONDITION MALRAUX

Berluc sans être littéraire, soldat sans être militaire, gaulliste sans être U.D.R., aventurier sans être esclave de l'aventure, dandy de grand chemin au service de la légende de son temps, André Malraux a baigné son corps et trempé sa plume dans le torrent de l'histoire de son siècle, sans jamais s'arrêter à celle qu'il tenait de vivre.

Cet homme d'action, qui laisse un carnet de bord rempli de plusieurs existences au fil d'Orient, d'Espagne et de France, vient de rejeter cette flamboyante cascade sur une seule vie. On dirait qu'il s'est dispersé, qu'il a touché tout : ce serait ignorer qu'André Malraux était avant tout un spécialiste du destin.

BERNARD CHAPIUS.



Signé par Fred, votre signe est d'or.

FRED JOAILLER.

6, Rue Royale Paris 8^e Tél. 369.30.65.
Boutique FRED, 94, Champs-Élysées.
Hôtel Byblos Saint-Tropez.
Hôtel Louis - Monte-Carlo.
Aéroport d'Orly.

Pendentif Scorpion.

(Lire la suite page 3.)

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU ROI DU MAROC

Au cours d'un premier entretien

Hassan II et M. Giscard d'Estaing ont évoqué les problèmes de la Méditerranée, « Proche-Orient compris »

Le roi Hassan II, qui est arrivé lundi 22 novembre à Paris pour une visite officielle, a eu un nouvel entretien, mardi matin, avec M. Giscard d'Estaing. Il a en outre déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu et a été reçu, en fin de matinée, à l'Hôtel de Ville de Paris. Mardi soir, le président de la République offre en son honneur un dîner dans la galerie des glaces de Versailles, qui sera suivi, au Théâtre Louis-XV, d'une représentation de la pièce de Marivaux « Le Jeu de l'amour et du hasard ».

« Nous sommes de la même génération, et de ce fait, nous abordons tous les deux les mêmes problèmes : avec la même

souplesse et la même ouverture d'esprit, ne retenant comme frein que ce qui peut nuire à notre grandeur, à notre souveraineté et à notre destin propre », a déclaré le roi Hassan II à son arrivée à Orly, où il a été accueilli par le président de la République et Mme Giscard d'Estaing. Le souverain a rendu hommage à la France : « Elle m'a donné la moitié de ma culture », a-t-il dit, et a souhaité que progressent rapidement la construction de l'Europe, car, a-t-il estimé, « cela conditionne également notre propre avenir ».

Dans son allocution de bienvenue, le chef de l'Etat français avait mis l'accent sur les « solidarités » unissant les deux pays, solidarité marocaine et française, solidarité européenne et méditerranéenne, et avait exprimé le vœu qu'il y ait « dans la coopération et la paix pour l'équilibre et le progrès de la région ».

Le souverain chérifien avait, à sa descente d'avion, passé en revue les détachements de la garde républicaine et des trois armées, qui rendaient les honneurs. Le roi était suivi de ses deux fils, le prince héritier Sidi Mohammed et son cadet, le prince Moulay Rachid, et du colonel-major Dillmi, chef de ses aides de camp. Il devait ensuite, sous la coupole de l'Abbaye, recevoir les nombreuses personnalités venues l'accueillir, parmi lesquelles MM. Barre, de Guiringaud, Ponskowski, Fournier, Haby et Edgar Faure. M. Barre, ambassadeur de France au Maroc, et Ben Abbès, ambassadeur du roi Hassan II en France, étaient également présents.

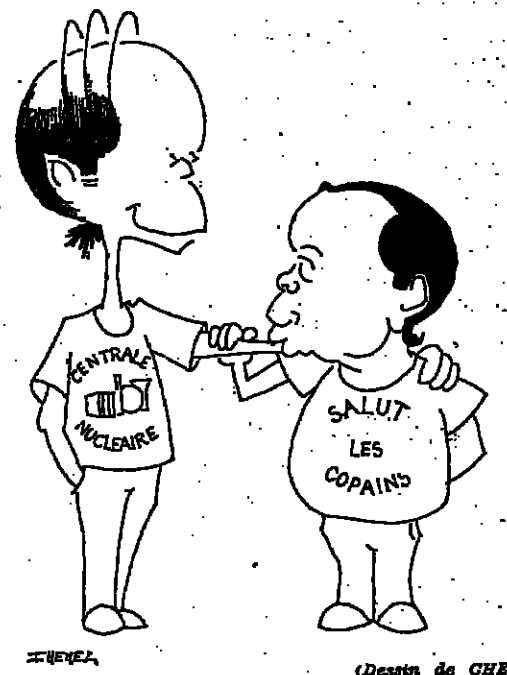
Le souverain et M. Giscard d'Estaing ont ensuite pris place dans l'hélicoptère de la présidence, qui a décollé en direction de Versailles avec son escorte de quatre hélicoptères militaires. Le roi loge durant son séjour officiel en France au palais du Grand Trianon. C'est là qu'il a eu, en fin d'après-midi, un premier entretien en tête à tête avec le chef de l'Etat français.

Selon la porte-parole de l'Elysée, M. Lecat, la conversation, qui a porté sur les problèmes méditerranéens, Proche-Orient compris, s'est caractérisée par sa

cordialité et sa très grande liberté de ton. M. Lecat a rappelé que les deux chefs d'Etat se connaissent bien et s'apprécient mutuellement, et qu'ils avaient de fréquents contacts téléphoniques. Lundi soir, ils ont dîné en tête à tête pour procéder à un tour d'horizon des questions internationales et évoquer plus particulièrement le dialogue Nord-Sud.

Deux autres entretiens en privé sont prévus. Le premier, mardi matin à l'Elysée, devra porter sur un examen des problèmes bilatéraux. Le roi Hassan II souhaite améliorer et intensifier la coopération culturelle. Il désire

aussi que la France participe davantage au développement économique du royaume en construisant notamment une centrale nucléaire destinée à produire de l'énergie. Le dernier entretien, mercredi, sera suivi d'une séance élargie à laquelle participeront plusieurs ministres marocains, et qui sera consacrée à l'étude des relations entre le Maroc et la C.E.E. Rabat voudrait que Paris se fasse plus nettement encore son avocat dans les discussions européennes, afin que les produits marocains n'aient pas à faire les frais des mesures protectionnistes édictées à Bruxelles. — D. J.



(Dessin de CHENEZ.)

CORRESPONDANCE

La disparition de six jeunes gens dans le Sud marocain

MM. Jean Blanchot, Jean-Pierre Guyot, Paul Pascon et El Faki nous ont adressé la lettre suivante :

Vous avez appris récemment à vos lecteurs la libération des deux coopérants français d'Agadir, MM. Chif et Segura, enlevés dans le Sud marocain à la fin du mois de décembre 1975.

Cette heureuse issue, que nous avons accueillie sans doute avec plus de soulagement que d'autres, renforce en nous l'espoir de retrouver nos enfants, disparus dans les conditions que vous connaissez, le 1^{er} janvier 1976. Rien, en effet, n'est venu confirmer les informations pessimistes avancées en février dernier sur le sort des six jeunes gens. Au contraire, des indices sérieux nous font penser qu'ils sont toujours vivants, retenus au secret quelque part. Mais, dans ce cas, et même s'ils sont détenus dans la perspective d'une négociation, pourquoi ce silence ?

Nous ne pouvons imaginer que des motifs politiques, si légitimes qu'ils puissent être, conduisent à prolonger la détention de jeunes hommes innocents. Est-il excessif de faire appel à des sentiments d'humanité pour que ce silence soit rompu et que nous soyons enfin renseignés sur le sort de nos enfants ?

M. Brinkhorst, secrétaire d'Etat néerlandais aux affaires étrangères, a eu des entretiens lundi 22 novembre avec son collègue français, M. Taittinger, qui a offert un déjeuner en son honneur, et avec M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.

MM. Brejnev et Ceausescu estiment que les divergences n'empêchent pas le développement de la coopération soviéto-roumaine

Bucarest. — Il y a encore des « problèmes » entre la Roumanie et l'Union soviétique, mais ils ne sont pas importants et n'empêchent pas le développement de la collaboration. En termes voisins, MM. Brejnev et Ceausescu ont porté l'un après l'autre cette appréciation dans les toasts qu'ils ont prononcés dans la soirée du lundi 22 novembre. Des différences de vue, principalement en matière internationale, pourront continuer

De notre envoyé spécial

à troubler périodiquement les rapports entre Moscou et Bucarest : chacun s'accorde aujourd'hui pour leur reconnaître un caractère secondaire.

L'avis du secrétaire général du P.C. soviétique s'est posé à 15 h. sur la piste de l'aéroport d'Otopeni. Les deux hommes d'Etat ont pu, à la capitale, échanger des impressions sur la coopération économique, technique, scientifique et culturelle — ne signifie pas nécessairement que les Roumains sont prêts à renoncer à toutes les règles de la communauté dirigée par Moscou. Dans son toast, M. Ceausescu n'a rien dit sur le Comcon, l'Organisation économique des pays communistes ou sur la perte de Valdivia.

Au contraire, M. Brejnev a souligné quant à lui que « la division du travail entre les pays socialistes », M. Ceausescu a souligné simplement l'importance de la division internationale du travail — peut procurer à chaque pays une prospérité nationale de vastes possibilités. Une part importante de la coopération soviéto-roumaine, dit-il, résulte de la prise en compte non seulement des intérêts propres à chaque Etat, mais aussi de ceux de nos amis socialistes.

Selon la tradition roumaine, le cortège officiel s'arrêtera à plusieurs reprises pendant le trajet menant au centre de la capitale. Le long du parcours, du moins à partir de l'entrée de la ville proprement dite, une foule nombreuse était disposée. Sur la place de la Victoire, M. Brejnev, un foule de pionniers autour du cou, fut invité à se joindre à une ronde de jeunes gens et jeunes filles en costumes folkloriques. Il se prêta de bonne grâce à cette coutume. Dans la soirée, le secrétaire général remercia ses hôtes pour cet accueil amical.

Ces marques de cordialité ne doivent pas masquer la réalité des

Une manifestation à Paris en faveur de l'amnistie des détenus politiques

Deux cents personnes ont manifesté, lundi 22 novembre, à Paris, aux cris de « Hassan II hors de France », « Hassan II assassin », « Giscard complice », « Barre le boulevard Saint-Germain devant la brasserie Lipp à l'enfer », où Mehdi Ben Barka, leader de la gauche marocaine, fut enlevé le 30 octobre 1965. Les manifestants ont bloqué la circulation de 18 h. 35 à 18 h. 50. Ils répondaient à l'appel des Comités de lutte contre la répression des libertés, lesquels avaient obtenu l'appui de

plusieurs mouvements français d'extrême gauche : Ligue communiste révolutionnaire, Révolution, parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), et parti socialiste unifié.

Après une brève allocution de M. François de La Rocque, dirigeant des Comités, M. Daniel Guérin, auteur du livre *Les Assassins de Ben Barka*, a sollicité « Pour Ben Barka, la dette sociale ». Un tour, la soirée, sera consacrée à la lecture de textes. Les manifestants devaient se disperser dans le calme, sans que la police soit intervenue.

UN APPEL DE LA SECTION FRANÇAISE D'AMNESTY INTERNATIONAL

(De notre correspondant.)

Dijon. — Après le conseil international du mouvement, qui s'est tenu à Strasbourg du 23 au 25 septembre, la section française d'Amnesty International a réuni son assemblée générale à Dijon les 20 et 21 novembre et a décidé de se donner de nouvelles structures pour mieux répondre aux problèmes posés par son développement. La section, qui compte actuellement quatre-vingt-dix mille membres, pourrait atteindre le double à la fin de l'année prochaine. Une nouvelle assemblée générale a été convoquée pour le 5 juin 1977 à Paris.

A l'occasion de sa visite en France, la section française d'Amnesty International a envoyé au roi Hassan II un télégramme pour « se féliciter des progrès réalisés dans la coopération économique et technique entre les deux pays ». « Pour ce qui est des prisonniers politiques, il y en a pas chez nous », a déclaré le roi Hassan II le 21 novembre au cours de l'émission du Club de la Presse d'Europe 1, à la suite d'une émission de l'émission « L'Europe 1 ». Il a assuré combattre « des hérésies contre la conscience nationale » professées par des « hors-la-loi ».

« Pour ce qui est des prisonniers politiques », a déclaré le roi Hassan II dimanche 21 juillet au cours de l'émission d'Europe 1, « le Club de la Presse », « il n'y a pas chez nous. Il y a des prisonniers politiques... ». Un homme qui sort de la loi n'est plus un prisonnier politique. (...) Mais ceux-là ne sont pas des prisonniers politiques, ils sont des hors-la-loi ».

Mr Bouabidi, dirigeant de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), évalua récemment à environ cent cinquante le nombre de personnes qui participent à différents complots (« le Moudjahid » du 9 novembre). Avant d'être démasqué, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées. Nombre d'autres ont été acquittées et d'autres ont été condamnées à des peines légères. L'agence couvre par les médias les « affaires de détention » qu'elle qualifie de « subversives ».

Deux cent quarante et un militants ou sympathisants marxistes-léninistes attendent depuis plus de deux ans de passer devant un tribunal. Ces prisonniers sont « coupables », pour certains d'être, d'avoir distribué des tracts ou tenu des réunions. La haute la plus grave de quelques-uns d'entre eux est d'être « coupables » d'identité pour s'être occupés de la police, d'être des « hors-la-loi », de ne pas professer des opinions « orthodoxes » concernant le Sahara occidental. — D. J.

Bordé sur trois façades par des voies privées,

Le Sérénissime

un peu en retrait du no 61 de l'avenue Georges-Mandel, au 2, rue du Général-Langlois et 3, rue Eugène-Delaurois.

Ceux qui connaissent bien le 16^e lui donnent la préférence.

Venez voir pourquoi...

L'appartement-modèle est ouvert le lundi de 14 h à 18 h du mardi au vendredi de 10 h à 13 h et 14 h à 18 h et le samedi de 10 h à 12 h ou à tout autre moment sur rendez-vous. Il y a encore des studios et des appartements de toutes dimensions y compris des duplex. Les prix sont fermes et définitifs.

Livraison : 1^{er} trimestre 1977.

Appartement-modèle - Tél : 504 12 64

balma 89, rue de la Tour, 75016 Paris Tél : 504 41 00

A travers le monde

Algérie

LE PRESIDENT BOUMEDIENE a signé lundi 22 novembre l'ordonnance portant promulgation de la Constitution de la République algérienne démocratique et populaire. — (A.P.)

Thaïlande

DES COMBATS ONT ECLATÉ lundi 22 novembre entre des unités de la police thaïlandaise des frontières et des Khmers dans le sud-est de la Thaïlande, a annoncé mardi un porte-parole à Bangkok. Plusieurs Khmers ont péri dans ces combats, mais les forces de la police thaïlandaise n'ont pas subi de pertes, a-t-il dit. — (Reuters.)

ISRAËL DÉPÊCHE DES RENFORTS A LA FRONTIÈRE LIBANAISE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — « Un avertissement » a été envoyé samedi 20 novembre à Damas. C'est ainsi que l'organe des syndicats (pro-gouvernement) intitulé son édition de mardi 22 novembre consacre aux mesures de précaution prises vis-à-vis de la frontière libanaise. Des renforts de blindés et d'artillerie ont été dépêchés à proximité de la « zone de sécurité ». Ces renforts, rapporte la télévision de Jérusalem, ont été acheminés au grand jour « afin que de l'autre côté il n'y ait pas la moindre malentendu sur la signification des mouvements adressés à la Syrie ».

Les avertissements de Tel-Aviv

L'ambassadeur d'Israël à Washington, M. Dinitz, devait s'entretenir ce mardi avec M. Kissinger, qui s'était chargé de transmettre à Damas deux mises en garde israéliennes. M. Dinitz pourra vraisemblablement informer ce soir son gouvernement sur l'accueil réservé par le président Assad à ses avertissements. Sur le terrain, a constaté M. Shimon Pérès au cours d'une visite qu'il a faite le lundi 22 novembre à la frontière, « il n'y a pas de changements significatifs dans la région bordant le territoire israélien, et les Syriens n'ont pas franchi la rivière Litani ». Cette rivière, qui traverse le territoire libanais du mont Hermon jusqu'à la Méditerranée, à une trentaine de kilomètres de la frontière israélienne, est généralement considérée comme correspondant au tracé de la fameuse « ligne rouge », bien que M. Pérès ait de nouveau affirmé lundi : « Nous n'avons jamais tiré une telle ligne ».

Pour l'éditorialiste du *Dan*, une pénétration syrienne dans cette zone au sud du Litani impliquerait une intégration du Liban dans le groupe des pays du champ de bataille. — A. S.

Le professeur Yadin, archéologue et ancien chef de l'état-major, a annoncé lundi 22 novembre, la création du Parti démocratique. La plate-forme de la nouvelle formation prévoit l'évacuation de la plupart des territoires occupés en échange d'une « paix véritable ». Le Parti démocratique exclut la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. — (A.F.P.)

مركز الأمل

EUROPE

Turquie

L'extrême droite tente d'empêcher les progressistes d'entrer dans l'enseignement

De notre correspondant

Ankara. — Les règlements de compte dans les universités turques entre étudiants de droite et de gauche se poursuivent. Le bilan de ces affrontements s'élève à six morts et deux cent quatre-vingt-quatre blessés depuis l'ouverture de l'année universitaire, fin octobre. L'université d'Istanbul a fermé ses portes sine die. Les cours sont suspendus depuis une semaine dans certains établissements dépendant de l'université d'Istanbul.

Six cent cinquante-huit membres du corps enseignant de l'université d'Istanbul se sont inquiétés, dans une déclaration publiée le 18 novembre, de ces incidents. Ils évoquent l'atmosphère d'insécurité dans laquelle ils travaillent ainsi que les déclarations d'hommes politiques qui encouragent les violences de l'un des deux camps rivaux. Bien que les enseignants se soient abstenus de les nommer, il s'agit bien pour les observateurs des « commandos » de l'extrême droite, proches du Parti de l'action nationaliste de l'ancien colonel Turkes, vice-premier ministre.

Le Sénat de l'université d'Istanbul, au sein duquel les professeurs modérés sont en majorité, menace de suspendre les cours aussi longtemps que la sécurité et la liberté d'enseignement n'auront pas été assurées. Il a également exprimé sa conviction que l'un des deux groupes rivaux (il s'agit du groupe d'extrême droite) poursuit son action avec la bénédiction d'un parti politique.

La réaction du corps enseignant est plus énergique que par le passé : elle traduit le sentiment général de l'opinion. Des groupuscules gauchistes ont recouru à la violence. M.-l'aggravation de la situation actuelle est surtout le fait de l'extrême droite, dont les militants paraissent bénéficier dans de nombreux cas de l'impunité bienveillante de certains éléments de la police.

Un autre facteur important — et peut-être déterminant — estiment les observateurs, est la complaisance du gouvernement de M. Demirel, soutenu par une

majorité de droite, qui néglige de prendre des mesures énergiques. La plupart des auteurs d'attentats (une soixantaine l'an dernier) sont laissés en liberté.

D'autre part, un scandale vient d'éclater à propos des examens d'entrée aux instituts d'éducation (écoles normales d'instituteurs). Selon la presse, plus de vingt-cinq mille candidats ont été reçus après avoir été « sélectionnés » par des commissions d'examen composées de personnes proches du Parti de l'action nationaliste. Les candidats qui ne bénéficiaient pas de recommandations des Pères des idéaux, association d'extrême droite, ont souvent échoué parce qu'ils ne pouvaient répondre à des questions délibérément choisies par les membres de ces commissions. Le ministre de l'éducation a dû se résoudre à annuler ces examens.

L'extrême droite cherche ainsi à empêcher les éléments progressistes d'entrer dans l'enseignement. Les progressistes dénoncent aussi la politique du gouvernement qui confie à des spécialistes « nationalistes » la rédaction des cours distribués gratuitement dans le secondaire.

ARTUN UNSAL.

Grande-Bretagne

La session parlementaire se termine sur un conflit ouvert entre les Communes et la Chambre des lords

De notre correspondant

Londres. — En dépit des menaces que le gouvernement fait passer sur son avenir, la Chambre des lords a tenu bon jusqu'au bout dans son combat contre la majorité des Communes. Par 197 voix contre 90, les pairs du royaume ont, pour la quatrième et dernière fois, amputé lundi 22 novembre le projet de loi visant à nationaliser l'industrie aéronautique et les constructions navales ; ils refusent que les firmes spécialisées dans la réparation de navires soient touchées par cette mesure.

Pendant cette controverse, le gouvernement a refusé d'accepter l'amendement proposé par les lords. Le projet initial a été de nouveau révisé par les Communes quelques heures après le vote de la Chambre haute. Le temps manque pour poursuivre la navette entre les deux Assemblées. La nouvelle session parlementaire devant être ouverte mercredi par la reine, le projet de nationalisation est provisoirement rejeté.

Le gouvernement ne manquera pas de représenter son projet aux Communes qui, en vertu du

Parliament Act — laissé en sommeil depuis vingt-neuf ans — pourront alors faire prévaloir leur point de vue sur les lords.

Mais la nouvelle discussion prendra encore plusieurs semaines et, d'ici là, le gouvernement aura peut-être vu se réduire encore la majorité précaire dont il dispose aux Communes.

Lundi, lord Carrington, le leader tory de la Chambre haute, a accusé le gouvernement de brandir contre la Chambre des lords « des menaces d'abolition d'existence et les fers de l'enfer » parce qu'elle exerce « la tâche qui lui incombe ». Un peu plus tard, M. Foot, leader des Communes, déclarait à la télévision : « Si nous perdons nous considérons comme une vraie démocratie, il faut primer la Chambre des lords du pouvoir qu'elle a d'ici à l'été 1977, elle effectuera la majorité élue des Communes ».

De son côté, le ministre de l'Industrie, M. Varley, a lancé aux Communes une violente attaque contre l'une des sociétés de réparations navales détenues par les lords, la Bristol Channel Ship Repairing Company, qui mène depuis deux ans une campagne spectaculaire contre la nationalisation.

La firme de Bristol est pourtant bien des égards, un modèle. C'est une des rares sociétés britanniques qui pratiquent la participation et elle a ouvert son conseil d'administration aux représentants ouvriers. L'ensemble du personnel, composé de syndicalistes dont la plupart ont voté pour le Labour, soutient la direction dans son combat contre la nationalisation. Quelques lords travaillistes, notamment un vétéran du Labour, lord Shinwell, ont vigoureusement soutenu la cause du « David » de Bristol contre le « Goliath » gouvernemental.

JEAN WETZ.

République fédérale d'Allemagne

M. Egon Bahr est élu secrétaire général du S.P.D.

M. Egon Bahr, ministre de la coopération, a été élu par le comité directeur, le lundi 22 novembre, secrétaire général du S.P.D. par 29 voix contre 2. Il remplacera à partir du 15 décembre, après la formation du nouveau gouvernement Schmidt-Genscher, M. Börner, qui a été élu le mois dernier ministre-président de Hesse.

Portrait

Le « pionnier » de l'Ostpolitik

Pour le S.P.D., M. Bahr est un peu un homme-miracle qui entretient des relations aussi bonnes avec le chancelier Schmidt qu'avec le président du parti, M. Brandt. C'est cette « qualité » qui a essentiellement contribué à son élection au secrétariat général. Amateur de politique étrangère, M. Bahr aurait préféré conserver le ministère de la coopération, qu'il quitte, a-t-il dit, « le cœur lourd », mais le chancelier ne pouvait souffrir l'autre favori de M. Brandt, M. Horst Ehmke. M. Bahr s'est donc incliné.

Au lendemain de la démission de M. Brandt en 1974, il ne faisait pas partie de la première équipe de M. Schmidt. La chute de l'ancien chancelier, auquel il avait une amitié de quinze ans, l'avait profondément touché. Il fut le seul député social-démocrate à ne pouvoir contenir son émotion, ce jour de mai 1974 où M. Brandt expliqua les raisons de sa démission devant son groupe parlementaire. Deux mois plus tard, cependant, il était appelé à remplacer M. Heppner au ministère de la coopération, et, depuis, il s'est toujours parfaitement entendu avec M. Schmidt. Tous les mercredis, après le conseil des ministres, M. Bahr déjeune avec M. Brandt pour le tenir au courant du travail gouvernemental. Dans ses nouvelles fonctions, il devra encore servir de trait d'union entre la chancellerie et le siège du parti.

Cet ancien journaliste, né en 1922 en Thuringe, aujourd'hui province de la R.D.A., est surtout connu comme le « pion-

nier » de la politique à l'Est. Sa collaboration avec M. Brandt date de 1960. Il devient alors porte-parole du Sénat de Berlin-Ouest, dont le bourgmestre est justement le futur chancelier. Après la construction du mur, il en vient à penser que la R.D.A. est une « réalité » dont il convient de reconnaître l'existence. De cette constatation sortira l'Ostpolitik de la coalition libérale-socialiste.

M. Bahr développe ses thèses pour la première fois en 1963 devant l'académie évangélique de Tübingen où il parle de « changement par le rapprochement » et de « politique des petits pas ». S'il est déjà en contact avec les Soviétiques, ce n'est qu'à partir de 1966 que son « patron » devient ministre des affaires étrangères et surtout à partir de 1969 après la formation de la coalition libérale-socialiste. Il pourra mettre ses idées en pratique. Elles aboutissent de 1970 à 1972 à la signature des traités de Varsovie et de Moscou et à celle d'un traité fondamental entre les deux Etats allemands.

Sur les problèmes de politique intérieure, M. Bahr — toujours discret — est maintenant pour lui un avantage, car il est ainsi accepté par la droite comme par la gauche du S.P.D. Ses nouvelles fonctions exigent plus d'esprit d'équipe, que de fantaisie intellectuelle, et l'on comprend que M. Bahr se sente plus inspiré par les difficultés de l'Ostpolitik ou du dialogue Nord-Sud que par la « cuisine » de parti.

DANIEL VERNET.

Espagne

LE RÉFÉRENDUM AURA LIEU LE 15 DÉCEMBRE

Madrid (Reuters). — Le référendum sur l'élection d'un Parlement espagnol au suffrage universel aura lieu le 15 décembre, a annoncé ce mardi 23 novembre le porte-parole du gouvernement. Le projet avait été approuvé le 18 novembre par les Cortès. Les vingt-deux millions d'électeurs seront invités à répondre par oui ou par non à la question : « Approuvez-vous la loi de réforme politique ? »

Les dispositions à prendre pour le référendum ont été approuvées le 19 novembre par le gouvernement, et seront publiées au Journal officiel le 24 novembre. Le

premier ministre, M. Adolfo Suarez, a déjà annoncé que les élections parlementaires auront lieu d'ici au mois de juin prochain.

● Cinq membres du parti communiste espagnol ont été arrêtés lundi 22 novembre dans une station de métro à Madrid, où ils distribuaient des tracts, a déclaré un porte-parole du P.C. Parmi eux figure la femme de M. Sartorius, journaliste et dirigeant des commissions ouvrières. — (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

La paix syrienne au Liban

(Suite de la première page.)

L'armée de pacification, en dépit des garanties formulées depuis plusieurs semaines, est essentiellement syrienne. Le prétexte d'autres contingents arabes est purement symbolique. Les autorités tentent de souligner le caractère international de la force de paix, mais personne n'est dupe. Dans l'entourage du président Sarkis — qui est théoriquement le chef de cette armée arabe — on reconnaît officieusement que le nombre des soldats syriens affectés à la force de dissuasion s'élève à près de vingt mille hommes, alors que l'on ne compte pas plus de trois mille soldats saoudiens, soudanais et libyens. Au total, près de trente mille Syriens sont installés au Liban, car il faut tenir compte des effectifs qui, avant la création de la force de dissuasion, contrôlaient déjà plus de la moitié du territoire.

Si les éléments saoudiens, soudanais et libyens ont souvent point en blanc leurs véhicules et les ont marqués de l'insigne de la Ligue arabe, ce n'est pas le cas des contingents syriens. Dans les longues colonnes qui, les 20 et 21 novembre, sillonnaient les routes de la montagne, seules quelques jeeps portaient un fanion vert (couleur de la Ligue arabe). Rien ne distingue la plupart des innombrables camions et blindés syriens. Certains d'entre eux portaient même un portrait du président Assad et un drapeau syrien, comme pour bien préciser la nationalité de cette armada.

La quantité des effectifs et du matériel est imposante. La veille de la dernière phase du déploiement de la force de dissuasion, l'une des colonnes de renforts syriens s'arrêtait, sur la route de Damas à Beyrouth, sur près de 30 kilomètres. Il y avait près de cinquante-dix chars lourds, sans compter les blindés, transports de troupes, les camions et les engins du génie (bulldozers et pelleteuses).

L'ampleur des opérations des forces syriennes suffit pour une large part à expliquer la disparition subite et presque inattendue des miliciens des deux camps. Dans les secteurs auparavant contrôlés par les combattants des partis conservateurs, dans la région de Beyrouth, la présence syrienne est plus discrète que dans le secteur défendu par les

organisations palestiniennes et progressistes. On n'oublie pas que certains dirigeants des forces libanaises (rassemblement des partis chrétiens de droite) s'opposaient à l'entrée de la force de dissuasion estimant que cette intervention — même celle des troupes de l'allié syrien — n'était pas nécessaire dans leur camp. Malgré tout, si les éléments syriens sont moins visibles à Achrafieh, principal quartier chrétien de Beyrouth, ils sont en réalité tout aussi nombreux qu'ailleurs.

L'accueil de Tripoli

Le contrôle paraît aussi rigoureux dans les deux zones. Certains incidents le prouvent. M. Dany Chamoun, chef de l'une des principales milices conservatrices, a été arrêté le 20 novembre à un barrage établi par des soldats syriens, parce que son garde du corps ne possédait pas d'autorisation de port d'armes. Pour les Libanais, l'anecdote ne manque pas de saveur, car il s'agit du fils de M. Camille Chamoun, président du P.N.L. (Parti national libéral), le dirigeant conservateur le plus influent à l'égard du plan de paix arabe. On a également relaté la colère de M. Bechir Gemayel, chef militaire des milices conservatrices, lorsqu'un officier syrien est venu lui demander de fournir une liste de ses effectifs, afin de déterminer le nombre des hommes qui pourraient être provisoirement autorisés à porter des armes.

Dans le nord, dans la région de Tripoli et de Zghorta, l'avance, le 21 novembre, des troupes syriennes s'est effectuée avec un soin particulier. Les unités se sont implantées dans les moindres villages du Koura, où les affrontements ont toujours été parmi les plus violents. Les contrôles étaient beaucoup plus sévères qu'ailleurs. Sur les routes, cependant, les forces syriennes ont été bien accueillies, tant à Tripoli, défendue par les organisations progressistes, qu'à Zghorta, le fief de M. Frangieh, l'ancien président de la République.

L'accueil de Tripoli à la force de paix a été assez semblable à celui de Beyrouth une semaine plus tôt. L'entrée des premiers blindés a été saluée par des salves d'armes automatiques. Les miliciens ont mis une fleur à leurs fusils. Mais les Syriens ont

pris la précaution de faire circuler dans les rues des voitures munies de haut-parleurs pour préciser à la population qu'ils venaient « apporter le calme et la paix ».

M. Farouk Mokaddem, qui a participé à la défense de Tripoli, a fait part de son soulagement, mais il ne pouvait dissimuler une profonde amertume lorsque les Syriens ont entouré son quartier général, la citadelle bâtie par les Croisés, pour lui demander de l'évacuer. Venus assister au défilé des troupes, la plupart des habitants demeuraient dans l'ensemble assez distants, et plusieurs d'entre eux n'ont pas déclaré : « En fin de compte, le seul avantage que nous voyons c'est que, avec l'arrivée de ces soldats, la ville n'est plus isolée comme elle l'était depuis six mois, et que, pour la première fois depuis un an, nous allons cette nuit dormir tranquillement ». De telles déclarations ne reflètent guère l'enthousiasme, d'autant moins que Tripoli, comme tout le Liban, a fêté le 22 novembre le trente-troisième anniversaire de l'indépendance.

Pour les Libanais, ce mot d'indépendance devait résonner avec une certaine ironie au moment où une puissance étrangère s'installait dans tout le pays. On a noté, à ce propos, que sur le trajet des troupes syriennes des milliers d'affiches avaient été placardées la nuit précédente. Elles représentaient un drapeau libanais bordé d'un crépe noir en signe de deuil, avec cette légende : « 1943 : l'indépendance était un leurre. 1976 : à quand l'indépendance ? ». Un dirigeant phalangiste, dont on connaît pourtant les sentiments pro-syriens, a souligné l'« humour noir » de la situation en estimant qu'il s'agissait cette année d'une fête de l'« interdépendance ».

Au-delà des montagnes...

Bien qu'il soit inscrit sur la plupart des blindés syriens : « Nous venons pour garantir la souveraineté du Liban », les Libanais se souviennent que le pays, au cours de l'histoire, a toujours dû se méfier de la politique menée par les autorités en place au-delà des montagnes de l'anti-Liban. Tant à droite qu'à gauche, on rappelle que les gouvernements du pays voisin n'ont cessé de rêver à la création d'une

« Grande Syrie » incluant le Liban. Les deux pays n'ont jamais échangé de représentation diplomatique. Récemment encore, des dirigeants de Damas ont affirmé avec insistance que la population du Liban et celle de la Syrie ne formaient qu'un « même peuple ». Des rumeurs persistantes à Beyrouth font, par ailleurs, état des « visées » syriennes sur la plaine de la Bekaa.

Au cours des dernières semaines, les dirigeants de la droite ont eu du mal à cacher leur réserve à l'égard du plan de paix. Lors d'une cérémonie étrange, le 22 novembre, sur les ruines du camp palestinien de Tell El-Zaatar, rebaptisé paradoxalement par les phalangistes « Colline des Martyrs », M. Bechir Gemayel a renouvelé avec vigueur sa défiance envers une solution qui paraît ne le satisfaire aucunement. Dans les milieux progressistes et palestiniens, on se montre beaucoup plus réaliste, en tenant compte du rapport des forces. Les dirigeants évitent autant que possible les déclarations. On préfère manifestement tenter de regagner un tant soit peu, dans la paix et par des moyens politiques, le terrain perdu dans la guerre.

« C'est la paix... mais elle est syrienne », dit-on fréquemment au Liban. Dans les milieux politiques des deux bords, on se contente finalement de la certitude que les hostilités ne pourront reprendre tant qu'une armée aussi importante sera présente dans le pays. Mais on constate que les questions politiques n'ont pas encore commencé d'être réglées, et que le président Sarkis n'a toujours pas donné la moindre indication à ce sujet. On s'inquiète, enfin, de la durée de la présence de la force de dissuasion, car l'armée libanaise, désintéressée dans le conflit, n'est pas prête d'être reconstruite pour garantir à l'Etat libanais sa souveraineté.

FRANCIS CORNU.

● A l'occasion de la fête nationale du Liban, le groupe de professeurs libanais animé par M. Georges Farhat (1) organise une exposition de photos et une projection de film sur le thème « Beyrouth d'hier et d'aujourd'hui ». Cette manifestation aura lieu le mercredi 24 novembre, à 16 heures, à l'Ecole Gensou, 31, rue de la Pompe, à Paris-16^e.

(1) Inter Arabie, 12, rue Vaneau, 75007 Paris, tél. 555-47-52.

République démocratique allemande

L'AFFAIRE BIERMANN PROVOQUERAIT DES DISCUSSIONS AU SEIN DU P.C.

La fronde, plus que l'agitation, semble se développer en Allemagne de l'Est, à la suite du bannissement prononcé contre M. Biermann. La protestation, initialement le fait de treize intellectuels, aurait maintenant reçu une soixantaine de signatures, et des slogans dans le même sens de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

(Sous le titre « Mesures de police », « l'Humanité » rapporte à ce sujet les informations des agences occidentales et fait état de la « massive campagne » de la presse est-allemande pour justifier les mesures prises contre Biermann : « Les lettres publiées ont des formes diverses. Parfois il ne s'agit que d'un jugement sommaire », relate le correspondant du quotidien du P.C.F.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Plusieurs personnes auraient été arrêtées, et le domicile du professeur Robert Havemann, contestataire depuis plus de quinze ans, serait entouré de cordons de police et de camions qui barrent les voies d'accès. Son téléphone a été coupé, ainsi que celui de la femme de M. Biermann, qui réside tous les jours à Berlin-Est avec son fils âgé de six mois.

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

Seul le correspondant de l'A.F.P. à Berlin, des rumeurs circulent sur de profondes dissensions au sein du SED (parti communiste de R.D.A.). A propos de cette affaire, l'autorité même de M. Honnecker, secrétaire général du parti et chef de l'Etat, serait mise en cause. Les Soviétiques considéreraient comme une maladresse la sanction prise contre M. Biermann et se plaindraient de l'« insubordination » de la ligne politique suivie par le SED. Le bureau politique du parti doit se réunir ce mardi 23 novembre. — (A.F.P., Reuters.)

MOHAMMED REZA PAHLAVI

Shah d'Iran

LE LION ET LE SOLEIL

Entretiens avec Olivier Warin

TOUTES LES QUESTIONS TOUTES LES REPONSES

STOCK

AMÉRIQUES

Canada

Après la victoire du parti québécois

Les Canadiens anglais sous le choc

Montréal. — Le Canada anglais se remet lentement de sa surprise. De la Colombie britannique à l'île du Prince-Édouard, personne n'avait imaginé qu'un gouvernement majoritaire « péquiste » (1) puisse s'installer au Québec. Quel parti prendra devant cette « catastrophe » ? Rien ne paraît changé dans la vie quotidienne. Les conversations se poursuivent au volant, dans les bars, chez les commerçants, montrent simplement que la politique prévaut désormais sur le hockey dans l'ordre des préoccupations nationales. Chacun suppose les réactions possibles d'Ottawa, de la province d'Ontario, les implications économiques d'une éventuelle indépendance. L'effacement est encore lointain et pourtant tout le monde se sent déjà en alerte.

« Et maintenant ? »

Dans un magasin de journaux, les jeunes livreurs anglophones commentent sans aménité les titres concernant le nouveau premier ministre, M. Lévesque. Un homme qui discute à l'entrée d'un immeuble désolé au coin des lèvres un grognement de colère et cette qu'il est venu tel comme immigrer il y a vingt-cinq ans et qu'il n'est pas question pour lui de repartir du jour au lendemain. M. Cohen, le marchand de radio du coin de la rue, s'assoit un moment pour explorer sa crainte que la situation ne débouche un jour sur une guerre civile. « Je comprends ce que ressentent les Canadiens français, dit-il. On m'a refusé mon premier emploi, quand j'avais quinze ans, parce que j'étais juif ; on l'a refusé au garçon qui attendait derrière moi parce qu'il était francophone. Mais vraiment, je n'arrive pas à imaginer que le Québec puisse être un jour séparé du Canada. »

Et pourtant cette perspective incite, dès avant le scrutin, les petits épargnants à se bousculer aux guichets de la banque du quartier pour transférer leurs économies en Ontario ou aux États-Unis. « Ils ne me disent pas un mot du résultat des élections », nous confie le vendeur de la librairie voisine. Surtout une vieille dame qui entre à ce moment-là et demande, tout de go, dans un français hésitant :

De notre correspondant

« Alors, que va-t-il se passer maintenant ? Pensez-vous que ce sera meilleur ? » Apparemment satisfait de la réponse circulaire du libraire, elle revient aussitôt à l'anglais.

Prendant la parole au cours d'une séance solennelle de remise des diplômes à l'université McGill, M. John O'Brien, recteur de la faculté de droit de Concordia, a invité ses auditeurs à s'inspirer de la façon dont « d'autres minorités » du Québec étaient parvenues à se tailler une place équitable. Les vœux argués de la salle d'honneur de McGill n'avaient jamais entendu « un tel langage ».

On ne trouve plus trace, à la lecture de la presse canadienne, de cette hostilité à l'égard des Québécois qui faisait écrire cet été à un lecteur du « Montreal Star » : « Qu'on mette ces Français dans un bateau pour le bétail et qu'on les envoie à Bornéo, où les chasseurs de tête s'en occupent. » Le Canada anglophone veut croire que le vote du 15 novembre n'était pas indépendantiste, mais qu'il était tout simplement une réaction à la décision du parti québécois de laisser un référendum décider de l'indépendance. Il s'agit écrit : « Pour moi, c'est le fin de la séparation au Québec. »

M. Trudeau soupçonné

Dans les milieux politiques fédéraux, les commentaires sont moins amènes. Plusieurs ministres ont laissé entendre qu'ils étaient prêts, si nécessaire, à mener la vie dure au gouvernement du Québec. D'autres semblent paralyés à l'idée de devoir collaborer avec une province dont la sécession éventuelle remettrait peut-être en cause demain l'existence même du pays. Leur raisonnement est simple : pour eux les Québécois ne sont pas des Français, mais des Canadiens. Ils ont besoin des subsides ordinaires d'Ottawa, des investissements venus des autres

provinces, de la coopération des industriels anglophones du Québec. Les uns et les autres doivent-ils collaborer ainsi à leur propre défaite ?

En revanche, le Canada anglais regarde désormais M. Trudeau avec une vigilance soupçonneuse. Le chef de l'opposition officielle, M. Clark, insiste déjà sur un thème qui pourrait se révéler profitable lors des prochaines élections nationales. M. Trudeau, dit-il, en substance, n'est pas directement responsable du succès de son ancien ami, M. Lévesque. Il était néanmoins à la tête du pays au cours de cette fâcheuse décade qui aura vu l'idée indépendantiste faire de si grands progrès au Québec.

Imprudence

Ces critiques pourraient se durcir rapidement en cas de détérioration des relations entre Ottawa et le Québec. M. Trudeau ne peut en effet empêcher qu'il ait été depuis huit ans, pour l'ensemble du Canada, le symbole de l'unité nationale. Il avait lui-même joué imprudemment sur cette image lorsque, au printemps dernier, commentant la décision du parti québécois de laisser un référendum décider de l'indépendance, il s'était écrit : « Pour moi, c'est le fin de la séparation au Québec. »

S'il s'en souvient, M. Trudeau doit considérer avec amertume les propos qu'il tenait le 26 septembre 1969, à Gatineau, en Ontario : « Je me suis trompé, disais-je alors, candidat pour ce poste [premier ministre fédéral] à un moment où il y avait un problème entre le Canada anglais et le Canada français. Et j'ai eu assez de chance pour me trouver là, avec apparemment des réponses à quelques questions. Il est probable — je veux croire qu'il est certain — que dans cinq ou dix ans le Canada n'aura plus ces problèmes ; celui de l'unité nationale, par exemple, aura été résolu. Par conséquent, une personne comme moi, avec le genre de solutions que je pouvais avoir, ne sera plus indispensable. »

ALAIN-MARIE CARRON.

(1) De P. Q. (parti québécois).

Etats-Unis

EXPULSÉS DE GRANDE-BRETAGNE

MM. Agee et Hosenball diffusaient des informations sur les activités des services américains en Afrique australe

De notre correspondant

New-York. — Bien que Washington se défende d'avoir fait pression sur le gouvernement britannique pour qu'il expulse MM. Philip Agee et Marc Hosenball — deux journalistes américains installés en Grande-Bretagne — des indications convergentes semblent indiquer qu'une intervention — des plus énergiques — a eu lieu auprès des autorités de Londres. M. Agee, ancien agent de la C.I.A., qui fut traqué et menacé par des membres de cette organisation pour avoir publié le « Journal d'un agent secret » (1) en 1975, et M. Hosenball, informateur discret de la revue trimestrielle « Counterspy », publiée à Washington, sur les activités de la C.I.A. en Grande-Bretagne, en particulier sur sa collaboration avec la BOSS (le service de renseignements sud-africain).

Counterspy fut lancé par sept vétérans du mouvement d'opposition à la guerre au Vietnam, dans la guerre au Vietnam, dans l'année dernière par les commissions Rockefeller, Church et Pike sur les agissements illégaux et parfois criminels de la C.I.A. aux États-Unis et à l'étranger (complots pour assassiner M. Fidel Castro et Patrice Lumumba, surveillance du courrier et des câbles citoyens américains, administration de drogue sur ses propres agents à leur insu, infiltration de mouvements politiques américains, etc.). Certains de ses rédacteurs et correspondants (notamment M. Victor Marchetti et Philip Agee), étant eux-mêmes d'anciens agents, savent lire et décoder le registre des biographies du département d'État, distinguer ceux qui sont des diplomates américains et ceux qui ne le sont pas. En deux ans Counterspy a publié les noms de deux cent cinquante agents de la C.I.A. à l'étranger (certains de ces noms furent repris dans la presse française, italienne, portugaise) et dénoncé nombre d'opérations clandestines menées par l'agence en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique latine.

Le rédacteur en chef de Counterspy, M. Winslow Beck, ancien analyste à l'Agence nationale de sécurité aux États-Unis, a déclaré en 1975 à Athènes de M. Welch, le chef de poste de la C.I.A. récemment nommé en Grèce, dont le nom avait été publié peu auparavant par « Athens News », que le rôle de la C.I.A. en Afrique australe en 1974, sur l'art de la « déclaration d'Ottawa » (Cohésif de l'OTAN), qui précise que « les alliés s'informent réciproquement de toutes les questions d'intérêt commun, ceux qui ne sont contents de la priver de ses moyens allaient jusqu'à désigner ses agents comme cible à des assassinats ».

Madison Avenue

Le prochain numéro de Counterspy (actuellement sous presse) contiendra un article extrêmement détaillé et fourmillant d'informations concernant la collaboration de la C.I.A. et de la BOSS en Namibie. Ces deux organisations collaboraient étroitement aux termes d'un accord semblable à ceux qui existent depuis la fondation de la C.I.A. entre

De notre correspondant

L'Agence et les services de renseignements des pays anglo-saxons. L'article en question apporte des précisions sur l'opération « Eagle », destinée à mettre en place, dès que possible, en Namibie un gouvernement qui serait dirigé par M. Clemens Kapo, chef de la tribu des Herero. Une firme de Madison Avenue nommée Psychom (financée par le gouvernement sud-africain) assure la promotion de M. Kapo, qui bénéficie jusqu'à récemment des conseils d'un réfugié hongrois, M. James Endicott (de son vrai nom Gyorgy Nemeth), qui avait travaillé pour Radio-France-Europe et — si l'on en croit Counterspy — pour la C.I.A.

Ce mystérieux personnage mourut récemment à Londres de façon aussi étrange que soudaine. Les informations de la revue indiquent que cette disparition pourrait masquer une tentative d'assassinat confiée à M. James Endicott. L'article s'étend sur la formation projetée par la C.I.A. et la BOSS d'une armée contre-révolutionnaire namibienne qui serait chargée de faire échec au SWAPO et de soutenir l'Union en Angola, et sur le rôle joué par l'aide américaine dans la prise d'entreprise politico-militaire destinée à renverser l'équilibre des forces en Afrique australe.

Un projet d'étude financé par l'U.S. AID (coût : 250.000 dollars) a pour but d'étudier et les problèmes de la transition vers des régimes majoritaires en Afrique australe. L'objectif visible serait d'obtenir des renseignements qui permettraient à la C.I.A. — et à ses alliés en Rhodesie, en Namibie et en Afrique du Sud — de expliquer ou de prévenir les mouvements subversifs.

Dans un numéro précédent, Counterspy avait fourni de nombreux détails sur la collaboration de l'OTAN avec des forces armées sud-africaines aux termes d'une décision prise en février 1970 par le Conseil national de sécurité américain et consignée dans un document secret dont le contenu fut publié par la revue « Registre » en octobre 1975.

Des précisions sur un plan d'urgence

Counterspy avait apporté des précisions sur le plan d'urgence mis en chantier au quartier général suprême de l'OTAN en juin 1975 concernant l'Afrique australe, sur les manœuvres conjuguées des marines françaises et sud-africaines en mars 1974, sur l'article 11 de la « déclaration d'Ottawa » (Cohésif de l'OTAN), qui précise que « les alliés s'informent réciproquement de toutes les questions d'intérêt commun, ceux qui ne sont contents de la priver de ses moyens allaient jusqu'à désigner ses agents comme cible à des assassinats ».

peuvent être affectés par des événements se produisant en d'autres parties du monde », sur le « projet Echo » — la base de surveillance électronique et de communication enfouie sous des tonnes de béton à 30 kilomètres de Johannesburg (Afrique du Sud), où, grâce à ses appareils ultramodernes, de surveiller les mouvements de troupes soviétiques.

Selon Counterspy, une partie du matériel de cette base avancée de l'OTAN qui ne dit pas son nom aurait été achetée aux États-Unis, à l'Allemagne et à la France : de cette manière l'Afrique du Sud se serait introduite dans l'OTAN par la porte de service. La revue révèle, en outre, que le lendemain de la chute de l'Angola, l'amiral Bismarck, chef des forces armées sud-africaines, débarqua à Washington où il rencontrait le ministre de la Marine, afin de discuter de dix-sept avions et nombre de parlementaires.

Dans la mesure où Londres se fait la plaque tournante de la collaboration C.I.A.-BOSS et où MM. Agee et Hosenball s'approprient peut-être à donner à Counterspy des informations encore plus explosives, on comprend qu'ils soient devenus les bêtes noires de la direction de la C.I.A. et de M. Kissinger. Le secrétaire d'État tente depuis la décade anglaise d'endiguer la radicalisation de l'Afrique australe. Avec beaucoup de bruit, il a réussi, non pas à empêcher la poursuite des opérations, mais à déclencher un mouvement et à provoquer des divisions qui ont permis à la diplomatie américaine d'obtenir une certaine marge pour négocier.

Lois de séparation à notre plus grand avantage. Jusqu'à l'indépendance de la Namibie, il n'y a pas de séparation dans les secteurs qui le préoccupent pour empêcher la marque de sa politique dans les faits de façon irrésistible et placer son successeur devant une série de faits accomplis. La partie qui est en Afrique australe est particulièrement complexe. S'il veut préserver la crédibilité des Africains modernes comme M. Nyerere — dont le concours lui est indispensable — il doit éviter à tout prix d'étaler au grand jour la collusion de son pays et de l'Afrique du Sud.

La nomination, toute récente d'un nouveau chef de bureau de la C.I.A. à Londres — M. Ed. Protter, connu pour sa fermeté et ses « coups de poing sur la table » — s'explique peut-être par la nécessité pour l'Agence de nettoyer le plus vite possible son atome londonienne. Peut-être aussi par la volonté de M. Kissinger de débarrasser le plateau londonien de deux « trublions » avant l'arrivée au pouvoir de M. Carter.


LOUIS WIZNITZER

(1) Editions du Seuil.


Tout l'habillement de l'homme en prêt-à-porter
Grandes Tailles
jusqu'à 60... FORTS, GRANDS, TRAPUS, MINCES
et tous les autres...

Barnett Chemisier Habilleur
19, av. Victor Hugo 16°

La Boutique du Brésil



BRADE
sa collection 1975



Pour faire place à sa nouvelle collection

SOLDE
sa collection 1976



LIQUIDE

ses modèles d'exposition (sofas - fauteuils - bibliothèques - tapis, etc.)
au 1^{er} étage de sa boutique de Paris
43, av. Friedland (tel. 359.22.10)
de 10 heures à 19 heures 30

ROBERT & RENE
13, Rue du Faubourg du Temple - PARIS (10°)
Métro: REPUBLIQUE

Une boucherie "Grande Surface" au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

le kilo	le kilo
PAU-FILET	BOUDIN BLANC
BOUMSTECK	NATUREL
BOUMSTECK	TRUFFE 1 %
COTE DE Bœuf	JAMBON D.D.
BOEUF A BRASSER	PATE DE CAMPAGNE
PLAT DE COTE	RAYONNE SANS OS
COTE DE PORC	RAYONNE EN TRUFFES
PALETTE SANS OS	SAUCISSON FINE
GIGOT D'AGNEAU	SAUCISSON D'INDRE
CARRÉ D'AGNEAU	PATE GROSSE SUIVE
SEAUVE D'AGNEAU	CUISSE D'INDRE
RECULOPE DE VEAU	CUISSE P.A.C.
COTE DE VEAU	SAUCISSON FINE
LANGUE DE Bœuf	FOIE GRAS TRUFFE

OUVERT DU MARDI AU SAMEDI
de 8 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 h. 15

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT
SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.84.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

مكتبة الامم المتحدة

Etats-Unis

M. CARTER CHEZ M. FORD
A LA MAISON BLANCHE

Les bonnes manières...

De notre correspondant

Washington. — En Grande-Bretagne, les camions de déménagement arrivent le lendemain même du scrutin au 10 Downing Street, prêts à emporter les objets personnels et les meubles du premier ministre battu pour faire place nette au vainqueur. Transition rapide et même brutale, qui contraste singulièrement avec la civilité en usage à Washington : les nouveaux occupants de la Maison Blanche attendent d'être invités par ceux qui vont le quitter...

Trois semaines environ après sa victoire, M. Carter, accompagné de sa femme Rosalynn, arrivé tout droit de sa campagne, est venu lundi 22 novembre jeter un coup d'œil sur sa nouvelle résidence.

M. Ford lui a fait faire le tour du propriétaire, tandis que Betty, sa femme, présentait les domestiques à la prochaine « First Lady ». On parla de politique, mais aussi de cuisine de sport et, bien sûr, des en-

fants. Amy, la fille de M. Carter, ira sûrement comme prévu à l'école publique...

Dans le jardin, MM. Ford et Carter, face aux journalistes, se félicitèrent réciproquement de leur bonne coopération qui facilitait la transition. On se serra la main. « Au revoir », « Bonne chance Jimmy », « Je suis content que la maison vous plaise... ». Betty embrassa sur la joue le vainqueur de son mari. Juste avant de s'en aller, M. Carter « vint vers son hôte, et pour ne pas être en reste, usa des mêmes mots par lesquels le président Ford avait conclu le message où il reconnaissait sa défaite, mercredi 3 novembre : « God bless you ! » (« Que Dieu vous bénisse ! »).

Spectacle touchant, et peut-être même déconcertant, pour tous ceux qui en Europe sont convaincus que les Américains manquent de bonnes manières...

H. P.

(Publité)

Presse Nouvelle
HEBDOMADAIRE

PREMIERES REPONSES A UNE GRANDE ENQUETE : Que signifie la présence juive accrue dans la création artistique actuelle ?

HISTOIRE DES JUIFS DU COMTAT VENAISIN par Marcel CERF

LE CARREAU DU TEMPLE SERRA-TA. SAVIE ? par Jean LIBERMAN

Numéro et abonnement à : P.N.H., 14, rue de Paradis 75010 PARIS Tél. 770-91-73

SPORTS
D'HIVER

LOCATION DE STUDIOS, DE CHALETS ET D'APPARTEMENTS A VARS, ORCÈRES, LA FLAUNE, CHAMROUSSE, MERIBEL, Tignes, etc.

A partir de 400 F par semaine. 71, RUE DE BOME 75017 PARIS (METRO : BOME)

Tél. : 293-60-09

LA MAISON DES VACANCES

Pérou

Le gouvernement annonce une série de mesures destinées à « rendre confiance » au secteur privé

De notre correspondant

Lima. — C'est une nouvelle stratégie économique bien différente de celle des premières années du « processus révolutionnaire » que le gouvernement péruvien vient de rendre publique. L'occasion en a été la conférence annuelle des chefs d'entreprise, qui s'est tenue à Arequipa du 18 au 21 novembre.

L'annonce la plus spectaculaire, faite par le chef de l'Etat, le général Francisco Morales Bermudez, a été celle d'une modification totale du système de copropriété et copropriété que le régime militaire avait mis sur pied en 1970. Toute entreprise était tenue de réinvestir chaque année au nom de la « communauté industrielle », c'est-à-dire de l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci devenaient ainsi propriétaires d'une part croissante du capital, qui devait progressivement atteindre 50 %. En même temps, la « communauté industrielle » disposait d'un pourcentage de voix correspondant au sein des organes de direction. Ce système suscitait l'hostilité de la plupart des chefs d'entreprise.

Le système annoncé dimanche 21 réduit la « communauté industrielle » à une forme d'actionariat ouvrier. La part du patrimoine de l'entreprise qui reviendra aux travailleurs ne pourra désormais dépasser 33,3 % et il s'agira d'actions individuelles cessibles, et non plus d'une partie du capital.

L'époque lointaine
de la propriété sociale

Le général Morales Bermudez a, d'autre part, confirmé que le secteur de propriété sociale — autonome — serait limité aux entreprises qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre, mais nécessitent peu de capital. On semble loin de l'époque où la propriété sociale, volontiers qualifiée de « modèle de la révolution péruvienne », était censée devenir « hégémonique ».

Quant au secteur public, selon le chef de l'Etat, il a « suivi ces dernières années un rythme de croissance trop élevé par rapport aux possibilités financières du pays ». Le 16 novembre, a été constituée une commission chargée de réduire le mode de fonctionnement et le champ d'action de l'Etat dans l'économie. Le

ministère des mines a annoncé que, dans le secteur minier, où l'Etat jouait un rôle prépondérant depuis 1968, seraient formées des entreprises mixtes, avec participation d'investisseurs nationaux et étrangers. Le ministre du travail a annoncé une révision de la loi sur la stabilité de l'emploi, du système syndical et de la réglementation du droit de grève, demandées depuis plusieurs mois par les chefs d'entreprise. Quant au ministre de l'économie, il a annoncé qu'en 1977 les crédits accordés au secteur privé augmenteraient de 22 %, tandis que ceux attribués au secteur public diminueraient de 14 %.

Scepticisme à Lima

Ces déclarations ont-elles à rendre confiance aux chefs d'entreprise ? Ces derniers mois, la politique de « réalisme » s'était déjà traduite par diverses concessions au secteur privé. S'agit-il avant tout, affirme-t-on, de canaliser l'épargne interne afin de créer de nouveaux emplois. Selon les chiffres révélés à Arequipa, 4,72 % de la population active péruvienne sont soit en chômage soit en état de sous-emploi. Mais le secteur privé, qui, au Pérou, ne s'est jamais distingué par son caractère novateur, avait paru, jusqu'ici, accueillir avec beaucoup de scepticisme les déclarations officielles, et multipliait les exigences. A Arequipa, encore, ses représentants affirmèrent que la stabilité de l'emploi avait « affecté énormément la productivité et affaibli dans les entreprises la discipline et l'esprit d'autorité ». Ils attribuaient la crise que connaît le pays à l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie, et à un « concept planificateur de plus en plus centralisé ».

Mais, à Lima, on ne cache pas un certain scepticisme face à de telles affirmations. Avant l'arrivée des militaires au pouvoir en 1968, à l'époque du libéralisme économique le plus absolu, le secteur privé semblait incapable d'amorcer un processus de développement. Ses structures en grande partie artisanales, sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, sa résistance aux changements, réduisaient d'autant sa capacité en la matière. Peut-on penser qu'il en ira autrement aujourd'hui ?

THIERRY MALINIAK.

Argentine

1 MILLION DE DOLLARS POUR DES « ARTICLES POSITIFS »

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le gouvernement argentin a versé plus d'un million de dollars à une société de relations publiques pour améliorer son image de marque à l'étranger, a révélé dimanche 21 novembre le journal de langue anglaise Buenos Aires Herald.

« Certains journalistes argentins ont été engagés pour rédiger des « articles positifs » qui seront distribués à l'étranger », poursuit le journal, selon lequel des journalistes étrangers ont été invités gratuitement en Argentine.

Le gouvernement, toujours selon le Buenos Aires Herald, estime que le pays est « peint en noir » par une presse étrangère qui croit que les Argentins se livrent une guerre civile quotidienne.

Djerba au Médina Club, c'est différent.

Parce que : l'hôtel Médina Club est conçu comme un village mauresque.
Parce que : il donne directement sur une plage de sable fin (équipement sportif complet).
Parce que : il est entouré d'un parc de 7 ha.
Parce que : le confort y est irréprochable.
Parce que : la cuisine (tunisienne et internationale) y est très soignée.
Parce que : la semaine (voyage et séjour) ne coûte que 1275 F.

Renseignements : République Tours 61 rue de Malte 75541 Paris Cedex 11 Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages



Je désire recevoir gratuitement votre documentation

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

PRIX DE GROS C.C.A.

Chocolats - Champagnes - Vins - Alcools - Foie Gras Dragées etc... Des marques les plus prestigieuses

EXTRAIT DE NOTRE TARIF (VENTES SUIVANT CONDITIONS DE CE TARIF)

CHAMPAGNE (bouteille par carton 6 bouteilles)	
CHAMPAGNE BRUT, le hl 20,25, par 12.....	18,00 F
CHAMPAGNE DRY, le hl 20,25, par 12.....	20,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	22,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	24,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	26,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	28,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	30,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	32,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	34,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	36,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	38,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	40,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	42,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	44,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	46,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	48,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	50,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	52,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	54,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	56,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	58,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	60,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	62,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	64,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	66,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	68,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	70,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	72,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	74,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	76,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	78,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	80,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	82,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	84,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	86,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	88,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	90,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	92,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	94,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	96,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	98,00 F
CHAMPAGNE EXTRA DRY, le hl 20,25, par 12.....	100,00 F

CCA SIEGE SOCIAL 103, rue de Turenne - PARIS 3

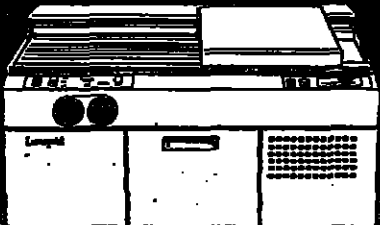
TARIF SPECIAL FIN D'ANNEE - ALCOOLS - CHOCOLATS - JOUETS - MARRONS GLACES - VINS (contre enveloppe timbrée)

Ouvert du Lundi au Samedi inclus de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h
Dimanche : Dimanche matin 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h
Cheque accepté à partir de 300 F mais 19% achat en numéraire - carte client

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



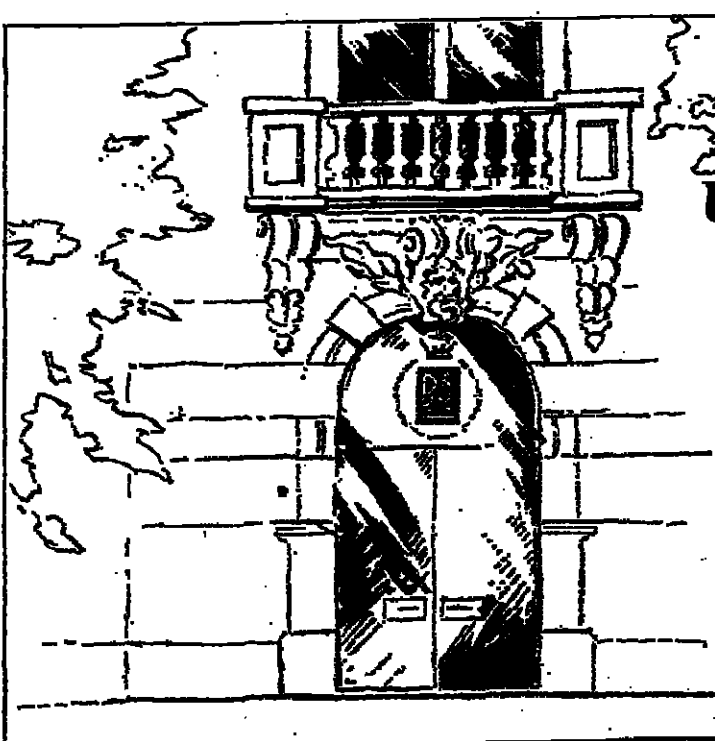
LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à : Lumoprint France S.A. 6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 645.21.91

"99, rue de passy : la nouvelle boutique mode pour les grandes tailles"

AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS
TAILLES 44 A 60.
99, RUE DE PASSY-16°
côté muette



Une nouvelle ambassade au 59 de l'avenue d'Iéna

Avenue d'Iéna, les ambassades côtoient les consulats et les missions diplomatiques. Il en manquait une pourtant, dont le prestige est mondial : la musique. Bang & Olufsen vient d'y remédier. C'est là, en effet, à deux pas de l'Etoile, qu'il ouvre son second auditorium parisien. Cet auditorium Bang & Olufsen n'est pas un lieu de vente, mais d'information, de démonstration et d'écoute. Vous pouvez donc y venir en toute liberté et simplement écouter la musique que vous aimez sur les chaînes haute-fidélité Bang & Olufsen ; et, pour un instant... échapper au temps. Pour vous accueillir et vous guider : des spécialistes haute-fidélité qui ont fait de leur métier une passion. Ce nouveau centre, ouvert du mardi au samedi, de 9 h à 19 h, délivre un visa illimité pour l'univers de la musique et de ses plaisirs.

Bang & Olufsen of Denmark

ASIE

Japon

LA CAMPAGNE POUR LE SCRUTIN DU 5 DÉCEMBRE

Le Komeito, parti d'inspiration bouddhiste, cherche à rallier l'électorat déçu par les conservateurs

De notre envoyé spécial

Tsushima. — « Bonjour à vous tous, j'espère que vous allez bien. Mon parti défend vos intérêts. Je sollicite vos suffrages et vous promets ma chaude bienveillance. » Il est 7 heures, et la pluie tombe dru devant la petite gare de Kanda, banlieue de Tsushima, au nord de Tokyo. En gants blancs, le parapluie dans une main, le micro de l'autre, M. Futami, qui arbore une énorme fleur de papier au côté, est le candidat du Komeito (littéralement, le « parti du gouvernement propre », d'inspiration bouddhiste, dans la troisième circonscription de la préfecture d'Ibaraki.

Entouré de six jeunes hôtesses en uniforme rouge et bonnet blanc, qui s'inclinent profondément devant chaque passant, M. Futami commence sa tournée électorale au lever du jour. Avec son mini-bus surmonté de quatre haut-parleurs, il parcourt quotidiennement 200 kilomètres, s'arrêtant dans chaque village pour distribuer des poignées de main dans un style fort peu japonais, et qui s'apparente à celui de candidats aux « primaires » américaines. Pendant le trajet, les hôtesses se relaient au micro pour appeler à soutenir M. Futami, bédiant chaleureusement les passants. Les slogans sont parfois entrecoupés par l'hymne du Komeito (« Soyons tous unis »), qui se mêle aux bruits de la ville.

A une heure et demie de Tokyo par le train, la préfecture d'Ibaraki est un exemple de région rurale peu à peu bouleversée par une industrialisation sauvage. L'immense combinat de Kashima,

au bord de la mer, témoigne en fait de l'échec de la tentative de développement parallèle de l'industrie et de l'agriculture. Au nord de la préfecture, la circonscription de M. Futami, qui compte 500 000 électeurs, n'a pas été aussi atteinte que la région de Kashima, dont elle forme l'arrière-pays. « La pollution et la dégradation de l'environnement n'en sont pas moins les problèmes essentiels », nous dit-il. Les paysans, dont les maisons sont souvent neuves, semblent relativement aisés. « Leur revenu s'élève à 3 millions de yens par an et par famille », précise le candidat, « mais beaucoup d'hommes ont un emploi en ville ». Ici, beaucoup de salariés et de petits employés doivent se rendre chaque jour à Tokyo pour leur travail.

Une bonne circonscription

C'est une bonne circonscription pour le Komeito, qui puise sa clientèle électorale parmi les laissés-pour-compte de la haute croissance (salariés, petits commerçants, etc.), mais qui attire aussi nous dit un responsable, de plus en plus de jeunes gens venus de la campagne et perdus dans les grandes villes. Deuxième facteur favorable, le P.C. japonais, principal rival du Komeito, est mal implanté dans la région.

Juché sur le toit de son mini-bus, M. Futami dénonce, bien sûr, la corruption au pouvoir, mais promet surtout une amélioration du bien-être social, réclamation des locaux à quarante et un ans, cet ancien rédacteur en chef du journal du parti (le *Komeishun-bun*), qui tire à un million d'exemplaires, offre l'image du nouveau visage du Komeito, le plus jeune parti politique du Japon, dont la moitié des candidats ont moins de trente-cinq ans, ce qui est exceptionnel dans la vieillesse nipponne.

La plupart des personnes rassemblées pour écouter M. Futami sont des femmes âgées du traditionnel pantalon des paysannes et portant leur bébé dans le dos, à la manière japonaise. Il y a également quelques salariés assez jeunes. Ce qu'ils attendent du Komeito ? Un plus grand souci de leurs intérêts : « L'expansion économique, nous la devons aux conservateurs, mais, aujourd'hui, nous sommes fatigués de travailler autant ; nous voulons vivre et être mieux », nous dit un salarié proche de la retraite. Les ménages de leur côté, reconnaissent qu'ils trouvent auprès du Komeito une aide concrète pour leurs problèmes quotidiens. L'un des rivaux du parti bouddhiste fut notamment la création de bureaux de doléances, installés dans chaque municipalité et jusque dans les bourgs ruraux, qui recueillent les plaintes des habitants et leur donnent des conseils, notamment sur la manière de défendre leurs droits face à l'administration. Le parti décrit ce système comme

une « main tendue vers ceux que les politiciens négligent ». Sur le plan électoral, ces organismes sont remarquablement efficaces pour cerner les aspirations des électeurs.

Bien que le Komeito se soit officiellement séparé, en 1970, de la secte bouddhiste Soka-gakkai (1), celle-ci demeure son principal soutien. La grande majorité des personnes qui sont venues écouter M. Futami en sont membres.

Le Soka-gakkai affirme avoir seize millions d'adhérents. Selon M. Futami, un peu plus de la moitié de ses électeurs, en 1972, étaient membres de la Soka-gakkai.

Le « traité de paix » passé en 1975 entre la secte et le parti communiste n'a pas eu de conséquences concrètes, affirme M. Futami. Le Komeito n'en cherche pas moins à paraître de plus en plus indépendant de la Soka-gakkai, pour attirer à lui un électeur réticent que le caractère trop religieux du parti à ses débuts avait rebuté.

La voie du juste milieu

Cette nouvelle politique semble lui réussir. Chez un garagiste, nous rencontrons un groupe de supporters de M. Futami qui ne sont pas membres de la secte. Médecin, agent de police, laitier ou petits boutiquiers, ils ont en commun une même déception à l'égard du parti conservateur, mais se refusent à soutenir la gauche qui se réclame du marxisme. Ils attendent de M. Futami la défense d'un juste milieu.

Le programme politique du Komeito, récemment publié sous le titre de « programme total », est, malgré ses cinquante pages serrées, assez vague pour ne pas effrayer ce genre d'électeur.

Tout en attirant cette frange de la population, apparemment de plus en plus nombreuse, le Komeito a réussi à se défaire quelque peu de son image « poujadiste » qui n'encourageait guère la gauche à le considérer comme un parti progressiste. Cette évolution devrait permettre au Komeito une remontée aux élections du 5 décembre (en 1972, il avait même obtenu la majorité absolue dans ses sièges à la Chambre basse tombant de 47 à 29). Le Komeito bénéficie cette fois d'une plus grande audience parmi les syndicats affiliés à la confédération Domei qui soutient habituellement le parti social démocrate. Celui-ci est en perte de vitesse et a récemment conclu des accords ponctuels mais non institutionnels, pour éviter de présenter chacun un candidat dans une même circonscription.

Comme aimait à le rappeler M. Yano, secrétaire général du Komeito, son parti représente « la voie du juste milieu ». En fait, les dirigeants ne cachent pas que, à l'instar d'un nouveau parti qui regrouperait les sociaux-démocrates et éventuellement la droite du P.S. qui ont en commun d'exclure le P.C. japonais, M. Yano a plusieurs fois annoncé que son parti était prêt à se dissoudre si cette éventualité se concrétisait. Un premier pas a été franchi avec la création récente d'une « société pour repenser le parti » qui réunit les secrétaires généraux du Komeito et du P.S.D. et le chef de la faction de droite du parti social démocrate. L'objectif est de définir « un socialisme nouveau, débarrassé du marxisme ». Reste à savoir comment le Komeito se libérera quant à lui des aspects religieux qui imprègnent encore sa doctrine.

PHILIPPE PONS.

(1) La Soka-gakkai (Société pour la promotion de la vie) fait partie de ces nouvelles religions qui sont apparues après la guerre, au moment où le Shinto, religion d'Etat centrée sur l'empereur, perdait de sa signification. La Soka-gakkai a été fondée par Tsunesaburo Machizumi, en 1930, mais a connu un développement considérable à partir de 1940. Elle rassemble tous ceux qui accordent leur action à la doctrine du moins Nishiren, qui vécurent au treizième siècle. La base de la doctrine de la Soka-gakkai repose sur le sutra de Lotus et la philosophie utilitariste néo-confucianiste prônée par son fondateur.

A L'HOTEL DROUOT

Mercrdis

EXPOSITIONS

S. 2. - Bibliothèque. M. X. : chasse, vannerie, pêche.
S. 6. - Bijoux. Obj. vitrine. Argent. ann. et mod.
S. 8. - Obj. d'art et d'am. 1900.
S. 12. - Salon A. Danoy de Segonzac. Bel. estamp. du XV^e au XVIII^e. Dess. Tableaux mod. Sculpt.

VENTES

S. 3. - Bijoux Argent.
VENTE 24 NOVEMBRE à 14 h. 30
PALAIS GALLIERA
Obj. art et de très bel art. 18^e. Coll. Baron A. de Gumburg et d'autres amat. Remarqu. ena. de céram. Marseille, Midi, Indes, Chine, Italie.

Chine

Le journal de l'armée lance un ferme appel à la discipline et au respect de l'autorité

De notre correspondant

Pékin. — Un ferme appel à la discipline et au respect de l'autorité est lancé dans un nouvel éditorial du *Journal de l'armée de libération*. Si l'existence de « responsables de tendance capitaliste » n'est pas nulle, les populations sont invitées à ne pas croire pour autant que l'autorité de ces personnages peut être mise en cause à tout bout de champ, et surtout pas à l'initiative d'une « base » qui doit avant tout faire preuve de discipline devant l'autorité établie.

L'éditorial de *Libération* s'appuie sur d'anciens textes de Mao Tsé-toung pour souligner que « la victoire peut être acquise que et chacun marche du même pas et obéit aux ordres ». Il accompagne cette consigne d'un sévère avertissement à quiconque manifesterait quelque hésitation à suivre les nouvelles orientations du pouvoir. Décrivant « la bande des quatre » comme les ennemis de la « nation chinoise », il précise : « Nous ne saurions adopter une attitude ambiguë devant de tels criminels. Pratiquer la tolérance à leur égard équivaudrait à commettre un crime contre le peuple. Nul ne saurait désormais avoir de doute sur la résolution du pouvoir de ne tolérer aucune forme de contestation.

ALAIN JACOB.

La presse chinoise a critiqué lundi 22 novembre « l'isolationnisme » prôné en matière économique par la « bande des quatre », qui a décrié les efforts de ceux qui voulaient faire venir de l'étranger, d'une façon planifiée et sur la base de l'autosuffisance, certains équipements et certaines technologies avancées. Pour condamner la « bande », un article du *Quotidien du peuple*, signé par le ministre de l'Industrie légère, se sert d'une citation attribuée par l'auteur au « bien-aimé premier ministre Chou En-lai aujourd'hui disparu » : « Utilisons la technique étrangère de façon critique, remodelons-la et créons quelque chose d'original. » (A.F.P.)

Le message est parfaitement clair et vise à mettre fin à toute forme de contestation de l'autorité. Si l'on pouvait avoir un doute à ce sujet, un très long article publié dans le *Quotidien du peuple* et rédigé par le « groupe de critique du ministère de la culture » met les points sur les i. Cet article qualifie de « réactionnaires » les encouragements donnés notamment par Mme Chiang Ching-kuo et par M. Chang Chun-chiao à la création d'œuvres littéraires et artistiques « dénonçant les responsables engagés dans la voie capitaliste ». Il apporte quelques révélations sur les réunions organisées par les « Quatre » au début de l'année — et qui, une fois au moins, ont réuni les représentants de douze provinces —, ainsi que sur les instructions diffusées par leurs soins à la même époque, et prétend ainsi apporter la preuve d'un « complot soigneusement ourdi ». Le critique contre Tang Hsiao-ping et la riposte contre la vent dévotionnelle de droite, apprenons-nous, ont ainsi été détournés de leur orientation originelle.

Des « documents noirs »

La réalisation d'un film intitulé *Contre-attaque*, qui décrit « un responsable de tendance capitaliste à l'échelon d'un ministère » et fut tourné entre mars et septembre 1976, est citée comme typique d'un climat d'opinion « favorable à la tentative d'usurpation du pouvoir » par les « quatre ». A en croire le groupe critique du ministère de la culture, les « quatre » auraient recherché des « documents noirs » contre certains membres du bureau politique et organisé des conférences où plusieurs dirigeants étaient nommément critiqués.

L'éditorial des représentants du ministère de la culture constitue une

Bangladesh

LES ELECTIONS GENERALES, prévues pour février 1977, ont été reportées à une date ultérieure, a annoncé le président Sayem, dimanche 21 novembre. Selon le chef de l'Etat, une consultation électorale « risquerait de briser l'unité du pays », déjà menacée par les difficultés économiques, l'agitation universitaire, la désunion des forces politiques et « des actes de sabotage ». — (A.F.P.)

Philippines

DEUX MISSIONNAIRES AMERICAINS viennent d'être expulsés des Philippines, l'un le 17 novembre, l'autre le 20. Ces mesures sont intervenues après des déclarations gouvernementales sur la menace que « la gauche chrétienne » constitue pour la sécurité nationale. — (A.F.P.)

Le conseil départemental de l'ordre des médecins de la Guadeloupe, réuni en assemblée générale, a déploré « que le corps médical et sa représentation n'aient pas été associés de façon efficiente tant à l'élaboration du plan ORSEC qu'à son exécution » lors de la menace d'éruption de la Soufrière. Les médecins guadeloupais demandent que la zone évacuée soit déclarée sinistrée et insistent « pour que (...) les moyens soient trouvés de garantir la sécurité et la protection des personnes, en particulier par la plantation de structures permettant une vie sanitaire normale et des possibilités d'évacuation dans les meilleures conditions ».

OUTRE-MER

Territoire des Afars et des Issas

M. STIRN
ANNONCE LA RÉUNION
EN JANVIER À PARIS
D'UNE CONFÉRENCE
DE TOUS LES PARTIS

Djibouti (A.F.P., Reuters). — Le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a confirmé lundi 22 novembre à Djibouti que le Territoire français des Afars et des Issas serait indépendant à la fin de l'année. M. Stirn a annoncé la tenue d'une conférence de tous les partis et mouvements de libération à Paris, en janvier. C'est la première fois que le gouvernement français affirme publiquement son désir de voir les mouvements de libération associés au processus d'indépendance. Le Front de libération de la Côte française des Somalis (F.L.C.S.), dont le siège est à Mogadiscio, et le Mouvement de libération de Djibouti (M.L.D.), dont le siège est en Somalie, devraient participer à la conférence.

M. Stirn s'est félicité des progrès accomplis à Djibouti pour réunir l'union nationale et a souligné que ses entretiens avec les partis avaient permis de dégager un consensus sur les processus devant mener à l'indépendance.

Le secrétaire d'Etat a précisé que des accords de coopération ne pourraient intervenir qu'après l'indépendance puisque les territoires ne seraient plus avec un Etat souverain. Toutefois, selon lui, les dossiers sur les domaines dans lesquels cette coopération pourrait s'exercer sont à l'étude. « Il n'est pas question de maintenir une base militaire à Djibouti. Mais des accords de coopération dans le domaine militaire sont envisageables. Si le nouvel Etat nous demande notre aide, nous serons à sa disposition », a enfin affirmé M. Stirn.

Le conseil départemental de l'ordre des médecins de la Guadeloupe, réuni en assemblée générale, a déploré « que le corps médical et sa représentation n'aient pas été associés de façon efficiente tant à l'élaboration du plan ORSEC qu'à son exécution » lors de la menace d'éruption de la Soufrière. Les médecins guadeloupais demandent que la zone évacuée soit déclarée sinistrée et insistent « pour que (...) les moyens soient trouvés de garantir la sécurité et la protection des personnes, en particulier par la plantation de structures permettant une vie sanitaire normale et des possibilités d'évacuation dans les meilleures conditions ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES, le mardi 1^{er} décembre 1976, à 10 h. EN UN SEUL LOT

1) UN TERRAIN non constr. situé à ROSNY-SUR-SEINE
Lieu dit « Les Closaux », cadastré section 2K n° 2 d'une superficie de 5.030 m²

2) UN TERRAIN non constr. situé à ROSNY-SUR-SEINE
Lieu dit « Les Sirettes », cadastré section 2K n° 38 d'une superficie de 335 m²

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS
S'adresser à M^{rs} A.-M. TROUBLE, avoc. 24, rue d'Angville, VERSAILLES (tél. 950-04-45), ou à tous autres avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Versailles.

Etude de M^{rs} ABBADIE et LOLLICHON, avocats associés, 19, rue Vie à QUIMPER. ADJUDICATION SUR SURENCHÈRE, au Palais de Justice, qual de l'Odéon à QUIMPER, le MERCREDI 15 DÉCEMBRE 1976, à 11 h.

à TELGRUC-SUR-MER (Finistère) - « KROAZ SEMENO »
Proximité de la baie de DOUARNENEZ

TERRAIN de 6 ha 66 a 30 ca
divisé en 50 LOTS, outre espaces réservés pour routes, trottoirs, placettes, etc., cad. section 20 n° 59 à 118 pour 3 HA. 65 A. 82 CA. et section 20 n° 120 pour 2 HA. 62 CA. - Lotissement autorisé par arrêté de M. le Préfet du Finistère des 8-5-1970, 23-9-1971 et 29-10-1971. Il existe sur le terrain une MAISON en cours de construction, une station d'épuration, assainissement électrique, eau transformée, eau courante pour chaque lot, bornes d'incendie, voirie, trottoirs et éclairage public.

Enchères reçues par minist. d'avocat. Pr la rda. s'adr. à l'avocat poursuivi
M. à Px : 935.550 Francs

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 9 décembre 1976, à 14 heures

DEUX APPARTEMENTS d'une pièce dépendant d'une maison sis à PARIS 17^e
41, rue des Epilates et 2, passage Fouchet
M. à p. 1^{er} lot, 21.000 F ; 2^e lot, 20.000 F
S'adresser à M^{rs} André DELAGRANGE, avocat, demeurant 12, rue de Valenciennes, 75013 Paris (tél. 727-32-97) et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Salle des Ventes 17, rue de la Harpe, PARIS (9^e)
VENTES AUX ENCHÈRES

Mercrdis 1^{er} décembre à 14 h 30
OBJ. D'ART EXTREME-ORIENT. FOURBURES.

Jeudi 2 décembre à 14 h
VEHICULES, MOTOS, CYCLOS.

Vendredis 3 décembre à 14 h
MACHINES-OUTILS.

Lundi 6 décembre à 14 h 30
MACHINES A ECRIRE.

Vendredis 10 décembre à 14 h
VEHICULES, MACHINES-OUTILS.

Lundi 13 décembre à 14 h 30
SKIS, POSTES AUTO-RADIO, TRANSISTEURS, TELEVISIONS.

Mercrdis 15 décembre à 14 h 30
BIJOUX ANTIQUES ET PREHISTORIQUES et autres bijoux or bijoux.

Tous renseignements concernant ces ventes figurent au « B.O.A.D. », Bulletin Officiel des Annonces Judiciaires, 30 F pour l'année à adresser au S.C.P. 17, rue de la Harpe, 75013 Paris (tél. 727-32-97), poste 261 (C.C.P. : R.P. Paris 9.562-46)

Vente sur surenchère au Palais de Justice à EVRY, rue des Mâstères, le mardi 14 décembre 1976, à 14 heures

UN PAVILLON EN PRÉFABRIQUE à MORSANG-S-ORGE (Essonne)
38, allée des Primevères
MISE A PRIX : 231.000 FRANCS
S'adresser à M^{rs} AROU et TRUNILLO, avocats associés, 51, rue Champollin à CORBEIL-ESSONNES, tél. 498-30-28, 498-14-18. M^{rs} PAVIE, Immeuble « Le Maître » à EVRY, tél. 01-77-72-73. M^{rs} HABERT, 29, rue du Général-Leclerc à CORBEIL, tél. 498-30-51.

VENTE sur SAISIE IMMOBIL., au Pal. de Just. à Paris, le JEUDI 16 DÉCEMBRE 1976, à 14 heures

EN UN LOT : DIVERS BIENS ET DROITS IMMOBILIERS dépendant d'immeubles

d'une contenance de 12910,31 m2 environ

compris à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation devant former

UN IMPORTANT ENSEMBLE IMMOBILIER sis à PARIS (13^e)
166 à 192 av. d'ITALIE - 2 à 22, bd KELLERMANN et 61 à 69, rue du Moulin-de-la-Pointe

Mise à prix : 20 millions de francs

S'ADRESSER POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS A :
M^{rs} A.-R. CERVESI, avocat poursuivant, demeurant à PARIS (8^e) 166, boulevard Haussmann (Téléphone : 227-19-94 et 766-10-85)
M^{rs} Henri GONDRE, administrateur judiciaire à PARIS (9^e), 14, rue de Liège

Tous avocats postulant près les tribunaux de grande instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL. Et sur les lieux pour visiter.

سكا في الامل

INDE : suicide d'une démocratie

II. - LA STÉRILISATION DES PAUVRES

par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Mme Gandhi a supprimé les libertés et instauré un régime de pouvoir personnel sans rencontrer de résistance notable (« le Monde » du 23 novembre). Pour enrayer l'« explosion » démographique, elle a lancé une campagne en faveur de la stérilisation.

A New-Delhi, les habitants des quartiers résidentiels ont reçu une fort aimable invitation du Rotary Club. Pour leur permettre de limiter la dimension de leur famille, et surtout de celle de leurs domestiques, le club a organisé une session de vasectomie (stérilisation des hommes) dans « un local climatisé » où officieront « les meilleurs chirurgiens de la ville ». Des rafraîchissements seront servis gratuitement », précisait le carton.

Cette invitation se situe dans le cadre de la campagne pour la stérilisation, seule méthode jugée efficace par le gouvernement pour réduire le taux de natalité. Il ne se passe guère de semaine sans que la presse annonce quelque découverte typiquement indienne. C'est ainsi qu'un « chercheur » d'Hyderabad a observé que pour ne pas procéder il suffit de manger certains fruits et légumes « qui réduisent le cholestérol du corps » (Statesman du 3 août 1976). Mais, dans le domaine démographique comme dans tant d'autres, on passe facilement en Inde de la douce révérence au cauchemar.

Il nait dans ce pays quarante enfants chaque minute. L'année dernière, l'excédent des naissances sur les décès a été égal à la population de l'Australie. Selon des statistiques de la Banque mondiale, entre 1965 et 1972, l'augmentation annuelle du produit national brut par habitant a été de 14 %, contre un taux d'accroissement démographique de 2,3 %. Depuis, les deux chiffres sont à peu près identiques, mais, si les choses restent en l'état, la progression de la production sera arithmétique et celle de la population géométrique. Le cauchemar pour le gouvernement, c'est la perspective du milliard d'habitants d'ici la fin du siècle.

Seuls les journaux du parti communiste acceptent encore la publicité pour Nirrohi, le préservatif masculin « sûr, sain et simple » qui permet de « profiter de la vie de mariés », au prix de 13 centimes les trois. En lisant le quotidien du Parti du Congrès, on savait, depuis le début de l'année, grâce aux annonces de la municipalité de New-Delhi, que « le planning familial rapporte davantage (se mere payee) qu'autrefois : 75 roupies pour une vasectomie, autant pour une tubectomie, et 10 roupies pour le suivi ». « Faites-vous stériliser », motivent les autres », concluaient ces annonces.

Il y a environ cent millions de couples en âge de procréer. Selon les chiffres officiels, près de 12 % ont eu recours à la vasectomie ou à la tubectomie (stérilisation des femmes). Plus de trois millions de stérilisations ont été effectuées en 1972, année au cours de laquelle les autorités avaient relancé une campagne commencée en 1968. On enregistra ensuite une forte diminution des volontaires : huit cent quatre-vingt-dix mille pour la vasectomie et neuf cent quarante-cinq mille pour la tubectomie, en 1975. Deux millions d'Indiens auraient été stérilisés depuis avril 1976. Les autorités espèrent que le nombre des stérilisations réalisées cette année atteindra dix millions.

Bien que la stérilisation des femmes soit une opération plus dangereuse que celle des hommes, les mères de famille accablées d'enfants étaient plus sensibles que leurs maris aux arguments des « motivateurs » payés au rendement. La campagne en cours vise davantage à la stérilisation des pères qu'à celle des mères, et, pendant les six premiers mois de cette année, les vasectomies ont été beaucoup plus nombreuses que les tubectomies.

La vasectomie, qui dure quelques minutes sous anesthésie locale, est un acte chirurgical simple, sans conséquence sur la vie sexuelle du patient. Elle est interdite en France, comme atteinte à l'intégrité physique de la personne humaine. C'est pour des raisons morales ou psychologiques, et non médicales, que, dans les pays développés, on a recours à des moyens anticonceptionnels plutôt qu'à la stérilisation. En Inde, au contraire — et c'est là une des raisons de l'échec des campagnes antérieures — l'opération est faite dans des conditions d'hygiène si mauvaises que les accidents, parfois mortels, sont très nombreux. Le gouvernement a d'ailleurs reconnu implicitement l'existence de ces accidents en décidant, le 23 septembre, que toute personne dont le conjoint sera décédé moins de quatre semaines après l'opération de stérilisation aurait droit désormais à une « indemnité » de 2 500 F.

De la maternité à la prison

On imagine l'émot du public quand, en mars, le gouvernement du Pendjab adopta un projet de loi stipulant que le fait d'avoir plus de deux enfants serait puni d'un an de prison, à moins — c'était le but recherché — que les parents n'acceptent de se faire stériliser.

Ni ce projet ni d'autres identiques, mis à l'étude par plusieurs gouvernements régionaux, n'ont été adoptés par les Assemblées. En avril, le ministre de la santé et du planning familial a déclaré que les Etats qui veulent instituer la stérilisation obligatoire à partir du troisième enfant pourront le faire mais que « dans plusieurs régions, il n'existe pas encore l'infrastructure médicale et administrative pour résoudre les nombreux problèmes que pose la stérilisation obligatoire à l'échelle nationale ».

Il n'y aura pas de législation fédérale pour imposer la stérilisation mais diverses dispositions réglementaires, prises par les autorités régionales, vont inciter les Indiens à y recourir « volontairement ». Elles s'inspirent d'une déclaration de Mme Gandhi le 30 mai : « Je ne crois pas à la contrainte (en matière de stérilisation) mais, si l'y a pénurie, il est évident que ce qui est disponible ira à ceux qui acceptent nos objectifs et pas aux autres ». La « pénurie » étant permanente, l'avertissement est lourd de conséquences.

Au-dessous d'un certain revenu, il existait jusqu'à présent des cartes de rationnement donnant droit à l'achat, dans des proportions variant avec la dimension de la famille, de certains produits de base (lait, blé, riz, huile) dans des magasins d'Etat à prix réduits. Désormais, a décidé le gouvernement du Bihar, ces cartes

seront retirées aux familles de trois enfants si l'un des parents n'est pas stérilisé.

A New-Delhi, les soins médicaux gratuits sont refusés aux familles de plus de trois enfants, « sauf en cas d'urgence ». Un journal a expliqué gravement quelles « économies » le gouvernement avait déjà réalisées grâce à cette mesure. Les nouveaux emplois administratifs sont interdits aux pères de famille nombreuse. En revanche, un avancement est promis aux petits fonctionnaires qui s'engagent à n'avoir qu'un enfant. Les employés de l'Etat perdent, d'autre part, tous les avantages sociaux (logements, prêts, etc.) s'ils ont plus de deux enfants.

Stérilisés, les fonctionnaires doivent « motiver » les autres. A Bénarès, ils ne touchent pas leur salaire mensuel s'ils n'ont pas trouvé le nombre de « volontaires » requis. A New-Delhi, des professeurs affaiblis ont fait comprendre à certains parents que leurs enfants ne pourraient pas passer dans la classe supérieure si le père ne se faisait stériliser. (En principe l'école est gratuite et obligatoire jusqu'à quatorze ans, mais seulement 40 % des enfants âgés de onze à quatorze ans sont scolarisés.)

Avant l'entrée en vigueur des nouvelles mesures, quand la stérilisation était « conseillée », et non pas imposée, de nombreux abus avaient été dénoncés. Le 15 avril 1973, l'agence de presse P.T.I. avait publié les résultats d'une enquête menée par un groupe de chercheurs de l'université Nehru. Ces travaux révélaient que trois cents professeurs de New-Delhi, invités par leurs supérieurs à œuvrer en faveur de la stérilisation, avaient jugé plus simple de verser chacun 20 roupies pour engager un « agent » chargé de recruter des « volontaires » à leur place. Les « agents » travaillant pour le compte des fonctionnaires, expliquent les enquêteurs, « attirent (certain) des mendiants, des curistes, des vieillards et aussi des adolescents ». Une étude chiffrée montrait que, dans un « flot » d'immenses pauvres, « 70 % des hommes stérilisés étaient ou chômeurs ou trop âgés pour pouvoir donner la vie ».

Actuellement, les autorités passent des moyens de pression individuelle au chantage sur les collectivités. Dans les campagnes, seuls les villages où les stérilisations « volontaires » sont en nombre suffisant se voient doter de puits d'eau potable ou de canaux d'irrigation. Parfois, le zèle atteint à l'hystérie collective. Dans tel village de l'Andhra Pradesh, les femmes ont prêté publiquement serment de n'être pas enceintes pendant les douze mois à venir. Les trois cent treize élèves d'un collège de Cuddapah ont juré de ne pas se marier en 1976.

Il faut faire la part du pèché pour les attitudes théâtrales propre au tempérament indien. Mais un climat pesant s'est créé dans les villages où les objectifs officiels n'ont pas été atteints du fait de réalités, surtout quand ceux-ci n'appartiennent pas à la majorité hindoue.

Après les sanglantes émeutes, dans un quartier musulman de la

Vieille-Delhi, au début de la campagne, le pouvoir a averti les chefs religieux qu'il ne tolérerait pas de résistance au planning familial. Les chefs musulmans semblent se résigner à l'inévitable. Quant aux chrétiens, ils ne constituent que 5 % de la population de l'Inde, dont 3 % de catholiques. Dans le passé, le clergé avait une position très traditionnelle en matière de régulation des naissances. S'appuyant sur l'encyclique Humanae vitae, il s'opposait, sans nuances, à toute méthode « contre nature ». L'épiscopat a organisé une « journée de prières » pour que « Dieu éclaire le gouvernement » quand les premières mesures pour généraliser la stérilisation ont été annoncées. Ce fut tout. Dans le climat politique actuel, la hiérarchie catholique ne prendra pas le risque d'un affrontement avec le pouvoir. Ses directives sont d'éviter de tomber sous le coup des règlements sur la stérilisation en limitant le nombre des enfants « par le contrôle de soi-même ».

Le programme de prospérité

Une des raisons invoquées par Mme Gandhi pour le maintien de l'état d'urgence est la nécessité de réaliser, au besoin par la contrainte, son « programme en vingt points pour la prospérité ». Ce programme peut-il contribuer à la réussite du planning familial en vertu de la relation entre le développement économique et la réduction de la natalité ?

Le premier objectif a été réalisé. Grâce à un contrôle rigoureux des prix, l'inflation a été jugulée. Les prix des denrées essentielles n'ont pas augmenté depuis 1973. Le coût de certains produits alimentaires a même baissé. C'est avec une relative amélioration du fonctionnement des services publics, à peu près le seul point à porter à l'actif du régime.

Une mesure spectaculaire a été décidée après la proclamation de l'état d'urgence : l'interdiction du « travail forcé », en vertu duquel une personne endettée travaillait à vie pour son usurier, généralement un commerçant ou un propriétaire terrien. En juin, le gouvernement a indiqué que quarante-huit mille six cents « travailleurs asservis » avaient été

« libérés » dans huit Etats. La police est intervenue pour arracher au servage des hommes traités en bêtes de somme depuis des années.

Une étude publiée par l'Economic and Political Weekly rappelle toutefois les vraies dimensions du problème. Dans le district de Palamanu, au Bihar, seulement six cents « travailleurs asservis », sur les vingt mille que comptait le district, ont été libérés. Les plus chanceux se sont vu attribuer gratuitement environ 1 hectare, un cochon et six poulets. Les autres sont employés sur des chantiers publics. Devant des résultats aussi modestes, on peut se demander si l'abolition du « travail forcé » n'aura pas été qu'un thème de propagande comme souvent, dans le passé, les mesures en faveur des Intouchables.

La réforme agraire et la redistribution des terres constituent le deuxième point du « programme pour la prospérité », après la lutte contre l'inflation. C'est l'objectif prioritaire de Mme Gandhi, qui ne seront pas viables aussi cette année n'apparaît comme une novation dans ce domaine.

Les lépreux aussi...

Les causes du faible rendement de l'agriculture ont été exposées dans mille ouvrages. La plus grande partie des terres cultivées est constituée par de petites exploitations (moins de 1 hectare), qui ne seront pas viables aussi longtemps qu'un réseau efficace de coopératives ne sera pas mis en place. La superficie des sols que peut posséder une seule personne a été limitée. Les grandes propriétés n'existent plus en principe. Elles ont été partagées sur le papier entre les membres des familles possédantes. Celles-ci ont pu vendre ou louer d'un revenu modeste à l'hectare au lieu d'investir. En brisant les structures actuelles, est-il impossible que, en l'espace d'une ou deux générations, l'Inde parvienne à un niveau de développement plus propice à la réussite d'une politique de planning familial raisonnable ?

Affolés par les projections démographiques, certains experts étrangers soutiennent que la stérilisation est une mesure « courageuse », impopulaire mais

nécessaire pour assurer à l'Inde le « répit » dont elle a besoin. Pour qui ne raisonne pas uniquement sur dossier, le planning familial tel qu'on le conçoit à New-Delhi semble pourtant difficilement acceptable. Son caractère de classe est évident. Il vise essentiellement les petits fonctionnaires, les ouvriers des grandes usines, dont les patrons sont trop heureux de diminuer ainsi leurs charges sociales, les journalistes des plantations de thé de l'Assam, qui renvoyés n'obéissent pas, les habitants des taudis pourchassés par les « motivateurs », les paysans soumis au chantage entre la stérilisation et l'absence de puits au village.

Un étudiant, revenant de sa région d'origine, nous a décrit les perturbations psychologiques déjà perceptibles. « On dit tous les jours que ce sont des traditions religieuses aliénantes — par exemple, la nécessité d'avoir un fils présent près du bûcher funéraire du père — qui sont à l'origine de la surpopulation. C'est beaucoup plus simple que ça. Four des paysans sans aucun bien, il est risqué de pouvoir compter sur l'aide de plusieurs enfants pendant une vieillesse pour laquelle aucun système de retraite n'a jamais été ne serait-ce qu'imaginé. Imaginez le désespoir de ces gens dont les coutumes sont brisées du jour au lendemain sans même une explication ».

Des « mesures complémentaires » sont déjà prises dans la logique du système. Au printemps, des rafles ont été organisées à Bombay pour « nettoyer » la ville de ses mendiants. (Selon un chiffre officiel, il y en a sept cent cinquante mille dans tout le pays.) Réunis dans un camp spécial, neuf cents de ces hommes s'étendront au bout de quelques jours. Cent cinquante avaient été stérilisés sans qu'on leur demande leur avis. Le 22 août, le gouvernement de l'Uttar-Pradesh a décidé que les mendiants malades de la lèpre, mariés ou non, seraient obligatoirement stérilisés. Il y a en Inde environ trois millions et demi de lépreux. A quand le tour des huit millions de tuberculeux et des cinq millions d'aveugles ?

Prochain article :

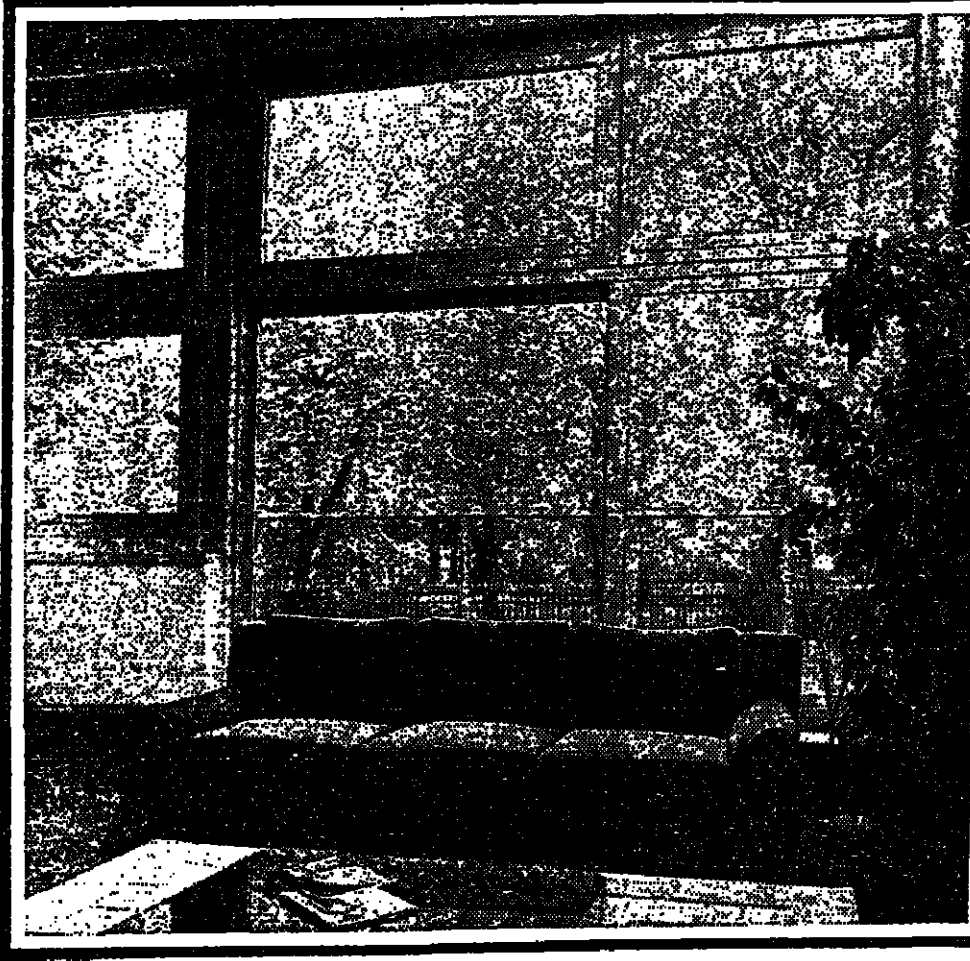
LE SOCIALISME DU PAPIER CARBONE

**A TOUS CEUX
QUI DEVIENNENT BLANCS
QUAND LES COPIES SORTENT GRISES**

FAXIL

de
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 206, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85



"Venez partager
les Jardins du Luxembourg
avec le Président du Sénat..."
8 rue Guynemer, Paris 6^e

Cogedim vous offre une des dernières chances d'habiter en face du Luxembourg. Dans un immeuble neuf. Dans un très bel appartement comme on n'en fait plus aujourd'hui. Un séjour de 70 à 80 m², sur deux niveaux, avec un salon de 4 m de hauteur sous plafond. Une salle de bains par chambre. L'immeuble est achevé. Le hall d'entrée est décoré par M. Lapidouse et M. Stahly pour la sculpture. Venez visiter votre prochain appartement de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h sauf dimanche et lundi.

Réalisation
COGEDIM
S.A. au capital de 60 millions de francs.
21, rue d'Astorg 75008 PARIS
Tél. 266.36.00

Tél. sur place 544.24.09

AFRIQUE

LOIN DES CAPITALES

AURÈS-EL-MEIDA: un village socialiste algérien conçu pour ses habitants

« **V**OUS allez à Aurès-El-Meida ? Vous verrez, c'est un village de luxe ! », nous avait-on dit à Alger. Sur place, l'expression piquait au vif l'homme qui est passionné pour la construction agricole — le premier de la région d'Oran — M. Gheffari, chef de district (sous-préfet). « On pourrait croire, dit-il avec fermeté, que nous avons bénéficié d'une enveloppe supplémentaire pour nous permettre de réaliser un ensemble destiné à épater la galerie et les visiteurs de marque. Or la dotation financière est la même pour tous. » Et de citer des chiffres : 20 000 dinars (1 D.A. = 120 F.F.) par logement (trois pièces, cuisine, douche, W.C., cours et débarras); 200 000 pour le hammam (210 m²), autant pour le centre commercial (trois magasins de 160 m²) et la salle polyvalente (240 m²), qui peut indifféremment servir de cinéma ou de lieu de réunion, 150 000 pour l'A.P.C. (assemblée populaire communale ou mairie, 180 m²), et autant pour la mosquée (285 m²), le centre de santé (180 m²) et le complexe sportif, 490 000 pour l'école et 1 800 000 pour les égouts, l'électricité et l'eau. Il nous tenait ces propos quelques mois avant l'inauguration du village par le président Boumedienne, à l'automne 1974. Nous venons de retourner sur place pour voir vivre les habitants.

D'où vient le charme de cet ensemble de deux cents maisons, campé sur un monticule de terre noire dans une région où la vigne est reine, à 70 kilomètres d'Oran ? Ce « village socialiste » n'aurait pourtant pas, comme celui d'El-Kennar-Nouchi, dans l'est, qui domine la mer, l'aspect d'un village de vacances. En revanche, c'est un des mieux conçus, des plus harmonieux. Les gens s'y sentent bien. Ils nous l'ont dit et ne donnent pas l'impression de vivre dans un décor de théâtre. Pour M. Gheffari, ce sentiment tient à l'histoire de l'agglomération résumée en trois mots : concertation, participation, obstination.

AVANT de conter Aurès-El-Meida, un retour en arrière s'impose. En 1959, un stagiaire de l'ENSA avait établi un rapport lucide et féroce sur les camps de regroupement. Il s'appelait Michel Rocard. « La politique de pacification, écrivait-il au général Paul Delouvrier, a fait qu'il y a actuellement deux millions d'Algériens en camp de concentration. L'envoyé du général de Gaulle, l'auteur du « plan de Constantine », avait alors inauguré un programme de construction de « mille villages » afin de tenter

de transformer les regroupements hâtifs en véritables agglomérations et de « déclochardiser » la population déracinée. Le projet était généreux, mais la guerre et le contexte global le rendaient illusoire.

Douze ans plus tard, avec la mise en route de la révolution agraire, fin 1971, le président Boumedienne lançait le programme des « mille villages socialistes ». A la différence du précédent, il s'agit d'un « projet intégré », comme on aime à dire en Algérie. Ces villages, dont l'aspect tranchait radicalement avec l'habitat antérieur des paysans pauvres, venaient plusieurs objectifs : « Détruire l'esprit de gorbati », selon l'expression du chef de l'Etat, transformer les habitudes des habitants, faire bénéficier ces derniers des progrès de l'industrialisation, freiner l'exode rural et faire évoluer la mentalité paysanne par une restructuration de la société dans les campagnes. L'ambition est louable. Les résultats, variables, dépendent beaucoup de la façon dont l'expérience est conduite.

Il arrive trop souvent, en effet, que les autorités qui en ont la charge fassent appel à une entreprise de travaux publics nationale ou privée, sans se préoccuper de « mettre dans le coup » les futurs attributaires qui, un jour, se voient remettre la clé d'une maison où ils entament une vie à laquelle ils n'ont guère été préparés. Les choses se sont passées différemment à Aurès-El-Meida, destinée à des bénéficiaires de terres domaniales distribuées lors de la première phase de la révolution agraire. Venant de régions différentes, ils ne se connaissaient pas. Le cas est d'ailleurs fréquent et si l'on n'y prend garde, peut représenter un handicap car les attributaires doivent, comme dans tous les villages socialistes, se grouper en coopératives. Tout cela suppose un travail politique qui revient normalement au F.L.N. Mais le commissaire du parti a hâté par sa discrétion et c'est le sous-préfet qui a mené les batailles.

La première fut livrée contre les ponts et chaussées avant même que soit posée la première pierre, le 2 septembre 1972. « Quand les fonctionnaires de cette administration, dit-il, m'ont présenté le plan-masse, je lui ai répondu : je ne pouvais pas d'un caserne ! J'ai vu moi-même les paysans dans une salle de cinéma pour qu'ils fassent connaissance et se sentent partie prenante, et je leur ai demandé leur avis. Ils ont très vite compris l'agencement des plans et ont formulé des

observations pertinentes. L'architecte a dû en tenir compte. »

Le sous-préfet a convoqué les paysans à l'occasion de notre visite avec un groupe de journalistes. C'est encore une façon de les faire participer — ils vont nous montrer eux-mêmes leurs maisons en construction — et de leur faire exercer un contrôle ; ils écoutent attentivement les explications. D'autant plus attentivement que la conversation se déroule en français. Or, dès qu'on sort d'Alger et des grandes villes, on constate que les adultes ne parlent guère notre langue. Quelques-uns la bégayent, et l'on s'étonne en visitant le pays profond de l'aveuglement à cet égard des partisans de l'« Algérie française ». Si un passage échappe aux auditeurs, ils se le font traduire discrètement et opèrent du chef : le récit est fidèle.

Le bain maure était prévu sur la grand-place, près de la mosquée, du café, de la mairie et de la salle polyvalente. « Nos femmes n'osent pas y aller. C'est trop exposé aux regards », avaient dit les hommes. Peut-être n'avaient-elles que leurs propres craintes ? On a donc construit le hammam près d'un groupe d'habitations, et le jour où il est ouvert aux femmes, c'est un lieu fort animé. A ce propos, on nous a cité le cas d'un « village socialiste » où la quasi-totalité des robinets étaient tombés en panne simultanément. Le fait semblerait curieux et l'enquête révèle que les hommes avaient interdit aux femmes de sortir « puisqu'elles disposaient de l'eau à domicile ». Elles avaient donc cassé les robinets pour retrouver le chemin de la fontaine publique, dont le rôle social n'est plus à démontrer : permettant de se rencontrer, de bavarder et de s'informer de la vie du village, elle est, pour les femmes, l'équivalent du café pour les hommes.

Les attributaires d'Aurès-El-Meida ont donc modifié le plan du village et des maisons pour les rendre plus conformes à leurs traditions. L'architecte avait prévu des pièces de 3 m x 3,5 m, une cuisine de 1,80 m x 2,50 m pourvue d'une cour minuscule, une autre, assez vaste, face à la porte d'entrée donnant accès à la salle des invités. Or, la paysanne passe la plus grande partie de son temps dans la cuisine, où la famille prend ses repas, et dans la cour où elle élève poules et lapins. En revanche, comme elle ne doit pas se montrer aux étrangers, elle ne va guère dans la grande cour. Cette dernière a

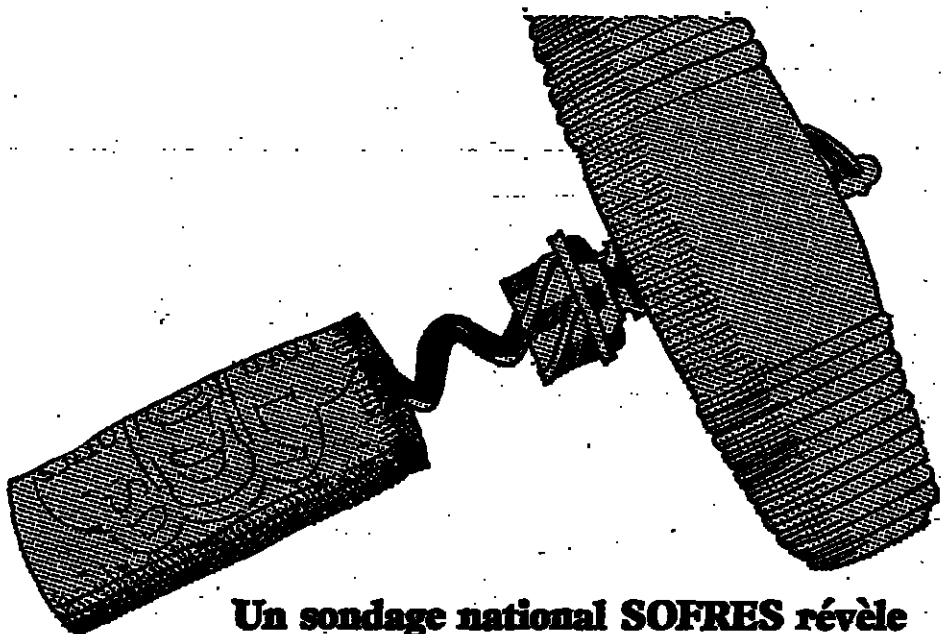
dû être redéfinie au profit de la cuisine et de ses dépendances. Enfin, les puits et châteaux profondément du paysan. « Evidemment, c'est plus facile. Nous avons refusé en refusant de comprendre qu'il y a de la belle pierre dans la région et qu'au besoin les attributaires apporteraient leur contribution », commente le sous-préfet.

POURQUOI ne pas faire construire directement par les paysans ? L'agriculteur a son travail quotidien. Le transformer en maçon et en plombier risque d'étaler la réalisation du village sur une longue période et d'en alourdir le coût. En outre, la loi d'expérience a été tentée, elle a échoué. Des paysans à qui des rudiments avaient été enseignés n'avaient pris pour de vrais maçons. Croquant avoir conquis une qualification qui leur permettrait de mieux vivre, ils avaient gagné la ville où, après quelques expériences malheureuses, ils étaient allés grossir le nombre des chômeurs.

Ici, les habitants ont été associés à l'édification de l'agglomération en mettant à contribution leurs compétences. Après la première réunion au cinéma, ils ont préparé le ferrail, ramassé les pierres, creusé les fondations. Pour les aider, on a fait appel à « volontaires » des étudiants d'Oran et des ouvriers d'Arzew. L'argent ainsi économisé a permis d'améliorer la qualité : les maisons ont de belles portes métalliques, l'école a été dotée d'un jardin agricole d'initiation ; une bergerie, non prévue, a été construite. Connaissant l'emplacement de leur logement, les attributaires, dès qu'ils avaient un moment libre, allaient regarder travailler les ouvriers du bâtiment.

Mille et un signes révèlent les changements survenus depuis que le village est habité. Dans les courtes poussées les plantes grimpantes, attendant que les familles soient bien installées et se sentent en sécurité. L'attributaire a l'habitude de la maison ; à sa mort, sa veuve ou un de ses enfants prend la suite à condition de poursuivre le travail au sein de la coopérative. Les paysans, mieux habillés, ont aussi l'air plus assurés. Les bénéfices ont été répartis, apportant une certaine aisance. Tout récemment, nous avons remarqué que, devant quelques maisons, le trottoir a été cassé pour permettre l'approvisionnement d'un « bœuf » et nous avons vu entrer dans une cour une vieille « 2 CV » bleue. Son propriétaire a réalisé le rêve de tout Algérien : une maison, une voiture et l'école pour ses enfants.

PAUL BALTA.



Un sondage national SOFRES révèle la compétence des Français en matière de vin.

Une profonde évolution s'opère dans la consommation du vin : les Français boivent moins (100 litres par habitant et par an en 1975, contre 140 litres en 1965), mais boivent « meilleur ». Ces informations sont apportées par un grand sondage national, réalisé par la SOFRES, à la demande de la FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DU LIÈGE, dont les produits de bouchage ont une influence déterminante sur la maturité et la qualification des vins. Voici les principales réponses qui précisent cette évolution.

Sept foyers français sur dix consomment du vin tous les jours.

Un Français sur trois a découvert les vins de pays pour sa consommation usuelle. et apprécie la variété de leurs origines : 48 % ; le « naturel » et l'absence de mélange : 23 % ; réponse à la question « qu'est-ce qu'un vin de Pays ? ».

Trois Français sur quatre connaissent les appellations V.D.Q.S. et A.O.C. (Vin De Qualité Supérieure et Vin d'Origine Contrôlée) qui couvrent les vins supérieurs.

Les Français choisissent les vins de pays selon les mêmes critères que les vins supérieurs (V.D.Q.S.-A.O.C.) :

pour leur région d'origine : 80 %
pour leur année de récolte : 49 %
pour leur cru : 41 %.

Les femmes (presque) à égalité avec les hommes pour les achats de vin.

Achat de vin	Hommes	Femmes
Vins courants.....	45%	49%
Vins de pays, V.D.Q.S.-A.O.C....	54%	46%

Les Français savent que le vin est un produit vivant, « qui se fait ».

comme en témoigne l'approvisionnement des chiffres ci-dessous :

« Le bouchon de liège permet au vin de respirer, de se faire » : 91 % d'accords sur cette affirmation.
« Pour qu'un vin puisse réellement se faire, il doit être bouché avec du liège » : 90 % d'accords sur cette affirmation.

Bouchage convenant le mieux à	un vin courant de pays	un vin V.D.Q.S./A.O.C.
Bouchon de liège.....	40%	89%
Autres bouchages.....	57%	7%
Indéterminé.....	3%	4%

Pour le vin, les Français sont à la recherche de tradition et d'authenticité.

Les citations sur le bouchon nous donnent à nouveau la réponse :
— 90 % des Français estiment que le vin français doit maintenir la tradition du bouchon de liège ;
— 80 % pensent qu'un bouchon de liège authentifie un bon vin.



Bouchon de liège... signature d'un vin sincère. Fédération Nationale des Syndicats du Liège 10, rue du Débarcadere - 75002 PARIS CEDEX 17.

CAMEROUN 1960-1980

Une étude économique fondamentale

296 pages 24 x 31 (soit 700 pages dactylographiées)
154 tableaux statistiques, graphiques et cartes

Trois mois d'enquête au Cameroun, huit mois de travail rédactionnel ont été nécessaires pour réaliser ce nouveau numéro spécial de l'hebdomadaire MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS consacré au Cameroun, et publié à l'occasion du IV^e plan camerounais 1976-1981 et des journées camerounaises du C.N.P.F.

PRÉFACE PAR LE PRÉSIDENT AHIDJO, « CAMEROUN 1960-1980 - ETUDE DES SECTEURS DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE, DEPUIS L'INDEPENDANCE JUSQU'A 1975, AINSI QUE LEUR EVOLUTION PREVISIBLE D'APRES LES ORIENTATIONS DU IV^e PLAN. »

En vente à :
MARCHÉS TROPICAUX
190, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
Prix franco : France : 125 F - Etranger : 135 F.

(PUBLICITE)

A propos des FONDS DE COMMERCE et LOCAUX COMMERCIAUX

La Chambre Syndicale des Mandataires en Vente de Fonds de Commerce et d'Industries

de PARIS et REGION PARISIENNE
FONDÉE EN 1913
RAPPELLE QUE SEUL UN SPECIALISTE
TITULAIRE D'UNE CARTE PROFESSIONNELLE
(Loi du 2 janvier 1970, Décret 1970.1)

apporte
— Une sélection d'adresses ;
— Une garantie effective des fonds déposés ;
— Une assurance professionnelle.

ATTIRE L'ATTENTION DES VENDEURS ET ACQUEREURS SUR LES RISQUES D'UNE TRANSACTION

réalisée par nous qui exerçons légalement cette profession
TOUS NOS MEMBRES REPONDENT AUX EXIGENCES DE LA LOI
et sont adhérents à la Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M. - Pour tous renseignements :
129, rue du Faubourg-Saint-Honoré. — 75008 Paris

TÉLÉPHONE : 723-32-53

سوق الحاصل

AFRIQUE

Tunisie

LE NOMBRE DES ENSEIGNANTS FRANÇAIS VA DIMINUER RAPIDEMENT

(De notre correspondant.)

Tunis. — Le succès de la coopération culturelle permet désormais à la Tunisie de compter sur elle-même pour assurer la relève des enseignants français. C'est ce qui ressort de la première journée de travail de la commission mixte de travail et technique franco-tunisienne réunie le lundi 22 novembre pour la neuvième fois.

« Un nouveau souffle et une nouvelle orientation seront donnés à cette coopération », a déclaré le président de la délégation française, M. Alain Bly. Il semble que le nombre de coopérateurs, principalement dans l'enseignement, soit appelé à diminuer rapidement. Mille huit cents enseignants sont actuellement en poste. Les contrats de quatre cents d'entre eux pourraient ne pas être renouvelés dès la prochaine année scolaire.

La délégation tunisienne a mis l'accent sur « les priorités et les exigences du développement » qui nécessiteraient, de la part de la France, une augmentation du nombre de bourses du troisième cycle pour la formation des futurs enseignants tunisiens qui doivent assurer la relève de leurs collègues français. — M. P.

La Pompadour
QUINZAINE
des
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEAUX LAINÉES
TOUTES TAILLES
du 40 au 52
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chassée d'Antin

Sénégal

ÉCHEC DE L'OPPOSITION aux élections municipales partielles

De notre correspondant

Dakar. — Le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) n'a pas réussi à s'imposer face au parti gouvernemental, l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), aux élections municipales partielles qui se sont déroulées dimanche 21 novembre dans la région de Diourbel et de Louga : il n'a obtenu que 21 132 voix sur un total de 250 073 votes exprimés, et n'a pu s'emparer que de deux conseils ruraux sur quatre-vingt-un, les municipalités urbaines, au nombre de six, demeurant toutes aux mains de l'U.P.S. M. Abdoulaye Wade lui-même, secrétaire général du P.D.S., a été battu dans son fief de Kébémér.

L'U.P.S. SERA LE PREMIER PARTI AFRICAIN MEMBRE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Dakar. — M. Senghor devait quitter Dakar mardi 23 novembre pour Genève en vue d'assister, pour la première fois, aux travaux de l'Internationale socialiste, qui tient son congrès les 26, 27 et 28 novembre.

Le chef de l'Etat sénégalais est invité à Genève en sa qualité de secrétaire général de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), dont l'admission à l'Internationale socialiste sera officialisée à cette occasion.

L'U.P.S., à laquelle on prête l'intention de changer de nom, pour s'appeler parti socialiste démocratique sénégalais, va être la première formation africaine à siéger à l'Internationale. Son admission est le résultat de longues tractations qui n'ont pas été étrangères à la récente libéralisation de la vie publique sénégalaise (le parti socialiste desouren, qui était officiellement candidat lui aussi, n'aurait pas été en mesure, assure-t-on, de donner des gages analogues). A l'inverse, l'admission de l'U.P.S. ne peut que consolider le parti de M. Senghor au Sénégal. — P. B.

La faiblesse de l'implantation du P.D.S., deux ans après sa création, n'est pas niable. La formation de M. Wade souffre d'un manque de cadres et d'une insuffisante originalité doctrinale par rapport au parti gouvernemental, qui se veut également socialiste et démocratique.

D'autre part, les électeurs appelés à choisir entre deux groupes de candidats, pour la première fois depuis de nombreuses années, ont eu du mal à se débarrasser des habitudes acquises sous le régime du parti unique. Surtout, de nombreux notables U.P.S. paraissent voir d'un mauvais oeil les efforts de libéralisation de la vie publique entrepris par le président Senghor, et, en dépit des consignes venues de Dakar, la régularité du scrutin n'a pas pu être assurée partout. Ainsi, dans cinq communautés rurales, les candidats du parti gouvernemental ont officiellement recueilli 100 % des suffrages exprimés, ce qui laisse supposer que leurs adversaires du P.D.S. ont voté pour eux. On peut donc penser que les résultats ont été faussés.

La plupart des observateurs estiment que la consultation de dimanche plaide en faveur d'une réforme du système électoral. En effet, si le système de scrutin de liste majoritaire à un tour est maintenu pour les élections législatives de janvier 1978, l'opposition continuera d'être absente du Parlement, ce qui enlèvera de leur portée aux dispositions libérales adoptées ces derniers mois à Dakar. Le P.D.S., quant à lui, se prononce pour un mode de scrutin de type proportionnel.

PIERRE BIARNES.

Si la gauche était au pouvoir

LA COOPÉRATION AVEC L'AFRIQUE SERA ACCRUE EN VOLUME déclare M. Lionel Jospin

A l'occasion de la fête de solidarité organisée durant le week-end dernier à Montreuil par l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (94, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris), M. Jean Kanaopa, membre du bureau politique du parti communiste français, a évoqué en ces termes ce qui pourrait être la politique française en matière de coopération dans le cadre de la mise en œuvre du programme commun de la gauche : « Mettant fin à la domination coloniale de la France dans les territoires où elle-ci se poursuivait, mettant un terme à la collaboration militaire et nucléaire avec les régimes d'apartheid, un gouvernement démocratique redonnera dans aux relations d'amitié avec tous les pays d'Afrique, quelle que soit leur orientation politique et sociale. »

Ont participé à cette manifestation des représentants des mouvements de libération en Afrique australe et diverses personnalités, dont M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du parti socialiste. Ce dernier a déclaré notamment : « Pour les socialistes, de nouvelles relations avec l'Afrique impliquent d'abord une révision politique. La cessation des ventes d'armes à l'Afrique du Sud, les choix de décolonisation (à Djibouti et à Mayotte), le soutien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (comme au Sahara occidental ou en Angola), marqueront clairement, si nous étions au pouvoir, une nouvelle orientation. »

« La coopération avec l'Afrique, outre qu'elle serait accrue en volume, serait fondée sur des conceptions nouvelles : aide financière et technique débattues avec nos partenaires et programmées dans le temps, priorité au développement rural, soutien des justes revendications d'un nouveau ordre économique international, nouveaux rapports avec les travailleurs immigrés. »

B. Burbage,
J. Cazenajou et A. Kaspi

presse, radio et télévision aux Etats-Unis

« Excellente présentation des moyens de communication de masse aux Etats-Unis... ouvrage très utile pour comprendre un pays. »
(Projet)

ARMAND COLIN

S.F.L. Société Française du Livre

présente



Une exceptionnelle sélection de livres cadeaux

Extrait du catalogue

Nature et couleurs		Beaux livres	
Attrait de la montagne.....	F 120,00	Armes à feu anciennes	
Champignons (2 volumes) l'ex... F 120,00		(2 volumes).....	F 180,00
Nos Chiens.....	F 120,00	Beauté de la table au Japon.....	F 250,00
Papillons de chez nous.....	F 120,00	Histoire des armes à feu.....	F 275,00
		Locomotives à vapeur.....	F 250,00
		Les paquebots.....	F 225,00
Pays et couleurs		Livres divers	
Bali.....	F 120,00	Golf 55 scores.....	F 60,00
Chine.....	F 120,00	Haute route.....	F 89,00
Ethiopie.....	F 120,00	Hommage à la vapeur.....	F 145,00
Maroc.....	F 120,00	Méthode pratique de golf.....	F 70,00
Petites Iles Italiennes.....	F 120,00	Pour un golf puissant et précis.....	F 60,00
Portugal.....	F 120,00		
Sicile.....	F 120,00		
Merveilles de la vie animale			
Chasse d'Afrique.....	F 89,00		
Chevaux.....	F 89,00		
Chiens de chasse.....	F 89,00		
En cartes postales anciennes			
Paris en 10 volumes			
Chaque volume vendu séparément....	F 45,00		
Livres d'art			
Armes d'apparat.....	F 175,00		
Art de la Chine (4 tomes)			
Chaque volume séparé.....	F 275,00		
Grand siècle de la nature morte en France - le XVII ^e siècle.....	F 295,00		
Peintres impressionnistes.....	F 60,00		
Porcelaines de la Compagnie des Indes.....	F 175,00		
Automates et boîtes à musique.....	F 270,00		
		Dernières nouveautés	
		Pharmacies anciennes	
		Un volume 26 x 30 relié pleine toile	
		262 pages sous jaquette couleur	
		68 illustrations, dont 32 en couleur....	F 250,00
		La vie silencieuse en France	
		(nature morte au XVIII ^e siècle)	
		Un volume 26 x 32 relié pleine toile	
		416 pages, 600 illustrations en noir,	
		34 en couleur.....	F 375,00
		Népal	
		Un volume 25 x 30 relié pleine toile	
		206 pages, 96 illustrations en noir,	
		40 en couleur.....	F 210,00



En vente chez votre libraire

© Rubricope

« Cette collection s'est imposée comme l'une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE. »

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription
dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH
Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes



Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Egypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe ancienne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des Lumières — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation byzantine — La civilisation byzantine — La Civilisation de l'Inde ancienne.

Volumes à paraître :

La civilisation hellénistique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIX^e siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle — Les Civilisations précolombiennes.

CHAQUE VOLUME 700 à 900 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ 300 HELIOGRAVURES, CARTES ET PLANS

Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquérir sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque inégalable. Pour tous renseignements, renvoyer la bon et joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION — 7, rue Pape-Carpentier, 75006 PARIS

N.

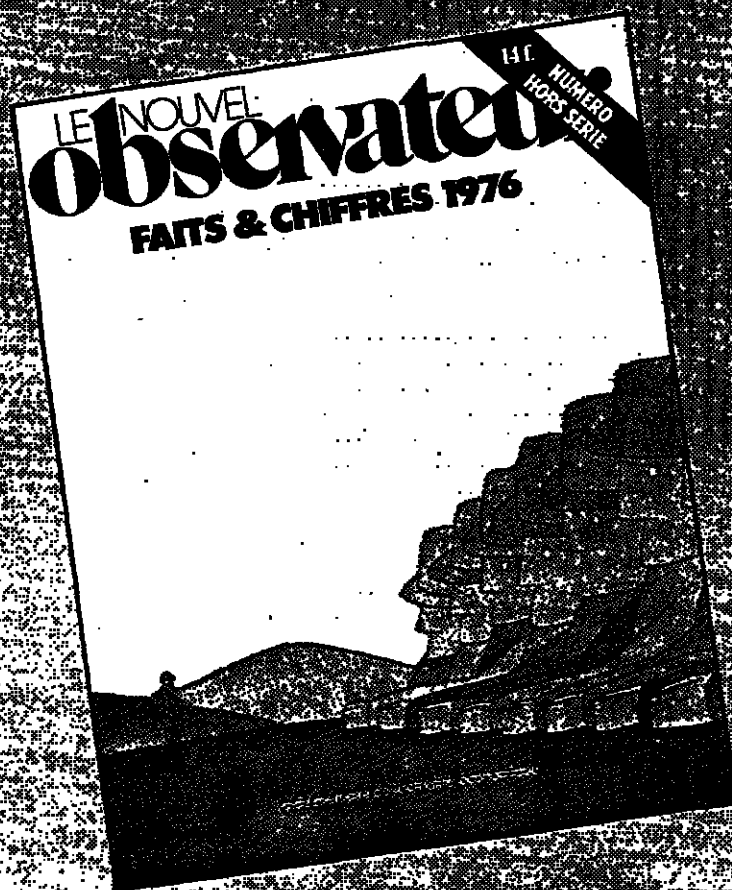
Rue

Commune

Désire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

UN NOUVEAU CAHIER DU NOUVEL **Observateur** VIENT DE PARAITRE **FAITS & CHIFFRES 1976**

A travers les faits marquants de l'actualité en 1976
une porte ouverte sur 1977



Avec un ouvrage d'actualité, l'Observateur
bourse, chômage, consommation,
des menaces d'effondrement de la
grande fiscalité, grèves militaires,
logement, chômage, formation,
presse, revenus des particuliers, etc.

Dans FAITS & CHIFFRES 1976
Le Nouvel Observateur a réuni
commentaire les 30 meilleurs
de l'actualité.

FAITS & CHIFFRES aide-mémoire de l'actualité économique

132 pages, 40 rubriques, 140 tableaux
en vente dans tous les kiosques

14 F

مكتبة الامم

POLITIQUE

POINT DE VUE

L'élection de l'Assemblée européenne et la Constitution française

AVEC l'autorité qui s'attache à ses titres de juriste et aussi à sa qualité d'ancien membre du Conseil constitutionnel, le professeur Luchaire a récemment, lui-même, entrepris de démontrer que le projet d'élection de l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct ne nécessitait aucune révision de la Constitution.

Son argumentation tient, pour l'essentiel, en deux propositions :

— L'élection au suffrage universel direct ne porterait aucune atteinte à la souveraineté française et ne se heurterait à aucun obstacle d'ordre constitutionnel.

— La question serait d'ailleurs, d'ores et déjà, tranchée par la jurisprudence du Conseil constitutionnel qui se serait prononcé « dans une affaire absolument analogue ».

Cette seconde affirmation était exacte, autant valait-il ne pas discuter la première. Il importe donc d'en faire, d'abord, justice.

I. — La question aujourd'hui posée au Conseil constitutionnel n'est nullement déjà tranchée par sa jurisprudence.

Le 19 juin 1970, le Conseil constitutionnel a estimé que la décision du 21 avril 1970 du Conseil des communautés européennes, relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés, avait le caractère d'une simple « mesure d'application » des traités instituant ces communautés, dès lors que le passage progressif d'un système de contributions nationales au régime des ressources propres était prévu par ces traités eux-mêmes et que la décision en cause avait été prise dans les conditions qu'ils avaient fixées. « En conséquence », a jugé le Conseil constitutionnel, cette « mesure d'exécution », entièrement respectueuse dans la forme et le fond, des stipulations de « traités régulièrement ratifiés et publiés », n'est pas en dehors du champ d'application de l'article 55 de la Constitution. « N'est pas en contradiction avec celle-ci ».

On pourrait observer que la référence ainsi faite à l'article 55, qui affirme la supériorité des traités sur les lois mais non sur la Constitution, n'est pas déterminante et que la loi elle-même sur la Constitution, laisse sans doute ouverte la possibilité d'invoquer, à l'occasion de l'examen des mesures d'application d'un traité déjà ratifié et publié, l'inconstitutionnalité de ce traité par cette procédure juridictionnelle classique qu'est la voie d'exception grâce à quoi la légalité d'un texte peut être remise en cause à propos de son application.

Mais il suffit, pour se convaincre que cette précédente décision du Conseil constitutionnel ne peut en rien préjuger celle qu'il va bientôt rendre, d'une simple constatation de fait que chacun, fût-il non juriste, peut faire très aisément : l'engagement international du 20 septembre 1975 sur l'élection de l'Assemblée européenne, au contraire de celui du 21 avril 1970 dont il vient d'être parlé, n'est, ni dans sa forme ni surtout dans son contenu, fidèle aux stipulations du traité de Rome et ne peut donc, en aucune façon, être regardé comme une « mesure d'application » de l'article 138 de ce traité. Cet article 138, dont il faut peser tous les termes, dispose dans son paragraphe 3 que : « L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct « selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions, dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ».

Or il n'est que de lire l'engagement du 20 septembre 1975 pour constater que :

1) Cet engagement n'a pas revêtu la forme habituelle des « décisions » du Conseil des communautés. Il n'a pas, comme il est d'usage, été signé du seul président de ce Conseil : les neuf représentants des Etats membres ont signé également, comme s'il s'agissait d'un engagement autonome et qui dût se suffire à lui-même. Le texte vise, certes, l'article 138 du traité de Rome : mais il précise, par ailleurs, que ses signataires ont entendu « mettre en œuvre les conclusions du Conseil européen des 1^{er} et 2^e décembre 1975 (il s'agit de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, organe non prévu par le traité de Rome et dont la pratique seule, à partir de 1972, affirmait l'existence) : et il reporte dans un « acte » annexé, signé seulement des neuf représentants des Etats, toutes les dispositions relatives à l'élection de l'Assemblée européenne.

2) Ces dispositions elles-mêmes n'ont nullement le contenu annoncé par l'article 138, puisqu'elles ne prévoient pas la « procédure uniforme

par JACQUES BOITREAU (*)

dans tous les Etats membres » selon laquelle doit impérativement avoir lieu l'élection : aucune disposition sur le mode de scrutin, sinon la liberté laissée à chaque Etat de le fixer à son gré, alors qu'il devrait être le même partout : rien sur la détermination des circonscriptions électorales, en dépit du fait qu'il est prévu pour l'unité nationale. Tout cela est renvoyé à l'Assemblée elle-même qui, une fois élue, essaiera d'unifier fait que chacun, fût-il non juriste, pressent bien.

Quelle utilité référence peut-elle, dans ces conditions, être faite à la décision rendue en juin 1970, à propos d'une simple « mesure d'application » du traité par le Conseil constitutionnel ?

Il apparaît d'ailleurs mieux à celui-ci que la question qui lui est posée aujourd'hui n'est pas, en fait, la même que celle qui a été posée à la précédente décision que « dans le cas de l'espèce » (tous les juristes savent qu'une telle précaution de style marque, de la part d'un juge, le souci de garder, pour l'avenir, toute sa liberté d'appréciation) l'engagement international qui lui était alors soumis ne portait pas atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale.

Précisément, il n'en est pas ainsi de l'engagement du 20 septembre 1975.

II. — Cet engagement est contraire aux dispositions des articles 3 et 34 de la Constitution.

1) L'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne porte atteinte à l'exercice de la souveraineté nationale par les « représentants du peuple » visés à l'article 3 de la Constitution et qui, jusqu'ici, ne sont autres que les députés et les sénateurs. En quoi les prérogatives constitutionnelles de ceux-ci seraient-elles diminuées par une telle élection ? En ce qui concerne les ressources propres (droits de douane, prélèvements agricoles, montants compensatoires) dont les communautés bénéficient depuis 1970 et sur lesquelles l'Assemblée de Strasbourg exerce un pouvoir de contrôle qu'un nouveau traité, actuellement en instance de ratification, vise d'ailleurs à accroître, n'en transigent pas moins par le budget national. La part de ces ressources provenant de la France est, chaque année, votée par le Parlement, conformément à l'article 34 de la Constitution, qui réserve à la loi le soin de fixer « l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ».

Il est clair que les membres de l'Assemblée européenne, qui, sont, présentement, non pas élus, même indirectement, mais seulement « désignés en leur sein » par les deux chambres du Parlement, seront, une fois élus au suffrage universel direct, seuls aptes à exercer, en vertu de leur légitimité nouvelle de « représentants du peuple », cette part de souveraineté qui correspond au vote des impositions diverses par lesquelles les Français contribuent aux ressources propres des communautés.

Faut-il ajouter que, face aux exigences précises des articles précités de la Constitution, la phrase ouellille par M. Luchaire dans le préambule de la Constitution de 1946 (auquel fait référence celui de 1958)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 21, 22 et 23 novembre :

DES DECRETS

● Relatif à la taxe de stockage et à la taxe destinée au budget annexe des prestations sociales agricoles en matière d'importation et d'exportation de céréales et produits dérivés.

● Portant modification du décret n° 75-1002 du 29 octobre 1975 relatif à la coordination de la politique de recherche scientifique et technique, et arrêté du 19 novembre 1976 modifiant les dispositions d'un précédent arrêté relatif à l'organisation de la délégation générale à la recherche scientifique et technique.

● Portant approbation de diverses modifications au règlement des retraites des agents titulaires de la Banque de France.

● Relatif aux prêts spéciaux d'élevage.

● Relatif à l'aide exceptionnelle aux jeunes agriculteurs.

● Fixant pour l'année 1976 le montant et les modalités de versement de la contribution due par chaque régime de prestations familiales au fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.

et qui pose en principe que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » paraît bien peu déterminante dans le cas qui nous occupe. Si une telle déclaration de bonne volonté internationale suffisait à légitimer d'avance n'importe quelle atteinte portée par un traité aux dispositions du Titre premier de la Constitution, on ne voit guère qu'il eût été besoin de prévoir, à l'article 54, l'éventualité d'une contrariété entre ce traité et la Constitution.

2) Le suffrage peut être direct, ou indirect, dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Il dispose par ailleurs l'article 3. Aussi bien, les cas dans lesquels il y a lieu de procéder à l'élection au suffrage universel, direct ou indirect, sont-ils nécessairement et, par suite, limitativement fixés par la Constitution (article 6 pour le président de la République, article 24 pour l'Assemblée nationale et le Sénat ; article 72 pour les conseils des collectivités locales ; et même, pour la Haute Cour de justice, article 67). Le suffrage universel, en France, a un caractère substantiellement constitutionnel : il ne peut donc être mis en œuvre dans une hypothèse dont la Constitution ne fait pas mention.

Que l'élection de l'Assemblée européenne par le suffrage populaire soit ou non politiquement opportune est un autre débat, sans doute essentiel mais autre. D'un point de vue strictement juridique, une conclusion s'impose, en tout cas, et c'est qu'une telle élection ne saurait être envisagée sans une révision préalable de la Constitution.

(*) Conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel.

Tous les formulaires administratifs seront désormais contrôlés par le premier ministre

Un décret paru au Journal officiel du mardi 23 novembre rattache au secrétariat général du gouvernement le Centre d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs (CERFA), qui, depuis sa création en 1968, dépendait de l'INSEE. Cet organisme a pour objet de répertorier, d'harmoniser et de simplifier tous les formulaires utilisés par les administrations dans leurs relations avec le public.

Le rattachement du CERFA au premier ministre est la conséquence des suggestions faites par les « comités d'usagers » institués auprès des membres du gouvernement et dont l'action avait été coordonnée par M. Hector Roland, député U.D.R. de l'Allier. Bien que depuis dix ans le Centre ait réussi à réduire de façon sensible le nombre des formulaires et à simplifier leur libellé, les comités d'usagers ont souligné l'abondance et la complication de nombreux documents adressés au public par l'administration. Malgré la suppression de quelque cinq mille sortes de formulaires, les administrations centrales disposent encore de seize mille cinq cents formulaires et questionnaires divers.

Parmi ceux-ci, plus de sept mille sont produits par le ministère de l'Education nationale et le secrétariat d'Etat aux universités, près de trois mille par le ministère de l'Agriculture, plus de deux mille par le ministère de l'Intérieur et mille huit cents par le ministère du Travail, alors que le ministère de l'Economie et des Finances n'en dispose que de quatre cents.

Désormais, chaque administration aura l'obligation de soumettre au premier ministre, par l'intermédiaire du CERFA, tout projet de formulaire. Le secrétaire général du gouvernement pourra ainsi proposer des modifications au libellé de ces documents dans le sens de la clarté et de la simplification. Ainsi une enquête a révélé que 20 % des

personnes interrogées comprennent exactement le sens du mot « investissement ».

Chaque ministère adressera un rapport annuel dressant le bilan des créations, révisions et suppressions de circulaires. Les effectifs du CERFA, qui ne compte actuellement que six fonctionnaires, devraient être accrus de quatre personnes. A partir de 1977, un guide sommaire des principales formalités administratives (papiers d'identité, passeports, permis de conduire, etc.) sera inclus dans les annuaires téléphoniques. Cette adjonction de quatre pages supplémentaires représentera un volume de soixante-huit tonnes de papier.

Toutefois, certains domaines échappent toujours à la compétence du CERFA : ceux des circulaires et instructions internes à l'administration, les questionnaires statistiques destinés à l'Institut national des statistiques et études démographiques, et surtout les formulaires émanant des collectivités locales et des établissements publics.

Le CERFA va donc jouer le rôle d'une sorte de « cabinet des estampes » de l'administration, mais sa mission ne sera ni aussi large que celle des collections d'archives, ni aussi progressive. — A. P.

● ANAI - ARTEA, association d'entraide aux réfugiés basques, a publié, lundi 22 novembre, une déclaration dans laquelle elle « demande à l'administration la mise en œuvre de la loi relative à la régularisation des papiers pour toutes les victimes des sanctions administratives ». Elle ajoute : « Il sera hypocrite de s'indigner demain contre la violence provoquée, si l'on ne prend pas aujourd'hui des mesures contre la violence provocante ».

● Anai-Artea, 18, rue Marion-Garay, 64500 Saint-Jean-de-Luz.

Le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE POUVOIR DU CONSOMMATEUR

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

on en parle..

LA PRESSE QUOTIDIENNE CONDAMNEE ?

LA PRESSE QUOTIDIENNE

Un dossier complet sur l'Affaire du moment.

Les Cahiers Français n° 178 - 12 F

maisons de presse, librairies et

LA DOCUMENTATION

FRANCOISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

Livres rares et précieux

réservés aux seuls souscripteurs amateurs de beaux livres comme autelais

1472-1972. Pour le 500^e anniversaire de la première édition de La Divine Comédie — le plus grand chef-d'œuvre de toutes les littératures — Jean de Bonnot, maître-artisan du livre, a réalisé pour quelques amateurs et avec les soins extrêmes que

vous savez, un très ancien projet de Lorenzo Pierfrancesco de Médicis. Voici donc, pour la première fois, La Divine Comédie illustrée par le maître florentin Sandro Botticelli à la demande des Médicis.

Edition monumentale dans les deux langues, italienne et française. Texte italien établi par Marina Zorzi K. de K. Docteur ès lettres de l'Université de Rome. Traduction poétique d'André Pérat, Agrégé de Lettres, ancien Conservateur du Musée de Versailles. 3 volumes in-octavo

LA DIVINE COMEDIE

de DANTE ALIGHIERI avec pour la première fois la suite intégrale des dessins retrouvés de SANDRO BOTTICELLI

(14 x 21) 150 dessins à la pointe d'argent et de plomb par Botticelli, 1536 pages. Texte en Garamond 2 corps imprimé sur un très beau vergé teinté et filigrané. Reliure « Antico » pleine peau de mouton jaspée à l'ancienne, décorée avec des fers du Quattrocento, dorée à la feuille d'or 22 carats.



vente exclusive par Jean de Bonnot

imprimeur de livres rares, 7, rue du faubourg St-Honoré - Paris 8^e. Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails.

La Divine Comédie est ici magistralement traduite par Pérat dans une langue vigoureuse, pleine de verve et de poésie. L'enfer, qui aurait pu être imaginé par un marquis de Sade avant la tête épique, Le Purgatoire et le Paradis sont magistralement évoqués par Botticelli. Ces illustrations eurent un destin tragique. Pourvues de 1400 à 1498, elles ne furent pourtant jamais achevées. Exécutées à la pointe de plomb et d'argent, elles devaient être aquarellées. Seul le dessin fut en partie mené à bien. Mais quel dessin ! La dernière guerre leur fut presque fatale. Dispersées, perdues, il n'en subsistait que quelques feuillets originaux qui, ajoutés aux planches retrouvées au Vatican, constituaient cependant une suite admirable reproduite intégralement et pour la première fois dans cette édition : trois très beaux volumes réalisés de façon artisanale et avec grande conscience par Jean de Bonnot.

Bon d'examen gratuit

(à adresser à : Jean de Bonnot, 7, rue du faubourg St-Honoré, Paris 8^e) Sans engagement de ma part, envoyez-moi le premier des trois volumes de La Divine Comédie illustrée par Botticelli.

Livre en mains, j'examinerai la qualité de cette édition et si je ne suis pas convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnels je vous le retournerai avec son emballage et à vos frais, dans les 10 jours suivant sa réception. Si, par contre, il me plaît, je vous en réglai le montant soit 56 francs (+ 4,60 francs de participation aux frais de port). Je recevrai les tomes 2 et 3 par la suite à la cadence d'un par mois, au même prix, et sans avoir à les réclamer.

Nom Prénom N° Rue N° Département Ville Signature nécessaire

POLITIQUE

La gauche après les élections partielles

I. — Le P.S. et la lutte pour les places

Par THIERRY PFISTER

Le ton-bon de la majorité ouvre la voie de la gauche qui ne s'en plaint d'ailleurs pas. La division de l'adversaire lui apparaît, en effet, comme un des meilleurs gages de sa prochaine victoire, une victoire à laquelle les cadres du P.S. et du P.C.F. croient comme avant l'élection présidentielle de mai 1974.

Cette conviction a accentué et accéléré la lutte pour les places. Elle se livre depuis des mois, les cadres du P.S. pour tenter d'occuper le meilleur créneau possible afin d'être bien placés lors du scrutin décisif. Il en résulte, inévitablement, des frictions et des tensions. D'autant que la préparation des élections municipales est pour de nombreux responsables socialistes l'occasion de trouver une implantation locale. Si l'on ajoute à ce premier phénomène la compétition entre la majorité et la minorité du P.S., il n'est pas sur-

prenant que les débats soient fort animés dans nombre de sections de la formation de M. Mitterrand.

Le C.E.R.E.S. craint que la direction du P.S. ne manœuvre pour limiter au maximum son implantation, et il paraît bien décidé à ne pas se laisser faire, même s'il lui faut engager une polémique publique, avec la secrétariat du parti.

M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis doivent, dans ce domaine, tenir compte des revendications de leur base, qui se montre parfois beaucoup plus critique que les animateurs du C.E.R.E.S. à l'égard de la direction du P.S. Or cette base a récemment mobilisé puisque le C.E.R.E.S. est engagé dans un débat interne autour d'un document proposant une réflexion stratégique.

Les critiques du C.E.R.E.S.

Ce document est critique à l'égard de l'organisation actuelle du P.S. jugée mal préparée aux tâches qui l'attendent dans une période d'affrontements sociaux et politiques. Sans sur le plan électoral, sa capacité reste, selon le C.E.R.E.S., loin derrière celle du parti communiste, notamment du fait de l'insuffisant niveau de conscience politique de beaucoup de ses cadres. Aussi craint-il ouvertement que le P.S. ne trouve place, en cas de victoire de la gauche en 1978, soit devant une politique néo-travailleuse, soit devant la victoire de la minorité du P.S.

Certaines conséquences possibles de la progression du P.S. inquiètent M. Chevènement et ses amis, qui ont déjà invité les dirigeants socialistes à ne pas céder à la tentation de croire qu'avec 30 ou 35 % des suffrages le P.S. pourrait se passer du P.C.F. Ils estiment que, compte tenu de l'évolution des forces de gauche entre les deux partis, M. Mitter-

rand pourrait se montrer moins exigeant avec ses alliés communistes et contraindre à créer un climat plus confiant, notamment dans les entreprises.

A ces critiques de fond, le C.E.R.E.S. ajoute des remarques sur le fonctionnement même du P.S. Il déplore que la direction paraisse ne vivre et n'agir qu'en fonction des impacts qu'elle obtient dans la presse, et il dénonce le développement d'un phénomène de court autour de la personne de M. Mitterrand, phénomène qui, selon lui, contribue à fausser les mécanismes internes de la direction et à stériliser le débat politique.

A ces deux séries d'appréhensions s'ajoutent les inévitables rivalités sur le terrain. Un cas irrité en particulier les responsables du C.E.R.E.S. : celui de Villeneuve. Majoritaires locales, ils avaient fait désigner par la section comme chef de liste une éventuelle liste d'union de

la gauche l'un des leurs, M. Massard, membre du comité directeur. Or, s'appuyant sur un article des statuts qui prévoit que si les sections locales regroupent moins de 200 électeurs des électeurs inscrits elles ne peuvent désigner seules leur candidat, la direction du P.S. a désigné sur place M. Charles Remy.

Les responsables du C.E.R.E.S. sont d'autant plus contrariés que dans un premier temps M. Remy s'était déjà présenté comme candidat à l'investiture à Créteil, en concurrence à l'ancien secrétaire national du P.S.U. M. Christian Pierre, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris. A la suite de contestations, les sections de Créteil ont même été dissoutes, tandis que M. Jacques Delors, ancien collaborateur de M. Chaban-Delmas, se rendait sur place pour tenter à son tour de s'imposer comme chef de liste. Il faut dire que si la direction du P.S. tient à insérer l'un de ses partisans dans cette ville, c'est que sa prise en main par le C.E.R.E.S. signifierait à terme la fin de la fédération de Paris. M. Remy basculerait du côté de la minorité. Or le prochain congrès du P.S., fixé à 1977, approche.

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, prouvent que tout en se développant, le nouveau parti socialiste retrouve certaines caractéristiques traditionnelles des mouvements sociaux-démocrates. En premier lieu la primauté, affirmée avec plus ou moins d'habileté, selon les cas, des élus sur les militants. Ce phénomène ne touche pas la direction du P.S. Le C.E.R.E.S. n'y échappe pas complètement.

Ainsi, par exemple, le départ de M. Christian Pierre de la section comme chef de liste pour une bonne part par le soul de M. Georges Sarre et Pierre

Gridoni, conseillers de Paris, de conserver pour eux l'autorité sur le P.S. La fédération est désolée, animée depuis l'Hôtel de Ville au moins autant que par ses cadres officiels.

En second lieu réapparaît le décalage entre les analyses théoriques des congrès et un pragmatisme certain dans la gestion gouvernementale même future. Lors de la dernière réunion du comité directeur du P.S., les 6 et 7 novembre, un vif accrochage s'est produit entre M. Michel Rocard, membre du secrétariat, et M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire. M. Joxe reprochait à l'ancien secrétaire national du P.S.U. ses déclarations sur le rôle du marché dans l'économie lors du forum de l'Expansion (Le Monde du 14 octobre).

La modération dont avait fait preuve à cette occasion M. Rocard n'a pas seulement irrité M. Joxe, elle est également relayée par Représ, la revue du C.E.R.E.S., qui dans l'édition de son numéro de novembre (1) note par exemple : « On ne laisse pas avec le marché. En effet, on brise on s'y plie. Mais pas d'un seul coup (...). Il ne nous paraît pas que le raisonnement des socialistes à l'égard du marché ait lieu de changer. L'erreur économique serait en même temps politique. Les militants ne comprendraient pas qu'il faille parler le langage des patrons pour aller avec eux au programme commun. Les patrons non plus d'ailleurs. »

Si M. Rocard est aussi vigoureusement rappelé à l'ordre par ses propres camarades de parti, c'est sans doute parce que la multiplicité de ses prises de position publiques agacent de même que la dimension de « dauphin » du premier secrétaire qui lui est fréquemment donnée dans la presse. Cet agacement semble partagé, au moins partiellement, par M. Mitterrand.

Engagé dans un processus de conquête du pouvoir, le P.S. parce qu'il a la perspective de vaincre, partiellement à assurer son autodiscipline. Il lui reste cependant à rendre, en son propre sein, bien des choses à l'expression publique de cette pensée.

Prochain article :

LE P.C.F. ET LA REVANCHE DES MUNICIPALES

M. YVES GUÉNA : l'U.D.R. n'avait pas attendu l'avertissement.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a commenté en ces termes, lundi 22 novembre, les résultats du second tour des élections législatives partielles. Les électeurs ont été sensibles aux enseignements du premier tour, qui avaient montré, d'une part, avec les succès de Jacques Chirac et de Jean Thiebaut, que la majorité peut gagner quand le choix offert aux électeurs est clair ; d'autre part, avec la progression des voix social-communistes, que le danger est réel. Cette double constatation a entraîné une réaction assurant le succès de trois candidats sur quatre de la majorité.

L'opposition n'a pas accompli sa progression, ce qui confirme que celle-ci était la constatation d'une situation plutôt défavorable à son bon et à rompre leur union électorale.

Il est donc capital que, face à ce bloc, la majorité retrouve une énergie nouvelle et une capacité d'entraînement. L'U.D.R. n'avait pas attendu l'avertissement des élections partielles pour comprendre la nécessité d'un tel effort et appeler au rassemblement tous ceux qui ne se résignent pas à la défaite.

La Nouvelle Action Française (royaliste) a publié lundi 22 novembre une déclaration dans laquelle on lit : « Le score échec des élections partielles est une déception, mais il ne faut pas se laisser aller à une déception. L'U.D.R. n'avait pas attendu l'avertissement des élections partielles pour comprendre la nécessité d'un tel effort et appeler au rassemblement tous ceux qui ne se résignent pas à la défaite. »

La Nouvelle Action Française (royaliste) a publié lundi 22 novembre une déclaration dans laquelle on lit : « Le score échec des élections partielles est une déception, mais il ne faut pas se laisser aller à une déception. L'U.D.R. n'avait pas attendu l'avertissement des élections partielles pour comprendre la nécessité d'un tel effort et appeler au rassemblement tous ceux qui ne se résignent pas à la défaite. »

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

CHAMBERY : M. Lapeyre désigné par le P.S.

De notre correspondant

Chambery. — M. Jacques Lapeyre a été désigné par la section de Chambery du parti socialiste pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche lors des prochaines élections municipales. Agé de cinquante et un ans, professeur d'éducation physique, il s'est présenté sans succès pour la première fois à une élection le 7 mars 1976, face à M. Pierre Dumas, ancien ministre, ancien député U.D.R.

Député depuis 1969 par M. Dumas, la mairie de Chambery demeure l'une des dernières places fortes de la majorité dans le département de la Savoie. Lors des élections législatives de 1973, M. Jean-Pierre Cot (P.S.) et M. Louis Besson (P.S.) ont battu respectivement M. Pierre Dumas (U.D.R.) et M. Jean Delachenal (R.I.). A l'occasion d'une élection législative partielle, en octobre 1974, le troisième siège de député de la Savoie (2^e circonscription) est revenu à M. Maurice Blanc (P.S.), aux dépens de M. Joseph Fontanet, ancien ministre.

En mars 1976, la présidence du conseil général a échoué à M. Louis Besson (socialistes) et communistes, détenant dix-sept sièges sur trente-neuf au conseil général de la Savoie.

Les socialistes et leurs alliés communistes et radicaux de gauche sont bien décidés à faire tomber les derniers grands bastions U.D.R. dans le département. Les trois députés de la Savoie s'engageront « à fond » dans cette bataille, qui risque cependant d'être difficile. La liste conduite par M. Dumas devant largement les deux listes se réclamant de la gauche (une composée de socialistes et de communistes), l'autre

de P.S.U. et de membres du G.A.M.), et qui a elles deux avaient plus de 3 000 voix de moins que la liste élue.

M. Dumas a été réélu, en 1976, dès le premier tour, dans le canton de Chambery-Sud avec 2 974 voix contre 993 à M. Lapeyre et 469 voix au candidat communiste, M. Rosset. Certains, au sein du parti socialiste et notamment à la commission exécutive fédérale, estiment que la désignation de M. Louis Besson comme tête de liste aurait été préférable « compte tenu de sa dimension au plan local ».

« Ma résolution empêche de faire aboutir ce projet », reconnaît M. Besson, qui ne veut pas être investi d'un mandat suppléant. De son côté, M. Jean-Pierre Cot, député de la 3^e circonscription, qui englobe la plus grande partie de la commune de Chambery, déclare « vouloir respecter ses engagements ». Il avait en effet affirmé, lors de sa campagne pour les élections législatives de 1973, qu'il ne se présenterait pas à la mairie de Chambery et de la Maurienne.

En 1975, la municipalité a fait l'objet d'une observation « stricte » de la part de la Cour des comptes. Son rapport a révélé que la municipalité de Chambery effectuait l'achat de tout le mobilier scolaire depuis plusieurs années par l'intermédiaire du maire adjoint, commerçant de profession, et sans appel à la concurrence. La Cour des comptes reprochait également à la municipalité d'avoir abandonné un projet de ZUP pour 8 000 habitants qu'elle veut ramener à 3 200, ce qui ne peut permettre d'amortir certaines installations prévues pour une population plus importante.

CLAUDE FRANCHILLON.

CHERBOURG : M. Hubert Germain candidat sur une liste de la majorité

De notre correspondant

Cherbourg. — Si le parti socialiste et le parti communiste sont considérés comme l'un des deux cantons de Cherbourg, de M. Jean Valognes, médecin et secrétaire départemental du Centre démocratique, aurait la faveur d'une douzaine de conseillers municipaux sortants. Son face à face avec une équipe pourrait être conduite par le président sortant de la chambre de commerce, M. Jean Vaur, qui a obtenu dans quelques mois le renouvellement de son mandat.

La situation est d'autant plus confuse que des questions de personnes sont venues compliquer les ambitions de M. Hubert Germain, apparemment favorable à la candidature de son premier adjoint, M. Charles Dumoncel (C.D.S.), a déjà officiellement annoncé qu'il verrait d'un bon œil M. Hubert Germain, ancien ministre, s'installer de près à la vie locale (2).

Deux tendances se sont dégagées au sein de la majorité. Une

ébauche de liste ayant pour tête M. Dumoncel, qui est également conseiller général d'un des deux cantons de Cherbourg, et M. Jean Valognes, médecin et secrétaire départemental du Centre démocratique, aurait la faveur d'une douzaine de conseillers municipaux sortants. Son face à face avec une équipe pourrait être conduite par le président sortant de la chambre de commerce, M. Jean Vaur, qui a obtenu dans quelques mois le renouvellement de son mandat.

Toutes les tentatives de concilier les points de vue de ces deux chefs de file ayant échoué, les élus-majors parisiens des partis de la majorité auraient demandé un sondage, dont M. Hubert Germain a par avance refusé les résultats. Pour le parti, M. Hubert Germain, qui l'on voit en outre souvent à Cherbourg, a profité de la réunion du comité fédéral U.D.R. de la Manche, le 21 novembre, pour annoncer sa réserve. L'ancien député de Paris a confirmé, en effet, son intention de s'intégrer à une équipe de la majorité, mais pas comme tête de liste, et la condition expresse qu'elle soit unique. Encore inconnu à Cherbourg il y a deux mois, M. Germain a reconnu, lundi 22 novembre, au cours d'une conférence de presse tenue dans cette ville, que sa tentative d'entrer au conseil municipal était liée à son éventuelle candidature aux élections législatives de 1978 au titre de l'U.D.R.

RENÉ MOIRAND.

(1) Un problème est soulevé toutefois par le comité départemental des radicaux de gauche, qui souhaiterait que quelques sièges leur soient réservés sur la liste de l'union de la gauche, malgré leur faible audience dans le Nord-Cotentin.

(2) Il a été question en février dernier (Le Monde du 26 février) que M. Hubert Germain se présente dans la quatrième circonscription de Mayenne-et-Morlaix (Lanvélec). De plus, lors d'un récent passage public, son intention de briguer la mairie de Lanvélec.

(Publié)

A l'occasion de la vente annuelle de l'Association des Écrivains de langue française (mer - ouvrier) M. Mario de Souza Clington (Ary Kemtoun Ziska) signera son livre :

ANGOLA LIBRE

(Gallimard)

Mercredi 24 Novembre 1976
14 h. 20 h. UNESCO
125, avenue de Suffren 75007

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Bulletins de vote et feuilles de paie

Les hebdomadaires, au regard de la place qu'ils y consacrent, tiennent pour particulièrement importantes les élections législatives partielles qui viennent d'avoir lieu. Ils les traitent d'ailleurs, même s'ils concernent que sept circonscriptions, peuvent certes constituer un bon indicateur de la situation politique. Cependant, le tableau qui se dessine sur le terrain n'est pas complet si l'on ne tient compte du contexte économique et social.

Commentant la victoire des urnes, Pierre Lescuyer, dans L'HUMANITÉ DIMANCHE, dit que les élections qui se sont prononcées en faveur du parti communiste ont vu dans le P.C. « le défenseur d'intérêts populaires ». Mais aussi, ajoute-t-il, le promoteur de l'union de la gauche et du programme commun de gouvernement, le parti qui a défini une voie réaliste pour un socialisme adapté à notre peuple, construit par le peuple.

De son côté, Henri Malberg évoque dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire communiste, « un affaiblissement » du P.C. : « La gauche, écrit-il, se gonfle de forces nouvelles, mais elle ne peut pas se passer de la classe ouvrière. Mais si ce progrès devait se faire au détriment du parti communiste, si celui-ci ne voyait pas son influence s'accroître, ce serait mal pour nous ».

CARREFOUR n'hésite pas à titrer : « Le désastre ». Cet hebdomadaire, en conclusion d'une analyse des résultats du 22 novembre, écrit : « Que sert à M. Chirac, voire l'année prochaine à M. Giscard d'Estaing, de transporter un personnage éminent, au même moment leurs troupes et à l'abandon ? en faisant une politique désordonnée ? »

Pour Georges Mamy, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, l'U.D.R. est en état de divorce avec la personne de Giscard. « Elle ne peut pas se passer de lui », écrit-il, « elle vient de découvrir, croit-elle, que le pays aussi était en train d'oublier ».

Valéry Giscard d'Estaing et que celui-ci ne peut même pas jouer le rôle de locomotive.

Prévoyant « une mise sous tutelle » de M. Giscard d'Estaing par M. Chirac, Pierre Joxe estime dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, que « pour mener à bien une action conjointe aux exigences de l'intérêt national, le gouvernement devrait pour le moins, mettre en sommeil la démocratie ». « Or juste à ce moment, nous sommes en train de traverser la lutte des factions autour d'un pouvoir trop fragile, se manifeste, avec violence, l'homme de Giscard d'Estaing, assure-t-il, c'est le régime qui fait mettre en cause ».

Pour Jean-Pierre Dubois-Durand, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, les scrutins récents — en France et à l'étranger — sont l'occasion de l'interroger sur l'affaiblissement des majorités. « La différence, constate-t-il, est de plus en plus mince

entre le vainqueur et le vaincu. » Il avance une explication : « Ce serait la conséquence, dans les pays démocratiques, du recul de la politique, devant l'économie, les finances, les techniques industrielles. » « D'où il résulte, écrit-il, que les divergences s'estompent entre les idéologies : ici on ne sait plus très bien ce qui différencie la droite et la gauche, et là on ne voit pas de quoi il s'agit. »

Dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire P.S.U., Victor Leduc écrit : « Par-delà cet état électoral, ce qui va compter dans les mois qui viennent, c'est la détermination des travailleurs à résister à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Il paraît que l'aggravation dramatique du chômage conforte Raymond Barre dans sa décision de bloquer les salaires. Ce qui va se passer dans le secteur de la construction de test. Si l'ensemble des organisations syndicales, appuyées par les forces politiques de la classe ouvrière, refusent de céder, le pouvoir devra reculer ou tenter l'épreuve de force. »

L'EXPRESS fait sa « une » sur le thème économique : les points rouges. Ils sont au nombre de trois, explique l'hebdomadaire, à savoir, « le franchissement du seuil du million de chômeurs, »

« la hausse de plus de 3 % des salaires et le troisième trimestre et le déficit du commerce extérieur français. Développant ces trois éléments, L'EXPRESS souligne que, « à côté de ces préoccupations, les questions d'opinion semblent bien vaines ».

Christine Orion rappelle dans VALKURS ACTUELLES que « c'est dans [la] seule perspective [de la lutte contre l'inflation] que M. Barre a été nommé à la tête du gouvernement et que lui ont été confiés les pouvoirs les plus importants ». « Par-delà cet état électoral, ce qui va compter dans les mois qui viennent, c'est la détermination des travailleurs à résister à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Il paraît que l'aggravation dramatique du chômage conforte Raymond Barre dans sa décision de bloquer les salaires. Ce qui va se passer dans le secteur de la construction de test. Si l'ensemble des organisations syndicales, appuyées par les forces politiques de la classe ouvrière, refusent de céder, le pouvoir devra reculer ou tenter l'épreuve de force. »

L'EXPRESS fait sa « une » sur le thème économique : les points rouges. Ils sont au nombre de trois, explique l'hebdomadaire, à savoir, « le franchissement du seuil du million de chômeurs, »

La politique contractuelle

Traitant de la politique contractuelle, Philippe Baubard, dans HEBDO-TC-TEMPOIGNAGE CHRETIEN : une telle politique « est concevable et possible en politique ou en démocratie libérale et l'expansion tourne et si l'inflation reste modérée. Des que les crises surviennent, poursuit-il, les contrats et les engagements seront un peu partout placés à des politiques d'austérité mal supportées par les syndicats ».

Eugénie Chevreton commente dans LUTTE OUVRIERE, trotskiste, et le dialogue feutré (entre M. Barre et Bergeron) où les deux compères se sont bien compris. Selon elle, « les espoirs d'un Bergeron sont à la mesure des seules actions » qu'il est capable d'imaginer : anticommunisme, la porte des cabinets ministériels.

« Un espoir dicté par la nécessité » a été évité par la rupture entre le premier ministre et Dominique Audibert dans LE POINT. Il souligne que si André Bergeron « rompt le ses contrats avec le gouvernement, sur lequel il a mis toute son image de marque, il reconnaît du même coup qu'il se trouve isolé ». « Or, mal gré dans le camp de la C.G.T. et de la C.F.D.T. », « Tout son problème est donc, résumé-t-il, de négocier l'irréversible épreuve de l'austérité sans perdre la face devant ses adhérents. Quant à Raymond Barre, poursuit-il, sous peine d'être seul, contre tous, à tout intérêt à éviter la rupture avec l'O.C. »

Choisir entre accepter ou refuser l'augmentation du pouvoir

d'achat de 2 % à l'É.G.F. « semble à Christine Orion dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste, trop cornélien pour être honnête. Elle précise : « Le premier ministre a laissé entendre qu'éventuellement, en 1977, on pourrait discuter « au moment venu ». Est-ce que ce moment venu ne sera justement pas vers la fin de 1977, demandant certains syndicalistes. A ce moment-là, l'échéance électorale de 1978 sera proche. On augmentera salarialement ne serait-elle pas alors la bienvenue ? »

Pour POLITIQUE-HEBDO, à Bergeron le temps d'un appel à la réalisation d'un front syndical commun le plus large. Le glas de la politique contractuelle sonnera fin décembre.

Tel n'est pas l'avis de Delphine Girard, qui envisage, dans LA VIE FRANÇAISE L'OPINION, « un terrain d'entente cordiale » qui serait constitué par les aspects non salariaux de la politique contractuelle : savoir à la durée du travail, la mensualisation, les conditions de travail, la formation professionnelle. Elle insiste sur le fait que « le premier ministre n'a pas intérêt à ce que les seuls syndicats qui acceptaient l'augmentation du salaire dialoguent avec le camp de l'opposition ».

Ce qui se soit en matière de bulletins de vote ou de feuilles de paie, la marge de manœuvre du gouvernement apparaît décidément bien étroite.

ANNE CHAUSSEBOURG.

سكس اس لالصل

POLITIQUE

POINT DE VUE

L'ANTI-GISCARD

par GILBERT COMTE (*)

L'Appopularité croissante de M. Jacques Chirac réjouit les uns, consterne les autres, mais suscite partout l'habituelle question qu'inspire un météore : jusqu'où montera-t-il ? Nul n'en sait rien encore. L'agitation, la fièvre d'espérances qu'il éveille parmi tant d'opportunistes, pressés de prendre l'avenir en gage, indiquent cependant qu'il ne s'arrêtera plus en aussi bonne route. Ses succès lui assurent déjà d'autres concours. Désormais, il lui faut vaincre ou mourir la pousière.

Vaincre qui ? Giscard d'Estaing, bien sûr, puisque les défections de l'exécutif déportent vers l'ancien premier ministre une vaste déception nationale transformée en engouement plébiscitaire, par le besoin de découvrir un sauveur. Ce puissant réflexe césarien remonte des profondeurs de notre histoire chaque fois qu'un gouvernement vacille entre l'échec, la mollesse et l'indécision. Un instant, il hâte Boulanger au-dessus de lui-même, fortifie les ligues avant guerre, ramène de Gaulle dans l'arène, en 1947, avant de lui livrer l'Etat onze ans plus tard.

Ce désir d'ordre s'exprime d'ordinaire par une offensive résolue contre le pouvoir en place. Il déconsidère ainsi le principe d'autorité qu'il prétend rétablir. « La France sent où se trouvent l'énergie et l'optimisme nécessaires : elle n'attend rien de l'Élysée », note Barrès à l'aube du boulangisme, dans le très beau livre écrit sur l'aventure (1).

Quatre-vingt-dix ans plus tard, le même scénario recommence avec les mêmes recettes, presque les mêmes mots. A la majorité disjointe, défaite, abattue par la simple hypothèse d'un recul électoral en 1978, le descendant de Louis XV offre une rhétorique mondaine, un livre insignifiant. Des exercices littéraires ne ramentent jamais un troupeau au bord de la débâcle. D'abord, il réclame un chef. Avec son instinct dominant, l'héritier présomptif de Georges Pompidou lance donc aux siens les seules paroles qu'ils souhaitent entendre : « Je vous conduirai à la victoire en 1978. »

Ce hardi programme le pose en rival du président, incapable d'en promettre autant, avec la même économie de mots. Naturellement, l'ancien premier ministre se défend

d'une telle prétention. « Certains, aujourd'hui, voudraient m'opposer au président de la République. Ils perdent leur temps. Ma conception du service de l'Etat, mon attachement à la V^e République, sont trop rigoureux pour que je sois jamais tenté de le faire », jure-t-il à Egletons.

Déjà, Boulanger murmurait pareillement chez Barrès : « Notez que, pour ma part, je n'ai jamais rêvé de la présidence de la République... Je n'aspire qu'à rentrer au ministère pour terminer trois ou quatre réformes suspendues par mon départ. Aujourd'hui, c'est vrai, quelques-uns de mes amis et le sentiment public me font entrevoir la première magistrature de l'Etat... On n'est pas tout seul candidat à la présidence... On le devient par un concours de circonstances subies souvent à regret. »

Au matin d'une fulgurante carrière, tout apprenti dictateur endort l'appréhension de ses compatriotes par ces propos légalisants. Doux ! Bénin ! Une humble contenance ! Et, surtout pas d'œil luisant ! S'il arrive un jour à l'Élysée, Chirac, n'en doutez pas, s'y trouvera conduit de force, par quatre chevaux, comme un pauvre diable qu'on traîne au supplice. Jamais, jamais, soyez-en sûr, il n'imaginera pareil malheur de lui-même. Saut pour sauver la France, bien sûr, et en mission de sacrifice.

Son ascension n'en renouvelle pas moins celle de celui qu'il espère bien remplacer. Dès l'été 1973, gaullistes et indépendants savaient Georges Pompidou condamné à mort. Cependant, sa résolution de rester au pouvoir, la fièvre des grappes à rechute, les empêchaient de lui chercher un bon successeur. Face au noir catafalque de Notre-Dame, l'année suivante, ils reçurent en héritage le duel entre Chaban-d'Éstaing et Giscard-DeMias qu'ils n'aimaient ni l'un ni l'autre, tant leurs ressemblances offraient peu de garanties pour l'avenir.

Dans des cas pareils, la peur aggrave ou abrège l'embarras. Celle des socialistes, du programme commun, rallia bien des suffrages au ministre des finances de l'époque, soudain considéré comme un moindre mal. Un moindre mal seulement ! Il se proclamait un homme neuf. Comme il faut un peu croire à la cause qu'on soutient, même à contre-cœur, ses partisans lui découvrirent les char-

mes vagues de l'inattendu. Ils en oublièrent ses fautes, ses échecs.

Pour les mêmes raisons, ce prodigieux phénomène d'immunité collective se répète maintenant au profit de Jacques Chirac. Semaine après semaine, il se métamorphose, devient sous nos yeux une espèce d'enfant prodige de la politique, sorti par miracle de l'inconnu où il se morfondait hier encore. A son tour, il chante le grand air des réformes, se pose en censeur infaillible de l'« emploi des deniers publics pour éliminer peu à peu le gaspillage, les dépenses inutiles », comme s'il ne venait pas d'appartenir, depuis 1968, à tous les gouvernements déconsidérés par leur impuissance à punir les auteurs des dilapidations de La Villette.

Et ça marche !

Tant de bonheur autorise toutes les audaces. Notre heureux garçon ne parle plus de leurs affaires aux Français qu'à la première personne du singulier. Maintenant, chacun de ses discours abonde en « je », en « moi ». « Je vous demande », par-ci, « j'appelle à l'union », par-là, avec des injonctions inquiétantes pour quelqu'un chez qui aucun exploit hors du commun n'accuse encore un pareil langage : « Il faut m'aider, me suivre, m'encourager par votre soutien sans défaillance. » Le 18 juin 1940, de Gaulle parlait de lui avec plus de précautions, de réserve. En ce jour, peut-être le plus grand de son existence, il trouva, lui, son éloquence dans les douleurs de la patrie blessée. Son lointain cadet appartenait à une génération moins austère. Dépourvu de valeurs tragiques, il n'a pas pour autant le sens du comique.

Enfin, son impétueuse confiance en lui-même impressionne. Ses amis admettent qu'elle compte pour beaucoup dans les ralliements. « On nous parle de « personnalisation », constate M. Yves Guénin. Je réponds oui et non, car il n'y a plus de grand mouvement sans leader national. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi une doctrine. » La riche contribution du député de la Corrèze au renouvellement des dogmes contemporains ne paraît pas si conséquente qu'il faille attendre de lui de grandes innovations philosophiques. C'est d'ailleurs là l'une des réussites à laquelle il prétend le moins. Son exceptionnelle aptitude à ne plus concevoir notre destin national qu'à travers son aventure individuelle n'en fonde pas moins son pouvoir d'attraction. Voyons donc ce cas « personnel » de plus près, puisque « personnalisation » il y a.

Nos politologues modernes découvrirent docilement l'importance de la personnalité en histoire environ un quart de siècle après qu'un vieux général eut salué les Français par neuf mots simples, prononcés au fond d'un désastre presque sans précédent : « J'ai fait don de ma personne à la France. » A la libération, les beaux esprits s'en tordaient de rire. Tombées de la bouche d'un octogénaire vaincu, ils n'en annonçaient pas moins une mutation capitale des sensibilités collectives. Perdu dans son univers de béton, l'homme moderne a besoin de donner un visage de chair à ses aspirations politiques. L'instinct général de Gaulle devina ce besoin, s'en servit à son tour. Il n'en usa d'ailleurs pleinement qu'après 1958, quand la rive s'empara de sa légende. Sans doute n'est-ce pas chose ordinaire de se fier à un peuple, de dire : « Je », « Moi », à des millions de ses semblables. Il y faut une gloire impérissable, Verdun, l'épopée de la France libre, des victoires autrement lumineuses qu'un meeting réussi à Egletons, 83,68 % des voix dans une élection législative partielle...

Tout de même, voici Jacques Chirac « lancé ». Ses objectifs se compliquent maintenant qu'ils se rapprochent. Ceux qu'il enthousiasme attendent de lui qu'il neutralise ou annule rapidement M. Giscard d'Estaing. Mais sans trop secouer la République, car pour qu'une trop violente commotion ne donne ses chances à la gauche. Pour concilier ces deux exigences contradictoires, il lui faudra trouver, s'opposer en soutenant, rassurer en menaçant, comme le jeune Hitler face au vieil Hindenburg. Dans ces exercices délicats, l'opportuniste déçoit, l'impudence perd. Voilà bien le traquenard où les deux pêcheurs mineurs du prétendant subissent de rudes épreuves. Ses entreprises ont ce point commun avec celles du président de la République de nous promettre un beau gâchis. Chirac, aujourd'hui, cela sonne déjà comme, hier, Le Pen ou Tixier-Vignancour. On attend de lui la poigne, le fouet, la trique. Mieux : la cravache !

(1) L'Appel du soldat.

décembre 1976 : le dernier volume paraît

la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

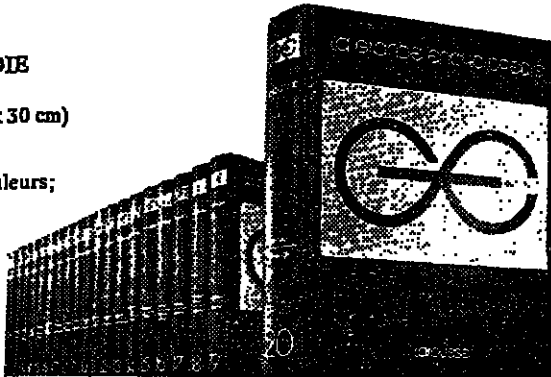
• Un nouveau type d'encyclopédie, capable non seulement de rassembler et d'expliquer mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déroutant.
• Une encyclopédie cohérente, qui couvre tous les domaines de la connaissance, toutes les époques, tous les pays, avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels... et mieux qu'à jour, rendant compte des derniers développements dans tous les secteurs significatifs, elle éclaire aussi les étapes à venir.

VOUS POUVEZ ENCORE SOUSCRIRE

Les conditions spéciales de souscription, au prix actuel de 5905 F, restent valables pour un temps limité. En souscrivant très rapidement, vous disposez tout de suite de la totalité de l'ouvrage, vous bénéficiez encore des facilités de règlement exceptionnelles, vous recevrez gratuitement le 21^e volume d'index dès sa parution.

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm)
d'environ 600 pages chacun,
8.000 articles-dossiers,
près de 15.000 illustrations en couleurs;
+ un 21^e volume d'index.

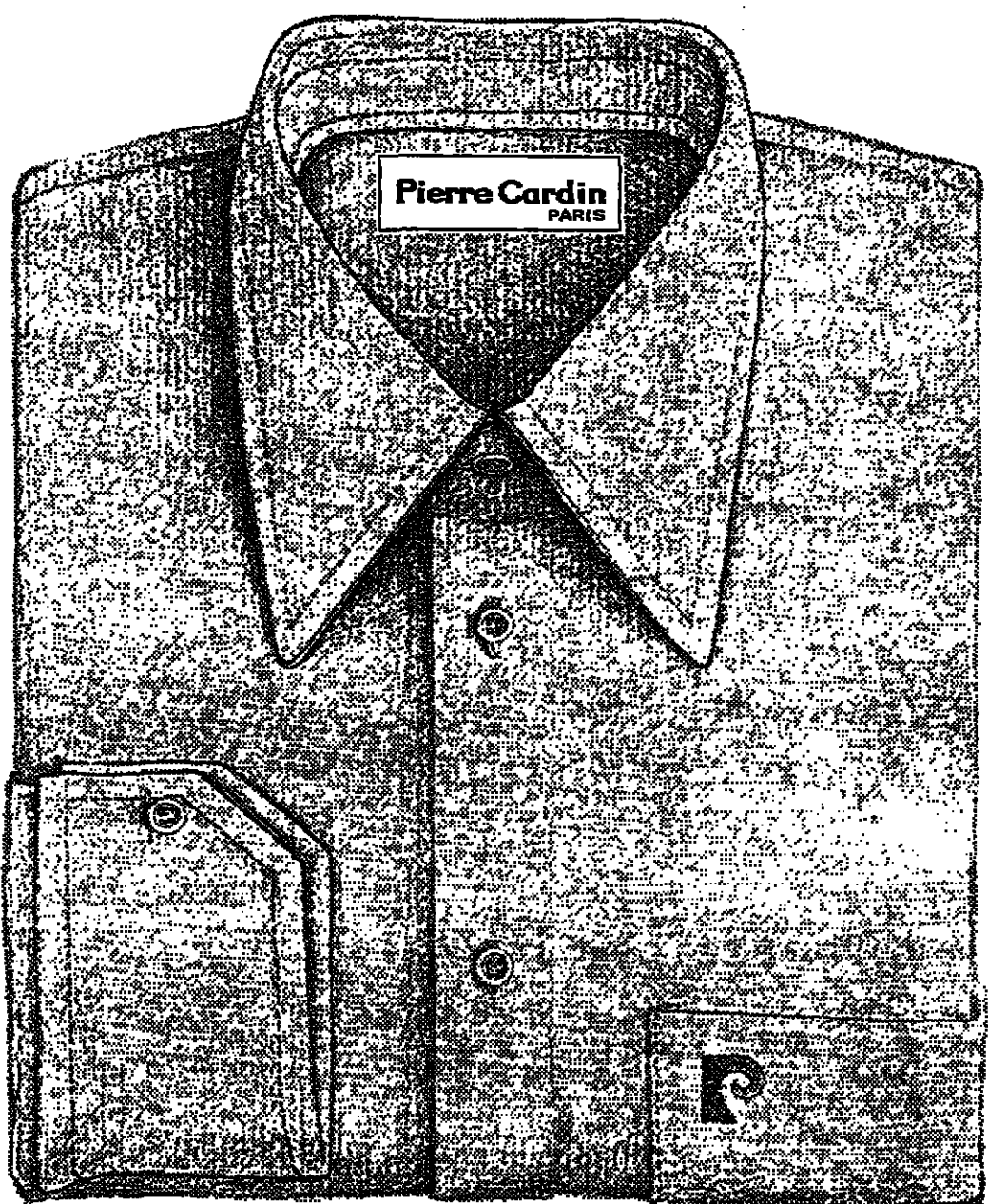
RIEN NE REMPLACE
UN SIÈCLE D'EXPERIENCE



Pour en savoir plus sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, adressez-vous à votre libraire, ou remplissez ce bon.
A renvoyer à la LIBRAIRIE LAROUSSE, 17, rue de Montparnasse 75280 PARIS Cedex 06.
Gratuitement et sans engagement de ma part, je déclare :
• examiner votre magnifique documentation illustrée en couleurs sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
• connaître les facilités de paiement offertes à tout souscripteur de l'ouvrage.
NOM PRÉNOM
PROFESSION ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Valable pour la France métropolitaine, la Belgique et le Grand-duché de Luxembourg.

Printemps Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Golcade/Brummell Rosny 2

Brummell



PIERRE CARDIN CHEZ BRUMMELL.

L'écriture de A jusqu'à Z.

La machine à écrire à boule Facit Addo 1850 est la seule qui réunit tous ces perfectionnements :

Tête d'écriture interchangeable.
Double espacement.
Double tabulation dont une à mémoire.
Double marge à gauche.
Touche de correction.
Touche spéciale à 4 caractères.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion.

Facit Addo, 308, rue du Pdt S. Allende, 92700 Colombes, Tél. 730.71.17. Succursales et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements machine à boule 1850
Nom Adresse

PRESSE

Propriétaire du dernier journal du soir new-yorkais

Mme Schiff s'est résignée à vendre le «Post»
au multimillionnaire australien R. Murdoch

De notre correspondant

New-York. — Le *New York Post*, seul quotidien du soir de New-York et dernier survivant avec le *New York Times* et le *Daily News* d'une presse autrefois abondante et variée, vient d'être vendu pour 30 millions de dollars par sa propriétaire, Dorothy Schiff à Rupert Murdoch, le chef d'entreprise australien qui se trouve à la tête d'un empire de presse composé de quatre-vingt-trois quotidiens et onze hebdomadaires dans le monde anglo-saxon. La nouvelle a frappé les New-Yorkais — et, bien sûr, les rédacteurs du *New York Post* — de plein fouet. Fondé en 1811 par Alexander Hamilton, le *Post* est le plus vieux journal des États-Unis et, à New-York, une véritable institution. Mme Schiff en fit l'acquisition en 1959 et le dirigea sans désemparer d'une main de fer. Elle lui imprima une orientation précise dont les bases caractéristiques principales sont le libéralisme et la défense des intérêts israéliens. A l'époque du maccarthysme, le *New York Post* eut le courage de s'en prendre à des figures de proue sacrées, telles que Edgar Hoover, José McCarthy, Walter Winchell et Robert Ross. Ces dernières années, le *Post* avait suivi l'évolution du public et glissé vers des positions plus modérées. Sans prétendre être un journal pour élite, le *New York Post* ne sombra jamais dans le sensationnalisme vulgaire qui caractérise parfois les tabloïds de la chaîne Hearst. Il correspond assez bien

aux tendances et à la mentalité de la classe moyenne juive de New-York. Les catholiques (ouvriers et petits bourgeois) lui préfèrent le *Daily News*. L'exode des classes moyennes réduisit le tirage du *Post*, ces dernières années, de sept cent mille à cinq cent dix sept mille. Malgré cela, Mme Schiff — dont l'autobiographie parue l'année dernière sous le titre de «Des hommes, de l'argent, de la magie» défraya la chronique car elle révéla l'existence d'une liaison entre elle et le président Roosevelt — rejeta les unes après les autres les offres qui lui étaient faites pour son journal. Ce sont les nouvelles lois sur l'héritage qui l'auraient décidée enfin à se séparer de son cher journal.

«Rien ne sera changé», s'est empressée de déclarer son nouveau propriétaire, le brasseur d'affaires multimillionnaire Murdoch, quarante-quatre ans, dont le quartier général est à New-York. «Le format et le contenu du journal resteront les mêmes». Mais les employés du *Post* et beaucoup de New-Yorkais sont aujourd'hui consternés. Les quotidiens de l'«empire Murdoch» sont en effet des tabloïds qui mettent l'accent sur le sexe, la violence et les crimes : tels le *News of the World*, le *Sun*, de Londres, et le *San Antonio Express* (Texas). Si, comme on peut le penser le *New York Post* en changeant de propriétaire modifie à terme sa couleur politique, Israël aura perdu son meilleur porte-parole aux États-Unis. — L. W.

«Cinq monopoles de l'information»
à l'Institut national de l'audiovisuel

L'Institut national de l'audiovisuel — dont M. Pierre Emmanuel est le président — organisait, les 18, 19 et 20 novembre, à Paris, un colloque sur «Cinq monopoles de l'information». Mais, comme le notent les organisateurs de l'INA après avoir fait leur choix, «ces cinq monopoles ne sont pas de même nature, n'ont pas les mêmes sens et n'entraînent pas les mêmes conséquences. Le monopole du «Monde» — qui est d'ordre intellectuel et dont la légitimité ne peut être contestée que par ses lecteurs ou par un concurrent, — n'a rien à voir avec le monopole de l'Etat sur l'audiovisuel — qui est d'ordre politique et financier, et qui ne pourrait être remis en question que par la loi».

Le premier débat, consacré jeudi matin 18 novembre au «monopole du Livre», est introduit par notre collaborateur Jean-Marie Dupont, président de la Société des éditeurs du Monde, qui s'emploie, tout d'abord, à détruire une idée simpliste, née du conflit du Parisien libéré en affirmant que la crise de la presse n'est pas imputable au seul Syndicat du livre C.G.T.

Brossant une large fresque historique du Syndicat du livre, il en montre les vertus corporatistes, mais aussi les limites : «Le soulai de

défendre l'emploi qu'il gérait n'a-t-il pas conduit le Syndicat du livre à freiner la modernisation du matériel d'imprimerie, sachant que celui-ci se traduirait obligatoirement par une réduction des effectifs ?

A M. Jacques Piol, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. qui reproche à F.O. «de s'être abouchée avec M. Ansaury pour tenter de faire éclater toute l'organisation syndicale», le représentant de F.O. réplique que le Syndicat du livre et la C.G.T. «empêchent, depuis trente ans, les travailleurs qui ne sont pas syndiqués au Livre de travailler».

Les représentants du patronat, et notamment M. Dominique Ferry (groupe Hachette), ont été pratiquement unanimes pour affirmer que le monopole du Syndicat du livre ne «généralise pas». Ils ont, toutefois, regretté que ses responsables «n'aient pas su ou voulu préparer en temps utile les mutations rendues inévitables par l'emploi de matériels modernes».

M. Georges Suffert, directeur adjoint de la rédaction du *Point*, était chargé d'introduire le sujet du monopole de l'Etat sur l'audiovisuel, sur lequel sept personnalités avaient été conviées à intervenir, jeudi après-midi.

Dans un style saupoudré d'images-chocs et de formules qui se valent impertinamment, M. Georges Suffert brosse le tableau de la radiotélévision française deux ans après la

réforme ; la «critique» du monopole doit se lire en négatif à travers les «clichés» qu'il en donne. Selon M. Suffert, l'information diffusée par les nouveaux «journaux télévisés» entre l'opposition et la majorité. La qualité des émissions baisse, sans qu'on puisse forcément lier ce phénomène aux nouvelles structures. Le mode de financement représente une véritable «rente de situation» en faveur des Buites-Chaumont. Financièrement, l'ensemble fonctionne tout de même, alors qu'on craint à la fin de la chaîne.

M. Christian Chavanon, qui dirige R.T.L., se souvenant qu'il fut directeur général de la R.T.F., considère qu'il faut «vivre avec» le monopole, en l'aménageant progressivement, avec «le génie radical-socialiste qui caractérise notre pays». Sur ce terrain de l'accommodement, M. Chavanon devait être rejoint, avec des nuances, par M. Denis Baudouin, P.-D. G. de la Soffrad, tandis que MM. Gabriel de Broglie, directeur de Radio-France, et Jean-Louis Guillaud, directeur de T.F. 1, proclamaient, sans restriction, leur attachement au monopole.

Un débat sur «le Monde»

La réunion du vendredi matin était consacrée au «monopole» du *Monde*. M. Jean Bolassonnet, rédacteur en chef de l'*Expansion*, présentait notre journal en décrivant les différentes étapes de sa progression.

Le *Monde* se trouve pratiquement le seul journal de référence édité en France. Comment concilier cette position privilégiée avec les engagements légitimes de la rédaction ? Comment ne pas peser sur le lecteur — captif ?

C'est Jacques Sauvageot, directeur administratif et co-gérant du *Monde*, qui s'exprima tout d'abord au nom de notre journal en le présentant aux auditeurs. Il souligne qu'il est

surprenant de discuter du monopole du *Monde* au cours d'une série de débats dans lesquels les vrais problèmes n'étaient pas tous posés, par exemple, celui du rôle de l'argent dans la presse française ou celui de la concentration entre les mains d'un seul homme d'une impressionnante liste d'organes d'information et d'opinion. Notre rédacteur en chef, André Fontaine, devait alors intervenir pour définir notre conception de l'information.

Un «roc de prospérité»

La presse quotidienne régionale en France est un «roc de prospérité», a déclaré M. Jean-Louis Servan-Schreiber, P.-D. G. du groupe *Expansion*, en présentant la «table ronde» de vendredi après-midi.

Mme Evelyn Baylet, P.-D. G. de la *Dépêche du midi*, MM. André Audinot, directeur général du groupe Hésant ; Jules Clauwaert, directeur de Nord-Eclair ; Claude Domenach, président d'une association d'usagers de la presse régionale ; Louis Estrangin, président du conseil d'administration de Ouest-France ; J.-F. Lemoine, directeur de Sud-Ouest ; Molénat, directeur de Sud, et J.-C. Guillebaud, journaliste au *Monde*, participent au débat.

Selon M. J.-L. Servan-Schreiber, «ce miracle peut être attribué au fait que la presse régionale s'accroche à un double monopole : celui de l'information et celui de la publicité». Mais il note aussi que cette situation nuit au pluralisme des titres.

Mme Baylet conteste qu'on puisse employer le terme de «roc de prospérité», tandis que M. Estrangin relève que, dans l'Ouest, le pluralisme des titres subsiste, pour peu qu'un journal se fonde sur «un gisement publicitaire».

Pour J.-C. Guillebaud, ancien collaborateur de Sud-Ouest, les quotidiens régionaux «décrivent une certaine France qui n'existe plus, celle des notables, et cette référence automatique envers eux fait qu'ils passent à côté des problèmes importants». M. Audinot déclare que «le mot monopole est nouveau» et est mal employé. En matière de presse, dit-il, «gagner de l'argent permet uniquement d'investir» pour moderniser les journaux. De nombreuses questions lui seront posées par l'assistance sur les projets de M. Hésant concernant en particulier le *Figaro*. Selon M. Audinot, le jumelage avec Paris-Normandie ne serait qu'une «expérience».

M. Jean-François Kahn, qui anime la «table ronde» du samedi matin 20 novembre, constate que «l'ensemble du corps politique et professionnel a tendance, en France, à contester le statut d'informateurs ou de commentateurs privilégiés dont se réclament les journalistes».

Selon le rédacteur en chef du *Quotidien de Paris*, il s'agit là d'une manière de diversion entretenue par «d'autres monopoles, autrement plus oppressants, pour se protéger de l'information». Cependant, il n'est pas exclu qu'un certain «esprit de caste empêche les journalistes

Selon M. Guillaud, «le système actuel protège l'ensemble des masses médias» et tout particulièrement la presse, en réalisant un équilibre des recettes.

Pour M. Jean d'Aray, membre du Haut Conseil de l'audiovisuel, il conviendrait de mettre en œuvre un «droit à la communication», qui est d'une tout autre nature que la simple «information de haut en bas» que dispense actuellement la radiotélévision.

Selon M. Gilles Martinet, secrétaire national du parti socialiste, «le monopole d'Etat n'est pas capable de fournir une réponse satisfaisante». Aussi met-il davantage l'accent sur la notion de «service public», grâce à un système qui, en cas de victoire de l'union de la gauche, répondrait mieux «à la diversité des sensibilités».

Evénement également un succès de la gauche en 1976, M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'*Humanité*, d'accord avec M. Martinet sur la notion de service public — déclare qu'il s'agit alors «de résister à la tentation de s'en servir» comme l'ont fait ceux qui occupent le pouvoir depuis 1958.

“Peut-on vous aider?”



Q. Je dois être au centre
de Londres à 10 heures.
Que pouvez-vous faire pour moi ?



R. Bienvenue à bord de notre
R. Tristar de 9h00 “Spécial Affaires”
l'un de nos six vols quotidiens
de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux
et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs
pour Londres à partir de
Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider ?



**British
airways**

Directement de Londres
à l'Australasie, l'Afrique, l'Inde,
l'Extrême-Orient et les Amériques.

Renseignements au 91 Champs Elysées et 38 avenue de l'Opéra TEL : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

LES DÉLÉGUÉS C.G.T.
DU GROUPE HÉSAANT
VEULENT ENGAGER
DES NÉGOCIATIONS IMMÉDIATES

Les représentants C.G.T. (ouvriers, employés, cadres et journalistes) de douze quotidiens du groupe Hésant, totalisant un tirage de 1 500 000 exemplaires, se sont réunis à Paris, le 20 novembre. «Ils ont examiné», déclare un communiqué de la F.E.T.L., la situation créée dans la presse quotidienne à la suite des intentions répétées par Robert Hésant (...) sur ses projets de fusion de tous ses quotidiens de province avec le *Figaro*, en utilisant à son profit les techniques les plus modernes de fabrication. C'est l'emploi de centaines de salariés de la presse qui est ainsi en cause.

«Ils mandatent la Fédération du livre et la S.N.J.-C.G.T. pour engager des négociations immédiates et constructives avec Robert Hésant. Dans le cas de réponses négatives, des actions appropriées seront entreprises (...).

«Ils en appellent à l'opinion publique pour exiger le respect de la reconnaissance du droit à l'information, de la liberté d'expression et la condamnation de la mainmise du pouvoir politique et financier sur la presse écrite et audio-visuelle».

صكرا من الامل

صكنا من الامم

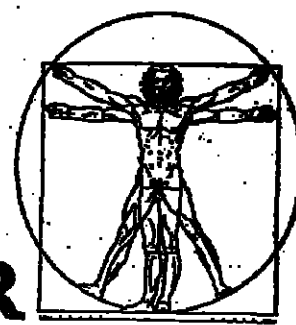
• • • LE MONDE — 24 novembre 1976 — Page 15

UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND
LE TRAVAIL EST FAIT.

UNITE MANPOWER



LA MORT D'ANDRÉ MALRAUX

Les premières réactions

Mme FRANÇOISE GIROUD : un demi-siècle de lumière fulgurante.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Culture : « L'un des phares de notre époque et de notre pays s'éteint après avoir éclairé pendant un demi-siècle de lumière fulgurante les chemins de l'action comme ceux de l'art et de la pensée. Homme de noblesse et de compassion, ne se penchant jamais sur autrui mais le hissant à lui, marchant toujours sur ses propres crêtes, André Malraux, souverain de son temps, laissera une haute trace. »

J. CHABAN-DELMAS : un frère d'armes.

André Malraux a été mon frère d'armes. Il a été mon ministre lorsque j'étais secrétaire général du ministère de l'Information. Nous avons travaillé vraiment la main dans la main dans des conditions inoubliables, et puis il était devenu un ami, un ami véritable.

M. PALEWSKI : une fraternité d'action.

M. Palewski, ancien directeur du cabinet du général de Gaulle, ancien président du Conseil constitutionnel :

C'est sur mon lit d'hôpital que j'apprends la terrible nouvelle. Depuis 1944, j'étais, dans une fraternité d'action et de volonté absolue, nous nous efforçons de faire tout en notre pouvoir pour aider le général de Gaulle à réaliser sa mission. A cette action, André Malraux avait apporté son prestige incommensurable. Depuis la mort du général, son esprit n'était retenu que par quelques grandes causes humaines, quelques nouveaux approfondissements dans sa vision de l'art, par de lentes avancées métaphysiques. Mais, de temps en temps, nous évoquons un passé qui fait partie maintenant de l'histoire de France.

M. LEFRANC : un peu de l'âme de la France.

M. Lefranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle :

Un peu de l'âme de la France vient de nous quitter avec André Malraux. Entrepreneuse, généreuse, épique et embrassant l'humanité par son génie, telle a été la vie de l'écrivain, telle a été son œuvre. Présent partout où la liberté de l'homme se trouvait en cause, citoyen des peuples opprimés, prisonnier des tractions noires de la Gestapo commandant une brigade de volontaires... Là où il se donnait, le souffle puissant de l'espoir se levait.

D'un regard, de Gaulle et lui s'unissaient pour l'été, et le soleil de l'un se couchait, l'autre choisissait l'ombre. Voici que se referme le livre éblouissant d'une époque dont on dira : « C'est de Gaulle et Malraux en même temps ! »

Période de lumière : puis le chène est tombé. Aujourd'hui se tait le vent qui portait les chants de la dignité et de la beauté à l'autre bout du monde.

Salut, André Malraux, vous êtes pour toujours le compagnon de tous les hommes debout. Personne, jamais, ne croira que vous n'êtes plus.

J.-L. BARRAULT : le plus beau défi de notre carrière.

Sa disparition donne le vertige comme celle des plus grands, qu'il s'agisse du général de Gaulle ou de Paul Claudel.

En 1958 il nous a procuré le plus beau défi de notre carrière en nous donnant pour neuf ans, et en nous laissant complètement libres, le Théâtre de l'Odéon, dont nous avons fait le Théâtre de France. Je lui en serai toujours reconnaissant.

HERVÉ BAZIN : avec Proust, le plus grand de ce siècle.

M. Hervé Bazin, président de l'Académie Goncourt, qui avait décerné son prix en 1933 à la Condition humaine :

Malraux a été, après Proust, l'un des deux plus grands auteurs de ce siècle. L'écrivain dont la dimension de la pensée a porté le roman à son plus haut niveau.

L'homme et la métamorphose

(Suite de la première page.)

Le travail des archéologues en Mésopotamie, en Chine, le fascinaient ; le cheminement attentif des érudits à la recherche des maîtres resuscités depuis peu : Vernier ou Georges de La Tour, l'intéressait. Mais il s'agit pour lui de tirer brusquement de leur savoir comme une substance incandescente, à laquelle tout le monde sauf lui se brûlerait les doigts, à savoir les relations où l'on voit la force du destin aux prises avec... la candeur ou le génie. D'où les fameux balancements : « Ce qui sépare Titien d'un fétiche et même de Matisse, c'est que Titien tentait d'apporter le monde et la peinture à l'homme, que le fétiche tente d'apporter l'homme à l'inconnu, et que Matisse tente de l'apporter à la peinture. » Tout le monde ne comprenait pas, mais la volubilité contraignante de Malraux rendait certaines platitudes impossibles. Il a fait naître un sentiment plus sérieux et une plus grande responsabilité à l'égard de « l'art du monde ».

Le « Musée imaginaire » introduit une surcharge si élevée, et parfois dans le ton si inattendue et excessive, qu'aucune discipline ne pouvait s'ajuster à ses propositions, mais en recevait fatalement — et souvent par contradiction — un stimulant. Deux grandes idées parcourent et unifièrent cette étonnante construction, qui n'a cessé d'ailleurs de se refaire, de se compliquer, de se retourner sur elle-même d'un ouvrage à l'autre, jusqu'à ceux tourments bizarres de « La Tête d'obsidienne » (1974). La première de ces lignes directrices, qui a donné son titre et son sens au « Musée imaginaire », est que l'avènement de la photographie, parmi les médias culturels change tout. Malraux a certainement eu conscience par son ami B. Groethuyzen de l'article, aujourd'hui classique, de W. Benjamin sur « L'œuvre d'art à l'époque » (1936), c'est-à-dire sur la nouvelle circulation des œuvres par l'image indirecte, qui change le statut de l'artiste et supprime

l'aura de l'œuvre. Malraux tire de cette constatation une vue toute contraire, à savoir la lente et invincible coagulation d'une galerie universelle, où se multiplient les rencontres, et dont les trouvailles : « Chardin, désormais, ne combatta plus Michel-Ange désarmé ».

Les savants ont été d'ordinaire flattés de voir leurs travaux intégrés à ces développements « littéraires », mais déconcertés de l'exaltation avec laquelle Malraux découvrait la situation aventureuse provoquée par le « musée imaginaire » : l'éclairage change la nature d'une sculpture romane, l'agrandissement conjugué une miniature avec un vitrail, « la reproduction a créé des arts fictifs ». C'est qu'au-delà d'une universalisation de fait, le « musée imaginaire » permettait de mettre en évidence l'enchaînement entre tous les arts, les liaisons historiques ou idéales entre les formes, bref, de dévoiler la succession ou la concurrence des styles comme l'ordre des « Métamorphoses ». Le mot a pris une importance croissante dans le discours de Malraux, avec une instance anxieuse, quand il abordait l'art moderne. Que comprenons-nous vraiment de tout d'objets, venus du fond des âges au recueil de notre propre sol, qui nous étonnent et parfois nous fascinent ? Pour Malraux, nous en comprenons ce qu'ils nous inspirent : cette conclusion d'un subjectivisme radical, qu'aucun historien ne peut suivre, est, en effet, ce qui convient à l'art moderne et peut éclairer sa pratique et ses aventures. Et le dernier héros sur lequel Malraux n'a plus cessé de revenir, parce qu'il a incarné cette joie et ce tourment de récupération paradoxale, c'est finalement son « ami » Picasso, « habité par la métamorphose plus profondément que par la mort ».

Dans les derniers volumes qui viennent de se succéder : « L'irréel » (1974), « L'Intemporel » (1976), Malraux a tenté d'ordonner la matière de ses traités dans une perspective plus simple, plus monumentale, moins trouble. Au principe du « sacré » qui vise l'éternel, succède la Renaissance, l'imaginaire, qui implique un rêve d'immortalité ; et, depuis Delacroix et Manet, l'agnoticisme de notre civilisation fait de l'art devenu autonome et souverain une force qui ne connaît plus ni surmonde ni histoire, et se noue en quelque sorte sur elle-même. Il n'est pas sûr que l'on cerne bien ainsi le développement des derniers siècles. Ces grandes articulations apparaissent dans le lent mouvement d'un style plus sourd comme le commentaire poétique d'un « musée personnel aux ouvertures innombrables ». Ce n'est pas plus une histoire de l'art que la Condition humaine n'est un reportage sur la Chine.

Au moment où cet homme extraordinaire s'éloigne à jamais, les derniers chapitres de son dernier livre prennent un relief pathétique, qui le grandit. Il annonçait avec une vigueur impitoyable la fin du « musée imaginaire » détruit comme agent suprême de la culture par l'« audio-visuel », la nouvelle forme des médias : le génie de Malraux en discernant l'avenir dans des débris qui ne dessinent encore qu'une préhistoire, l'écran, puisque c'est de lui qu'il s'agit, accélère, réunit, prolonge et peut ramener des configurations mentales qu'on croyait disparues : « Le téléscopateur couche avec une réincarnation plutôt qu'avec un fantôme... » Ces pages visionnaires sont plus denses et souvent plus humbles que bien des sociologies de la culture.

Dans cet acte (inachevé) de lucidité, Malraux a été merveilleusement fidèle à son rôle. Personne n'a saisi et exposé comme lui l'investissement de la pensée par les images et les objets. Personne n'en a plus généreusement et librement joué. Toujours hanté du grandiose, il engageait avec Georges Salles la maison Gallimard à publier une collection : « L'Univers des formes » qui a été l'honneur de l'édition française depuis 1960. Il s'en occupait beaucoup avec la gentillesse et la bonne grâce qu'il savait avoir. Il faut l'avoir vu au milieu des photographies encombrant le bureau ministériel, comme s'il entreprenait une immense réussite. Il avait heureusement aussi en partage ce don, qu'il attribuait à Picasso, de la « surprise émerveillée ». C'est peut-être le grand bénéfice de cette vie de familiarité avec l'art.

ANDRÉ CHASTEL.

« LIBÉRATION » : salut Malraux !

D'une façon générale, la presse parisienne du matin du 23 novembre s'est bornée à informer ses lecteurs de l'état critique d'André Malraux tel qu'il était connu dans la nuit de lundi à mardi. Seul Libération a publié un article de fond et de jugement sur les engagements de l'écrivain.

En voici la conclusion : « Le destin de Malraux n'est pas pire que celui du siècle. La grande espérance venue de l'Est dans les années 30 s'est transformée en épouvantable cauchemar. Tout est à recommencer. De toute façon, Malraux n'aurait pas été de cette aventure. L'avenir n'était plus, depuis longtemps, son lot. C'est déjà bien assez que le passé lui appartenait et qu'il garda dans ses mémoires la part la plus belle. Salut Malraux ! »

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Quelles qu'en soient les conséquences

Le Pakistan est toujours décidé à acquérir une usine française de retraitement du combustible

Le Pakistan est déterminé à construire, avec l'aide de la France, une usine de retraitement de déchets nucléaires, quelles qu'en soient les conséquences quant à la détermination des rapports pakistano-américains, a-t-on annoncé, lundi 22 novembre, de source bien informée.

Elle précise que la récente visite à Paris de M. Aziz Ahmed, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la défense, « a levé toutes les équivoques à ce sujet ».

« Les Américains, ajoute-t-on, n'ont rien à voir dans cette affaire, qui ne concerne qu'Islamabad et Paris. Toutes les garanties exigées par la France ont été données, et le premier ministre, M. Bhutto, a déjà fait savoir qu'il était même prêt à fournir, si nécessaire, de nouvelles garanties à condition que ce problème soit discuté d'une manière exclusivement bilatérale. Une preuve, d'ailleurs, que cette usine sera construite, c'est que les travaux ont déjà commencé. »

Une usine de camions pour l'armée

La coopération franco-pakistanaise ne se réduit pas à cette seule affaire de retraitement. La France construira sans doute une centrale nucléaire à Cheema, d'une puissance de 600 mégawatts. Une usine de camions sera fournie par la Savem, filiale de Renault. Elle permettra d'assembler six mille véhicules légers de 7,5 tonnes, d'un type déjà utilisé par l'armée française.

Dans le domaine militaire, et grâce à un protocole qui sera prochainement signé, Paris devrait notamment fournir à Islamabad des hélicoptères, des pièces de rechange et des radars.

La France, enfin, semble intéressée par la construction d'une autoroute qui relierait le nord du Pakistan à Karachi.

La ferme prise de position pakistanaise semble liée au renoncement de ce pays à l'acquisition de cent dix chasseurs bombardiers A-7 américains. Les Pakistanais savent que les Américains leur refusent ces avions si l'usine de retraitement est construite. Mais M. Bhutto, qui s'était battu pendant longtemps pour obtenir la levée de l'embargo américain décidé en 1965, semble maintenant à peu près convaincu qu'il n'obtiendra aucun matériel militaire de la part des Etats-Unis.

L'Allemagne à volonté.

Air France met au service des hommes d'affaires gagnant l'Allemagne, le réseau le plus important au départ de Paris et de la province.

De Paris, 99 vols hebdomadaires.

Chaque semaine, Air France offre au départ de Paris, 25 vols vers Francfort, 6 vers Stuttgart, 18 vers Düsseldorf, 18 vers Berlin, 6 vers Cologne, 13 vers Hambourg et 13 vers Munich.

Berlin en exclusivité.

Seul Air France dessert Berlin au départ de Paris. Trois fois par jour en semaine, 1 fois le samedi et 2 fois le dimanche.

LETTRES

LES PRIX LITTÉRAIRES

FEMINA : Marie-Louise Haumont

Le prix Femina a été attribué, le 22 novembre, au deuxième tour de scrutin, au roman de Marie-Louise Haumont, « Le Trajet » (Gallimard), par six voix contre une à « Cécile la Vierge » (Denoël), de Jule Camille, et une voix à « Les Etats du désert » (Flammarion), de Marc Cholodenko.

Née à Bruxelles en 1919, devenue française par son mariage, Marie-Louise Haumont est une petite dame effacée qui semble fermement décidée à le rester. Elle habite un pavillon dans la banlieue parisienne et exerce les fonctions de journaliste documentaliste dans une revue de l'éducation nationale.

Elle a publié l'année dernière son premier roman, Comète, ou la Journée de Madame Elbe, qui se situe le trouble dans l'histoire d'un couple casanier. C'est la même peinture de la réalité quotidienne que l'on retrouve dans le Trajet. En équilibre entre son foyer et son bureau, une femme tente d'échapper au vertige qui la guette. C'est la tentation de l'imaginaire contre laquelle la narratrice multiplie vainement les remparts. A mi-voix, dans un style neutre qu'éclaire parfois une pointe d'humour, Marie-Louise Haumont tient la chronique de cette guerre d'usure.

MÉDICIS : Marc Cholodenko

Le prix Médicis a couronné, au deuxième tour, Marc Cholodenko pour « Les Etats du désert » (Flammarion), par six voix contre trois à Mar-Pol Fouchet (« La Rencontre de Santa-Cruz », Grasset) et une à Denis Roche (« Louve basse », Seuil).

Né en 1950 d'un père russe et d'une mère française, Marc Cholodenko publiait à nouveau chez Flammarion un troisième volume de vers : Cent chants à l'adresse de ses frères.

Le secrétariat d'Etat aux affaires culturelles lui attribuait alors, au titre de l'aide à la création, une bourse destinée à la rédaction des Etats du désert, ce roman qui vient d'être consacré par le prix Médicis.

Etudier l'islam, dans le Monde du 2 septembre 1976, écrivait de ces Etats du désert qu'il prend la place dans la lignée de ces œuvres qui, d'un bout à l'autre de la littérature humaine, tentent de saisir la vitalité de leur questionnement.

MÉDICIS (étranger) : Doris Lessing

Le jury du prix Médicis, réservé à la traduction française d'un roman étranger, a distingué, au deuxième tour de scrutin, le livre de l'écrivain britannique Doris Lessing, « Le Carnet d'or » (Albin Michel), par sept voix contre trois à celui d'Erica Jong, « Le Complexe d'Isaac » (Laffont) et une à « Portrait d'homme à la fauchée dans un paysage marin », de Virgil Tanase (Flammarion).

A cinquante-sept ans, elle compte parmi les grands écrivains anglais de son siècle. L'Académie suédoise avait officiellement retenu son nom pour le prix Nobel de littérature en octobre 1976. Il est temps que la France la découvre.

Le livre couronné aujourd'hui — probablement son meilleur — a été publié à Londres en 1962 à New-York en 1964 où il s'est imposé comme un classique. Il s'agit d'une somme de six cents pages qui amalgame en une construction complexe l'autobiographie et les fictions. On y distingue les grands axes et les

éléments fondamentaux de la vie de l'auteur : la naissance en Perse, ses années de jeunesse en Rhodésie dans le monde colonial étroit et figé des années 30, la découverte du racisme, l'apprentissage du militantisme politique, l'engagement dans le parti communiste (qu'elle quittera entre la mort de Staline et la vingtième congrès), les difficultés du mariage et de la maternité, la solidarité féminine.

Et surtout, l'importance pour Doris Lessing de l'écriture, mise en mots et mise en ordre du « chaos » intérieur. Elle est aussi l'auteur d'un cycle africain (African Stories) et d'une série de cinq romans sur la vie d'une femme, Emma Marika. Sans être « féministe », Doris Lessing est sans doute l'un des plus grands écrivains actuels de la femme. Françoise Wagnier avait rendu compte du Carnet d'or dans « Le Monde des livres » du 30 juillet 1976.

Une journée Vigny à Bordeaux. L'Association des Amis d'Alfred de Vigny et la section bordelaise de l'association Guillaume-Budé organisent une journée d'études à Bordeaux le samedi 27 novembre, de 9 h. 15 à 13 h., dans les foyers du Grand-Théâtre, en hommage à Alfred de Vigny. Des communications seront faites par MM. Pierre Flottes, Jacques-Philippe Saint-Gerand, Jean Tucco-Chala, Mlle Yolande Legendre, Mlle Simon Jeanne et André Jarry.

Rezeignements et inscriptions pour le déjeuner (35 F), 71, rue du Loup, Bordeaux, tél. 95-84-52.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 09

صوتنا في العالم

AÉRONAUTIQUE

Le marché européen est insuffisant pour lancer de nouveaux programmes d'avions

reconnaissant dix des plus grandes compagnies aériennes

Le marché des compagnies aériennes, en Europe, n'est pas suffisant pour rendre viable une industrie aéronautique qui s'efforcerait de répondre à leurs seuls besoins. Non seulement le nombre des avions requis est insuffisant pour lancer un rythme rentable de production, mais la diversité des besoins exprimés par chacune des compagnies est telle — au minimum trois types principaux d'appareils différents — que les constructeurs impliqués s'épuiseront à vouloir concevoir tous les programmes d'avions envisagés.

C'est du moins l'opinion que dix compagnies aériennes parmi les plus importantes d'Europe viennent de faire connaître aux industriels de l'aéronautique, à l'occasion d'une étude chiffrée sur leurs besoins jusqu'en 1970.

Ces dix compagnies (1) affirment représenter la moitié du marché européen, à la condition que soient exclus de leur analyse les besoins en avions déjà existants, le long-courrier de 200 places et le moyen-courrier de 270 à 300 sièges du modèle de l'Airbus franco-allemand. Elles avouent, enfin, que leur étude est une première approche du marché et qu'elles doivent se réunir de nouveau pour préciser et nuancer les propositions qu'elles feront aux constructeurs.

A en croire les représentants de ces dix compagnies aériennes, le marché européen, tel qu'il se dessine actuellement, fait apparaître d'avions :

1) Trois compagnies estiment avoir besoin, à partir de 1981-1982, d'un avion de ligne bi-réacteur pouvant transporter entre 120 et 130 passagers sur une distance de 2 700 kilomètres. Cet appareil devrait, en même temps, pouvoir transporter 35 mètres cubes de fret-cargo. Les besoins sont de l'ordre de 90 à 100 exemplaires, étant entendu que l'une des trois compagnies aériennes intéressées considère que la présence à bord de 120 sièges est, de son point de vue, un maximum.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont, chacun pour ce qui le concerne, lancé l'étude théorique d'un avion de ligne qui répondrait aux spécifications de cette clientèle.

2) Six compagnies ont fait savoir qu'après 1982 elles pourraient avoir besoin d'un avion bi-réacteur capable de transporter 180 à 170 passagers sur des étapes inférieures à 3 800 kilomètres. Cet appareil serait doté de deux réacteurs développant chacun une poussée supérieure à 10 tonnes. Le marché entre 1982 et 1990 est évalué à 100 ou 125 exemplaires pour un avion acheminant aussi des contenus-cargos.

Tel qu'il est défini par les compagnies européennes, cet appareil rappelle le projet de Mercure-200 conçu par Dassault-Breguet, en association avec McDonnell-Douglas.

3) Six compagnies souhaitent disposer, après 1979, d'un avion de deux cents à deux cent vingt-cinq places, qui couvrirait des étapes moyennes de 3 600 kilomètres, avec, en règle générale, deux réacteurs développant, chacun, 20 tonnes de poussée ou avec, pour l'un des six clients intéressés, trois réacteurs d'une poussée de 12 tonnes chacun. Ce marché est estimé entre quatre-vingt-cinq et cent cinq exemplaires, avec une possibilité d'emport-cargo.

« Une clientèle parmi d'autres »

On peut considérer qu'une version, baptisée B-10, de l'Airbus franco-allemand correspond à un tel besoin, mais ce modèle d'avion n'est encore qu'à l'état de projet. Or les compagnies expriment le vœu de le mettre en ligne dans deux ans seulement.

Ces différentes conclusions laisseront perplexes les constructeurs ou elles les renforceront dans leurs convictions qu'il faudrait concevoir autant de modèles d'avions distincts qu'il existe de clients potentiels. « Il est évident, constatent les représentants des dix compagnies aériennes en cause, qu'aucun programme nouveau ne peut viser le seul marché européen, et que la clientèle des compagnies aériennes européennes ne peut être qu'une clientèle parmi d'autres. » Les industriels sont condamnés à observer qu'il existe un réel besoin pour les trois types d'avions, et, dans le même temps, ils doivent remarquer que le marché se répartit en trois catégories à peu près égales, au point que les constructeurs ne peuvent couvrir tous les objectifs à la fois, ni même un seul, pour des raisons de rentabilité.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ETUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

Ogilvy & Mather



BRITAIN



Ce Week-end, partez en week-end à Londres pour 420F!

PAR AVION BY AIR MAIL

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75127 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-25

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
58 F 115 F 252 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
188 F 355 F 525 F 690 F

ÉTRANGER
(par courrier aérien)
1. — BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

IL - TUNISIE
162 F 305 F 418 F 590 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous soldes) vous
adresseront bien joyeusement ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse déli-
vrés ou postaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance
de signer tous les envois et
capitaliser d'impédiments.

LA RÉFORME HABY DANS LE SECOND CYCLE

Des classes expérimentales de seconde fonctionneront dès la rentrée de 1977

Le ministère de l'éducation a publié, lundi 22 novembre, un communiqué sur la réforme du baccalauréat et sur les informations que nous avons publiées dans le Monde daté 21-22 novembre, où nous indiquions que l'application de la réforme Haby dans le second cycle pourrait être retardée si, d'ici à la fin de l'année 1976, le ministère de l'éducation et le secrétariat d'État aux universités ne se mettaient d'accord sur la question du baccalauréat et de l'accès aux universités. Le communiqué du ministère indique que M. Haby et Mme Alice Saunier-Sélit « tiennent à affirmer la concordance de leurs vues ». Sans préciser à quelle date la réforme entrera en application dans l'ensemble du second cycle, le ministre annonce que, dès la rentrée de 1977, des classes expérimentales de seconde fonctionneront dans plusieurs établissements.

Le communiqué du ministère indique notamment :

« 1) La réforme des lycées est partie intégrante de la modernisation de l'ensemble du système éducatif, décidée par la loi du 11 juillet 1975. Il n'est pas question de revenir en arrière. En particulier, l'association entre un tronc commun de culture générale et de spécialisations complémentaires reste à la base de l'organisation des études dans les lycées. Des décrets relatifs à la nouvelle organisation des écoles, des collèges et des lycées, sont d'ailleurs actuellement dans le circuit des signatures ministérielles.

« 2) L'importance de la réforme justifie que les plus grandes précautions soient prises dans l'indivision des élèves, des familles, des enseignants, concernant sa mise en œuvre, et notamment le contenu des nouveaux programmes.

« 3) Dès la rentrée 1977, l'étude sera entreprise dans un certain nombre de classes expérimentales de seconde, tant sur le plan de l'organisation que sur celui des contenus d'enseignement (cinq à dix lycées au total). La généralisation à tous les établissements sera entreprise dès que les résultats de cette expérimentation apparaîtront comme satisfaisants.

« 4) Le baccalauréat en deux parties, l'une en fin de première, les épreuves portant sur la culture générale, l'autre en fin de terminale, portant notamment sur les options approfondies, sera une conclusion normale de la réforme des études dans les lycées. »

La mise au point de l'accord entre M. Haby et Mme Saunier-Sélit est si laborieuse que deux conseils restreints sur ce sujet ont dû être annulés, l'un en juillet 1976, l'autre au début de l'automne. Si les vues de M. Haby et de Mme Saunier-Sélit sont aussi concordantes que l'affirme le communiqué, pourquoi tarder à les mettre en application et à appeler à l'arbitrage du premier ministre ?

Il reste peu de semaines aux deux intéressés : ce mardi 23 novembre ou reconnaître, au ministère de l'éducation, que si la question n'était pas abordée au niveau gouvernemental avant la fin de l'année civile ou au tout début de la suivante il faudrait envisager de reporter la généralisation de la réforme dans le second cycle, prévue pour la rentrée de 1978.

L'annonce de la création, dès la rentrée de 1977, de quelques classes expérimentales de seconde ou serait, en quelque sorte, « testée » la réforme voulue par M. Haby dans la perspective d'un nouveau baccalauréat en deux parties, montre la volonté du ministre de s'en tenir à son calendrier. On s'explique toutefois qu'il n'en ait pas soulevé mot lors du récent débat budgétaire à l'Assemblée nationale, où, pourtant, il avait très précisément indiqué ce qui changerait dans les établissements à la prochaine rentrée.

On indique, au ministère que les classes de seconde choisies pour cette expérimentation pourraient être notamment parmi les classes « indifférenciées » créées à ce niveau par le précédent ministre de l'éducation, M. Joseph Fontanet, dans plusieurs établissements publics et à l'école alsacienne.

Les associations de diplômés d'I. U. T. veulent ouvrir un débat sur la formation et l'emploi des « cadres moyens »

De notre correspondant

Nantes. — « Nous refusons de nous laisser enfermer dans les problèmes de gestion qui sont actuellement mis en avant par le secrétariat d'État aux universités pour justifier les réductions de crédits d'heures complémentaires d'enseignement et les suppressions de postes qui, si elles, risquent de dévaloriser gravement le diplôme et de créer une grave inégalité entre les instituts. » Les présidents des associations régionales de diplômés des Instituts universitaires de technologie (I.U.T.), réunis le week-end dernier à Nantes pour leur conférence annuelle, se sont préoccupés de la manière dont ils allaient riposter à ces menaces.

La contre-offensive qu'ils ont préparée doit comporter trois temps. D'abord, faire la démonstration que si les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) ont été créés pour leurs enseignants de gestion, c'est en fait pour cacher les incohérences de l'action ministérielle depuis leur création. Ensuite, démontrer que, la F.N.D.U.T. cite le commissariat général du Plan, le ministère du travail et le Conseil économique.

Enfin, obtenir la réunion d'un groupe de réflexion sur l'avenir de ces établissements, afin d'ouvrir, sur le thème « I.U.T. se justifient-ils en 1976 », un débat aussi large que celui qui précéda leur création. Les I.U.T., rappelle en effet M. Jean-Pierre Hénot, président de la F.N.D.U.T., sont nés dans un contexte précis : vers 1965, la croissance économique engendrait une importante demande de cadres moyens dont l'Université se refusait alors à assurer la formation professionnelle. Aujourd'hui on parle de surplus de diplômés, et l'université s'est ouverte aux enseignements technologiques. Pourquoi les I.U.T. ne pourraient-ils pas s'intégrer à des universités de technologie ?

Mais cette réflexion, qui devrait aboutir à une véritable étude prospective de l'emploi du cadre moyen, ne devrait pas, selon la Fédération nationale des diplômés universitaires de technologie, se limiter au milieu universitaire : parmi les instances où devrait être étudié ce problème, la F.N.D.U.T. cite le commissariat général du Plan, le ministère du travail et le Conseil économique.

J.-C. M.

L'UNEF (Unité syndicale) CONTINUE SON EFFORT SUR LES CENTRES RÉGIONAUX DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

De notre correspondant

Nantes. — Les quelques trois cents délégués qui ont participé, du vendredi 19 au dimanche 21 novembre, au congrès national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF - Unité syndicale), animée par des trotskistes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, ont acclamé debout leur président, M. Denis Sieffert, étudiant en lettres au centre Censier (Paris-III) ; celui-ci les exhortait à engager, dès leur retour dans leurs facultés, la bataille pour les élections aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS).

C'est sur ce terrain favorable, puisqu'elle a remporté, lors de la dernière consultation, 78 sièges sur 210, que l'UNEF a choisi, au cours de son congrès, de poursuivre son action avec l'objectif réaffirmé de « reconstruire un syndicat étudiant de masse ».

Le renouvellement prochain des conseils d'administration des CROUS doit offrir, pense l'UNEF, l'occasion d'un mouvement des étudiants pour « le droit et les moyens d'étudier ».

Ainsi les élections seront-elles préparées au novembre et décembre par un effort très systématique d'implantation de l'UNEF. Cette campagne s'accompagnera d'une propagande pour le boycottage des conseils de gestion, l'UNEF, qui a toujours refusé d'y siéger pour ne pas partager la responsabilité de « gérer la pénurie de l'université », a décidé de multiplier ses interventions, persuadée que jamais qu'il n'y a de bon conseil de gestion que démocratique.

Convocation d'une assemblée extraordinaire sur les problèmes des

études médicales, « action nationale » sur les concours de recrutement de l'enseignement secondaire, revendication d'une allocation d'étude pour tous les étudiants : l'UNEF n'a modifié ni ses objectifs, ni sa stratégie, ni sa direction. Le congrès a confirmé M. Sieffert à la présidence et reconduit sensiblement le même bureau national. Les délégués ont interprété comme des confirmations d'une « remontée » de leur mouvement la participation aux travaux de leur congrès national de plusieurs observateurs (un comité d'étudiants portugais de l'université de Lisbonne, des représentants de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France et du Comité pour un syndicat des étudiants de France, socialiste) et les interventions de Mme Paulette Hofman, du bureau confédéral de P.O., et de M. Guy Le Neouannec, du bureau de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). La FEN n'était pas intervenue depuis 1971 au congrès de l'UNEF.

J.-C. M.

● M. Gabriel Le Menn nouveau doyen de la faculté de médecine de Brest. — M. Gabriel Le Menn a été élu, par trente-deux voix et deux bulletins blancs (sur trente-quatre votants), doyen de la faculté de médecine de Brest, en remplacement de M. Hervé Floch. Ce dernier avait démissionné le 15 novembre, après le refus du conseil de l'université de Bretagne occidentale de modifier les statuts de la faculté (le Monde du 17 novembre). — (Corresp.)

420 F, il n'en faut pas plus pour aller passer un week-end à Londres.

Prix comprenant le voyage aller-retour en Charter, les transferts aéroport-hôtel et deux nuits dans un hôtel confortable avec petit déjeuner. (Le même week-end sur un vol régulier coûte 495 F.)

Pour deux jours et deux nuits, Londres est à vous.

Shopping, bien sûr. Oxford Circus, Piccadilly, King's Road : les vêtements et l'argenterie de Londres vous rembourseront le voyage. Et vous aurez, en plus, le plaisir de flâner dans une très belle capitale, d'y découvrir, entre deux monuments que la plupart des musées y sont gratuits.

Autre bonne surprise, les restaurants : le roastbeef de Simpson a de quoi vous faire réviser toutes vos notions sur la cuisine anglaise.

Et si vous trouvez deux heures pour la traditionnelle excursion dans l'impériale d'un autobus, vous connaîtrez mieux Londres que vous ne connaîtrez jamais Paris.

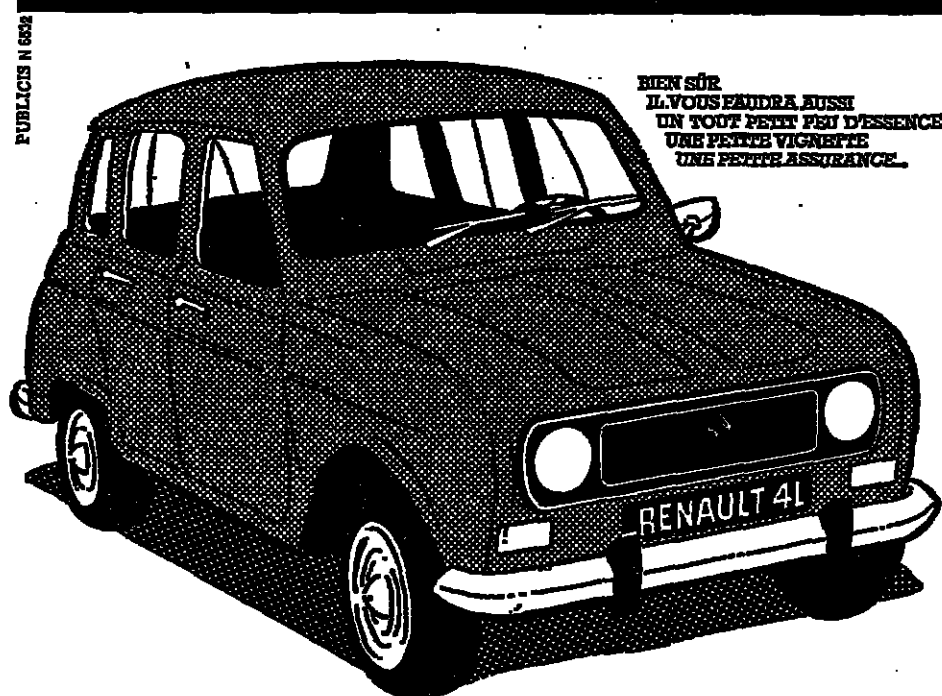
Abandonnez-vous ensuite au charme bien connu des pubs londoniens : la bière y est bonne, le whisky aussi.

Et le dimanche soir, vous rentrez chez vous, reposé et content. Bon week-end.



Votre agence de voyage vous renseignera sur ce week-end. République Tours : 355.39.30 et sur tous les autres. Pour tout autre renseignement contactez l'Office de Tourisme Britannique, 6, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 260.34.50

VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT 298F PAR MOIS*



*MENSUALITES LEASING 1^{RE} ANNEE ET UN DEPOT
DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e et 4 ^e années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

RENAULT 4L

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART,
TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITES DE FINANCEMENT DE
LA RENAULT 4L.
NOM: _____
ADRESSE: _____
RETOURNER CE BON A: R.N.U.E. BP 14898 106 BOULOGNE-BILLANCOURT

 **Bangkok: 3200 F**
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE

 **Hong-Kong: 3850 F**
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE

 **Hong-Kong/Bangkok: 4250 F**
(séjour combiné de 7 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE

ÉDUCATION

CINQ ANS APRÈS LA LOI DE 1971

La Fédération de l'éducation nationale à la conquête de la formation permanente

La loi sur la formation permanente, chance ou complot? Après avoir penché pour la seconde explication, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) est bien près de faire sien la première. Du complot, il a encore été question au cours de la journée nationale d'étude sur la formation continue qu'elle a organisée récemment à Paris. Mais on a aussi entendu de vigoureuses auto-critiques.

Lorsqu'en 1971 fut votée la loi qui confie concurremment la formation permanente aux enseignants, aux entreprises et aux organismes privés, la FEN retrouva un vieux réflexe: pas de démantèlement de l'éducation nationale. La concurrence fut jugée incompatible avec la notion de service public, les démarchages qu'elle implique contraires à l'éthique enseignante. C'est au nom de cette défense tout admettant à condamner public qu'un participant a condamné l'opération « Granet », lancée en faveur des jeunes demandeurs d'emploi, ayant quitté l'école sans diplôme. Rares ont été les orateurs qui se sont interrogés à ce propos sur la responsabilité de l'éducation nationale ou sur celle des enseignants. Une seule voix s'est élevée pour observer que « la peur de retourner à l'école » entraînait, pour une part, dans les réticences manifestées à l'égard de la formation permanente.

« La FEN a pratiqué la politique de la chaise vide », a noté une participante, résumant l'attitude qui a prévalu, selon elle, ces dernières années. « On s'en est lavé les mains », a ajouté un orateur. « Ainsi, dans de nombreux départements, n'y a-t-il pas de responsables syndicaux spécialement chargés du secteur de la formation continue », a reproché M. Jacques Estienne, membre de la commission administrative, dans un des rapports de synthèse établis à la suite des journées inter-régionales sur la formation permanente organisées, ces dernières semaines, par la FEN.

« La FEN a pratiqué la politique de la chaise vide », a noté une participante, résumant l'attitude qui a prévalu, selon elle, ces dernières années. « On s'en est lavé les mains », a ajouté un orateur. « Ainsi, dans de nombreux départements, n'y a-t-il pas de responsables syndicaux spécialement chargés du secteur de la formation continue », a reproché M. Jacques Estienne, membre de la commission administrative, dans un des rapports de synthèse établis à la suite des journées inter-régionales sur la formation permanente organisées, ces dernières semaines, par la FEN.

Sortir du « splendide isolement »

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que les établissements d'enseignement publics ne captent guère que 4 % ou 5 % des sommes souvent importantes que les employeurs doivent consacrer, cha-

que année, à la formation permanente. Il n'est pas non plus surprenant que la plupart des participants aient reconnu « le manque d'information » de leurs « collègues » sur le système mis en place depuis 1971.

Il serait facile d'ironiser sur ce « splendide isolement » du corps enseignant: de s'étonner que M. André Henry, secrétaire général, ait pu considérer comme un événement l'intervention au cours de cette journée d'étude d'une personne extérieure à la FEN — M. Michel Praderie, consultant auprès de l'O.C.D.E. — comme s'il était entendu que les enseignants doivent rester entre eux.

De ce « splendide isolement », la FEN semble pourtant vouloir sortir. Est-ce parce qu'elle s'est rendu compte que ses réticences ont permis, en cinq ans, aux organismes de formation privée qu'elle dénonce de proliférer? Est-ce parce qu'elle s'est finalement rangée à l'argument développé à la tribune par M. Michel

Rotant, secrétaire national de la C.F.D.T., selon lequel la loi de 1971, malgré ses imperfections, est une conquête des travailleurs?

Toujours est-il que les journées interrégionales lui ont permis de dresser un catalogue plus précis de ses revendications en matière de formation permanente. Est-ce un premier pas vers l'acceptation de la concurrence? La FEN, en tout cas, voudrait que « l'on cesse de présenter le service public comme seulement apte à répondre aux besoins culturels, non rentables destinés à une clientèle d'élite non solvable ». Quant à M. Henry, il a demandé à participer aux négociations patronat-syndicats sur l'amélioration de l'accord de 1970 sur la formation permanente. Et, malgré le refus des deux partenaires, il s'est déclaré, au nom de son organisation, prêt à poursuivre le combat en faveur de ce qu'il a appelé « l'une des plus grandes conquêtes syndicales de ce siècle ».

BERTRAND LE GENDRE.

La scolarisation des enfants d'immigrés

Une pédagogie à inventer

De notre envoyé spécial

Lyon. — « Dans le jardin, par terre, il y a de la neige », répète consciencieusement Joséphine (treize ans) en montrant le sol nu de la classe. Ce n'est qu'un exercice: Joséphine n'a jamais vu de neige, ni dans sa classe ni ailleurs. Elle est arrivée du Laos en septembre avec son petit frère, et comme elle ne savait pas parler français, elle a été placée dans une classe « d'initiation » de la banlieue lyonnaise, près de Villeurbanne. Elle y a retrouvé son frère et seize autres enfants de sept à quatorze ans qui, comme elle, doivent être intégrés au système scolaire français alors qu'ils ne connaissent pas notre langue (ils viennent d'Algérie, de Yougoslavie, du Vietnam, du Laos, du Liban et d'Espagne).

Des classes d'initiation de ce genre, il en existe depuis une dizaine d'années en France, mais c'est seulement depuis 1970 qu'elles sont officiellement reconnues. Les enfants d'immigrés y sont mis pendant un an pour apprendre le français et se familiariser avec le système d'enseignement. L'année suivante, ils sont jetés dans le circuit normal et ne peu-

vent compter que sur l'existence éventuelle de classes de « soutien » ou de « rattrapage » pour se maintenir à flot en cas de difficulté.

Restait à former les enseignants susceptibles de prendre en charge ces classes d'initiation ou de soutien. Avec le concours du Centre de recherches et d'études pour la diffusion du français (CERDEF) de Saint-Clément, et notamment l'un de ses animateurs, M. Pierre Grange, le ministère de l'éducation a lancé en 1975 un premier « centre de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants » (CEFISEM), à Lyon. Quatre autres centres fonctionnent — ou se forment — aujourd'hui à Douai, à Grenoble, à Marseille et à Paris. Mais c'est évidemment celui de Lyon, placé sous l'autorité de la directrice de l'école normale d'instituteurs, Mme Renoux, qui a le plus d'expérience en matière de pédagogie pour les enfants de migrants.

Cette pédagogie, comme l'a montré une journée de rencontre organisée à Lyon le 19 novembre, reste en grande partie à inventer. Doit-on faire suivre aux enfants étrangers un enseignement « parallèle » dans leur propre langue? Dans quelles conditions? En dehors du temps scolaire normal ou intégré à lui? Doit-on doser le pourcentage d'élèves étrangers dans une classe? Peut-on, seulement le faire? Toutes questions qui n'ont pas encore reçu de réponses définitives.

Une constatation, cependant: « Dans une classe d'initiation, les enfants de migrants sont des élèves étrangers. Dans une classe normale, lorsqu'ils sont isolés au milieu des Français de souche, ce sont des immigrés », observe une institutrice. En revanche, note une autre, la présence d'un élève étranger en difficulté dans une classe est souvent bénéfique à l'ensemble. L'étranger peut être entouré, soutenu, et ses progrès devenir la fierté de toute une classe.

Les « guérilleros »

L'important, tout le monde en convient, c'est d'acclimater l'enfant étranger à son nouveau pays. En ce domaine, l'école ne joue qu'un rôle limité, mais les classes d'initiation peuvent trouver là leur raison d'être. On peut par exemple, comme cette institutrice de Décines, dans la banlieue de Lyon, recréer dans la salle de classe l'atmosphère familière aux enfants: les Algériens composent eux-mêmes leur « paysage » avec palmiers, chameaux et méchoui autour d'un grand feu, cependant que les Vietnamiens reproduisent la fête du Têt et les buffles dans les rizières. De la sorte, les enfants sont moins déracinés, moins « décultrés », et donc mieux préparés à l'immersion totale dans le système scolaire français.

Combien sont-ils, aujourd'hui, à entrer dans ces classes d'initiation? Environ 4 % des enfants de « migrants ». Au total, les établissements français d'enseignement accueillent actuellement près de huit cent mille élèves étrangers (7 % de la population scolaire), dont les deux tiers dans le primaire. Malgré l'arrêt imposé à l'immigration, les enfants étrangers continuent à affluer: ce sont ceux de travailleurs déjà immigrés ou de réfugiés. Les « guérilleros de la pédagogie », comme on appelle parfois les cadres du CEFISEM de Lyon — ont encore beaucoup à apprendre et à défricher pour leur venir efficacement en aide.

ROGER CANS.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles: flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél.: 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

**ski
nordique
en
Finlande**

9 jours de Paris à Paris: F 2 200

je lis
dans vos yeux
que vous aimez
le ski
nordique

je lis
dans vos yeux
que vous aimez
la
Finlande

Tél.
266 40 13

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE 13 rue Auber 75009 Paris

سكاك الامل

ÉDUCATION

Une lettre du président de Paris-VIII sur la situation de M. Lesage de la Haye

La lettre de M. Jean Imbert, directeur des enseignements supérieurs, publiée dans le Monde du 13 novembre, à propos de la situation de M. Lesage de la Haye, a provoqué deux répliques : l'une de M. Pierre Merlin, président de l'université de Paris-VIII, où enseigne M. Lesage de la Haye ; l'autre, de M. Jean-Louis Motchane, professeur à Paris-VII. Ce dernier rappelle la situation de M. Alain Geismar, exclu de Paris-VII pour des faits aujourd'hui amnésés.

M. Merlin écrit :

Je ne suis pas juriste. Pourtant, je ne peux que m'étonner que, lors de la condamnation prononcée de l'licencier M. Lessage de la Haute-Saône, on ait évoqué l'ordonnance du 4 février 1959 et « la peine prononcée le 13 juin 1953 ». Or l'ordonnance du 4 février vise l'article 1^{er} « les personnes nommées dans un emploi permanent et titularisées dans un grade de la hiérarchie des administrations ». Elle ne peut donc s'appliquer au Lessage de la Haute-Saône, qui n'est pas d'emploi permanent à l'université. En outre, sa condamnation de 1958, prononcée alors qu'il était mineur, ne figure pas sur son casier judiciaire. Il n'y a donc pas privation de droits civiques. Le secrétaire d'Etat aux universités enfreint la loi en rappelant ces faits. Ainsi l'argumentation invoquée était triplement erronée. Le secrétaire d'Etat a essayé de se faire rendre compte et en attaquant ma décision devant le tribunal administratif, comme dans sa lettre au Monde, invoqua maintenant la condamnation à huit mois de prison avec sursis prononcée en 1976 et, dans ces deux documents, des articles, d'ailleurs différents, du code électoral.

publès qu'un prix d'extension
est dissimulable des textes. Orant
est acharnement à jongler avec
les textes et avec les faits, à qui
veut-on faire croire que le secré-
taire général n'a pas le droit de
respecter scrupuleusement le
droit? Un droit avec lequel le
ministère prend par ailleurs bien
garde de ne pas se compromettre.
Ces dits 4 heures complémentaires
attribuées de façon « ferme et défi-
nitive », en violation de l'article 2
de la loi du 12 juillet 1973 sur
ses propres circulaires du 5 sep-
tembre 1975 et du 20 février 1976 ;
amputation d'universités, contre
la loi du 12 juillet 1973, contre les
des présidents (Clermont-Ferrand,
ou sans consultation des
conseils d'université (A miens,
Amiens), au mépris de la loi
de 1958, etc.

Quant au plan politique, le secrétaire d'Etat aux universités, après avoir largement évoqué la situation internationale, a dit que M. Lesage de la Haye est présenté une version très erronée de l'occupation de l'ambassade d'U.R.S.S. lors de l'affaire Plouchitch, s'en prend aux « matricules pour la préoccupation de carrière » temporaires, et qu'il n'y a « rien de si sinistral... [qu'] étouffent les affaires ou les mettent en vedette au gré des fluctuations politiques ». Si c'est « le président d'université qui a refusé d'appuyer la loi », il envoie qu'il lui faut invoquer « un défaut d'exercices de ses responsabilités » qui est ainsi visé, le secrétaire d'Etat aux

Le cas de
De son côté, M. Jean-Louis Motchane écrit :

M. Imbert explique que M. Lesage peut demander à la juridiction qui l'a condamné d'être relevé de l'incapacité électorale qui le frappe, et il affirme : « Si, par cette procédure, il recouvre ses droits civiques, le secrétariat aux universités ne fera évidemment aucune objection à la réintégration de M. Lesage à l'université de Vincennes. »

Il n'y a aucune raison de mettre la parole de M. Imbert en doute, qui a d'ailleurs l'occasion de mettre immédiatement en pratique les principes juridiques et moraux qu'il défend dans les débats. Il intervient au lendemain de la loi d'amnistie du 17 juillet 1974. M. Alain Geismar, radié du corps des maîtres assistants en décembre 1970 pour les mêmes motifs que M. Leage de la Haye, a fait une demande de réintégration qui est restée sans réponse. Il occupe tous les jours de l'université de Paris-VII, unanime, proposant au secrétaire d'Etat sa nomination.

universités se trompe de cible. Pas un instant, je n'ai placé cette affaire sur un plan politique, et j'aurais adopté la même attitude si j'avais été le seul à représenter l'intérêt. Au reste, lorsque j'ai refusé de licencier M. Lesage de la Haye, j'ignorais ses opinions. Je sais, depuis, qu'elles sont très éloignées des miennes. Quant à l'exercice de mes responsabilités, l'article 36 de la loi du 12 novembre 1968 prévoit des instances disciplinaires dans les universités. J'ai saisi celles-ci du cas de M. Lesage de la Haye. J'attends leur avis et je m'y conformerai.

Le fond de l'affaire n'est en effet que politique. Ce qui est, comme le rappelle ma lettre du 18 juillet, que M. Lesage est « un enseignant très apprécié de ses élèves », que son « passé » lui apporte à son cours de « psychopathologie et de délinquance » une « expérience de la vie », de nombreux diplômes (en partie acquis en prison) et une expérience. Celle-ci n'est pas seulement celle de la prison, mais de la vie, mais de son activité, depuis sept ans, dans la réinsertion des jeunes délinquants. Car M. Lesage est un homme qui aime les pouvoirs publics, un excellent cas de réinsertion sociale difficile (il a été docteur, démissionné, etc.) et qui a été, pendant dix ans, en exemple. J'espère convaincre Mme le secrétaire d'Etat aux universités. Pour toute réponse, elle a dit, devant le tribunal administratif :

M. Geismar

tion en tant que maître assistant de physique sur un poste vacant. A nouveau, le secrétariat d'Etat aux universités, en ne répondant pas dans le délai légal à la proposition de l'université, a opposé de fait un refus non motivé.

Amnistie, inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître assistant, proposé par la commission des spécialistes de physique et le conseil de l'université unanime, M. Gelsman remplit toutes les conditions exigées par la loi. Si celle-ci est égale pour tous, comme l'affirme M. Imbert, qu'attend le secrétariat d'Etat aux universités pour proposer enfin à une nomination qui aurait dû intervenir il y a maintenant deux ans, et pour laquelle M. Jean-Pierre Soisson, lorsqu'il était secrétaire d'Etat aux universités, avait donné au Sénat, en 1975, des assurances formelles ?

En conformant ses actes à ses déclarations, M. Imbert donnerait une nouvelle dimension à la grandeur et à la servitude qu'il revendique pour sa fonction.

CROCUS
Systèmes
d'exploitation
des ordinateurs
dunod 99 F

(Publicité)

Formation Permanente
ÉDUCATION DE L'ENFANT

Stage à l'intention des puéricultrices, personnel médical et toutes personnes s'intéressant à la psychologie de l'enfant.

A partir du 10 janvier 1977
36 heures d'enseignement.

Inscriptions : Service de la Formation permanente, Université de Paris VIII, route de la Toarelle, 75571 Paris, Cedex 12. Tél. 374-13-50 (poste 389) et 374-92-20

Jacqueline
Beaujeu-Garnier

**les régions
des Etats-Unis**

Il faut sans cesse redécouvrir l'Amérique " ce territoire immense, siège de tous les contrastes, de toutes les expériences ", et sa constante transformation.

ARMAND COLIN

**Pour mieux,
corriger votre vue
et protéger vos yeux**

**le nouveau
verre
STUDIO T**
une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière filtrante et traité spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les effets parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.

LEROY
Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel • 11, bd du Palais
18, bd Haussmann • 147, r. de Rennes
127, fg St-Antoine • 158, r. de Lyon
5, pl. des Ternes • 30, bd Barbès

Rayons spécialisés:
appareils auditifs,
verres de contact

QUELQUES VÉRITÉS SUR NANTERRE

Enseignants de toutes les disciplines et de tous les collèges de l'Université de PARIS-X NANTERRE :

Nous nous inquiétons de voir se reproduire la campagne d'opinion qui, au lendemain de 1968, permit à présenter Nanterre comme un cas singulier et de voir notre établissement redevenir la cible d'attaques convergentes.

Nous ressentons très vivement dans notre honneur d'enseignants responsables et notre conscience professionnelle l'injustice des attaques

Nous portons témoignage de ce qui s'est fait depuis la constitution de l'Université dans tous les domaines :

- le contrôle continu pratique sans lassitude et corrigeait les atermoiements de l'examen.
- la multidisciplinarité judicieusement conçue qui accroît les chances des étudiants de trouver des débouchés.
- des efforts considérables de modernisation des enseignements.
- qui sont en particulier par la mise en place de nouvelles filières.
- les diplômes d'ingénieur.
- des succès aux concours de recrutement de l'enseignement, de la fonction publique.
- une formation continue appréciée des salariés comme des employeurs et en expansion constante.
- le développement de la recherche dans plus de quarante centres et dont la reconnaissance par le C.N.R.S. garantissant la stabilité.
- l'habilitation accordée par le Secrétariat d'Etat dans plus de

re sont autant d'éléments qui permettent de porter un jugement plus objectif et équilibré sur l'Université de Nanterre.

Nous ne pouvons laisser dire que Nanterre est un échec. Fragile assurément comme toute entreprise collective, l'expérience des cinq années d'existence est positive.

Nous sommes attachés à l'existence de l'Université de Nanterre, nous sommes résolus à lui poursuivre notre concours.

PROFESSEURS ET MAITRES DE CONFERENCES[illegible]**MAITRES - ASSISTANTS**[illegible]

ASSISTANTS CHARGÉS DE TRAVAUX DIRIGÉS ET CHERCHEURS

[illegible]

L'insertion de ce texte a été payée par les signataires.

R. CEHESAT
Exercices commentés
de statistique et
informatique appliquées
dunod 58 F

PLM AQUITANIA
pour son 25^{ème} hôtel
PLM choisit Bordeaux

Depuis le 1/10/76 le plus grand hôtel de Bordeaux est un PLM.
PLM - AQUITANIA - BORDEAUX-LE-LAC - Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - Téléc. : 270.740

des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE.

Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous)
de la Session d'Août/Mai 1977 :

- **SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial) :**
- **CHAMBRES DE COMMERCE ETRANGERES :**
allemand, anglais, espagnol, italien.
- **B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL :**
diplôme d'Etat, toutes langues.

gpl CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Serv. L.M. 4
134 bis, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. Tél. (1) 566.65.61
Réception : 14 h à 18 h. Enseignement privé.

SOLDES
du 22 au 25 Nov. inclus. et
du 29 Nov. au 3 Déc. inclus.
Modèles/Tissus
Haute Couture
Chapeaux/Chaussures
de 9 h 30 à 18 h
GIVENCHY
3, AVENUE GEORGE-V

**Calculateurs
Hewlett - Packard**
Démonstration
Vente sur stock
"A LAMARTINE"
118, rue de la Pompe,
75016 Paris - Tél. 727.3131
HEWLETT *hp* PACKARD

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Jet tours
AIR FRANCE
conseil plage découverte

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 8 jours chambre et petit déjeuner, 3200 F.

Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

Jet tours
AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

EUROSIGNAL.

NOUVEAU MAILLON DANS LA CHAÎNE DE COMMUNICATION.

Vous êtes responsable.
Vous êtes parfois hors d'atteinte des moyens de communication traditionnels: en déplacement sur la route, sur un chantier ou simplement entre deux rendez-vous.

Personne ne peut entrer en contact avec vous. Et pourtant, c'est votre avis, votre décision, vos compétences que l'on attend.

Vous devez aussi pouvoir joindre des collaborateurs itinérants (technico-commerciaux, ingénieurs ou techniciens de maintenance, SAV, chauffeurs, livreurs...).

Sans avoir à localiser le destinataire de l'appel, pour être joint ou joindre vos collaborateurs sans délai, les Télécommunications vous proposent un moyen simple, efficace, sûr et peu encombrant: Eurosignal.

Qu'est-ce qu'Eurosignal?

Eurosignal est un système d'appel de personnes en déplacement.

Vous êtes chez un client, sur un chantier, votre secrétaire ne sait pas où vous joindre à ce moment précis. Sachant que vous êtes muni d'un récepteur Eurosignal, elle décroche son téléphone, compose un simple numéro d'appel à 10 chiffres.

Pour vous, cet appel se traduit par un signal sonore bref et un voyant lumineux qui conserve la trace de l'appel.

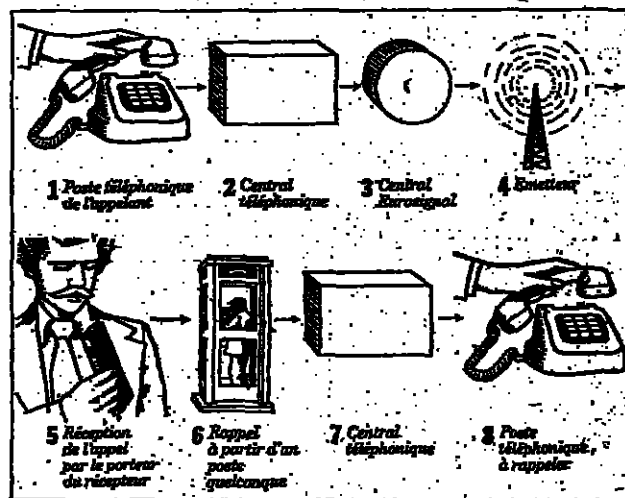
Comment utiliser votre récepteur Eurosignal?

Votre récepteur Eurosignal peut comporter de 1 à 4 numéros confidentiels. Vous pouvez donc affecter à 4 personnes susceptibles de vous joindre l'un de ces numéros d'appel. Lorsqu'une lampe s'allume sur votre récepteur, vous savez immédiatement quel sens donner à cette information. Selon la personne à qui vous avez confié le numéro correspondant, vous devez par exemple rappeler votre bureau, votre domicile, votre dépôt.

Eurosignal, un nouveau mode de communication pour la France, pour l'Europe.

La France est divisée en 6 zones. La première, France-Nord (Région Parisienne comprise) est en service depuis décembre 1975. En 1977, fonctionneront successivement, France-Est, Centre-Est, Sud-Est. La couverture du territoire sera totale en 1979.

Eurosignal est un service européen. Les abonnés français peuvent d'ores et déjà être appelés en République Fédérale d'Allemagne.



Devenez vous aussi utilisateur d'Eurosignal.

Equipez votre entreprise avec Eurosignal.

Pour tout renseignement, adressez-vous aux Services Commerciaux des Télécommunications E.G.T. - SERVICE EUROSIGNAL 66, avenue du Maine 75663 Paris 13ème
Téléphone: (1) 539.00.71 et (1) 539.00.75

EUROSIGNAL
Pour être plus libre, plus disponible, plus efficace.

مركز الاتصال

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Mars exploré par Viking : une planète qui a vieilli trop vite

Il y a quatre mois, le 20 juillet 1976, la première sonde américaine Viking se posait sur Mars. Elle était rejointe par une deuxième sonde six semaines plus tard. Depuis, un programme expérimental très riche a été mené à bien sans incidents majeurs. Il est interrompu depuis le 8 novembre, et pour encore une quinzaine de jours, les mouvements de la Terre et de Mars placent les deux planètes en opposition par rapport au Soleil. Toute communication est actuellement impossible.

L'exploration de Mars par des sondes avait de nombreux objectifs. L'un d'eux, pour des raisons compréhensibles, a souvent éclipsé les autres : Mars est la seule planète du système solaire, avec la Terre, où la vie semble possible. L'objectif numéro un était donc de découvrir une éventuelle vie martienne, ou d'obtenir des preuves de son absence. Certains pensaient que la vie serait aisément détectée. D'autres étaient sûrs de son absence. Les plus prudents remarquaient qu'il se pourrait bien qu'aucune conclusion ne soit possible — et ils ont en effet jusqu'à présent raison. Mais nul n'avait prévu les surprenants résultats des expériences.

L'arbre cache souvent la forêt. Les expériences biologiques de Viking, qui posent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses, ne représentent qu'une petite partie de la mission. Photographier la planète en détail, connaître la composition de son sol et de son atmosphère, étudier toutes sortes de caractéristiques physiques, géologiques, climatiques, tenter de comprendre comment la planète a évolué, telles étaient les autres tâches des sondes Viking, et elles ne sont pas moins importantes.

La mission Viking n'est pas terminée, et pendant encore deux ans, les sondes survoleront à la Terre un flot abondant de mesures. Mais les quatre premiers mois ont déjà donné une riche moisson. On connaît la composition de l'atmosphère de Mars, et en partie son histoire. On sait que le sol de la planète rouge est très différent de tout ce qu'on trouve sur Terre, et qu'il contient, à défaut des composés organiques qu'on était sûr d'y trouver, des corps chimiques aux propriétés oxydantes dont l'existence sur Mars n'était pas même soupçonnée. On savait, avant Viking, qu'il y avait un peu d'eau sur Mars; après Viking, on enthousiasme a pu comparer la planète à un gigantesque iceberg. On connaît la température du sol, la manière dont elle varie au cours de la journée martienne; le régime des vents et le mode de migration du gaz carbonique, d'un pôle à l'autre, selon les saisons. Toutes ces connaissances, malgré leurs insuffisances et quelques résultats inexplicables, débouchent sur une image cohérente de la mystérieuse planète rouge. Mars est un globe assez semblable au nôtre, mais qui, du fait de sa plus petite masse et de son éloignement du Soleil, a évolué parallèlement, mais à un rythme différent. Il en résulte une hypothèse : ce qu'on observe dans les expériences biologiques, est peut-être une activité préalable à l'établissement de la vie, qui aurait avorté, qui aurait été gelée — dans tous les sens — par le trop rapide refroidissement de la planète.

MAURICE ARVONNY.

(Lire, page 24, le dossier consacré aux caractéristiques du sol et de l'atmosphère martienne, ainsi qu'aux hypothèses les plus vraisemblables sur les résultats des expériences biologiques.)

LA FIN D'UN DOGME

Un gène pour deux enzymes

Un gène, une enzyme, tel est le dogme de la biologie moléculaire défini à partir de recherches menées sur les bactéries, et qui ont conduit à la définition du code génétique reconnu « universel », pour la puce comme pour l'éléphant, pour les virus comme pour l'homme. Cependant, l'étude fine des différents types d'êtres vivants qui peuplent la planète a montré que si le mécanisme de lecture du code génétique est réellement universel, il peut y avoir des variantes dans l'exécution des messages génétiques contenus dans l'ADN, selon que les cellules sont procaryotes (comme les bactéries (cellules sans noyau, avec un cytoplasme, une membrane et un chromosome), ou eucaryotes (comme les cellules animales (avec un noyau bien différencié contenant les chromosomes), ou selon qu'il s'agit de virus, petites entités d'acide nucléique contenues dans une capsule, qui ne possèdent pas de cytoplasme et ne disposent pas de tous les éléments nécessaires à la traduction par eux-mêmes du code génétique.

On avait ainsi découvert des difficultés liées à la complexification des cellules, des tissus, des organismes, au niveau de la synthèse des protéines chez les eucaryotes et de sa régulation. On avait aussi craint un jour de voir vaciller le dogme sur ses bases en découvrant (ce qui valut à l'auteur Howard Temin le prix

Nobel en 1975) que, pour certains virus, un ARN pouvait diriger la synthèse d'un ADN alors que jusque-là on pensait que seul l'inverse était possible. Toutes ces découvertes insolites ont, chaque fois, trouvé des explications qui ont en fin de compte laissé le « dogme » intact.

Or voici que, une nouvelle fois, une découverte faite en Grande-Bretagne et relatée au début de ce mois par deux revues scientifiques d'outre-Manche de renommée internationale, « New Scientist » et « Nature », montre que la réalité ne cadre pas toujours exactement avec le principe. Les trois chercheurs du Medical Research Council, Bart Barrell, Gillian Air et Clyde Hutchinson III, viennent de découvrir au laboratoire de biologie moléculaire de Hills-Road à Cambridge que, pour l'un des plus petits virus connus, un même gène peut être lu de deux manières différentes et conduire à la synthèse de deux protéines différentes, en l'occurrence, deux enzymes nécessaires à la reproduction du virus.

Cette découverte d'ordre fondamental ne remet pas en cause le principe du code, mais la manière dont il peut être utilisé. Elle ouvre des perspectives nouvelles, notamment pour comprendre comment des êtres primitifs peuvent évoluer rapidement avec une grande économie de moyens.

Pour comprendre l'intérêt de la découverte, qui vient d'être publiée par les chercheurs britanniques, il convient de rappeler en bref ce qu'est le code génétique « universel », et pourquoi les plus petits virus du monde intéressent tant les fondateurs de la génétique. Dans chaque noyau de chaque cellule, l'information génétique indispensable à la reproduction et au fonctionnement des êtres vivants se trouve enfermée au sein des chromosomes sous forme d'une macromolécule fixe d'acide désoxyribonucléique, l'ADN. Cette information, lorsque cela s'avère nécessaire, est transcrite en une forme instable, à l'existence brève, l'ARN messager qui, quant à lui, se rend au cytoplasme de la cellule, où il se trouve décodé sur les ribosomes pour la fabrication d'une protéine-enzyme, dont la présence ou l'absence conditionnera la suite d'une réaction donnée.

La réalisation d'une protéine exige la transmission de ce plan de fabrication, dont l'exécution se fait en trois étapes : les acides aminés, qui, pour l'ensemble du règne vivant, sont au total de vingt sortes.

Ce qui va différencier les protéines les unes des autres et, partant, leur action, c'est d'abord leur composition chimique, mais aussi et surtout la manière dont les acides aminés présents se répartissent le long de la molécule.

Les protéines ne se distinguent les unes des autres par le nombre et la répartition de ces vingt acides aminés que l'on compare souvent à vingt lettres de l'alphabet. Parce que ces lettres peuvent être associées les unes aux autres dans n'importe quel ordre, et que des mots de longueur variable peuvent être formés des mêmes lettres, répétées un certain nombre de fois, le vocabulaire protéique est particulièrement riche et permet d'exprimer des phrases innombrables et variées. Ainsi, avec un même paquet de lettres, R, P, T, E, K, O, I, N, on peut former les mots : reine, porte, pont, etc.

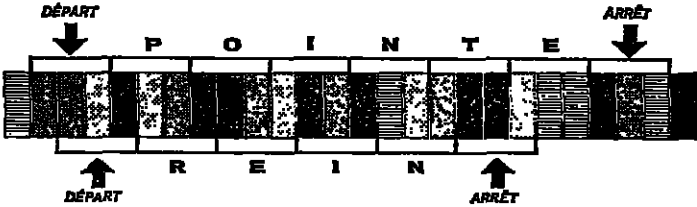
Le code génétique repose sur le fait que la molécule d'ADN se compose d'une succession d'unités de base, les nucléotides, qui ne peuvent être que de quatre sortes différentes et dont l'agencement trois par trois, selon ce qu'on appelle un « codon » ou un « triplet » d'information, détermine la position d'un acide aminé par rapport aux autres, lors de la synthèse d'une protéine.

Ainsi, pour qu'une protéine fabriquée soit rigoureusement conforme à l'information originale dictée par l'ADN du noyau cellulaire, il faut qu'interviennent trois autres acides nucléiques, trois A, R, N, L'ARN messager porte l'ordre du noyau au ribosome (c'est la transcription) pendant qu'un autre A, R, N (l'ARN de transfert), tel un traducteur, comprenant à la fois l'alphabet des acides nucléiques et celui des acides aminés (il existe un A, R, N de transfert différent pour chaque acide aminé) nécessaires à la synthèse d'une protéine donnée : puis il les guide vers le ribosome responsable de la fabrication proprement dite (c'est la traduction), porteur d'une troisième sorte d'ARN.

Dès le niveau d'organisation des bactéries, tout ce matériel complexe est inclus dans une seule cellule. Les virus sont des parasites cellulaires obligatoires précisément parce qu'ils ne contiennent pas la totalité de ce matériel et se bornent le plus

souvent à posséder le message génétique qui contient l'ordre de fabrication des enzymes nécessaires à leur reproduction dans un hôte, message inclus dans une enveloppe protectrice. Ce sera l'hôte qui assurera sur ces machines biologiques la synthèse proprement dite.

Parce qu'ils sont la simplicité même, parce qu'ils représentent le plus petit matériel génétique capable de se reproduire, les virus sont devenus le matériel de prédilection des biologistes moléculaires intéressés par le code génétique, et particulièrement l'un d'eux, en vedette tout au long de ce dossier, le PFI X174. Ce minuscule virus possède un ADN formé de 5500 nucléotides. Or cette observation contient en elle-même une énigme. La règle de la traduction des messages étant qu'une quantité d'ADN déterminée correspond à une quantité de protéines donnée. Or la quantité de protéines virales induites par l'infection d'un virus PFI X174 est nettement supérieure à la règle.



Avec les lettres R, P, T, E, O, I, N, selon l'ordre et le nombre, on peut former toute une série de mots, comme points, rein, porte, pont, etc. Ce schéma montre très symboliquement comment une molécule d'acide nucléique, faite de nucléotides, placée dans un ordre déterminé, peut être lue, de deux façons différentes pour aboutir à la synthèse de deux protéines différentes, représentées ici par des mots différents. A trois nucléotides correspondent un acide aminé représenté ici par une lettre de l'alphabet. Selon que l'initiation de la protéine a lieu en un nucléotide plutôt qu'un autre, la protéine peut être de longueur différente et de composition différente. Il faut savoir que plusieurs triplets différents peuvent « coder » pour un même acide aminé, et que certains triplets ont pour seule signification d'induire ou d'arrêter la synthèse d'une protéine.

mathématique prévient. Les différentes méthodes d'analyse ont permis d'identifier neuf protéines dont la synthèse a été induite dans une bactérie par l'infection de ce virus. Six d'entre elles ont été purifiées et analysées, une acide aminé par acide aminé. Ce qui a permis d'établir la séquence et le nombre des nucléotides nécessaires à leur fabrication. Les chercheurs qui se sont livrés à ce travail de bénédictin ont pu en déduire que ces six protéines mobilisent à elles seules la totalité de l'ADN viral, à 300 nucléotides près. Sachant qu'une protéine contient toujours un nombre très élevé d'acides aminés, les observateurs voyaient mal comment, alors que six protéines requièrent pour leur synthèse 6200 nucléotides, les trois non identifiées se contenteraient de 300 nucléotides seulement.

Pour tenter d'expliquer cette curiosité, les chercheurs de Cambridge se sont livrés à toute une série d'expériences visant à créer des mutations de toutes sortes, pour pouvoir, par élimination d'une ou plusieurs protéines, comprendre comment, avec un matériel génétique manifestement insuffisant, le virus parvient à faire exprimer totalement ses messages, c'est-à-dire la synthèse des neuf protéines indispensables à sa reproduction en de multiples exemplaires, donc à la survie de son espèce.

Barrell, Air et Hutchinson viennent de découvrir la solution à l'énigme : alors que chez les bactéries, à un gène d'une longueur et d'un ordre de nucléotides donnés, correspond une enzyme

d'une longueur et d'un ordre d'acides aminés déterminés, chez le virus PFI X174 il n'en va pas tout à fait ainsi. Le même gène peut être « lu », « compris », en fonction des circonstances de manière différente. Les chercheurs britanniques ont, en effet, découvert, après avoir tenté de vérifier bien des hypothèses, que l'une des protéines, la protéine E, avait son message génétique contenu dans 60 % de celui de la protéine D, mais à une nuance près. S'il faut dans les deux cas des triplets (ou codons) de nucléotides pour déterminer un acide aminé, la lecture peut, dans certains cas, être décalée d'un nucléotide, la première lettre d'un codon pour la protéine D devenant la dernière lettre pour un codon de la protéine E. Ce système donne, pour le même matériel génétique, la possibilité d'une deuxième interprétation, l'arrêt ou l'initiation des messages étant programmés par des codons spéciaux, aujourd'hui identifiés.

Cette découverte ne remet pas en cause le code génétique puisque, à un triplet de nucléotides, correspond toujours un acide

aminé donné, puisque un ADN dirige toujours la synthèse d'une protéine. Elle permet, en revanche, de comprendre comment, avec un réaménagement des mêmes données génétiques, dans un espace des plus restreints, un virus a pu gagner au cours de l'évolution des avantages sélectifs en ayant le moyen, par une seule mutation (le changement d'un nucléotide), d'initier la lecture d'un message génétique d'une deuxième manière sans supplément d'ADN : ce qui aboutit à la production d'une deuxième protéine avantageuse pour le virus. Les virologistes ont tout lieu de penser que le cas n'est pas unique et que cette double lecture de portions d'ADN a dû, de nombreuses fois, être mise à profit au long de l'évolution. Mais cette économie de moyens ne paraît pas transposable aux cellules « procaryotes », où, jusqu'ici, à un gène correspond une enzyme, encore moins aux cellules « eucaryotes » où, au contraire, les quantités d'ADN répertoriées dépassent de très loin les besoins chez les êtres supérieurs : rappelons que, dans une cellule humaine de 50 microns, se trouvent peboconnées, au sein d'un noyau dix fois plus petit, des molécules d'ADN qui, dévidées, mesurent environ 1 mètre de long. On a tout lieu de penser, bien qu'aucune explication ne soit véritablement donnée, que l'ADN des êtres supérieurs, dont la compacité est unique en son genre, contient nombre de redondances, témoignant là encore d'un passé évolutif compliqué.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(PUBLICITE)

MÉDECINS-CONSEILS DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Temps plein - Sécurité d'emploi - Retraite des cadres de la Mutualité sociale agricole

Concours sur épreuves le 12 janvier 1977, ouvert à tous médecins âgés de moins de 55 ans.

Adresser les candidatures avant le 10 décembre 1976 au Ministère de l'Agriculture - Direction des Affaires Sociales - Bureau DAS 12 - 75, rue de Valenciennes, 75006 PARIS.

Pour tous renseignements complémentaires, se mettre en rapport avec l'Union des Cadres Centraux de la Mutualité Agricole - Département Médical - 8-10, rue d'Assolvi, 75380 PARIS CEDEX 08.

FORMATION GÉNÉRALE DE L'INGÉNIEUR

Organisée par le Département « GENIE INDUSTRIEL » du Centre Scientifique d'Orsay (Université Paris-Sud)

24 JOURS en JANVIER, FÉVRIER, MARS 1977

- en cycles complets,
- en stages spécifiques de 2 ou 3 jours.

Service commun pour la formation permanente
Bât. 308 - 91405 ORSAY CEDEX, tél. 941-72-88

En toute logique

Suite des nombres

PROBLÈME N° 76

12345...

Quel est le nombre suivant ?
Rencontrée dans un test d'intelligence, cette sorte de question fait frémir les esprits inventifs, qui ont souvent plusieurs solutions également plausibles à proposer. Sauf, bien sûr, dans les cas simples comme ici, où la suite appelle irrésistiblement le 6.

Et pourtant ! Un dictionnaire de suites de nombres entiers (1) ne propose pas moins de vingt-deux suites différentes, commençant toutes par 1 2 3 4 5. Certaines vont même plus loin que 10 dans leur ressemblance avec la suite des entiers naturels. En trouvez-vous au moins six ?

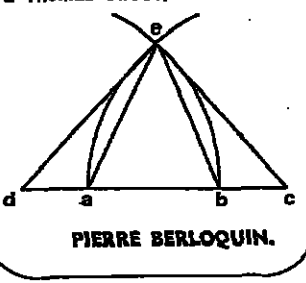
(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

(1) Handbook of Integer Sequences, de N.J.A. Sloane (Academic Press).

SOLUTION DU PROBLÈME N° 75

Comment construire une moyenne proportionnelle en trois coups de compas ?
Sur une droite, AB et AC sont les longueurs a et b. On trace le cercle de centre C. On reporte BD = AC. Le cercle de centre D et de même rayon coupe le premier en E.

Les triangles EAB et CAE sont isocèles et semblables : leurs angles à la base sont égaux. Donc :
AB : EA
— : —
EA : AC
Cette construction semble due à Thomas Simoe, 1684.



PIERRE BERLOQUIN.

EDITIONS MIR

TRADUIT DU RUSSE

NOUVEAUTÉS

ALGERIE LINEAIRE par V. Volévodine
Relié sous jaquette — 334 pages — 35 F

RECUEIL DE PROBLÈMES D'EQUATIONS DIFFÉRENTIELLES par A. Philippov
Relié sous jaquette — 136 pages — 24 F

ÉLÉMENTS DE LA THÉORIE DES FONCTIONS SPÉCIALES par A. Nikiforov et V. Ouvarov
Relié sous jaquette — 256 pages — 32 F

MÉTHODES DE RÉSOLUTION DE PROBLÈMES MAL POSÉS par A. Tikhonov et V. Arsenine
Relié sous jaquette — 204 pages — 27 F

MÉTHODES NUMÉRIQUES par N. Bakhvalov
Relié sous jaquette — 606 pages — 40 F

COMMANDE OPTIMALE DES SYSTÈMES DISCRETS par V. Baltianski
Relié sous jaquette — 468 pages — 35 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE, 2, rue de Buci
B.P. 75 - 75351 PARIS - CEDEX 06.
CATALOGUE COMPLET SUR DEMANDE.

Opel City

Ets André TAURAND
8, avenue Léonine
NANTERRE, Tél. 204.715.

MARS EXPLORÉ PAR VIKING

Un air de parenté avec l'atmosphère terrestre Un sol très humide et inattendu

CHACUN sait que l'atmosphère terrestre se compose essentiellement d'azote et d'oxygène, avec 1 % d'argon. Celle de Mars, au contraire, est presque uniquement formée de gaz carbonique. On y trouve un peu d'azote et d'argon, très peu d'oxygène, des traces de vapeur d'eau. Aucune ressemblance apparente avec celle de la Terre. Pourtant, si l'on va un peu au fond des choses, on constate une certaine parenté : il est probable que les atmosphères primitives de Mars et de la Terre étaient très semblables, mais leur évolution a été différente. Sur les deux planètes, on a vu naître l'atmosphère, et dans les deux cas, sous la croûte terrestre, et sans doute aussi sous celle de Mars, on trouve un magma en fusion. En se refroidissant, ce magma libère des gaz, émis par les volcans, qui ont constitué l'atmosphère primitive. Par ordre d'importance décroissante, l'atmosphère contenait de l'eau, du gaz carbonique, de l'azote et de l'argon.

Sur la Terre, l'eau s'est condensée et a formé les océans. Le gaz carbonique s'est dissous dans l'eau et s'est combiné au calcium de l'écorce terrestre pour former le carbonate de calcium présent dans les roches sédimentaires. Il restait du gaz carbonique, mais il en a été consommé par le développement de la vie. Pendant deux milliards d'années, les seuls êtres vivants présents sur la Terre étaient des micro-organismes du type bactérie ou algue, qui, en pratiquant la photosynthèse, ont absorbé le gaz carbonique et libéré l'oxygène que nous respirons. Avec l'azote et l'argon primitif, cet oxygène forme notre atmosphère actuelle.

On peut évaluer quantitativement cette atmosphère primitive. Par centimètre carré de Terre, on trouve 300 kilos d'eau : s'il n'y avait pas de relief l'océan recouvrirait uniformément la Terre et aurait une profondeur d'environ 3 kilomètres. D'après le contenu du sol en carbonates, on trouve

aussi 70 kilos de gaz carbonique. Enfin, il y a 1 kilo d'azote, essentiellement encasé dans la végétation, et 10 grammes d'argon. Sur Mars, l'histoire a été différente, la planète étant plus froide. L'eau — qui a été liquide en des temps reculés, d'où les traces de rivière qu'on observe — est maintenant solide, dans le sol ou dans les calottes polaires. Elle n'a pu dissoudre tout le gaz carbonique, dont une part notable est restée dans l'atmosphère. Ce gaz n'a pas non plus été détruit par photosynthèse : même s'il y a une vie sur Mars, elle est bien trop rarefaisée pour avoir joué le même rôle que sur la Terre. De fait, il n'y a pratiquement pas d'oxygène dans l'atmosphère de Mars.

Si on évalue, pour les quatre constituants de l'atmosphère primitive, la quantité encore présente sur Mars, on trouve par centimètre carré 70 grammes de gaz carbonique. Il est plus difficile d'évaluer la quantité d'eau, mais 300 grammes est un chiffre réaliste. On trouve aussi environ 20 milligrammes d'azote et 10 milligrammes d'argon.

La comparaison avec la Terre est éloquent : pour l'eau, le gaz carbonique et l'argon, le chiffre martien est le millième du chiffre terrestre. Seul l'azote est en désaccord : il devrait y avoir sur Mars 1 gramme d'azote, et non 20 milligrammes, pour que la proportion soit respectée.

La fuite de l'azote

Mais il faut tenir compte d'un autre effet : la gravité martienne est bien plus faible que celle de la Terre, et Mars retient donc moins bien son atmosphère. En particulier, il a perdu beaucoup d'azote, gaz léger. Et une autre mesure faite par Viking vient corroborer cette idée.

Il existe deux isotopes de l'azote dans l'atmosphère. L'isotope le plus abondant est l'azote-14, ainsi

nommé parce que son noyau atomique contient 14 particules, 7 protons et 7 neutrons. L'autre isotope, plus rare, est l'azote-15 : il y a un neutron de plus dans son noyau. L'azote-15 est plus lourd, donc mieux retenu par la pesanteur martienne. Si l'azote a fui Mars, l'isotope lourd a dû fuir moins vite, et doit donc être plus abondant. C'est exactement ce qu'on observe : les sondes Viking II y a sur Mars 1 atome d'azote-15 pour 170 atomes d'azote-14. Sur la Terre, la proportion n'est que de 1 pour 268.

Il est possible de calculer le taux de fuite d'un gaz dans l'espace, et surtout le rapport de ces taux pour deux isotopes d'un même gaz. On peut alors remonter des quantités actuelles à celles qui étaient autrefois présentes.

La plus grande proportion d'azote-15 sur Mars implique qu'il avait dû y avoir autrefois cinq à six fois plus d'azote que maintenant. Cela explique — au moins en gros — qu'on trouve sur Mars cinquante mille fois moins d'azote que sur la Terre, alors que le rapport est mille pour l'eau, le gaz carbonique et l'argon.

Mais le résultat a une autre implication, majeure : s'il y avait autrefois plus d'azote, la pression atmosphérique était plus élevée — et il devait en être de même de la température. Alors, l'eau était liquide, et les rivières martiennes s'expliquent tout naturellement.

La vie sans êtres vivants

La mission Viking n'est pas terminée, et des découvertes sont encore possibles. Mais les expériences biologiques visant à mettre en évidence une vie martienne ont été faites à plusieurs reprises, sur les deux sondes, et ont donné des résultats suffisamment cohérents pour qu'on ne puisse guère en attendre plus. On progressera sans doute dans l'interprétation des expériences : certaines hypothèses seront rejetées ou renforcées. Mais la vie martienne restera un mystère jusqu'à la prochaine mission vers Mars. Si responsables des expériences Viking en ont largement débattu au début du mois. Ils ont réuni ensuite une conférence de presse pour expliquer qu'ils n'avaient pu se mettre d'accord. Il y a sur Mars quelque chose d'inconnu, soit une vie inconnue, soit une chimie inconnue — et ceux qui penchent dans un sens ou dans l'autre reconnaissent qu'ils manquent d'arguments convaincants pour imposer leur point de vue.

Chaque sonde Viking contient un « laboratoire biologique » et peut faire trois types d'expériences (le Monde du 21 juillet). La première doit détecter la photosynthèse. De nombreux micro-organismes — et la plupart des végétaux — utilisent l'énergie lumineuse pour dissocier le gaz carbonique présent dans l'atmosphère en carbone et en oxygène. Ce dernier est rejeté. Le carbone est, en revanche, fixé et sert à synthétiser les divers composés organiques qui constituent la matière vivante.

Les résultats de cette expérience sont des plus nets. Tous les échantillons de sol martien, éclairés par une source lumineuse, et mis en présence d'une atmosphère contenant du carbone radioactif ont fixé le carbone. D'autre part, cette fixation ne se produit pas quand l'échantillon a été préalablement chauffé à une température de 160 °C, suffisante pour le « stériliser » — une telle température stérilise un échantillon de sol terrestre.

La seconde expérience porte sur une autre activité métabolique : un organisme vivant se nourrit, c'est-à-dire qu'il oxyde des matières organiques et rejette le carbone qu'elles contiennent sous forme de gaz carbonique. Cette oxydation du carbone fournit l'énergie nécessaire à la vie.

Dans cette expérience, qui est presque l'inverse de la première, on « nourrit » l'échantillon avec

des composés organiques marqués au carbone radioactif, et on cherche le carbone dans les gaz émis. Là encore, les résultats ont été positifs pour tous les échantillons, mais rien n'est observé si l'échantillon est chauffé à la température de stérilisation.

Il est hors de doute que, si ces deux expériences avaient seules été faites, tout le monde aurait conclu à l'existence d'une vie martienne. Elles portent, en effet, sur les deux phénomènes de base du métabolisme.

Moins de composés organiques que sur la Lune

Mais la troisième expérience biologique a donné des résultats moins concluants. L'échantillon de sol mis en présence de nourriture, libère plusieurs gaz, et surtout de l'oxygène. C'est là un résultat inattendu, qui n'a pas d'explication biologique simple. Une explication chimique est un peu plus facile, et les scientifiques ont généralement admis que cette expérience indiquait la présence dans le sol de composés très riches en oxygène, des superoxydes — qui peuvent libérer aisément ce gaz. Quant aux émissions d'autres gaz, on peut les expliquer facilement, soit par la chimie, soit par la biologie. Et, là encore, un préchauffage inhibe les émissions de gaz. Les superoxydes qui doivent contenir le sol martien seraient donc à des micro-organismes terrestres. Mais on peut très bien concevoir que se soit développée sur Mars une vie adaptée à cet environnement — de même que s'est développée sur Terre une forme de vie adaptée à l'oxygène atmosphérique, gaz qui nous est indispensable, mais qui tue de nombreux micro-organismes, en particulier ceux qu'on estime être les plus primitifs.

En sens inverse, les superoxydes, en catalysant certaines réactions organiques, pourraient stimuler la vie et expliquer chimiquement les résultats des deux autres expériences biologiques. Il est cependant difficile de comprendre pourquoi un chauffage, somme toute modeste, inhiberait leur action.

Il y a pourtant un point sur lequel tout le monde s'accorde. S'il y a de la vie sur Mars, il doit y avoir des composés organiques. On les a cherchés en vain. Au seul de précision de

l'appareillage, qui est de quelques parties par milliard, il n'y a pas de composés organiques sensibles. En fait, on ne peut pas exclure l'appareil de ne pas fonctionner. Outre qu'il a mis en évidence de l'eau et du gaz carbonique, il a trouvé quelques composés organiques : du méthylchlorure et des fluoréthères ; ce sont les produits qui ont servi à nettoyer l'appareil avant son lancement, et les quantités mesurées qui sont juste supérieures à la limite de sensibilité de l'appareil. Mais on ne peut pas en conclure qu'il y ait des composés organiques dans le sol de Mars, car les autres devraient être détectés.

Une vie avortée ?

Cette absence de composés organiques pose un sérieux problème. L'appareil détecte des matières organiques dans tous les sols terrestres, l'encre de désert et ceux de l'Antarctique. Il en détecte aussi dans les échantillons de roches lunaires et dans des météorites. Mars, comme la Lune, a été bombardé par des météorites qui ont apporté des composés organiques. On peut calculer ce qu'on devrait trouver sur Mars et constater que la sensibilité de l'appareil est suffisante. Même si l'on admet qu'il n'y a pas de vie sur Mars, il reste donc un petit mystère.

Le résultat négatif de l'expérience n'exclut cependant pas une vie martienne. Car la sensibilité de l'appareil ne lui permet pas de détecter des micro-organismes vivants. Ce qu'on observe dans les sols terrestres, ce sont les composés qu'ont synthétisés plusieurs générations de micro-organismes. En un sens, c'est une accumulation de cadavres. Il suffit donc de trouver un mécanisme qui empêche cette accumulation. Les superoxydes, véritablement des matériaux à tout faire, pourraient jouer ce rôle. On peut aussi accuser les ultraviolets solaires, ou le rayonnement cosmique, que la faible atmosphère de Mars renforce plus qu'elle ne les arrête. Des prévisions d'échauffement ont été faites sous des pierres, et n'ont rien donné de particulier. Mais il n'est pas certain qu'une pierre soit une protection suffisante contre les rayonnements.

Finalement, on ne peut guère retenir que deux hypothèses. La

première est qu'il existe une vie martienne, adaptée à la présence de superoxydes qui détruisent les matières organiques. La seconde est qu'il n'y a pas de vie, et que les superoxydes stimulent les processus biologiques. Il n'est pas certain que ces deux hypothèses soient franchement distinctes. Les superoxydes — c'est-à-dire l'ensemble, certainement très complexe, de composés chimiques à propriétés oxydantes que l'on trouve sous ce vocable — pourraient représenter une étape de la biologie primitive.

A de nombreux points de vue, Mars est une Terre qui aurait évolué plus vite. La plus faible masse de Mars implique qu'à sa formation cette planète était encore chaude que celle de notre globe. Elle s'est aussi refroidie plus vite, et reçoit moins d'énergie solaire. Elle a perdu plus rapidement son atmosphère : la pression atmosphérique de Mars vaut seulement 0,7 % de celle que nous subissons, alors qu'elle est, du fait du même ordre de grandeur, le passé. Les sondes Viking n'ont pas enregistré de séismes sur Mars, et les volcans y atteignent des hauteurs de 25 kilomètres — deux signes qui attestent que la croûte de Mars est plus épaisse et moins fracturée que celle de notre globe. Les forces tectoniques sont moins agissantes : Mars est à la fois plus froide et plus figée.

Aussi peut-on se demander si ce qu'on observe sur Mars n'est pas un phénomène intermédiaire entre la biologie et la chimie, une sorte de prévie qui n'aurait pu se développer complètement. Mars a connu des climats plus favorables à la vie, avec une atmosphère plus dense, une température plus élevée, de l'eau coulant en abondance. Mais cette période a duré bien moins longtemps que sur la Terre. On peut imaginer que l'ensemble des processus qui ont conduit l'apparition de la vie sur la Terre ont été interrompus par la disparition de la vie sur Mars. Cette hypothèse, intermédiaire entre biologie et chimie, est sans doute celle qui est le moins en conflit avec les résultats des expériences. Cela ne prouve nullement qu'elle soit la bonne.

Les géologues ont bien du mal à décrire un sol si différent de ce que l'on connaît sur Terre, et donneraient beaucoup pour qu'on leur en rapporte un échantillon. Car, outre les mesures de fluorescence qui donnent la proportion des divers éléments dans le sol martien, la disposition d'autres informations qui indiquent, en partie, comment ces éléments sont combinés entre eux, mais laissent subsister de larges zones d'incertitude. Les expériences biologiques, en particulier, suggèrent fortement la présence dans le sol de composés chimiques très oxydants et tout à fait inattendus sur une planète dont l'atmosphère est de gaz carbonique et où l'eau est abondante.

Car le sol de Mars est gorgé d'eau. Il a été analysé par le C.G.M.S., ce sigle désigne un appareil d'une grande complexité, dans lequel les gaz que l'échantillon du sol libère quand on le chauffe sont d'abord séparés les uns des autres, par chromatographie, puis identifiés par un spectromètre de masse. L'appareil était essentiellement destiné à identifier d'éventuels composés organiques présents dans le sol de Mars. Il n'en a pas trouvé, mais il a permis de mesurer la quantité d'eau présente dans le sol : près de 1 % du poids de l'échantillon, ce qui

qu'une détermination directe n'est guère praticable. Les expérimentateurs ont procédé de manière indirecte, en comparant les informations

envoyées par les deux sondes Viking à celles obtenues sur Terra. Les résultats figurent sur le tableau ci-dessous.

Les solides et les gaz

Les tableaux ci-dessous donnent la composition moyenne des échantillons prélevés par les sondes Viking, et celle de l'atmosphère. Entre parenthèses, figure la marge d'erreur. Ainsi la proportion de magnésium est-elle comprise entre 3,8 % et 7,8 %.

Le sol		L'atmosphère	
Silicium	12,5 % (1,2)	Gaz carbonique	96 %
Fer	13,5 % (0,7)	Azote	2,7 % (0,4)
Magnésium	5,3 % (2)	Argon	1,6 % (0,2)
Calcium	2,6 % (0,3)	Oxygène	0,13 %
Aluminium	3 % (1)	Krypton	traces
Soufre	2,8 % (0,7)	Xénon	traces
Chlore	0,6 % (0,3)		
Titane	0,5 % (0,2)		
Potassium	moins de 0,3 %		

Des calottes de glace

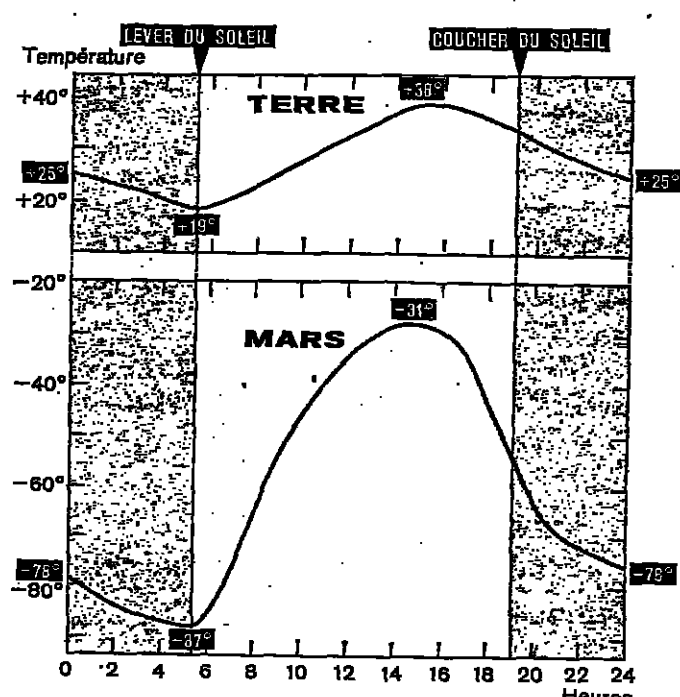
L'abondance du silicium est tout à fait normale. En revanche, on trouve beaucoup de fer — par rapport à un sol terrestre — et peu d'aluminium. Avant la mission Viking, les expérimentateurs avaient analysé plusieurs centaines d'échantillons de sol terrestre. Le sol de Mars ne ressemble à aucun d'eux. Il semble être d'origine volcanique, mais profondément altéré par des réactions chimiques, dues sans doute à la présence d'eau.

Les particules qui composent le sol sont en majorité très fines, moins de 0,1 millimètre de diamètre. Mais on trouve 10 à 30 % de grains plus gros, et bon nombre de rochers de formes et de dimensions très diverses. Aussi bien à Chryse, où s'est posée Viking-1, qu'à Utopia, où séjourne Viking-2, Mars apparaît comme un désert caillouteux et inhospitalier.

Or le compartiment orbital de Viking-2, après avoir largué la sonde vers le site d'Utopia, a modifié son orbite pour survoler la calotte polaire septentrionale. En analysant les infrarouges émis par cette calotte, on a pu déterminer la température superficielle : les mesures ont donné des valeurs voisines de -70 °Celsius. La calotte est donc trop chaude d'au moins 50 °Celsius pour être formée de neige carbonique ; il ne peut s'agir que de glace. L'épaisseur de cette calotte serait probablement de l'ordre de plusieurs mètres.

Au total, cela fait beaucoup d'eau à la surface de Mars — même si elle n'est presque jamais à l'état liquide. On observe cependant quelques nuages dans l'atmosphère, au voisinage, en particulier, des volcans. L'abondance de l'eau résout un problème qu'élevait posé les photographies prises en 1971 par Mariner-9. Il y avait des vallées sinueuses, très semblables à des lits de rivière. Manifestement, quelque chose avait coulé sur Mars, mais s'agissait-il d'eau ou de lave en fusion ? La seconde hypothèse apparaissait improbable, mais la première exigeait impérieusement la présence d'eau en grande quantité. Cette hypothèse est maintenant levée.

La température sur Mars est bien plus basse que sur Terre mais ses variations au cours de la journée se ressemblent sur les deux planètes.



La figure compare la température relevée en juillet sur le site de Viking-1 et celle d'une zone désertique de Californie, relevée à une époque où les heures de l'été et de l'hiver de Mars étaient les mêmes que pour les mesures martiennes. La plus grande amplitude des variations de la température martienne tient à ce que l'atmosphère de Mars est beaucoup plus ténue que la nôtre.

Dossier établi par Maurice ARVONNY

ACTUALITÉ MÉDICALE

Fermé depuis cinq mois pour cause de difficultés financières

Le centre hospitalier privé d'Ivry n'a pas encore trouvé d'acquéreur

Le centre hospitalier d'Ivry, clinique de cent quatre-vingt-deux lits ouverte en octobre 1974, est fermé depuis le 2 juillet 1976. Un déficit de plusieurs millions de francs est à l'origine de la décision prise par un administrateur provisoire. Cinq mois plus tard, la clinique, encore occupée par une vingtaine de personnes licenciées, n'a toujours pas trouvé d'acquéreur et les principaux protagonistes, le collège des médecins et la Compagnie générale d'automatisme (C.G.A.), continuent à se rejeter la responsabilité du fonctionnement défectueux de ce centre ultra-moderne et se refusent à éponger les dettes.

En 1971, quelques médecins d'une clinique d'Ivry décidèrent de transformer ce petit établissement vétuste en un centre de deux cent lits, avec le concours de trois sociétés de crédit-bail pour financer la totalité des investissements, d'un montant de 30 millions de francs.

Le versement d'un loyer-achat annuel devait permettre aux médecins de devenir propriétaires en vingt ans. Le ministère de la Santé accorda une autorisation d'ouverture de cent quatre-vingt-deux lits, dont soixante-quinze de chirurgie générale, alors qu'il refusait, depuis 1969, l'extension de quinze lits de chirurgie demandée par la clinique de Chambord, située à 100 mètres de là. Enfin, les médecins firent appel à une filiale de la Compagnie générale d'automatisme (C.G.A.) pour la conception technique de ce centre. Cette compagnie intéressée par l'équipement hospitalier (5 % de son activité) ne fabrique pas cependant du matériel médical.

La C.G.A. a pris une participation de 51 % dans le capital de la société anonyme du Centre hospitalier d'Ivry, sachant que les actions devaient être reprises à leur prix d'achat par les médecins, après trois années de fonctionnement. Les dirigeants de la C.G.A. devenaient ainsi « responsables de la gestion » pour trois ans. Un membre du groupe s'est détaché en qualité de directeur administratif de la clinique. Celle-ci ne fut jamais remplie à plus de 50 % et n'a jamais été rentable durant les vingt mois de sa brève existence. Le déficit finissait par atteindre 500 000 francs par mois. Ces difficultés financières furent à l'origine d'un conflit entre les parties prenantes qui, à la demande des médecins, exigèrent la désignation par le tribunal de commerce d'un administrateur provisoire. Celui-ci prit donc cinq mois la décision de fermeture immédiate de la clinique, ce qui entraîna la mise au chômage de cent soixante-dix personnes. Depuis, la clinique est occupée par

quelques membres du personnel. Aucune solution n'est pour le moment adoptée et chacun rejette la responsabilité sur les autres.

Pour les cent soixante-dix licenciés, en majorité C.G.T., habitant Ivry, et dont quatre-vingt seulement ont trouvé un emploi, loin de leur domicile, cette clinique correspond à un véritable besoin de la population. Certaines femmes enceintes doivent accoucher dans les treizième et quatorzième arrondissements ; il n'existe pas de lits de médecine générale ou de maternité dans cette commune de soixante-cinq mille habitants. Le personnel estime que la C.G.A. a voulu faire de ce centre non pas une clinique de quartier, mais une exposition de matériel ultra-moderne pour ouvrir de nouveaux marchés.

Les médecins, pour leur part, affirment que les malades de la C.G.A. sont à l'origine des déficits. Ainsi ont-ils découvert, après la fermeture de la clinique, que de nombreux dossiers de Sécurité sociale n'avaient pas été envoyés aux caisses. D'autre part, toujours selon les médecins, les locaux prévus pour le laboratoire n'ont jamais servi en raison d'un contentieux entre la C.G.A. et la personne responsable du laboratoire. Enfin, le refus d'inviter la municipalité communiste d'Ivry à l'inauguration de la clinique n'a pas contribué au prestige de l'établissement, dans une agglomération où les électeurs du parti communiste sont majoritaires. Pour les médecins, le matériel ultra-moderne de cette clinique de 10 000 mètres carrés n'était pas injustifié, même si certains reconnaissent que le chiffre de quarante-deux couveuses était sans doute excessif. Ils citent en exemple la clinique de Cholsy qui a mis trois ans à trouver son rythme de croisière financière.

Pour ce qui concerne le déficit, une stipulation conventionnelle, conclue deux jours avant l'ouverture de la clinique, précisait que les pertes seraient financées dès la première année par les médecins si le taux d'occupation était inférieur à 80 % et par

la C.G.A. dans le cas contraire. Mais les médecins, eux, soutiennent que, au démarrage, « les coefficients d'occupation ont peu de signification », que « la maternité n'a pas été ouverte avant le mois de mai 1976 », que « les lits de chirurgie ont été occupés progressivement et que leur occupation a dépassé 80 % après novembre 1974 jusqu'en avril 1976 ».

Bien qu'étant tous à temps partiel, ils ajoutent qu'il y avait en permanence plus de douze médecins sur vingt-cinq à la clinique. Ils estiment paradoxal que les actionnaires minoritaires qu'ils étaient doivent seuls supporter les déficits « dus à la mauvaise gestion d'actionnaires majoritaires ». Ils s'insurgent d'autre part contre la mesure légale de retenues d'honoraires qui les a frappés. Ils n'ont pas perçu la moindre somme depuis janvier 1976 jusqu'à la fermeture de la clinique. Enfin, ils reprochent qu'ils ont consenti en 1974 une avance de trésorerie de 3 millions de francs au conseil d'administration de la société anonyme.

La version de la C.G.A. est à l'évidence différente. Pour M. Cesch, le président de la C.G.A., « la clinique n'était pas rentable en raison du coefficient d'occupation des lits toujours inférieur à 80 % ; les prévisions des médecins étaient trop optimistes. L'exercice à temps partiel déjouait une partie de la clientèle vers d'autres cliniques où ils travaillaient également ».

D'autre part, pour les dirigeants de la C.G.A., les 10 millions perdus sont dus par les médecins, puisque le taux d'occupation n'a jamais atteint 80 %.

Malgré ces points de vue contradictoires, la situation ne paraît pas totalement bloquée, chaque partie prenant souhaitant trouver rapidement une issue, ne serait-ce que pour régler le contentieux financier. Des pourparlers sont en cours avec l'administrateur provisoire, une des sociétés de crédit-bail soutiendrait le projet d'une transformation du centre en une clinique cardio-vasculaire. Une telle modification supposerait une mise de fonds supplémentaire et plusieurs mois de travaux, ne résoudrait pas de problème de l'emploi (en raison des délais et de la spécialisation) et surtout ne semblerait pas satisfaire les besoins de la population locale, tel qu'ils sont exprimés par la carte sanitaire.

Pour sa part, la municipalité d'Ivry a créé une société de gestion. Les amis de la médecine sociale, comprenant les directeurs d'importantes mutuelles et les représentants de la municipalité d'Ivry et du conseil général du Val-de-Marne. Cette société négocie actuellement avec une mutuelle qui serait prête à racheter l'établissement en association éventuelle avec le secteur public. En effet, un centre de cette importance et de cette complexité ne paraît pas pouvoir fonctionner convenablement au tarif actuel du secteur lucratif.

Interrogée par M. Gosnat, député du Val-de-Marne (P.C.), Mme Simone Veil, ministre de la Santé, ne semble pas avoir écarté cette dernière solution et paraît disposée, autant qu'elle le peut, à faciliter toute mesure positive. Elle a cependant rappelé qu'il est impossible aux pouvoirs publics d'intervenir dans une affaire qui concerne exclusivement des intérêts privés.

● Un chiropracteur « dispensé de peine » au Mans. — M. Pierre-Louis Gaucher, chiropracteur au Mans, poursuivi pour exercice illégal de la médecine, sur une plainte de l'inspecteur départemental de la santé, a été « reconnu coupable » mais « dispensé de peine » par le tribunal de grande instance du Mans. Il n'est pas apparu au tribunal que « l'infraction, quoique constituée, ait causé un trouble et qu'un quelconque dommage ait pu en résulter ». — (Corresp.)

Jean Rivière

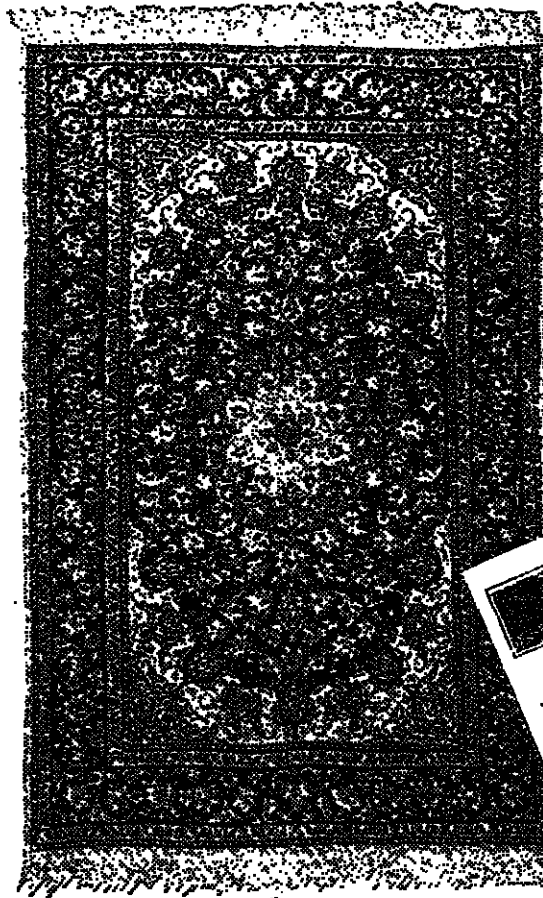
le monde des affaires aux Etats-Unis

« Un ouvrage passionnant qui aide à mieux comprendre le capitalisme et les Etats-Unis. »

(Entreprise)

ARMAND COLIN

Tapis d'Orient. Ne confondez pas certificat d'origine et Expertise.



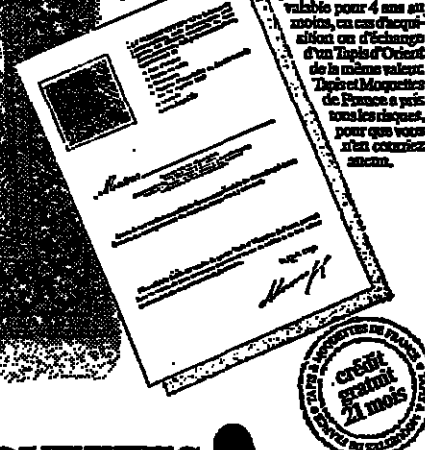
Vous achetez un Tapis d'Orient avec un certificat d'origine... mais comment être sûr que ce certificat n'est qu'un document établi par le marchand ?

Tapis et Moquettes de France® préconise vous donner une véritable Expertise. Car l'Expert, lui, est extérieur à l'entreprise. C'est une personnalité reconnue, étrangère à la marque. Nous lui avons soumis toutes nos collections. Et voici les décisions qu'il a prises pour vous :

- 1° L'authenticité des formalités douaniers.
- 2° Le mode de tissage du point noué à la main.
- 3° L'origine précise, en 11 régions d'un New géométrique ou d'un type noué.
- 4° Les dimensions spécifiques.
- 5° La facture et la valeur y figurant.
- 6° La mention d'exportation en douane certifiée figurant sur les registres Tapis et Moquettes de France.

De plus, dans chaque Expertise, délivrée par Tapis et Moquettes de France®, est inscrite, scellée par un sceau, une disposition grand format reconnaissant, dans ses contours d'origine la tête confectionnée avec son matériel d'identification. A notre connaissance, c'est l'unique document de ce genre. Une Expertise qui authentifie la valeur de votre achat. Une Expertise qui devient une garantie réelle devant les Compagnies d'Assurances ou les officiers ministériels. Une Expertise dont nous sommes fiers. Une Expertise que nous vous recommandons.

donnant une garantie de plus la valeur d'achat est valable pour 4 ans et assure, en cas d'achat d'un Tapis d'Orient de la même valeur Tapis et Moquettes de France®, une expertise gratuite, pour que vous ayez toutes les garanties.



TAPIS & MOQUETTES DE FRANCE

Paris : 11 Place Malesherbes 75017 - 9 Bd Montparnasse 75006
6 Bd Voltaire (République) 75011 - 95 Av. Kléber 75116.
et 50 magasins en France.

(PUBLICITE)

LES P.M.E. FACE A L'EXPORTATION

COLLOQUE ORGANISÉ PAR
L'ESCP

Sous le haut patronage du Ministère de l'Industrie et de la Recherche et sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 10 décembre 1976

Ce colloque se propose d'apporter aux participants une aide à la décision d'exporter

- avantages et risques de l'exportation pour les P.M.E.
- les aides possibles à l'exportation et leurs modalités d'obtention
- solutions pratiques aux problèmes qui se posent habituellement.

Renseignements et inscription : E.S.C.P. FORMATION PERMANENTE
Tél. : 355-39-08
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Centre Parisien de Management
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
79, avenue de la République, 75011 PARIS

STAGE INTENSIF

Anglais - Français - Allemand - Espagnol - Italien

SPECIAL CRASH - 75 HEURES

en 2 ou 4 semaines (pas plus de 5 participants)

Dates des prochains stages :
6 décembre - 3-10-31 janvier - 7 février

Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65
Panthéon : 633.99.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70
Bordeaux - Cannes - Lille - Lyon - Marseille - Nice
Strasbourg - Toulouse

BERLITZ®

LANGUES VIVANTES
Organisation Privée

24 novembre 1976 inauguration de la "Voix du Zaïre"

Les succès de l'industrie française sur les marchés d'exportation trouvent aujourd'hui une consécration avec l'inauguration de la Cité de la Voix du Zaïre réalisée en 30 mois par un groupement d'entreprises françaises réunissant :

SOINETEG Ingénierie - entreprise pilote

THOMSON-CSF Equipements vidéo

COMPTON Equipements audio

Schlumberger

NORD-FRANCE Gros œuvre - second œuvre

Ce complexe de Radio diffusion et de télévision, unique en Afrique et l'un des plus modernes du monde, a pu être réalisé grâce aux relations d'étroites coopérations établies entre le Zaïre et la France.

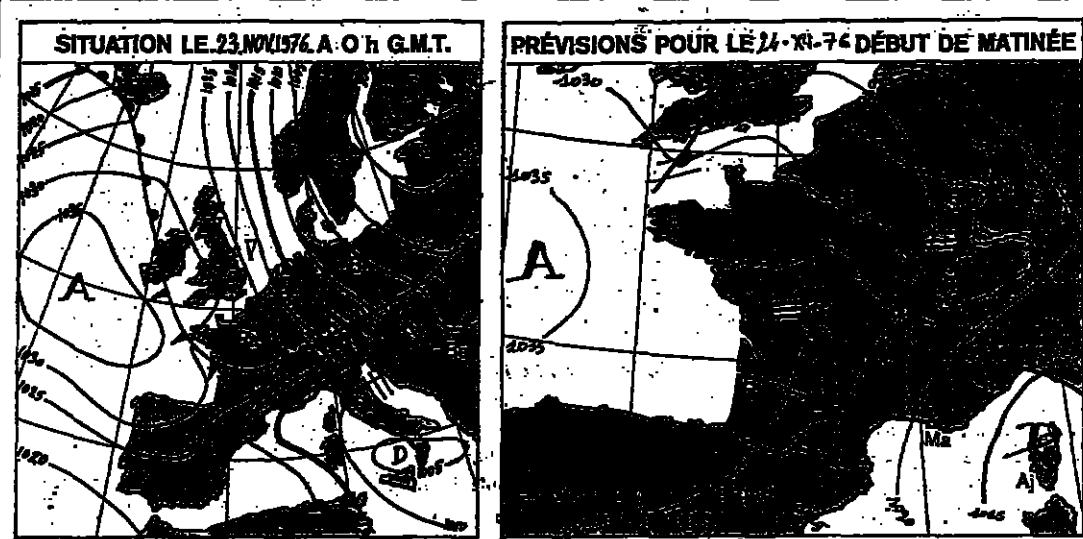
A. ARSAC, M. DOUGNAC, J.-P. ROBIN : Architectes DFG

Armes françaises et «poudrière» au Proche-Orient

et les besoins de nos sociétés
 modernes, nous sommes en train
 de faire un développement de
 toutes des matériaux modernes
 dans le plus rapidement
 possible. La solution consiste
 dans l'usage de la science et
 de la technique. Nous sommes
 en train de faire une attention
 particulière sur les progrès d'une
 industrie, car elle prendra
 une importance de plus en plus
 dans l'économie nationale.
 Cette attitude entraîne l'importance
 et la valeur. Persistance,
 discipline, des moyens industriels
 sont les bases de la prospérité.
 L'Europe est en train d'industrialiser
 de son territoire de son territoire
 stratégique.
 Du côté français, des
 nuances nous apprennent depuis
 peu avec la constatation que
 le développement de nombreux
 États au Proche-Orient
 nous inquiète. Les problèmes
 d'équilibre politique et d'axe
 de stabilisation militaire, au
 point que les pays frontaliers
 doivent y regarder,
 d'augmenter la « puissance »
 dans cette région du monde.

JACQUES ISNARD.

AUJOURD'HUI



Evolution probable du temps en France, entre le mardi 23 novembre à 0 heure et le mercredi 24 novembre à 24 heures :

Îles Canaries, 20 et 17 ; France, entre le mardi 23 novembre à 0 heure et le mercredi 24 novembre à 24 heures :	Copenhague, 11 et -4 ; Genève, 5 et -3 ; Lisbonne, 4 et 1 ; Londres, 8 et 1 ; Madrid, 13 et 4 ;	Moscou, 1 et 0 ; New-York, 11 et -4 ; Rome, 14 et 9 ; Stockholm, 11 et -3 ; Téhéran, 15 et 3.
---	---	---

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 620

1 2 3 4 5 6 7 8 9

HORIZONTALEMENT

- I. BORGNE qui exige certaines forces : Se laisse assez facilement rouler. — II. Fait des taches. — III. Souché de poisson. — IV. Fait que l'on ignore des questions budgétaires. — V. A une certaine dose de sang-froid : Préoccupèrent Pascal enfant. — VI. Reste les bras croisés : Très approchables quand elles sont petites. — VII. Sans raison apparente. — VIII. Travaille. — IX. Porte un coup; Pronom. — X. Surtout redoutables lorsqu'ils chargent. — XI. Reste au bout du fil.

VERTICALEMENT

- I. Faisait preuve d'appréciation. On le repasse quand il a plu. — 2. Cuvelée; Vraiment parfaite. — 3. Pour les enfants, elle est bien bonne; Fait état de nombreuses choses. — 4. Symbole. Ne sauraient être critiquées quand elles sont légitimes. — 5. Sveltes. Pronom. — 6. Se gommait. — 7. Pelli; Pointa. — 7. Très fraîches ou fort chaudes. — 8. Un coin de France; Exploité. — 9. Ombre; toutes les chances de plaisir à ceux qui se sentent attirés par les plaisirs solitaires. — 10. Solution du problème n° 1618.

Horizontalement

- I. Écrits; AT. — II. Coude. — III. Elms. — IV. Abris; D.D.T. — V. Scaud (pillage); Le. — VI. P.T.T. — VII. Eres; Ia. — VIII. Slex. — IX. Dérision. — X. O.E.; NI. — XI. Seng; Air.

Verticalement

- I. Schusses; Oh. — 2. Coupé; Ridée. — 3. Ruer; Océ. — 4. Idées; Urne. — 5. T.R. (Renau-dol). — 6. Séc. — 7. Filas; Avidité; Oul. — 8. Tentation.

GUY BROUTY.

Printemps Houtbarnham/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Golconde/Brunsmell Rosny 2

Brunell

350^F
Anorak nylon
bicolore, intérieur
duvet d'oie.

160^F
Salopette nylon
matelassé.

640^F
Ski Compact Samer.
Chaussures Nordica,
6 modèles
de 195 à 635 F

Printemps
Avec la carte Printemps, 12%
d'escompte* jusqu'à 30 nov.
à partir de 500 F d'achat
*Sauf aux rayons pour électroménager, télévision,
présentoirs de services, alimentation, alcool.

LES MONTAGNARDS SONT LA.

Young & Rubicam

صَدَقْنَا مِنَ الْإِثْمِ

SPORTS

OMNISPORTS

ON FERME (suite)

Après l'annonce de la fermeture du Stade marseillais université-club et de la patinoire de Vincennes (le Monde du 17 novembre), le conseil du service inter-universitaire des activités physiques sportives et de plein air de l'académie de Lyon signale que toutes les installations sportives des universités de Lyon seront fermées à partir du samedi 27 novembre.

Une réduction des crédits de fonctionnement est à l'origine de cette décision sur laquelle reviendrait le conseil du service inter-universitaire s'il obtenait une subvention complémentaire de 227 000 francs : quelque douze mille pratiquants fréquentent à ce jour les installations concernées. Selon le directeur régional de la jeunesse et des sports, il n'y aurait pas lieu de fermer les installations et une solution pourrait être trouvée sous peu.

La situation de la patinoire de Vincennes (Val-de-Marne) est évidemment différente. Fermée depuis dix-huit mois, elle a peu de chances de retrouver sa destination première. Le préfet de Paris envisage, en

effet, sous réserve de l'approbation du Conseil de Paris, de transformer le local... en parking. Edifiée en 1970 sur une enclave de Paris dans la commune de Vincennes, cette patinoire avait été construite et devait être gérée par la Société européenne de patinoires (SEP). Ce fut le cas jusqu'en mars 1975, date à laquelle la SEP déclara abandonner sa concession et le "patinoire" à la Ville de Paris. En revanche, elle accepta, de se voir confier la régie intéressée de l'installation, ce que la Ville de Paris avait accordé si la municipalité de Vincennes souscrivait à une prise en charge de la moitié du déficit éventuel. Celle-ci limitant son engagement à un déficit prévu, de l'ordre de 180 000 francs par an, le contrat ne put être signé avec l'ancien concessionnaire devenu réticent.

Il ne semble pas que d'autres régressions aient été recherchées ni que l'on ait retenu jusqu'ici la proposition des clubs de glace d'assumer cette charge, en raison du fait que ce genre d'opération est beaucoup moins rentable qu'on ne le croyait. La patinoire de Vincennes coûte à la Ville de Paris 5 millions de francs : elle est aujourd'hui réduite à l'état de hangar, à moins que ne soit prise en considération la revendication des usagers d'en assurer eux-mêmes la régie.

F. S.

BASKET-BALL

Les leçons de sportivité des Chinois

Lors de leur première venue en France après la révolution culturelle, en avril 1973, les basketballeurs chinois avaient surpris puis séduit le public par leur simplicité et leur exemplaire sportivité. Depuis, ils ont techniquement beaucoup progressé en multipliant les contacts internationaux puisqu'ils sont devenus champions d'Asie et auraient pu, à ce titre, prendre part aux Jeux olympiques de Montréal si la Chine avait été admise par le Comité international olympique. La venue en France, du 10 au 24 novembre 1976, de l'équipe militaire de la République populaire de Chine, offrait l'occasion de voir si ces basketballeurs n'avaient pas perdu de leur candeur en prenant part à d'importantes compétitions.

« Ce n'était peut-être pas une leçon de basket, mais c'était au moins une leçon de fair play. » Cette réflexion d'un spectateur du gymnase Montbauron résumait bien la rencontre, gagnée (105 à 98) par les militaires chinois devant leurs homologues français, le 22 novembre, à Versailles. Certes, l'équipe de France militaire, composée des jeunes appelés du bataillon de Joinville, ne pouvait pas présenter une opposition bien redoutable. En l'absence de Bob Riley, retenu par Caen pour disputer la coupe Korac, les Français alignaient un seul joueur opérant régulièrement en première division : le Manceau Hervé Dubuisson, auteur de... 33 points. Sans paraître irrésistibles, les Chinois ont su se ménager tout au long de la rencontre un avantage d'une dizaine de points, grâce à leur adresse dans les tirs, leur jeu vif et rythmé autour de l'immense pivot Mu Tieh-chu (2,20 mètres, 140 kilos).

Si les Chinois ont su s'attirer

la sympathie unanime du millier de spectateurs du gymnase Montbauron, ce n'est pourtant pas pour leurs seules qualités de basketballeurs, mais pour tous ces petits gestes qui rendent au sport ses lettres de noblesse : main tendue à l'adversaire pour l'aider à se relever après une chute, serviette apportée aux Français pendant un temps mort, respect de toutes les décisions des arbitres.

Dans les deux dernières minutes, on vit même un Chinois stopper spontanément son attaque et abandonner le ballon pour revenir sur ses pas relever Hervé Dubuisson, déséquilibré par une tentative d'interception. Une situation imprévue pour les arbitres, qui durent prendre l'initiative d'une remise en jeu à la touche. Mais surtout une belle preuve, pour les jeunes spectateurs, que l'on pouvait gagner même si le respect et l'amitié de l'adversaire prenaient sur toute autre considération.

GÉRARD ALBOUY.

JUSTICE

Le pouvoir disciplinaire doit être transféré à un Conseil supérieur de la magistrature de type paritaire

demande l'Union syndicale des magistrats

Au terme d'un colloque sur la réforme du ministère public, réuni à Marseille les 20 et 21 novembre par l'Union syndicale des magistrats que préside M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, ce mouvement demande dans sa motion finale que « le pouvoir disciplinaire, présentement confié au garde des sceaux, soit désormais transféré à la seule autorité capable de l'exercer : un conseil supérieur de la magistrature, du type paritaire, également investi du pouvoir de gérer l'ensemble du corps judiciaire ».

L'U.S.M. réclame, en outre, que « la direction centrale de la police judiciaire et ses organes extérieurs (les services régionaux) soient rattachés définitivement et exclusivement à la justice » et qu'en matière fiscale le ministère public « retrouve la plénitude de l'exercice impartial de l'action publique ». La motion conclut enfin que « le ministère public, organe d'exécution normal des décisions de justice, retrouve également ses pouvoirs lorsque la mise en œuvre des décisions civiles concerne l'ordre public, et plus particulièrement les pouvoirs qui se sont

attribués les autorités administratives en matière d'expulsion ».

Au cours du colloque, l'U.S.M. a procédé à une étude sur les fondements du rôle actuel du ministère public, au civil comme au pénal, et affirme que les fonctions de son représentant « sont de la même essence que celles du magistrat du siège et engagées au même titre sa conscience », et qu'il « ne saurait être contraint, en règle générale, à dire et même à écrire le contraire de ce qu'il pense ». Cependant, l'U.S.M. constate que « le statut actuel de la magistrature place le magistrat du parquet sous l'autorité directe et le contrôle exclusif du pouvoir gouvernemental, sans le faire bénéficier des garanties accordées aux fonctionnaires ». La motion finale ajoute, en conclusion, que l'U.S.M. « confirme son opposition prise au congrès de Bordeaux d'avril 1976 de remplacer la tutelle politique actuellement imposée au parquet par la haute autorité d'un procureur général près de la Cour de cassation strictement indépendant du pouvoir gouvernemental ».

★ U.S.M., 33, rue du Four, 75006 Paris.

Aux assises de Paris

L'étrange agression d'un ancien officier vietnamien

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Jean Ullmann, a jugé, lundi 22 novembre, un agresseur qui ne correspondait pas au portrait classique du malfaiteur obéissant à des mobiles crapuleux. M. Bui Ngoc Thuan, alias Pok Bona, ancien officier de l'armée sud-vietnamienne devenu employé informaticien à Paris, dont les facultés de jugement ont quelque peu vacillé du fait de la guerre, et qui avait imaginé d'extorquer 100 000 F, sous la menace, à son médecin, le docteur Olivier, pour se procurer l'argent nécessaire à un voyage au Vietnam. Ce voyage lui aurait permis de rechercher le corps de son frère, tué au combat et le camp où pouvait être interné son père, général.

Le 15 novembre 1975, il se rendit donc à l'appartement du docteur Olivier, au cinquième étage de l'immeuble situé 1, avenue de Stalingrad, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), alors que celui-ci se trouvait à son cabinet,

au premier étage. Avec son pistolet (dépourvu de munitions), il contraignit la femme de chambre à le conduire jusqu'à l'intérieur de l'appartement où il se trouva en présence de Mme Olivier et de ses deux enfants. Il lui réclama 100 000 F, en lui affirmant qu'il la rembourserait plus tard. Comme elle ne disposait pas de cette somme, il la demanda, par téléphone, au médecin.

Ce dernier alerta la police, puis rejoignit le petit groupe, où il entreprit de parlementer avec cet homme, qui lui apparut bien vite comme un déséquilibré. Quand les policiers arrivèrent, M. Pok Bona se laissa maîtriser sans difficulté, bien qu'il fût en possession d'un flacon d'acide sulfurique et d'un coupe-papier.

Après réquisitoire de M. Callaud, avocat général, et de M. Bessière, défenseur, il a été condamné à six ans de réclusion. Les victimes, assistées de M. Sloan, ont obtenu 80 000 F de dommages et intérêts. J. L.

L'ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE IRANIEN

L'étudiant inculpé proteste de son innocence

Chargé d'instruire l'attentat commis le 2 novembre à Paris, peu avant 19 heures, 19, boulevard des Batignolles, contre M. Humayoun Keykavousi, diplomate iranien, M. Gery Floch, a interrogé, le 22 novembre, l'un des deux étudiants iraniens détenus depuis le 8 novembre pour tentative de meurtre, M. Mohammad Reza Tabbiri, assisté de M^{rs} Thierry Migon et Michèle Beauvillard.

Celui-ci s'est expliqué sur son passé. Après une licence de chimie obtenue en 1968 à Téhéran, il entra dans un service administratif de cette ville s'occupant de recherches sur le sucre. Mais, désireux de préparer un doctorat de chimie en France, il obtint un congé de trois années sans solde et vint s'installer à Paris à la fin de 1974. S'étant heurté au centre universitaire de Jussieu à des difficultés d'ordre linguistique, il est passé, l'année dernière, à l'université de Vincennes (Paris VIII) où il a suivi un cours d'économie.

Pas d'argument décisif

M. Tabbiri proteste de son innocence. Il affirme qu'à l'heure de l'attentat il était avec quatre compatriotes au restaurant universitaire établi 115, boulevard Saint-Michel. Au cours de l'interrogatoire de police, il a indiqué quel avait été son menu. Renseignements pris, ce menu correspond aux plats qui sont servis tous les mardis soirs dans cet établissement.

Quant au test à la paraffine qui a été pratiqué sur les mains des inculpés (pour savoir si l'on y trouvait des traces de poudre), il s'est avéré légèrement positif sur la main gauche de M. Tabbiri. Mais il ne semble pas que l'on puisse en tirer un argument décisif, car le test peut être positif après un contact de la peau avec du tabac ou certains cosmétiques.

Le magistrat doit continuer ces jours-ci l'interrogatoire de M. Tabbiri puis de son co-accusé et se rendre le 26 novembre à l'hôpital Beaujon afin d'y entendre la victime de l'attentat, M. Keykavousi.

● La Ligue des droits de l'homme et l'expulsion de trois étudiants africains. — « Trois étudiants africains, qui demeuraient à la résidence Lucien-Pagès de la Cité universitaire internationale de Paris, expulsés de France le 30 avril 1976, ont engagé devant le Conseil d'Etat un recours en nullité contre cette mesure ». Indique la Ligue des droits de l'homme, qui ajoute avoir « appris avec étonnement que l'insécurité des mesures d'expulsion n'est autre que M. Bernard Chénol, vice-président du Conseil d'Etat, agissant en sa qualité de président de la Cité » (le Monde daté 2-3 mai 1976). La Ligue des droits de l'homme « souhaite, dans ces conditions, que M. Chénol ne puisse en aucune manière participer à la décision qui doit être prise par la haute juridiction qu'il préside ».

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Galaxie

350°
Anorak nylon, intérieur duvet d'oie.

65°
Jambière en acrylique.

350°
Skis courts Dynamic. Chaussures Nordica, 6 modèles de 195 à 635 F.

LES MONTAGNARDES SONT LA.

Printemps
Avec la carte Printemps, 12% de remise sur tous les achats (hors produits de première nécessité, hors produits de première nécessité, hors produits de première nécessité).

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DES VÉTÉRANS

Les épreuves du championnat de France 1976 des vétérans du tennis, qui ont eu lieu récemment à Marseille, ont donné les résultats suivants :

- Simple messieurs juniors (de quarante-cinq à cinquante-cinq ans) : M. S. Verrati ;
- Simple messieurs seniors (plus de cinquante-cinq ans) : M. A. Fauré ;
- Double messieurs : MM. F. Conquy et S. Verrati ;
- Simple dames juniors (de quarante à cinquante ans) : Mme J. Vivès ;
- Simple dames seniors (plus de cinquante ans) : Mme A.-M. Ségnier ;
- Double mixte : Mme F. Repoux et M. J.-P. Jauffret ;
- Double dames : Mmes F. Repoux et M. Saint-Marie.

Les récompenses ont été remises le 5 novembre à Paris. L'Association française des vétérans du tennis (A.F.V.T.), 37, rue des Mathurins, 75008 Paris, 265-01-40.

● Une nouvelle revue sportive. — Officiel Karaté est le titre de la revue officielle de l'Union française de karaté dont le premier numéro vient de paraître. C'est l'Officiel Karaté, éditions Primatice, 11, rue Primatice, 75013 Paris. Mensuel. Le numéro 1 franc.

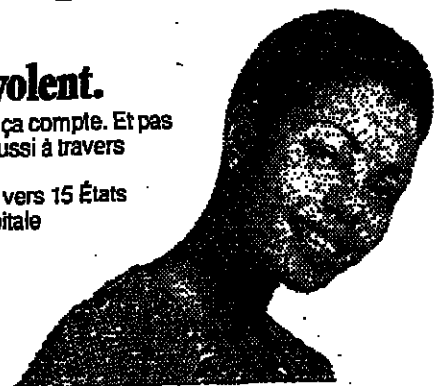
● RECTIFICATIF. — Dans notre compte rendu sur la Journée nationale de course à pied (le Monde du 23 novembre), c'est par erreur que nous avons donné à M. Bolleaud, inspecteur départemental de la jeunesse et des sports, le titre de directeur départemental. Le directeur est M. Clary, qui participait également au cross pour tous.

95 fois par semaine...

Les jets d'Air Afrique s'envolent.

Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique.

Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 États d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.



AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

TENDE: hier, on choisissait ce village de montagne pour le charme de ses promenades, été comme hiver.

Aujourd'hui, Tende a un attrait de plus: la multi-propriété à des prix imbattables... et, bien sûr, 100 km de pistes de ski.

Imaginez un bourg ancien tout en ruelles, en porches et en recoins qui se donne des airs de haute montagne, mais dont le climat est on ne peut plus méditerranéen (Menton est à 44 km et Nice à 90 minutes de voiture). Entourez ce bourg de terrasses verdoyantes qui dominent la gorge où bouillonne la Roya. Respirer l'odeur des mélèzes et celle des champignons que l'on découvre aisément lorsque l'on va cueillir les fraises et les framboises sauvages. Et vous aurez une petite idée du charme de Tende, niché à 800 m d'altitude, à 10 minutes de la frontière italienne dans un paysage de lacs et de fleurs. Si vous aimez la chasse, venez à Tende. Si vous adorez la pêche, vérifiez votre matériel. Si vous êtes fanatique de l'excursion, préparez-vous à découvrir la Vallée des Merveilles où un peuple mystérieux, à l'aube des temps, a constellé de gravures ru-

pestres des milliers de rochers. Il y a, bien sûr, à Tende, des tennis, une piscine et 100 km de pistes de ski à proximité. Tout pour des vacances heureuses. N'omettons pas le principal: la Résidence Club de l'Hôtel Impérial propose des studios et des 2-pièces selon la formule de propriété spatio-temporelle. Alors, attention! n'achetez donc, en toute propriété, que la ou les périodes que vous aimez. En effet, pourquoi entretenir une résidence secondaire pendant un an et n'en jouir que durant quelques semaines? A votre gré, vous utiliserez ou non les services de l'hôtel pour passer des vacances sans le moindre souci et grandement économiques. Votre embarras est compréhensible: quelle saison choisir? L'hiver? Oui, puisque Tende (à 10 km de voiture de 100 km de pistes de ski) fait partie du complexe de Limone, grande station

italienne où se sont déroulés en 1976 les championnats de ski de la Péninsule. L'automne ou le printemps? Certes, si vous aimez la Nature pour la Nature, le calme et la vie paisible d'un vrai village à l'ancienne vivant un peu à l'écart des grands courants touristiques. L'été enfin? Frais et ensoleillé, riche en fleurs et en plaisirs, il a de quoi séduire. Mais la séduction la plus importante vient des prix: avec la formule de propriété spatio-temporelle de la Résidence Club de l'Hôtel Impérial de Tende, vous savez que l'on devient propriétaire de sa période en payant une fois pour toutes, pour toujours, pour vous et vos héritiers. Voici quelques exemples de prix pour un studio:

1 semaine en janvier: 3.500 F
1 semaine en février: 4.900 F
1 quinzaine en mai: 3.500 F
1 quinzaine en octobre: 4.000 F

Mais, il existe également des 2-pièces à des prix tout aussi imbattables. A la première occasion, venez découvrir Tende (le train ou la route vous y amèneront aisément à moins que vous préfériez l'avion jusqu'à Nice) et achetez vite la période de vos rêves. Vous ferez un très bon placement.

Les charmes de Tende et les avantages de la formule Résidence Club de l'Hôtel Impérial vous séduisent, mais vous souhaitez en savoir plus, alors prenez contact avec Résidence Club de Tende, 89 rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél: 548 54 53 et 54, ou Société Riviera, 20 av. Montclair, 06100 Nice. Tél: (03) 51 55 53.

Nom: _____
Adresse: _____
Tél: _____

JUSTICE

APRÈS D'AUTRES ASSOCIATIONS

« Justice pénale nouvelle » demande le retrait des textes sur la sécurité

Le comité Justice pénale nouvelle (J.P.N.), organisme coordonnateur qui réunit l'ensemble des associations professionnelles et des syndicats d'avocats et de magistrats ainsi que l'Association de la presse judiciaire, a organisé, lundi 22 novembre, à Paris, une conférence de presse pour faire connaître son opposition aux deux projets de lois sur la fouille des véhicules automobiles et sur le port d'armes, élaborés par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et qui doivent être présentés à l'Assemblée nationale jeudi 25 novembre.

M. Jean-Pierre Rosenczweig, représentant le Syndicat de la magistrature au sein de J.P.N., a tout d'abord rappelé que, à l'origine, cinq projets de lois avaient été préparés: ils portaient sur l'association de malfaiteurs, le contrôle des coffres de véhicules automobiles, le port d'armes, le contrôle d'identité et sur une redéfinition de l'action du juge de l'application des peines (le Monde du 27 mars 1976). Cet ensemble de projets se situait, selon M. Jean-Pierre Rosenczweig, dans une optique précise: « Au concept Marcellin sur le complet international on a vu ainsi se substituer un nouveau concept (la sécurité des Français) qui aboutit en fait (pour le comité J.P.N.) à une campagne contre la liberté des Français.

« Sous la pression d'une large partie de l'opinion, qui a marqué sa réserve, sinon sa franche hostilité, par la voix de la majorité des associations et syndicats professionnels (police, magistrature, avocats, syndicats ouvriers), ce plan global du gouvernement s'est effondré. Un des projets de loi, celui sur l'association de malfaiteurs, a été abandonné. Deux autres ont fait l'objet de modifications. Mais, pour le comité J.P.N., les deux textes qui restent et qui doivent être présentés jeudi 25 novembre au Parlement, sont, par principe, par essence, inacceptables. »

À propos de la fouille des véhicules, qui aurait pour but, selon le ministre de l'Intérieur, de lutter contre le trafic d'armes au service du grand banditisme, le comité note que le projet ne précise pas les raisons pour lesquelles cette fouille pourrait être entreprise. « C'est une régression dans la liberté de circulation et de transport, sans que les vrais problèmes, notamment la législation sur la vente des armes, soient réglés pour autant », estime le comité. Pour ce qui concerne la modification de la législation relative au port d'armes, le projet de loi se propose de le réprimer plus sévèrement.

L'affaire de l'Espédon

LE PÈRE FABRE EST REMIS EN LIBERTÉ

Le Père René-Emile Fabre, ancien directeur de l'Espédon, où, le 15 février dernier, une pensionnaire de treize ans, Isabelle le Monach, était morte étranglée par les sangles d'une camisole de force (le Monde des 22-23 février et du 23 juin 1976), a été remis en liberté lundi 22 novembre.

Inculpé d'homicide involontaire et de sévices à enfants, il avait été écroué le 25 juin à la maison d'arrêt de Montpellier. Le Père Fabre ayant interjeté appel de son placement en détention, la chambre d'accusation de Montpellier a estimé qu'il n'y avait plus lieu de le maintenir en prison.

A Besançon

UN REPRIS DE JUSTICE TUE UNE VIEILLE DAME

Un repris de justice, Claude Lanavère, vingt-quatre ans, originaire d'Evreux, a avoué, lundi 22 novembre, être l'auteur du meurtre de Mme Madeleine Drach, soixante-seize ans, découverte morte la veille de son domicile, place Barant, à Besançon (Doubs). Claude Lanavère avait été libéré le matin précédent de la prison de Besançon, où il avait été écroué le 23 juin dernier pour vol, coups et blessures volontaires, conduite en état d'ivresse et défaut du permis de conduire; ces inculpations lui avaient valu, le 17 septembre, une condamnation à dix mois d'emprisonnement, dont quatre avec sursis, devant le tribunal de Belfort. Il avait précédemment fait l'objet de quatre condamnations pour coups et blessures volontaires par le tribunal de Rouen.

● Le directeur d'une usine de l'Eure est condamné pour un accident de travail. — Le tribunal d'Evreux (Eure) a condamné, lundi 22 novembre, M. André Descombels, directeur général des Etablissements métallurgiques Chaubeyre, à quinze jours d'emprisonnement avec sursis et trente-deux amendes de 500 F pour un accident de travail qui s'était produit le 18 juillet 1975. Mme Josiane Toust, dix-neuf ans, qui avait eu l'avant-bras pris dans une presse à cabler les chaînes, — subit une incapacité de 20 %. La C.F.D.T., qui s'était portée partie civile, a obtenu 1 000 F de dommages et intérêts. — (Corresp.)

● La catastrophe ferroviaire de Vièry (Aisne), qui causa, le 18 juin 1972, la mort de cent huit personnes, tandis que cent autres étaient blessées, est examinée depuis lundi 22 novembre par la cour d'appel d'Amiens. Le 14 mai dernier, après deux mois et demi de délibéré, le tribunal correctionnel de Soissons avait prononcé des peines de un an à six mois d'emprisonnement avec sursis contre cinq des neuf personnes inculpées d'homicides et blessures involontaires exerçant toutes leurs fonctions à la S.N.C.F.

Dans les 8 BHV.

C'est le mois de l'éclairage, profitez de nos prix spéciaux! Les 8 BHV vous offrent des centaines de modèles de lustres, d'appliques, de suspensions et l'aide d'un éclairagiste-conseil.



Plus on a de choix, plus on a besoin d'être guidé. Comment être sûr que le lustre qui vous plaît est aussi le mieux adapté à votre problème précis d'éclairage?

Dans les 8 BHV, des éclairagistes-conseil sont à votre disposition pour vous parler technique et décoration (hauteur de plafond, source de lumière, etc.) et chercher avec vous le modèle qui vous convient exactement.

Venez au BHV profiter de nos prix spéciaux. Admirez des centaines de lustres.

Et découvrez le vôtre!

- Quelques exemples de prix:
1. Lustre moderne nickelé avec 3 verres fumés. 370 F
 2. Applique assortie 1 lumière. 110 F
 3. Suspension moderne nickelée avec verres fumés. 195 F
 4. Suspension cylindrique polie vernie or, 2 lumières. 165 F
 5. Lustre bronze véritable, style Louis XV, 5 lumières. 595 F
 6. Applique assortie 2 lumières. 220 F

Jusqu'à épuisement des stocks. Tous nos articles sont vendus sans ampoules.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire réaliser, chez vous, par des professionnels sélectionnés, la pose des lustres et appliques et tous les travaux d'électricité.

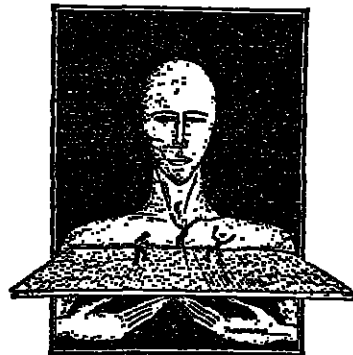
Pour être sûr de bien choisir.

BHV

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV: RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

Festivals



● **Depuis leur création il y a maintenant cinq ans, les Rencontres Internationnelles de musique contemporaine de Metz ont montré l'exemple. Elles continuent sur leur lancée, avec toute la persévérance nécessaire pour mener à bien une entreprise de cette envergure : du 18 au 22 novembre, elles ont offert à un public essentiellement régional un ensemble de concerts, mêlant créations, reprises et œuvres de référence dans des interprétations d'une qualité indiscutable.**

● Si les Rencontres suscitent maintenant des critiques — car il n'est pas forcément suffisant de répéter une fois de plus tout ce qu'une entreprise comme celle-ci a d'original et de positif, — c'est précisément au nom de ce que représente actuellement un festival comme celui-là. Son succès n'est pas seulement lié aux grands noms (Messiaen, Stockhausen, Boulez, Kagel, Berio) qui se sont succédé chaque année en tête d'affiche, mais au travail de préparation. C'était cela l'élément nouveau qui devrait intéresser le visiteur.

● Il est peut-être important de savoir, après Metz, que le nouvel Orchestre philharmonique de Lorraine peut exécuter de façon plus que satisfaisante une œuvre aussi délicate que le Concerto d'Alkan, de Giuseppe Sinopoli; que l'ensemble Scdm de Champigny s'est surpassé dans le « Concerto de chambre » de Ligeti; que Rami Melano a donné une fin à la « Sonate d'Alkan » de Ligeti; que Philippe Boesmans (dont on attendait beaucoup) a déçu avec « Élément-Extensio » pour piano et ensemble instrumental; et qu'il n'est pas besoin de s'appeler Xenakis pour laisser à la musique une liberté d'expression si précieuse, aussi peu significative que dans sa joliesse serène que « Axiol ».

● Mais arrêtons là. Les problèmes de la musique contemporaine ne viennent pas d'une pénurie d'œuvres : on trouvera toujours des créations à faire et des gens pour les faire. Rien de plus simple pour le public, devenant un simple spectateur, que d'aller assister au monde musical. Puisqu'il semble plus important — et, dans ce domaine, les Rencontres de Metz ont fait figure de pionnier — de former un public, il vaut mieux lui offrir des spectacles tristes qu'une formule qui viendrait encore à une succession de concerts, au profit d'un ensemble de manifestations véritablement complémentaires : des concerts, plusieurs fois par semaine, des répétitions publiques, des séances d'analyse, rencontres avec les compositeurs, autant de moyens d'accès aux partitions. Tout cela s'est fait ici ou ailleurs, mais avec des résultats souvent décevants. C'est pourquoi il paraît la peine de persévérer : en cette comparaison, réussir un concert reste quelque chose d'assez rare. On aimerait également attirer des enfants extérieurs au monde de la musique, non pour le spectacle, mais pour le travail préalable qu'il suppose. Enfin, on avait parlé d'« élargissement » des Rencontres lors de la venue de l'IRCAM au printemps 1977. On ne peut que souhaiter que le prochain rendez-vous ne donne seulement pour octobre 1977 ?

● Il n'est pas question de dénigrer un festival qui mérite ces compliments d'usage, mais, devant tant de promesses qui depuis cinq ans ont trouvé un début de réalisation, on était en droit d'attendre des choses décisives, une politique plus radicale, ou alors il ne fallait pas tant donner à espérer.

GÉRARD CONDÉ.

■ L'organiste et compositeur Xavier Darasse, à qui on a greffé un bras droit, le sien ayant été sectionné au cours d'un accident de voiture (à la Monde a du 9 octobre), se rendra au Festival de Bonn, au mois de mars prochain. Il y donnera un concert en improvisation, avec la main gauche.

« LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE »

Documentaire au sens le plus strict, le plus classique, « film exclusivement établi d'après des documents pris dans la réalité », selon la définition du Petit Larousse, le *Voyage au bout du monde*, du commandant Cousteau et de son fils Philippe, nous introduit dans un nouveau voyage avec *Calypso* : 100 fois au pôle Sud, parmi les glaces de l'Antarctique. Expédition déjà anclenne, deux ans et plus, mise à l'écran avec un goût très vif des belles images, des moments rares, des images comme dans l'acte de l'aventure, un côté confiant, « paradisi à l'ombre des iceberg », abas des précédents ouvrages.

Tournant avec des moyens considérables, ne lésinant pas sur la pellicule, dans une proposition de cinquante pour un travailant de 16 mm synchrone quand nécessaire, Costeau père et fils capturent parfois la beauté à l'état pur: cette plongée dans les intestins d'un

Petites nouvelles

- Le cinéma Le Familia, près de la Part-Dieu à Lyon, n'a pas ouvert ce qu'il était. My passaient plus, il y a quelques mois, que de mauvais westerns, des films américains, et ça ressemblait à la Familia ressemblait à beaucoup de ces petites salles de quartier populaire, vétustes, prêtes à être démolies au début des années 1970. Les individus tentent de rendre la pente de la médiocrité et de faire de cette salle un lieu d'animation pour la diffusion du cinéma du tiers-monde.
- Le cinéma Le Familia, près de la Part-Dieu à Lyon, n'a pas ouvert ce qu'il était. My passaient plus, il y a quelques mois, que de mauvais westerns, des films américains, et ça ressemblait à la Familia ressemblait à beaucoup de ces petites salles de quartier populaire, vétustes, prêtes à être démolies au début des années 1970. Les individus tentent de rendre la pente de la médiocrité et de faire de cette salle un lieu d'animation pour la diffusion du cinéma du tiers-monde.

Une équipe se crée en octobre pour soutenir cette expérience cinématographique. Le comité d'organisation, jusqu'au 30 novembre, une « première quinzaine de découverte du cinéma ethnographique » avec onze films sur le Niger, le Mali, le Sénégal, le Bénin, le Tchad, le Yémén. Les débats accompagneront les films.

★ Le Familla, 262, rue Duguesne
cité, à Lyon. Rens. 72-88-91.

Petites nouvelles

Davies est mort, lundi 22 novembre, à Londres; il était âgé de cinquante-neuf ans. Comédien depuis 1940, Rupert Davies avait participé à de nombreuses tournées théâtrales avant de connaître la célébrité dans le personnage de Maigret, qu'il avait interprété dans un feuilleton télévisé diffusé entre 1960 et 1964.

■ Catherine Elbeiro et Joan Pan Verdier chantent, ce mardi 23 novembre, à 21 heures, au Stadium, avenue d'Ivry.

■ « Guerres civiles en France », le film collectif de la revue « Ca », sera projeté à la Cinémathèque française jeudi 25 novembre, à 22 h. 30 (et non le mercredi 24, comme cela avait été écrit dans « le Monde » du 23 novembre).

■ La dernière représentation, à l'Espace Cardin, de la pièce de Jean-Eddern Hallier, « le Genre humain, aura lieu le 26 novembre.

■ Yves Marc et Claire Heggen présenteront un spectacle de mime, le dimanche 5 décembre, à 16 heures, dans le théâtre le Studio, à l'Agora d'Evry.

« LES DAMES DU JEUDI »

Elles sont trois. Elles s'étaient connues petites filles à l'école. Aujourd'hui, c'est la soixantaine, et elles se retrouvent, le jeudi à l'heure du goûter, dans un étroit appartement d'un petit immeuble, chez la plus jeune des trois qui est Russe de naissance et qui diffuse peut-être plus d'âme.

cancer, la mort d'un mari que l'on ne s'aide à mourir, dans une pitié. Il n'est pas facile lorsque l'on se retourne derrière soi, de classer les choses par ordre de taille, ou de quel que bien soit. Trois vies en deux, ça ne va pas de nostalgie d'attardissement pas de nostalgie d'attardissement pas de nostalgie.

Dames du jeudi, c'est comme si

Devant elles, il reste peu de vie,
et elles se préoccupent, par moments,
de n'être pas trop mal installées,
au cinquième. L'une préfère
se réfugier dans la lumière
qu'il y a dans la cuisine.
Oui, ça court, le dialogue court,
dialogue singulier, d'une réelle
conversation, sans rimmel, dialogue
qui se termine par une phrase
montée les côtes à vif, dans la
douceur, et qui se couche aussi dans
l'herbe et regarde le ciel tomber
à la renverse sur ce temps que
l'écriture émettait, traversé,
dépassé, et qui s'efface, et qui
poursuit, même lorsqu'on l'embrasse.

Derrière elles il y a tout un, les
livres de comptes, les scarlatines, les
chaussettes blanches, le bonhomme
qui montre le ciel, le roi d'Espagne
dans ses compositions de géo-
graphie, le stockage du sucre en 29,
mais elles étaient encore petites, et
elles ont grandi, en 30, en 31, en 32,
elles étaient pas bien grandes, et
les premiers garçons emportés, et puis
les étoiles jaunes, Stalingrad et
les divorces, et les mariages, et les
divorces.

A propos de divorce, l'une dit, sans insister, parlant de son ancien mari : « Tiens, l'autre jour je l'ai revu, dehors, il passait... — Il a changé ? — Oui, en mieux », et cela donne le ton à la conversation. L'autre, qui est forte en douceur, parce que ce n'est « ni mieux » est terrible. Il indique une vérité, sans doute, mais aussi le mensonge de cette vérité et toute une ronde de changements de visage et de ton d'un à l'autre, qui fait dire, à la pièce de Loleh Belfon fait rire souvent, d'un rire qui touche le feu.

sur une richesse cachée, cette pièce solitaire. Dominique Bianchier est peut-être un peu moins nette dans le rôle de la troisième. La surprise, l'imprévisible, mais il suffit qu'il y ait une part de jeu, sa voix vers le grave pour que ce soit l'usie.

On peut prévoir sans risque une belle faveur publique aux Dames du Jeudi. Loleh Belfon et ces trois actrices le méritent : elles mêlent d'autres vies à la nôtre. Rien de plus, et c'est l'accoup.

MICHEL CURNOT.

Derrière elles il y a aussi le **★ Studio des Champs-Élysées,**
20 h. 45.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES - Les 25 et 26 nov., 20 h 30'
ACADEMY OF St-MARTIN
IN THE FIELDS

2 progr. diff. : BACH - HAENDEL - MOZART - VIVALDI - « 4 Saisons »
Location : Théâtre, Durand, Copar et Fnac.

البنك السعودي

أَهْلًا وَسَهْلًا فِي دَارِكُمْ

Au 51 de l'avenue George-V, à Paris, s'ouvre la porte des marchés du Proche-Orient. Et, particulièrement, le marché de l'Arabie Saoudite, 7 milliards de dollars d'importations en 1975, 142 milliards de dollars d'investissements programmés sur 5 ans. Première banque à capitaux privés saoudiens hors d'Arabie, nous offrons un contact direct avec le monde arabe des affaires.

Nos actionnaires et fondateurs :
Saudi Arab Finance Corporation,
Arab Finance Corporation,
Banque de l'Union
Européenne,
Manufacturers Hanover
International Finance
Corporation.
Notre capital : 50.000.000 F.
Tél. 720.86.08
Télex SAUDIBK 630349 F.
Câble Saudi banque.

Al Saudi Banque

UNE FILLE
UN PAYSAN
UNE FILLE
UNE FILLE
UNE FILLE
UNE FILLE
UNE FILLE
UNE FILLE
ORSCENE
UNE FILLE
UN GÂTEAU
UNE FILLE
A L'ETIER
UNE FILLE
A VOIR

Sophie
Cheminéau
dans
**UNE FILLE
UNIQUE**
un film de
Philippe
Nahoun

A PARTIR DU 24 NOVEMBRE

**SEMAINE DE LA CRITIQUE
CANNES 75**

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauret, directeur de la publication
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque
Chaillet, 15 h. : Vire, d'A. Kurosawa, 18 h. 30 : La femme au portrait, de P. Lang, 20 h. 30 : Tabarnac, de C. Pasolini, 22 h. 30 : Les Enfants des autres, de M. Fierlot.

Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Impérial, 20 (74-72-32), Quintette, 5 (03-32-40), Montparnasse, 5 (03-32-40), 14-27, Monte-Carlo, 5 (22-59-83), Saint-Lazare - Paquelet, 5 (37-35-33), 14-Juillet, 15 (37-30-31), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16).
LA FILLE DU LAISSÉ (Fr.) : ABC, 2 (33-55-55), Surtout, 5 (42-60-30), Cluny-Palace, 5 (03-07-75), Bonquet, 5 (31-54-11), Ambassade, 5 (33-18-08), Métropole, 5 (22-75-90), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Victor-Séguin, 14 (32-75-75), Wepler, 15 (37-30-75), Gaumont-Gambetta, 20 (79-02-74), Cambronnet, 15 (74-42-08).
AROUND THE STONES (A. v.o.) : Vidéotone, 5 (32-60-34).
SABRY LYNDON (Ang. v.o.) : Sautefeuille, 5 (03-73-33), Gaumont-Rive-Gauche, 5 (58-26-36), Gaumont-Champs-Élysées, 5 (39-04-07) v.f. : Impérial, 20 (74-72-32), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16).
BRONCO (Ang. v.o.) : Le Seine, 5 (32-93-99).
BLUFF (It. v.f.) : Hausmann, 5 (70-47-53).

Les films nouveaux

JE TU IL ELLE, film français de C. Chaillet, 15 h. : Vire, d'A. Kurosawa, 18 h. 30 : La femme au portrait, de P. Lang, 20 h. 30 : Tabarnac, de C. Pasolini, 22 h. 30 : Les Enfants des autres, de M. Fierlot.
LA FILLE DU LAISSÉ (Fr.) : ABC, 2 (33-55-55), Surtout, 5 (42-60-30), Cluny-Palace, 5 (03-07-75), Bonquet, 5 (31-54-11), Ambassade, 5 (33-18-08), Métropole, 5 (22-75-90), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Victor-Séguin, 14 (32-75-75), Wepler, 15 (37-30-75), Gaumont-Gambetta, 20 (79-02-74), Cambronnet, 15 (74-42-08).
AROUND THE STONES (A. v.o.) : Vidéotone, 5 (32-60-34).
SABRY LYNDON (Ang. v.o.) : Sautefeuille, 5 (03-73-33), Gaumont-Rive-Gauche, 5 (58-26-36), Gaumont-Champs-Élysées, 5 (39-04-07) v.f. : Impérial, 20 (74-72-32), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16).
BRONCO (Ang. v.o.) : Le Seine, 5 (32-93-99).
BLUFF (It. v.f.) : Hausmann, 5 (70-47-53).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 5 (03-10-82), Biarritz, 5 (72-49-22), v.f. : Hausmann, 5 (70-47-53).
CHAO MANHATTAN (A. v.o.) : Action Christine, 5 (32-85-78).
CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.) : (*) : Le Marais, 4 (278-07-80).
LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93), Bretagne, 5 (22-57-87), Normandie, 5 (39-41-18), Paramount-Opéra, 5 (073-34-27), Liberté, 12 (343-01-59), U.G.C.-Cobelin, 15 (331-08-19), Magie-Convention, 15 (829-52-84), Paramount-Malliot, 17 (738-24-24).
COURS APRES MOI QUE JE T'AT-TRAPE (Fr.) : Élysée-Point-Show, 5 (22-57-29), U.G.C.-Opéra, 5 (221-30-32).
CRIS CUVREVOIS (Esp. v.o.) : Saint-Germain-Ruechete, 5 (32-87-30), Élysée-Lincoln, 5 (358-36-14), Élysée-Saint-Lazare - Paquelet, 5 (37-35-33), 14-Juillet, 15 (37-30-31), Gaumont-Sud, 14 (31-51-16), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Victor-Séguin, 14 (32-75-75), Wepler, 15 (37-30-75), Gaumont-Gambetta, 20 (79-02-74), Cambronnet, 15 (74-42-08).
LA DERNIÈRE FOULE (A. v.o.) : Quintette, 5 (03-35-40), Élysée-Lincoln, 5 (358-36-14), Margnana, 5 (339-42-21), v.f. : Impérial, 20 (74-72-32), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Cambronnet, 15 (74-42-08), Cluny-Patbé, 15 (74-42-08), Les Nations, 12 (343-04-07).
DU CÔTÉ DES TENNIS (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (033-34-33), Saint-Lazare - Paquelet, 5 (37-35-33), Élysée-Lincoln, 5 (358-36-14), Studio Raspail, 14 (328-38-98), Olympie-Entrépot, 14 (783-67-42).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : (*) : Saint-André-des-Arts, 5 (32-46-18), Bataclan, 5 (339-52-70), 2° P. Cinéma, 5 (333-36-35), Jean Renoir, 5 (874-40-75), Gaumont-Convention, 15 (828-42-27).
PACER (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (033-34-33), Saint-Lazare - Paquelet, 5 (37-35-33), Élysée-Lincoln, 5 (358-36-14), Studio Raspail, 14 (328-38-98), Olympie-Entrépot, 14 (783-67-42).
LE GRAND SOIR (Suède) : Racine, 5 (833-43-71), 14-Juillet, 15 (37-30-31).
LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A. v.o.) : Bilibouquet, 5 (22-57-87), Érmite, 5 (33-15-71), v.f. : Grand-Pavillon, 15 (331-44-38).
JOSEPH WATKINS (A. v.o.) : U.G.C.-Opéra, 5 (073-34-27), Paramount-Opéra, 5 (073-34-27), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13).
LA MARGE (Fr.) : Quintette, 5 (03-35-40), Gaumont-Théâtre, 5 (331-33-16), Concorde, 5 (339-52-70), France, 5 (332-35-43), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13).
LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Cluny-Palace, 5 (03-07-75), Margnana, 5 (339-42-21), Madeleine, 5 (339-42-21), Nations, 12 (343-04-07), Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Cambronnet, 15 (74-42-08), Cluny-Patbé, 15 (74-42-08).
LETTRE À PAYSANNE (Fr.) : Le Clief, 5 (327-80-90).
MADU (Fr.) : Omnia, 5 (223-39-36).
MISSOURI BREAKS (A. v.o.) : (*) : Sautefeuille, 5 (03-73-33), Élysée-Lincoln, 5 (358-36-14), v.f. : U.G.C.-Opéra, 5 (073-34-27), P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (589-80-42).
MON PIERRE RIVIERE AVANT GEORGE MA NÈRE, MA SEUR ET MON FRÈRE (Fr.) : Studio-Git, 15 (33-09-25), Luxembourg, 5 (03-07-75), U.G.C.-Opéra, 5 (073-34-27).
MONSIEUR KLEIN (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69), Studio-Jean-Croquet, 5 (033-47-82), U.G.C.-Odéon, 5 (332-11-08), Biarritz, 5 (72-49-22), Publicis-Matignon, 5 (339-31-97), U.G.C.-Opéra, 5 (073-34-27), Paramount-Gaiety, 12 (366-04-25).
BINGO, film américain de J. Badham, v.o. : Luxembourg, 5 (033-47-82), U.G.C.-Marbeuf, 5 (225-47-19), Caméo, 5 (770-50-89).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (It. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 5 (03-10-82), Biarritz, 5 (72-49-22), v.f. : La Pagoda, 7 (705-12-13).
SARTRE PAR LUT-MÈME (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5 (32-46-18), 16-Juillet-Paradise, 5 (32-58-00), 14-Juillet, 15 (37-30-31).
SI C'ÉTAIT À REPARLER (Fr.) : Bout Miché, 5 (033-48-29), Publicis-Saint-Germain, 5 (223-72-80), Biarritz, 5 (72-49-22), Publicis-Champs-Élysées, 5 (720-76-23), Max-Lider, 5 (770-40-01), Paramount-Opéra, 5 (073-34-27), Paramount-Basilie, 12 (343-04-07), Paramount-Cobelin, 15 (331-08-19), Paramount-Gaiety, 12 (366-04-25), Paramount-Matignon, 5 (339-31-97), Paramount-Montparnasse, 14 (328-38-98), Secrétaire, 15 (201-30-32).
UN CADAVRE AU DÉSSERT (A. v.o.) : Studio Alpha, 5 (033-36-35), Paramount-Opéra, 5 (073-34-27), Paramount-Matignon, 5 (339-31-97), Paramount-Montparnasse, 14 (328-38-98), Secrétaire, 15 (201-30-32).
UN CERTAIN JOUR (It. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (033-36-35).
UNE FEMME À SA PÉRIODE (Fr.) : Montparnasse-Patbé, 14 (32-65-13), Dragon, 5 (548-24-74), Sautefeuille, 5 (033-79-33), France-Élysée, 5 (339-42-21), Paramount-Opéra, 5 (073-34-27), Paramount-Matignon, 5 (339-31-97), Paramount-Montparnasse, 14 (328-38-98), Secrétaire, 15 (201-30-32).
UNE VIE DIFFICILE (It. v.o.) : Marais, 5 (728-47-86), Mica-Mahon, 5 (330-25-81).
WINSTON (Ang. v.o.) : Olympia, 14 (783-67-42).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 24 au 30 novembre)
Cirque de l'Anclan au Nouveau Carré, square Emile-Chautemps (277-88-40), mer. sam. et dim., 15 h. : Le Cirque de l'Anclan.
Cirque d'Elmer (700-12-25), mer. et sam. 15 h. : Le Cirque d'Elmer.
Cirque de Moscou, Palais des sports (273-38-50), mer. 15 h. : Le Cirque de Moscou.
Cirque de Paris (205-31-47), mer. sam. dim., 14 h. et 17 h. : Le Cirque de Paris.
Cirque sur l'eau Budapest, Marionnettes André Rouger, Théâtre 13 (573-34-37), mer. 14 h. 30 : Casse-poteries l'écureuil.
Marionnettes André Rouger, Théâtre 13 (573-34-37), mer. 14 h. 30 : Casse-poteries l'écureuil.
Marionnettes André Rouger, Théâtre 13 (573-34-37), mer. 14 h. 30 : Casse-poteries l'écureuil.
Marionnettes André Rouger, Théâtre 13 (573-34-37), mer. 14 h. 30 : Casse-poteries l'écureuil.
Marionnettes André Rouger, Théâtre 13 (573-34-37), mer. 14 h. 30 : Casse-poteries l'écureuil.

Les festivals

GABIN LE MAGNIFIQUE, Olympia, 14 (783-67-42), les Bas-Fonds.
L'INDE FANTÔME, Le Seine, 5 (323-99-99), 14 h. 45 : Descente vers le Sud, 15 h. 30 : Madras, 16 h. 25 : Le Pigeon, 18 h. 15 : Le Fantôme du Sirocco, 18 h. 15 : Les Castes, 19 h. 10 : Les Étrangers en Inde, 19 h. 30 : Ciné-plaisirs.
MARCEL PAGNOL, Studio Logos, 5 (033-36-35), Manon des sources.
CINÉMA ITALIEN, v.o. Studio des Ursulines, 5 (033-36-35), 11 h. : Lucky Luciano, 13 h. : La Classe ouvrière va au paradis, 16 h. 30 : Le Pigeon, 18 h. 15 : Le Fantôme du Sirocco, 18 h. 15 : Les Castes, 19 h. 10 : Les Étrangers en Inde, 19 h. 30 : Ciné-plaisirs.
J. NICHOLSON (v.o.), Boite à Films 17 (754-51-50), 13 h. : Easy Rider, 18 h. 30 : Ciné-plaisirs.
R. REDFORD (v.o.), Action La Fayette, 5 (878-80-50), Gatsby le Magnifique.
A. HITCHCOCK (v.o.), Action La Fayette, 5 (878-80-50), Meurtre.

Les séances spéciales

CABARET (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-04-10), 20 h. : Cabaret.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5 (32-46-18), 14 h. : Certains l'aiment chaud.
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-04-10), 12 h. : Les contes des mille et une nuits.
LES DANNES (It.-Ang. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-04-10), 14 h. : Les dannes.
LE DÉCAMÉRON (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-04-10), 18 h. 30 : Le décaméron.
DELIVRANCE (A. v.o.) : Le Clief, 5 (327-80-90), 12 h. et 24 h. : Delivrance.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, Jeudi 9 décembre, 20 h. 30
JANET BAKER
CAVALLI-BEETHOVEN-SCHUBERT-LISTZ - Loc. Théâtre et Agences

CHAILLOT
INFORMATION
La révolution serait pour 1990...
A propos des « Estivants », d'après Gorki, que la Comédie de Caen présente à Gémier (soirées à 20 h. 15 à partir du jeudi 25), M. Galey écrit dans les Nouvelles Littéraires : « Un portrait nuancé et très critique de l'intelligentsia... Une classe déviante, à la croisée des choix politiques et moraux... Une pièce étrange qui porte à la réflexion. Soixante-dix ans après, si l'Histoire se répétait, la révolution serait pour les années 90. » Version scénique de P. Stein et B. Strauss. Texte français. Mise en scène : Michel Dubois.
Location aux caisses par correspondance et par téléphone (727-81-15).

Musique THEATRE DE LA VILLE
20 h 30
lundi 29 novembre
AVANT-GARDE 1930
La Nouvelle Babylone
film muet de Grigor Kozintsev et Leonid Trauberg (1929)
musique
DIMITRI CHOSTAKOVITCH
ARS NOVA
direction
MARIUS CONSTANT
18 h 30
une heure sans entracte 12.50 F
du mardi 30 au samedi 4
NICOLAÏ GEDDA
au piano
Jean-Claude Ambrosini
mélodies
GLINKA - GRIGG - ALFVEN
PETERSON-BERGER
MOUSSORGSKY - TCHAIKOVSKY
2, place du Châtelet
tél. 887.35.39

SAISON 76-77
présentation de Denise Fouchard
Direction : PAUL MEFANO
2, rue Gambetta 706.05.50 880.85.00
25 NOVEMBRE
20 H 30 TEP
STOCKHAUSEN
Kontrapunkte
Berg
Kammerkonzert
MEFANO
Paraboles
Direction : G. Sinopoli

THEATRE TNP
MILLI RAVANI
au Théâtre National de Chaillot et au Théâtre de la Porte Saint-Martin
A.A. THEATRES D'ARTHUR ADAMOV
GILLES DE RAIS
LA DISPUTE
LOIN D'HAGONDANGE
FOLIES BOURGEOISES
LE TARTUFFE
Location aux caisses par correspondance et par téléphone (727-81-15).
LES ESTIVANTS
MERE COURAGE
ET SES ENFANTS
LA SEULE PIÈCE DE HENRY MILLER
LA FORTUNE DE GASPARD
ABONNEMENT
Prix des places de 12 à 25 F
Pour recevoir le formulaire d'abonnement, écrire à Théâtre National de Chaillot - 75116 Paris ou téléphone 553.74.27 postes 233 et 262 et 704.86.80 (collectif).

RECAMIER
de Jean Racine
20 h 30 : 22-7 novembre 17 h. : 21-28 nov.
EN ALTERNANCE
TOUT CONTRE UN PETIT BOIS
de JEAN-PIERRE RIBES
20 h. 30 : 19-20-24-25-26-29 novembre

Schippel
ou "le prolétaire bourgeois"
de Carl Zuckmayer
mise en scène de Jean-Claude Fall
du 26 novembre au 18 décembre
théâtre de la Commune
93 Aubervilliers
tél. 833.16.16

LE PREMIER TOURNOI DE DU GUESCLIN
un spectacle d'action
à vous couper le souffle
avec la meilleure troupe de cascadeurs à cheval du cinéma
AU PAVILLON DE PARIS
DU 20 NOVEMBRE AU 12 DÉCEMBRE 1976
MATINÉE : 14 h. le mercredi - samedi - dimanche
SOIRÉE : 20 h. 30, le mardi - vendredi - samedi
ADULTES : 20 et 30 F
ENFANTS : Prix unique : 15 F
Location : 13 à 15 h. au PAVILLON DE PARIS, Tél. 285-44-12 et 44-15
211, avenue Jean-Baptiste, PARIS (19°) Métro : Porte de Pantin
Agences et 3 F.N.A.C. ou par correspondance
Retourner ce bon accompagné d'un chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.J.P., 25, avenue Pierre-Médéric, 75008 PARIS. Joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

U.G.C. BIARRITZ • VENDOME • BONAPARTE • STUDIO MEDICIS
Superbe. J. de BARONCELLI / LE MONDE
Âpre. Farouche. Noble. J.-L. BORY / LE NOUVEL OBSERVATEUR
Un film puissant... Plein de bruit et de fureur... M. MOHRT / FIGARO
d'après le chef-d'œuvre de MARGUERITE YOURCENAR
éditions GALLIMARD
LE COUP DE GRÂCE
film de VOLKER SCHLÖNDORFF

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 23 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Emission spéciale: Hommage à André Malraux: spécial événement; 21 h. 30. Document inédit: « le Musée imaginaire », de J.-M. Drot; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

14 h. Emission spéciale: André Malraux.



20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Téléfilm: « Tous chefs », par J.-F. Delassus.

Ceux qui apprennent à passer aux commandes de l'entreprise, ceux qui ont des responsabilités: les échauffements de la majorité sénatoriale: les cadres, représentés ici par des téléfilms « corréels », pour participer à la réalisation de ce document, par petites annonces.

Vers 22 h. Débat: les cadres.
Vers 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Westerns, films policiers, aventure: « les Géants de l'Ouest », d'A. McLaglen (1969), avec J. Wayne, R. Hudson, T. Aronoff, R. Gabriel.

La guerre de Sécession finie, un colonel nordiste et un colonel sudiste se rencontrent, par hasard, au Mexique, et deviennent amis devant les dangers communs. Un film d'aventure, d'abord pittoresque, qui tourne court et sombre dans la conformité et la mollesse.

22 h. 15 (R.). Interview d'André Malraux par Roger Stéphane.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues: « le Libéralisme aujourd'hui », avec Ph. Tesson et R. V. Pilhes; 21 h. 15. Musique de notre temps; 22 h. 30 (R.). Entretien avec André Malraux, par Guy Svarès; 23 h. De la nuit; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Hommage à André Malraux; 20 h. 30. En direct du palais de la musique à Barcelone: solistes de l'Orchestre de Barcelone, direction A. Rosmarba: « Ballet de Maroua », « Deux pièces espagnoles », « Fantaisie basque », « Chants populaires espagnols », « Sonnet à Cordoue », « Concerto pour clavier et cinq instruments » (Manuel de Falla); 22 h. 30. France-Musique la nuit. Dossiers portugais (Santa Maria, J. Peixinho, J.-S. Carvalho, F.-L. Garga; 0 h. 5. « le Rituel islamique »; 1 h. Les percussions éclatées.

MERCREDI 24 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi).

20 h. 30. Téléfilm: « l'Homme de sable », d'après J. Joubert, adapt. P. de Beaumont, réal. J.-P. Carrère, avec M. Ronet, G. Claisse, J. Vinci, Ch. Nobel, C. Cartier, H. Arie.

En plein vent, entre le ciel, la mer et le marais, un architecte lève pour élève, sur le sable, la cité de ses rêves.

22 h. Emission musicale: Presto, de P. Petit (Takashi Chimizu, violoniste); 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., programme ininterrompu (à 15 h. 50. Un sur cinq).

20 h. 30. Série: Kojak; 21 h. 30. Magazine d'actualité: C'est à dire, prés. J.-M. Cavada (spécial André Malraux).

Hommage à l'homme politique, à l'esthète et au visionnaire, avec des extraits de l'émotion de Claude Sautet et de François Truffaut: « Le légende du siècle », des passages du film l'épave des interviewes de Jean Lacouture, de Clément Matheron et de l'abbé Ecoquer, créateur de la cathédrale de Strasbourg.

23 h. 10. Magazine: Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 16: « le Berger des abeilles », d'après A. Lanoux, réal. J.-P. Le Chanois, avec J.-P. Andréani, R. Salik, M. Sarlati, W. Sabatier.

1943. Après trois ans de détention en Allemagne, un résistant revient au pays et, malgré ses déceptions et sa crise de confiance, reprend le travail dans les Pyrénées.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

9 h. Les matinales de France-Culture: Malraux par ceux qui l'ont connu; 20 h. (S.). La musique et les hommes: « Don Carlos (Varese) », par C. Clément; 22 h. 30. La danse contemporaine; 23 h. De la nuit; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. Quotidien musique: André Malraux par Ph. Caloni; 20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées: l'Orchestre national de France, dir. C. Fally, avec C. Walewska, violoncelliste: « Freischütz », ouverture (Weber), « Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur opus 104 (Dvorak) », « Symphonie n° 3 en mi bémol opus 56 », « Héroïque » (Beethoven); 22 h. Dossiers portugais (Ravel, A. de Camargo, Macdonald, Coelho, P. de Aranjó); 0 h. 5. Musique du Mali; 0 h. 30. Chants d'oratoires: La musique contemporaine et la science-fiction.

Un numéro
pour la TV couleur:

LOCATEL 758 12 00

Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

**En 18 mois nous avons
expertisé 1,6 milliard de biens.**



Valeur vénale, valeur locative, valeur de rentabilité ou valeur d'apport... délicate mission que d'évaluer le bien d'autrui. Nos experts le savent bien. Rompus à toutes les techniques et à toutes les législations, ils sont avant tout des « hommes de terrain ». Des hommes d'expérience aussi dont les connaissances sont confrontées, chaque jour, à tous les cas particuliers du marché immobilier.

Cette expérience est inappréciable quand on sait la difficulté d'appréhender l'évolution des valeurs, selon les régions, la conjoncture ou les fluctuations du marché. Elle est irremplaçable pour l'évaluation à partir des innovations techniques, de la réglementation administrative, etc.

Qu'il s'agisse de vente, de location, de vente d'investissement, ou de prise de participation, les travaux

de nos experts reçoivent toujours l'agrément de ceux qui ont la responsabilité de commercialisation. Il est si facile de surestimer un bien quand on n'a pas ensuite la charge de le réaliser.

Cette connaissance du marché permet à nos équipes de réagir dans les délais les plus brefs; 48 h par exemple pour un avis motivé en région parisienne. C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

* de Francis Jours, bien entendu:

Délégations et filiales: Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo.
Représentations: Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

L'homme au foyer

En oui, pourquoi pas, l'homme au foyer à mi-temps ou à temps réduit en tout cas. Tant qu'on n'aura pas admis cette possibilité, que dis-je, cette nécessité, on ne résoudra jamais la question de la femme au travail. Yémoine, ce débat organisé lundi après-midi par TF 1 sur la femme et l'entreprise, la femme à l'usine, la femme au bureau, à l'atelier, la femme au chômage, la femme au foyer, la double journée, les maladies socio-professionnelles de toutes celles — elles sont légion — qui n'atteignent jamais l'âge de la retraite.

On a cité des chiffres, des statistiques; on a déclaré que l'enfant appelé à aimer deux personnes, sa mère et sa gardienne, en restant, la cite, traumatisé pour la vie: on en a déduit que les femmes devaient élever leurs enfants pendant « les cinq ou les dix premières années de leur vie »: on a vu là un problème dont la solution appartient à l'Etat, et on a évoqué un projet d'allocation au premier enfant assez substantielle pour permettre à la femme de rester chez elle.

Qui, on? Un médecin, un patron, un représentant de la Formation professionnelle pour adultes, une femme chef d'entreprise et plusieurs femmes cadres, dont une employée à l'E.D.F. refusant, elle, cette discrimination accentuée par les

mesures en faveur de la seule mère, qui réclamaient l'imédiate — en France, cela paraît encore scandaleux — les mêmes prérogatives — horaires réduits, congé de garde, etc. — pour les pères (!). Nous, devant nos écrans, on se demandait vraiment à quel avait servi le secrétariat d'Etat à la condition féminine. Sinon à faire parler de lui. Sinon à ancrer dans les esprits un certain nombre d'idées reçues — et répondues par la psychanalyse — sur les rapports privilégiés de la mère et de l'enfant. Sinon à prétendre ignorer, crainte de déplaire ou de choquer, le rôle réservé au père dans des pays pourtant pas si éloignés, le pense à la Suède et au Danemark en particulier, rôle étudié sur les bancs de l'école, en classe de psychologie et en cours de cuisine. Mme Giroud n'avait pas besoin d'inventer, d'innover. Elle avait là, sous les yeux, en Israël, en Scandinavie, quelques modèles qui ont fait leurs preuves. Elle pouvait les assortir, les combiner, elle devait, c'est cela qu'on attendait d'elle, élaborer un vrai projet de société au lieu d'effigier ses cent vœux pieux de bonne et heureuse année de la femme.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Voir l'article de Bruno Fraipont dans le Monde daté 7-8 novembre.

D'une chaîne à l'autre

UNE ANTENNE DE L'INA A ANGERS

● L'Institut national de l'audiovisuel (INA) implante, à Angers, une antenne, qui a été inaugurée, lundi 22 novembre, par M. Pierre Emmanuel, président de l'INA. D'autres implantations semblables sont réalisées, ou en cours de réalisation, à Brest, Pau, dans la basse vallée du Rhône et dans la ville nouvelle de Marais-la-Vallée. M. Pierre Emmanuel a rappelé à cette occasion les raisons et le sens de cette entreprise de décentralisation: éveiller la possibilité d'un mode de communication nouveau dans l'ensemble français.

M. Pierre Bury, le créateur de l'antenne d'Angers, a déjà élaboré de nombreux projets, qui vont de l'initiation à l'audiovisuel en milieu scolaire à la création d'ateliers de super-8, en passant par des recherches sur le cinéma d'animation, une participation au Festival d'Angers et des rencontres inspirées du « Bis-

trois des images », organisé régulièrement à Paris par l'INA. (Correspondance.)

LES GREVES A LA RADIO ET LA TÉLÉVISION

● La grève des artistes et intermédiaires de télévision est reconduite pour une nouvelle période de sept jours, c'est-à-dire jusqu'au 30 novembre, à minuit. Ce mouvement, décidé par le Syndicat français des artistes (S.F.A.) et l'Union syndicale des artistes (autonome), a débuté le mardi 18 novembre dans les sociétés de télévision, et s'est étendu ce mardi 23 novembre à Radio-France (le Monde daté 21-22 novembre).

D'autre part, à FR 3, l'arrêt de travail de vingt-quatre heures décidé par les syndicats S.N.R.T., C.G.T., S.U.R.T.-C.F.D.T. et S.N.J. affectera mercredi 24 novembre toutes les stations régionales. Les organisations syndicales réclament une négociation sur l'ensemble des problèmes soumis à la direction de FR 3 (le Monde du 18 novembre).

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 23 NOVEMBRE

— M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est l'invité de « Dix questions, dix réponses », sur France-Inter, à 19 heures.

— L'Union des grandes écoles s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— MM. Philippe Tesson et René-Victor Pilhes dialoguent à propos du « libéralisme aujourd'hui », sur France-Culture, à 20 heures.

— MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, René-Victor Pilhes, auteur de l'imprimé, Yvon Charpentier, président de la Confédération générale des cadres, René Bulh, secrétaire confédéral de la C.G.T., Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., et plusieurs cadres participent au débat des

« Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, à 23 heures.

MERCREDI 24 NOVEMBRE

— MM. Yvon Bourges, ministre de la défense, et Jean-Pierre Chevènement (P.S.) débattent à propos de la politique de défense sur Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

— M. Bertrand Renouvin s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

OFFICIEL DE LA PHILATELIE

صكا م الامل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	33,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	35,00	41,37
"Placards encadrés"	40,50	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Alger (Algérie)

L'Institut National Agronomique recrute pour l'année universitaire 1977-1978 des professeurs, maîtres de conférences, maîtres assistants et assistants dans les spécialités suivantes :

- MACHINISME
- HYDRAULIQUE
- ECOLOGIE
- AGRONOMIE
- FORESTERIE
- ART DES JARDINS
- ET PAYSAGISME
- ZOOTECHNIE
- INDUSTRIES PAPETIÈRES
- PÉDOLOGIE
- GÉOLOGIE
- ARBORICULTURE
- TECHNOLOGIE
- DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Tous les enseignements sont donnés en langue française. Les candidats intéressés peuvent s'adresser, en joignant un curriculum vitae, à la direction de l'Institut National Agronomique.

Avenue Pasteur - Hacen Badi
El-Harrach - ALGER (10°)
ALGÉRIE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS (électricité, tuyauterie industrielle) recherche pour sa filiale en ALGÉRIE

UN CHEF DE COMPTABILITÉ
avec une expérience de quelques années dans la fonction de préférence dans les Travaux Publics. Avantages sociaux, loyer et voiture de fonction.

Envoyer C.V. photo et présent. à M. J. SWEETS BP 209 7524 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

POUR ÉTRANGER
INGÉNIEUR PROJET
BÂTIMENT ET ÉQUIPEMENT COLLECTIF
ARABE COURANT
Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité. A.T. 20, av. Friedland, 75008 PARIS.

POUR CHANTIER ÉTRANGER
AT3 ÉLECTRONIC.
niveau BTS
Spécialité en régulation et automatique électronique.
Envoyer C.V. à A.T. 20, av. Friedland, 75008 PARIS.

ÉLECTRICIEN TECHNICIEN
pour Afrique en forte exp. pr. contrôle travaux d'ÉCLAIRAGE. Envoyer C.V. à ALAMEDDINE, 33, boulevard de Cimiez, NICE.

INGÉNIEUR
ou TECHNICIEN spécialiste en équipements thermiques pour surveillance chantier en R.D.A. Connaissance parfaite de l'allemand exigée. Libre immédiatement. Adresser C.V. L'INDUSTRIELLE DE CHAUFFAGE 9, 404 9210 SOULOGNE.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

EXARCOS

ENTREPRISE EXARCOS T.P.

recherche POUR SES TRAVAUX ROUTIERS AU CAMEROUN

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF
Bonne formation comptable, expérience de plusieurs années dans des fonctions d'organisation administrative et connaissances chantiers Afrique indispensables.

UN CHEF COMPTABLE

Ayant obligatoirement minimum 5 années expérience. Gestion entreprise, bilan et connaissance de la pratique comptable sur ordinateur indispensables.

UN DIRECTEUR DE TRAVAUX

Expérience important chantier barrage, terrassements et injections de sols indispensables. Emplois stables et de hauts niveaux.

Ecrire avec C.V. et photo à Entreprise EXARCOS T.P. 62, avenue de New-York, PARIS (16°).

THE CLEM CORPORATION S.A.
RECHERCHE POUR AFRIQUE FRANCOPHONE

DIRECTEUR DE RAFFINERIE

POUR LE DEMARRAGE ET L'EXPLOITATION D'UNE NOUVELLE RAFFINERIE.

MINIMUM 10 ANS D'EXPERIENCE.

- REMUNERATION ELEVÉE
- LOGEMENT FOURNI
- AVANTAGES DIVERS

Ecrire avec curriculum vitae à :

THE CLEM CORPORATION S.A.
20, AV. GENERAL-DE-LONGUEVILLE, BOITE 14, BRUXELLES (BELGIQUE).

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

un nouveau service concernant l'emploi
Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informations. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.22.03, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du "Le Monde" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ÉTRANGER : envoi aérien + 1 F par fonction et par semaine.

SOCIÉTÉ MINIERE recherche pour son exploitation implantée en AFRIQUE NOIRE francophone

INFORMATEUR EN MATIÈRE DE GESTION ADMINISTRATIVE

(personnel, payes, magasin, comptabilité, etc.)
Le titulaire du poste devra faire l'analyse des modes opératoires et former le personnel d'exécution africain aux procédures administratives courantes.
Une première expérience de l'Afrique est souhaitée.
Adresser curr. vitae, photo et présent. à n° 86.463, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1°), q. tr.

SOCIÉTÉ DUMEZ T.P.

recherche pour chantier en Sultanat d'Oman

UN (UNE) INSTITUTEUR (TRICE) CÉLIBATAIRE oyant C.A.P.

Anglais indispensable
Il (elle) sera chargé (ée) de la scolarisation primaire des enfants du personnel expatrié français.
Poste à pourvoir immédiatement.
Adresser lettre de candid. avec C.V., photo et prêt. au Service des Relations Humaines, 325/345, av. Georges-Clémenceau, 92000 NANTERRE.

FILIALE AFRICAINE d'un important groupe chimique européen recherche pour poste à

ABIDJAN

JEUNE
CADRE
ADMINISTRATIF

(ESSEC SUP. de CO ou UNIVERSITÉ)

de nationalité ivoirienne, Connaissance de l'allemand appréciée.

Après une période de formation de 2 à 4 ans au sein du Groupe, il devra prendre en charge la responsabilité de tous les problèmes financiers et administratifs de cette filiale.

Adresser C.V. et présentations à n° 66 076 CONTESSÉ Publications 20, avenue de l'Opéra, Paris-1°.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

a publié au Journal Officiel des Communautés Européennes du 11 novembre 1976 (n° C/263) un avis de concours général n° EE/3/76 en vue de la constitution d'une réserve de recrutement d'

ASSISTANTS (Bibliothécaires/documentalistes)

- Diplôme de bibliothécaire, de documentaliste, ou de la théorie de l'information (à information science), ou expérience équivalente d'au moins 5 ans ;
 - Expérience dans l'utilisation de la classification décimale universelle ;
 - Age : minimum : 25 ans - maximum : 35 ans ;
 - Être ressortissant d'un des États membres des communautés européennes ;
 - Avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des communautés européennes : bonne connaissance d'une autre de ces langues.
- Traitement mensuel net compris entre 49.496 F.F. et 54.180 F.F. (approximativement entre 6.480 F.F. et 7.070 F.F.).
Le cas échéant, indemnité de déplacement (10 % du traitement de base) et allocations de foyer, familiales, etc.
Date limite de dépôt des candidatures reportée au 15 janvier 1977.
Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission à ce concours, la nature des épreuves, ainsi que les conditions d'engagement et de rémunération peut être obtenu :
— soit contre envoi à l'adresse ci-dessous du talon de versement de 2,80 F.F. au Compte Chèque Postal 2398 ouvert au nom du Service de Vente en France des Publications des Communautés Européennes - Journal Officiel - 20, rue Desaix, 75732 PARIS CEDEX 15 ;
— soit par envoi à cette adresse d'un chèque postal de virement (3 volets), d'un montant de 2,80 F.F.

IMPORTANT : Indiquer sans faute le numéro du Journal Officiel ainsi que la langue souhaitée.

Les candidatures, rédigées sur les formulaires encartés dans le Journal Officiel, doivent être adressées à la Direction Générale de l'Administration, PARLEMENT EUROPÉEN - B. P. 1601 à LUXEMBOURG (Grand-Duché).

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 72
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 72
"Placeurs encadrés"	38,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,98

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

TRADUCTEURS RÉDACTEURS DE LANGUE ARABE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

organise un examen d'aptitude aux fonctions de traducteur-rédacteur de langue arabe, les 10 et 17 mars 1977, en vue de pourvoir des postes vacants au Secrétariat de l'ONU.

Les candidats doivent avoir l'arabe comme langue maternelle et être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme délivré par un établissement de niveau équivalent. Ils doivent avoir une parfaite maîtrise de l'arabe et, soit une excellente connaissance de l'anglais et une bonne maîtrise du français, soit une excellente connaissance du français et une bonne maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies (chinois, espagnol ou russe) est éminemment souhaitable. Les candidats retenus à la suite des épreuves écrites seront convoqués à une entrevue. L'entrevue fait partie intégrante de l'examen et les candidats qui y sont convoqués ne doivent pas compter qu'ils recevront nécessairement une offre d'emploi.

Il pourra être offert aux candidats retenus à la suite des épreuves un engagement en qualité de traducteur-rédacteur avec traitement annuel brut de 15.750 dollars, plus indemnités de cherté de vie et pour charges de famille. Il pourra être offert un traitement de début plus élevé aux traducteurs expérimentés.

Pour plus amples renseignements et formulaire d'inscription à remplir, écrire avant le 1^{er} décembre 1976 à la :

SECTION DE LA FORMATION ET DES EXAMENS, Traducteurs de langue arabe, Office des Nations Unies, 1211 GENEVE 10 (Suisse).

Joindre une étiquette auto-collante portant l'adresse du candidat.

Société française leader dans son domaine second œuvre du Bâtiment réalisant un C.A. de 120 millions de francs dont un tiers à l'Exportation recrute pour sa

Filiale en ALLEMAGNE

UN RESPONSABLE DES VENTES

Qui évoluera rapidement s'il fait ses preuves vers la fonction de CHEF DE FILIALE.

NOUS PROPOSONS :

- un système de rémunération motivant ;
- des méthodes commerciales originales et efficaces ;
- une réelle opportunité pour candidat de valeur.

NOUS RECHERCHONS :

- UN HOMME JEUNE (27 ans min.), parlant parfaitement l'allemand, ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience ;
- décidé à vivre quelques temps en R.F.A., région FRANCFORT ;
- ayant prouvé son efficacité de vendeur et ses capacités de meneur d'équipe ;
- première expérience de travail en Allemagne appréciée.

Adresser lettre man., C.V., photo et prêt., n° 86.504, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

TRÈS IMPORTANT CHANTIER AFRIQUE FRANCOPHONE RÉALISÉ PAR CONSORTIUM INTERNATIONAL DE PREMIER ORDRE, RECHERCHE

INGÉNIEUR CHEF DU SERVICE MATÉRIEL

Cadre supérieur d'entretien, 40 ans min., très bonne santé, très actif, sans signe d'organisation et commandement. référence 6007 M

TROIS INGÉNIEURS OU AUTODIDACTES

- CHEF DU SECTEUR ENTRETIEN référence 6011 M
- CHEF D'ATELIER CENTRAL référence 6012 M
- CHEF DE SECTION services généraux et logistique du service matériel référence 6013 M

spécialisés sur matériels travaux publics. Anglais nécessaire - nationalité indifférente si francophone.

Volume estimé des travaux : 100 milliards de F CFA, durée 5 ans. Valeur du matériel : 11 milliards de F CFA dont plus de 200 machines caterpillar, 200 camions, 250 véhicules légers, 100 compresseurs, matériel perforation, concassage, levage, bétonnage, matériel naval divers, groupes électrogènes, etc. Logement - voitures de fonction. Rémunération à l'échelle des responsabilités. Avantages divers - régimes sociaux. Discretion assurée.

Adresser C.V. manuscrit et photo en précisant la référence à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 PARIS Cédex 09 qui transmettra.

Société d'Ingénieurs Conseils recherche, pour faire face à son expansion, Directeur de projet

qui, après un court stage à Paris, exercera ses fonctions pendant 2 ans en

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé Grande Ecole, âgé de 35 ans au moins, possédant une expérience de chef de projet de conseil, et/ou de réalisation d'un complexe industriel (secteur agro-alimentaire apprécié). Il dirigera une équipe de 10 personnes et assurera la liaison avec le client et l'entreprise générale.

Rémunération élevée en rapport avec l'importance du poste. Ecrire ou téléphoner à

unic industries chargé de la recherche - 28, rue de Trévise 75009 Paris Téléphone : 246.09.43

IMPTE ENTREPRISE NATIONALE EN ALGÉRIE

CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTÈMES COMPTABLES

pour l'implantation d'un nouveau système informatique de comptabilité analytique et budgétaire.

PROFIL :

- expert comptable diplômé de gestion H.E.C. ou équivalent ;
- expérience d'au moins 5 ans dans les domaines de la comptabilité analytique et du budget dans le secteur industriel ;
- connaissances en informatique.

Il sera chargé :

- d'implanter le système de comptabilité analytique et budgétaire dans des unités spécifiques ;
- de former des cadres nationaux chargés de l'application des systèmes ;
- de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

Il est offert :

- excellentes conditions de travail ;
- contrat deux ans renouvelable ;
- rémunérations intéressantes.

Les demandes et les C.V. devront être reçues au plus tard le 6 décembre 1976 en indiquant votre numéro de téléphone pour contact, et en portant sur l'enveloppe la MENTION « CONSEILLERS ».

Ecrire n° T 94.528 M. ROIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Les candidats seront convoqués pour interview du 7 au 10 décembre 1976.

Société de Conseil recherche ingénieur de projet

Diplômé Grande Ecole, il sera âgé au minimum de 30 ans, résidera à Paris et voyageera fréquemment à l'étranger. Expérience ingénieur-réalisation et/ou d'affaires en engineering. Habitude coordination T.C.E. Bilingue ANGLAIS. Poste évolutif. Rémunération motivante.

ingénieur génie-civil

pour AFRIQUE NOIRE après stage à Paris. Formation Ingénieur T.P. ou similaire. Expérience supervision chantiers nécessaire. Rémunération intéressante et avantages. Ecrire ou téléphoner à

unic industries chargé de la recherche - 28, rue de Trévise 75009 Paris Téléphone : 246.09.43

Sté d'Etudes internationale recherche

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

4-5 ans expérience. Bonnes connaissances calcul et technologie réseaux urbains de distribution d'eau. Anglais indispensable.

Travail à Paris avec détachements de plusieurs mois à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé sous référence RH19 à

PROFILS CONSEILS EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Keppler, 75116 PARIS.

Filature longues fibres Stude enviro JOHANNESBURG recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, photo et prêt., à : n° 7.946 « LE MONDE » Publipanel, 5, rue des Italiens, 75437 PARIS (9^e), qui transmettra.



emplois régionaux

BASSE-NORMANDIE CADRE AGREABLE (Orléans-Argentan-Falaise)

FILIALE GROUPE ANCIENNE MUTUELLE 160 personnes, 60 MF/an recherche

Chef comptable

RESPONSABLE, après stage de 4 mois PARIS en EST

COMPT. GÉNÉRAL

TREASORER

Service de 8 personnes.

H. et F. 28 ans minimum

B.P. ou B.T.S. si exp.

Connaissances comptables

anglais-allemand appréciées.

EXPERIENCE

3 à 5 ans min. Responsabilités

Comptabilité informatique

de table comptable.

Lettre manusc., C.V. détaillé,

sel. et photo, sous réf. 1437 à

SELECTION CONSEIL

5, rue du Mail-Juin, 75017 PARIS.

SC selection conseil



SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

vous êtes...

— JEUNE DIPLOMÉ (E) DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

— DÉBUTANT (E) OU AVEC QUELQUES ANNÉES DE PRATIQUE

NOUS VOUS PROPOSONS À NOTRE SIÈGE SOCIAL DE ROUEN DES POSTES DE CADRES FOUR

La Section Etudes de son Service

INFORMATIQUE

Vous serez chargé :

— D'étudier et d'analyser les problèmes liés à l'essor de la gestion

informatique du Groupe ;

— De définir des solutions et leur coût de réalisation ;

— De participer à leur mise en place.

La Section Etudes de son Bureau

D'ORGANISATION

Vous serez chargé :

— D'insister les différents services du Groupe pour la résolution et la

coordination de leurs problèmes administratifs ;

— D'analyser les tâches et d'imaginer de nouvelles procédures ;

— De participer à leur mise en place.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae manuscrites à

GROUPE ANCIENNE MUTUELLE, Service du Personnel 3037 X

76041 ROUEN CEDEX.

nous recherchons un directeur pour l'ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES d'Amiens-Picardie

(240 élèves en 1976)

Il aura comme principale mission :

— à promouvoir, animer et gérer l'établissement,

— à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes pédagogiques.

Ce poste conviendrait à :

— candidat formation supérieure de haut niveau ayant si possible solides connaissances en économie et en gestion.

— ayant déjà exercé des fonctions de cadre supérieur pendant au moins 5 ans dans une

Entreprise industrielle ou Commerciale.

— possédant une expérience pédagogique.

Le candidat devra :

— souscrire pleinement à l'idée de défendre la libre entreprise,

— accepter la résidence à Amiens,

— pouvoir prendre fonction avant le 1^{er} Fév. 77

Rémunération annuelle brute : 120/150.000 F

Logement de fonction

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 612 à

CEFAFI 89 avenue Kleber, 75764 Paris Cedex 16

chef de projet informatique

Lieu de travail : CAEN.

Le Groupe EROMODES, un des leaders de la distribution alimentaire en France et en Europe, confiera au candidat retenu, la responsabilité de la réalisation et de la maintenance de son nouveau logiciel de distribution de gros à mettre en œuvre sur CH-116 64 en 1978.

Ces travaux en feront l'interlocuteur privilégié du département grosiste, qui dispose de 6 centres de traitement.

Le candidat retenu doit justifier d'une expérience :

— dans la conduite du projet ;

— dans la distribution de gros, alimentaire de préférence.

Le service études utilise le système PAC comme support méthodologique.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence 2144 Mile VUILLEMINOT, Service du Personnel.

promodes

B.P. 17, 14120 MONDEVILLE.

Ingersoll-Rand Air Comprimé-Matériel T.P.

recherche pour son agence de Marseille

2 cadres commerciaux

Expérience Air Comprimé ou Travaux Publics

Ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos matériels auprès des industries ou des entreprises de travaux publics.

A des vendeurs de premier plan, nous pouvons offrir l'autonomie qu'ils recherchent, des responsabilités importantes et de réelles possibilités de promotion.

Adresser C.V. en indiquant les prétentions sous référence 087 au Service du Personnel, B.P.113 78190 TRAPPES.

ORGANISME NATIONAL D'ASSISTANCE AUX P.M.E.

recherche pour étoffer son équipe à Strasbourg

UN FISCALISTE

Formation du type inspecteur des impôts souhaitée

UN JURISTE

spécialiste de l'immobilier

UN JURISTE

spécialiste du droit des sociétés

UN JURISTE

Spécialiste en transport et assurances

Solide formation et 5 ans min. d'expérience exigées

Préciser date de disponibilité en adressant C.V., photo et prétentions s/réf. 3417 à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

صكا ان الامل

emploi / régionaux

ORGANISME NATIONAL D'ASSISTANCE AUX P.M.E.
recrute pour STRASBOURG

le directeur de son département formation

Il aura la charge de créer et de développer pour nos adhérents la formation professionnelle.

IL AURA :

- Le sens des responsabilités, de l'organisation concrète et efficace.
- Une expérience similaire dans un organisme public ou privé.
- Une formation supérieure complète.

Nous retiendrons une très forte personnalité imaginative et ambitieuse.

Adresser C.V. détaillé et date de disponibilité sous réf. 11 à DAL - B.P. 214/R5 67005 STRASBOURG CEDEX

STE SECTEUR MECANIQUE
C.A. 20 M.F. - 250 personnes. Très forte position sur son principal marché, recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION GENERALE

RESPONSABILITE :

- Orientations de la société (produits et marchés) ;
- Politique commerciale (France et Export) ;
- Formation supérieure : Anglais apprécié ;
- Expérience vaste produits industriels.

Poste au siège près usine (1 h. 30 de Paris)

Evolution vers le poste de Directeur Général pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. détaillé à 8.037, COFAP - 40, rue de Chabrol, 75014 Paris qui tr.

SOCIETE EMBALLAGES SOUPLES
(200 PERSONNES)

recherche pour REGION SAVOIES

INGENIEUR
28 ans minimum
AM - INSA - Mines ou équivalent

Pour poste d'entretien et de développement.

- Minimum 2 années d'expérience
- Maîtrise de l'allemand
- Connaissances nécessaires : mécanique, automatisme, électrotechnique,
- Connaissances souhaitées : plastiques, impression.

Adresser C.V., photo et présentations sous No 85.581, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

ORGANISME NATIONAL D'ASSISTANCE AUX P.M.E.
recherche pour Strasbourg

un ingénieur en organisation
Formation souhaitée : Arts et Métiers

Avoir une bonne expérience d'analyste et de conseil auprès des P.M.E. et être une personnalité dynamique et imaginative sont indispensables.

Adresser C.V. détaillé et date de disponibilité sous réf. 222 à DAL - B.P. 214/R5 67005 STRASBOURG Cedex

LogAbax
informatique

recherche pour les PYRÉNÉES-ATLANTIQUES et LANDES

résidence PAU

INGENIEUR COMMERCIAL
CONFIRMÉ sur ordinateurs de bureau

Adresser C.V. et présentations sous référence 111, 77, avenue A.-Briand, 94110 ARCUREL.

directeur d'agence
BATIMENT (Région Nord)

(400 personnes - 73 MF).

Ingénieur TP, expérience chantiers, commercial, gestion. Ecrire sous réf. 3128 LM à :

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Centre de CONVALESCENCE de MOONHOIX 1610 ROUGNAC.
Tél. : 20-52-01, site agréable, pr. Angoulême, dam, pr. obs. lun. ; 7 infirmières, 4 aides-soignantes. Visite sur R.V.

Importante Sté de T.P. cherche

INGENIEUR
même débutant, formation A.M., Centrale ou simil. pour chantier mécanique, France, Etr. HAVAS MARSEILLE 46883 qui trans.

ATELIER D'URBANISME DE LA VILLE DE NANCY
recherche

ASSISTANT ETUDES
2 ans d'exp. min., notamment dans conduite de travail, contact avec public.

Adresser C.V. à HAVAS NANCY 54000 sous n° 1189 N.

IMPORTANTE STÉ DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche

JEUNE CADRE ADJOINT
A SON DIRECTEUR DE PROGRAMMES pour gestion sports d'hiver DANS LES PYRÉNÉES

Expérience souhaitée du produit, administration et commercialisation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous réf. 142, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-16.

offres d'emploi

etap

SOCIÉTÉ DE CONFECTION DIMENSION EUROPEENNE RECHERCHE

CHEF DU SERVICE SOUS TRAITANCE
RATTACHÉ AU DIRECTEUR INDUSTRIEL

Il sera chargé du suivi de l'exécution de contrats de sous-traitance, France et étranger (quantités, qualité, délais, conditions de règlement, etc.).

POSTE DE GRANDE RESPONSABILITÉ IMPLIQUANT :

- De très bonnes connaissances techniques dans la fabrication du vêtement ;
- Une disponibilité pour des déplacements de courte durée ;
- La connaissance de l'anglais.

Résidence : ANTIENS
Ecrire sous référence XMI 258 AM.

SOCIÉTÉ ACTIVITÉS INTERNATIONALES PRODUITS GRAND PUBLIC - LEADER DANS SA BRANCHE - RECHERCHE

UN JEUNE CADRE CHARGÉ AU SEIN DE L'EQUIPE DE DIRECTION

DES ETUDES COMMERCIALES ET DU MARKETING

Le titulaire du poste participera à la stratégie commerciale et publicitaire et sera responsable :

- Des études de marché ;
- Des statistiques commerciales ;
- Du suivi du produit, du marché, de la concurrence ;
- Des actions promotionnelles.

INTÉGRÉ À UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE, LE CANDIDAT H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. OU ÉQUIVALENT, DEVRA DISPOSER D'UNE EXPÉRIENCE SIMILAIRE D'ENVIRON DEUX ANS DANS SOCIÉTÉ PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION.

POSTE INTÉRESSANT COMPORTANT PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION.

Résidence ville 140 km PARIS.
Ecrire sous référence XN 259 AM.

etap
4 rue Massenet 75016 PARIS
discrétion absolue

RECHERCHONS
SPECIALISTE
droit pratique des sociétés commerciales

POUR STAGES
de formation continue
Tél. : 292-19-38

Air Équipement
18, r. Basty, 92011 ANTIENS

recherche :

- ASSISTANTE SOCIALE
- DIPLOMÉE

Poste à mi-temps

Ecrire avec C.V. et présentations ou se présenter Service du personnel

Importante Société en forte progression sur marché porteur (biens d'équipement de l'habitat) crée le poste de :

CHEF DE MARKETING
100.000 +

Dépendant de la Direction Commerciale et Marketing, et animant douze collaborateurs (dont 1 Assistant et 3 Chefs de Produits), il sera responsable du marketing-mix de la Société.

IL EST DEMANDÉ :

- Une formation supérieure commerciale de type E.S.C.
- Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction identique ou en tant que Chef de Produit (si possible en grande consommation).
- D'être bilingue français-anglais.

Le lieu de travail est à moins d'une heure de Paris-Ouest.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous n° 6105 à : CINOREN - 104, rue Lafayette, 75010 PARIS.

DIRECTEUR EXPORTATION

BSN-Gervais Danone recherche un Directeur Exportation pour l'une des activités de sa branche Alimentaire.

Il participera à la définition et à la mise en place d'une politique de développement, coordonnera et harmonisera les activités exportatrices de plusieurs sociétés, recherchera les synergies pour assurer la meilleure rentabilité.

Ces responsabilités seront confiées à un jeune H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ayant acquis une bonne expérience de la vente de produits de grande consommation impliquant l'animation d'une équipe et disposant d'au moins 2 ans de pratique de l'exportation de produits alimentaires.

Anglais courant nécessaire. Connaissance des marchés africains appréciée.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle, sous réf. J. 16 M à Jean Surcel, BSN-Gervais Danone, 128-130, rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn, gervais danone

C.S.S. France

filiale française d'un des plus premiers Groupes de SERVICES EN TEMPS PARTAGÉ

RECHERCHE
pour poursuivre son fort développement

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant une bonne connaissance et une solide pratique de la commercialisation des services en informatique (expérience en temps partagé souhaitée).

Nous leur offrons :

- une très large autonomie d'action ;
- un excellent « produit » à vendre ;
- d'intéressantes perspectives de carrière au sein d'un Groupe international.

Ils auront 27 ans environ, une formation supérieure, seront disponibles rapidement et capables de s'exprimer en anglais.

Adresser une lettre manuscrite et cur. vitas à : M. Philippe XVON, CSS France, 20, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, ou téléphoner au 261-56-35.

COMPTEURS Schlumberger

groupe électricité électronique

Nos activités sont connues dans le monde entier. Elles s'exercent dans les domaines de l'énergie électrique et de la mesure : instrumentation, télétransmission, comptage, surveillance et protection des réseaux électriques ; et dans le domaine des équipements audiovisuels professionnels.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons des

INGENIEURS débutants ou première expérience

E.S.E. ou A.M. de préférence

options : Electrotechnique - Electronique - Electronique

Après une première affectation de 18 mois à 2 ans dans un de nos services études ou fabrication, ils se verront confier des responsabilités plus importantes, généralement dans une fonction et un service différents, en tenant compte de leurs capacités et surtout de leur personnalité.

Mettez l'accent sur vos aptitudes caractérielles dans la lettre de candidature adressée à Compteurs Schlumberger - Groupe Electricité Electronique - BP 120 - 92124 Montrouge Cedex.

Revenus plénières, leader catégorie cherche

JEUNE FEMME SECRETAIRE journaliste pour création rubrique féminine plein temps

Adresser C.V. à EDITIONS, 2, cité d'Orléans, 75010 PARIS

Organisme de Recherche spécialisé dans le Bâtiment recherche pour son laboratoire

INGENIEUR DEBUTANT

Arts et Métiers ou similaire, intéressé par les problèmes d'équipement de génie climatique et sanitaire.

Adresser C.V. à CSTB, 4, av. du Recteur-Fénelon, 75016 PARIS.

CENTRE READAPTATION SPECIALISEE recherche

INFIRMIERE PSYCHIATRIQUE

+ de 5 ans d'exp. Janvier 77.

Adresser C.V. à MARBAUX, 27, rue PIERRE-NICOLE, 75002 PARIS

Entreprise mécanique de précision rech.

CADRE COMPTABLE
D.E.C.S. ou équivalent pour tenue comptabilité, gestion trésorerie, bilan, rapprochement bancaire. Exp. min. 5 ans, libre rapidement. Env. C.V. complet avec présentations : CAUBAUD, 144, bd Gambetta, 95110 SANNIERS ou tél. au 90-24-34

offres d'emploi

Nos objectifs de ventes sont toujours déraisonnables. Et pourtant, ils sont toujours dépassés. Nous jugeons indécrottable qu'il en soit autrement. C'est la position de leader sur toutes nos gammes que nous visons.

Directeur des ventes
Paris 140.000 +

C'est dire que notre Directeur des Ventes ne manque pas d'ouvrage. Nous ne lui demandons pas d'élaborer la politique commerciale ou de philosopher sur les objectifs mais de les atteindre. Cinq Directeurs Régionaux, une équipe à maintenir très performante et un budget formation élevé vous y aideront. Votre formation nous importe peu. Votre expérience vous permet de maîtriser l'animation d'une équipe de vente, le terrain, les circuits traditionnels et modernes. Fixe 110.000 F et un intéressement qui peut y ajouter 50 %.

Réponse et discrétion assurées à tre lettre man., C.V. photo, rém. adressée sous réf. B/4117 à Mme Bernié.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Paris-Bud. développant fortement ses activités internationales, recherche

JEUNE CADRE FINANCIER

Le candidat retenu, de formation supérieure ESSEC ou équivalent aura une première exp. de 1/3 ans acquise si possible dans une société traitant des chantiers importants en France et à l'étranger. L'anglais sera très utile.

Assistant direct du Directeur Financier et Administratif, il prendra en charge dans un premier temps le contrôle budgétaire et participera étroitement au contrôle de gestion du département. Ce poste très formateur permettra à un élément de valeur de développer sa carrière vers l'ensemble des responsabilités d'une direction financière dans une ambiance efficace et agréable.

Envoyer C.V. sous référence CF/RB à TAB, 77, rue La Boétie, Paris-8

Vous sortez d'une Grande Ecole ou d'une université et vous cherchez votre voie ...

Vous êtes d'accord pour mettre votre formation et votre sens des rapports humains au service d'une éthique rigoureuse qui est celle de la santé. Nous vous proposons de commencer votre carrière par un poste de

DELEGUE MEDICAL

Vous pourrez ainsi nous montrer vos talents tout en découvrant l'information médicale. Par la suite peut s'ouvrir à vous une carrière internationale.

Nous sommes la filiale française de l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. La qualité de nos produits est liée à celle de notre recherche et nous attachons une grande importance aux relations avec le corps médical.

Nous disposons de plusieurs postes libres dans toutes les régions de France.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. détaillé et photo à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence 86.415.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes) recherche pour l'une de ses usines situées en banlieue Ouest de Paris (20 minutes gare Saint-Lazare)

Un Chef de Service ordonnancement lancement

(planning, magasin, réceptions, expéditions, procédures informatiques).

Le candidat devra être de formation mécanique niveau de préférence ingénieur ou I.U.T. et avoir au minimum quelques années d'expérience dans une fonction similaire comportant nécessairement la responsabilité de personnel.

Ce poste comportant de larges délégations techniques, économiques et humaines, le choix s'effectuera également en fonction de la motivation dans la conduite des hommes et du goût marqué pour l'organisation.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé photo et présentations sous réf. C.J. et sous n° 8612 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-16, q. tr.

SAXBY
Signalisation-Automatismes
(Paris 11e), recherche pour son département AUTOMATISMES INDUSTRIELS, un

INGENIEUR DE PROJET

(E.S.E. ou Grandes Ecoles équivalentes)

qui se verra confier progressivement la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger, dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de 2-3 années de la maîtrise des techniques de pointe dans les domaines de l'informatique et de l'électronique est indispensable.

La connaissance de la langue anglaise ou allemande serait appréciée.

Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle sous référence 11.476 à Solange MONTEIL, plein emploi 10, rue du Mail PARIS 2ème

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
siège à POISSY (Yvelines)
Filiale d'un très important groupe international
(120.000 personnes)
crée le poste de :

RESPONSABLE des PROJETS d'ORGANISATION

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une Grande École (Centrale, Mines...) ayant subi une option organisation ou possédant quelques années d'expérience en organisation.

Le profil du candidat retenu devra à terme lui offrir de réelles possibilités d'évolution dans la Société.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., dét. photo et prétentions sous référence R.P.O. au Chef du Personnel - Boîte Postale 60, 78301 POISSY CEDEX.

FINANCIAL CONTROLLER

Un groupe international recherche pour sa filiale d'engineering à Paris un Financial Controller. Il sera responsable de l'ensemble des opérations comptables, fiscales et financières. Il sera chargé en particulier du reporting mensuel, des budgets, du service clients, de la paie, de la trésorerie (toutes ces fonctions étant assurées manuellement), ainsi que la liaison avec les auditeurs. Il dépendra de la direction financière européenne à Bruxelles où le candidat retenu devra être disposé à s'établir après une année à Paris. Le poste convient à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur possédant la D.E.C.S. et familiarisé des techniques audit-cas de reporting. Il doit avoir une expérience de plusieurs années dans un poste similaire dans une société anglo-saxonne ou un cabinet d'audit international. Agé de 27 ans minimum, ayant une excellente connaissance de la langue anglaise, il doit posséder une personnalité lui permettant de s'imposer avec diplomatie.

Une rémunération stimulante fonction de l'expérience sera offerte.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur C.V. et prétentions à C. Nguyen, 2, av. Montaigne 75008 Paris sous référence M 61918. Discretion assurée.

Important Groupe Industriel Français
Leader dans sa profession
recherche
pour son Siège Social PUTEAUX :

AUDITEUR confirmé

Possédant de bonnes connaissances comptables D.E.C.S. - de préférence - et plusieurs années d'expérience professionnelle dans l'Audit.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements de courte durée en France.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. B. C. CONTESSE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

L'un des plus importants groupes
d'Assurances recherche pour son
département INFORMATIQUE
(200 personnes), un

ingénieur système

Sous l'autorité du Responsable du Département, il aura, au sein d'une équipe, à définir la structure du système d'exploitation, à en assurer la mise en œuvre, ainsi que sa maintenance ; il interviendra en tant que conseil auprès des différents services (Analyse, Programmation...).

Le candidat, diplômé Grande École (Sup. Elec. Mines...) ou universitaire, âgé de 26 ans minimum, possédant quelques années d'expérience et une bonne connaissance DVS/VS - DL1 et CICS/VS.

Adresser C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 11.477, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa division INDUSTRIE

Ingénieur mécanicien

Diplômé - 30 ans minimum

Le poste est situé au sein d'une équipe technique chargée de la réalisation d'un ensemble complexe d'équipements mécaniques.

Il comporte la responsabilité d'une partie des équipements (réalisation des spécifications, suivi des études et de la fabrication, relations avec les sous-traitants).

Il nécessite :

- des aptitudes à la rédaction et aux relations d'affaires.
- des connaissances et une expérience acquises de préférence en bureau d'études comme chef de produit ou chef de projet.
- soit dans le domaine des matériels de transport ou de travaux publics (calcul de vibrations)
- soit dans le domaine des machines spéciales agées de levage (calcul de résistances des matériaux).

Lieu de travail : Saint-Quentin en Yvelines (à 20 minutes, par le train, de la gare Montparnasse).

Adresser C.V. détaillé manuscrit, références et prétentions au :

Service du personnel de la
SERI - S.P. 19
2, av. du Vieux Etang
78380 Bois d'Arcy

SERI RENAULT ENGINEERING

Important Groupe de
Presse et d'Édition
recherche

marketing executive
assistant de haut niveau

100.000 F +

Parmi les expériences appréciées (au minimum 5 ans) : chef de produit grande consommation ou chef de groupe.

Une totale discrétion est assurée aux candidats qui enverront leur CV avec photo et salaire actuel à M. LAURENT

organisation et publicité
2 RUE MAZANGE 75001 PARIS / QUAI JEANNE D'ARC

Mentionnez les Sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas parvenir.

Société de service en informatique,
filiale d'un puissant groupe bancaire
français, nous conseillons les Directions
de Personnel et leur vendons des solutions
informatiques à leurs problèmes de paie,
gestion du personnel, etc...

Nous recherchons

**spécialiste de la gestion
du personnel**

Mission : développer les ventes de nos différents lignes de produit informatique d'opération personnel, auprès des Directions de Personnel Paris et Région Parisienne.

Pour parler le langage de nos interlocuteurs une formation supérieure ou équivalente et une solide expérience de l'administration et de la gestion du personnel sont nécessaires.

Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Rémunération élevée (fixe important plus intéressement plus frais).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI

13 bis, rue Henri-Monnier 75008 PARIS

SMITHKLINE

14.000 personnes - 40 Filiales - 2,5 Milliards Frs
engage pour sa filiale
les laboratoires GREMY-LONGUET
USINE de LIMAY - 78 -
(150 personnes)

**PHARMACIEN
CHEF DU SERVICE
CONTROLE**

responsable du contrôle des matières premières, des éléments de conditionnement et des produits finis.

Ce poste, rattaché au Directeur de l'Usine, implique une expérience de plusieurs années.

La rémunération offerte sera réellement compétitive en fonction des références du candidat.

Il sera indispensable d'envoyer la domiciliation à proximité de MANTES - 78 -

Ecrire avec C.V., photo, rémunération actuelle à DIRECTION DU PERSONNEL
Référence MRC - 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX
DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES.

Urg. Cause décès du titulaire, rech. 7 heures par semaine.

Prof. Agrégé de Physique expér. pour cours de Physique en classe Mathématiques spéciales

S'adresser : Ecoles Supérieures d'Armement Terrestre
24, av. Priour-de-la-Croix-d'Or,
Dintilhac
Tél. 0471 - 233-70-78 (Paris 23-23)

GTE SYLVANIA
est l'une des principales sociétés
mondiales d'électronique.

LA DIVISION EUROPEENNE DU GROUPE
"PRECISION MATERIALS"

recherche

CHEF DES VENTES

RESPONSABLE DU SECTEUR FRANCE, BENELUX, ESPAGNE

Les produits font appel à la métallurgie, la chimie, aux plastiques et sont destinés principalement à la téléphonie, l'informatique, la télévision et l'éclairage.

Agé d'au moins 35 ans, le candidat retenu sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur à orientation mécanique ou électronique.

Il aura acquis une expérience de plusieurs années dans le vente de produits électromécaniques similaires.

Après formation en France et aux Etats-Unis, il dépendra du Directeur des ventes européennes et jouira d'une large autonomie.

L'expansion du groupe, la rentabilité et son dynamisme permettent d'envisager une excellente promotion.

Le lieu de travail est situé en région parisienne. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :

GTE SYLVANIA - B.P. No 20 - 76710 MONTVILLE

Sté de Conseil Juridique
(Arrondissement Commercial)
recherche
COLLABORATEUR expérimenté
Ecrire avec C.V., photo, prêt. au P. 7.866, - le Monde - P.B. - 5, r. des Italiens, 75002 Paris-2^e, qui transmettra.

Important Laboratoire
de Recherches, 8011, Sud Paris
recherche
TECHNICIEN S.T.S. ou D.I.T.
pour montage électronique, élec-
tron. RF, montage expérimental.
Env. C.V. dét. au no 31.611.

REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e
RECHERCHE PROFESSEURS
secondaire ou ASSISTANTS
faculté (finances, marketing, or-
ganisation, relations humaines)
pour travail à temps partiel ;
Séminaire de FORMATION et
ETUDES diverses.
Env. C.V. manuscrit et photo à
PIERRE KERN, CONSEILS
4, rue de la Michodière
75002 Paris

Sté Castles Mutuelle
recherche
RESPONSABLE
DU SERVICE ETUDES
Références bancaires,
- connaissances : crédit protes-
tional, Art. 2, C.N.M.E.
- Ecrit. C.V. et prétentions, à
S.I.A.G., 2, r. Pigalle, Paris-9^e

GCT

INGENIEURS

Libérés de leurs Obligations Militaires.
diplômés ENSEIHT - ENSEEC - ENSEM - ENSERG - ENSAM - ISEP ou équivalent.

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation théorique et pratique de plusieurs mois avant d'être affectés sur des chantiers d'implantation de centres téléphoniques en métropole ou à l'étranger.

Ces postes offrent de réelles possibilités de développement à des candidats dynamiques et acceptant de très fréquents déplacements.

Date du départ des stages : Lundi 3 Janvier 1977

Ecrire avec curriculum vitae et références No 24
COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS
TELEPHONIQUES - Service du Personnel -
251 rue de Valenciennes - 75740 Paris Cedex 15.

AHS/France

PRES DE PONTOISE
garde son rythme de croissance
supérieur à 30 % l'an
et cherche

**à OPTIMISER SES STOCKS
DE MATERIEL MEDICAL
ET CHIRURGICAL**

Homme ou Femme responsable par délégation
du Directeur Financier, vous gèrerez les stocks
des stocks au plus juste, surveillerez les coûts stan-
dards et les écarts en valeur, contacterez les four-
nisseurs américains.

Le candidat retenu familiarisé des procédures d'im-
portation-exportation possédant un anglais aisé et
aura travaillé pendant 3 ans au contact de la com-
pabilité et de l'informatique.

Merci d'adresser C.V., photo,
prétentions à AHS - DRH -
95004 CERGY CEDEX.

Une entreprise française
de taille internationale, Z.I. Clamart,
recherche pour son département
Organisation Informatique

UN ORGANISATEUR CONCEPTEUR

Après une période d'intégration, il aura
pour fonction, en liaison avec la direction
générale et les directions opérationnelles,
de définir les objectifs et les options des
applications qui lui sont confiées.

Il est responsable de la conception
fine du système retenu (définition des
responsabilités, des circuits, des procé-
dures), de sa mise en place (formation
des utilisateurs) et de sa maintenance.

De formation supérieure, le candidat
justifie d'une expérience de 3 ans mini-
mum dans une fonction similaire.

Le salaire n'est pas inférieur à 90.000F.

Les candidats intéressés adressent un
dossier détaillé sous référence L.M. 85742
à CONTESSÉ Publicité 20, Avenue Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

DANS LE CADRE DE NOTRE DEVELOPPEMENT
nous recherchons

psychologue

- 30 ans minimum,
- Il lui est demandé une solide formation psychologi-
que axée sur les sciences humaines avec une expe-
rience de plusieurs années au sein d'une entreprise dans un
Service Personnel,
- pratique de l'interview indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 36 à

guillon sélection
23, av. de LIVRY 93340 LE RAINCY

**BIENS D'EQUIPEMENT
secteur agriculture**

Nous souhaitons renforcer la

**direction
des ventes**

AU NIVEAU REGIONAL

à un homme qui sait transformer la po-
tique commerciale en moyens d'actions
et en assurer la réalisation.

Ce directeur devra animer et contrôler le
réseau régional de ses concessionnaires
(vente, promotion, après-vente, occasion)
et aura à sa disposition un service de
son évolution du potentiel régional.

Il a une première expérience profession-
nelle d'au moins 5 ans à partir d'une
solide formation de base (niveau ESC)
et a déjà animé une équipe commer-
ciale dans les biens industriels si pos-
sible liés au monde agricole.

Envoyer CV et prêt. sous réf. 11.479

INTERCARRIERES
15, rue de Valenciennes 75002 Paris

**Important groupe branche mécanique
recherche**

directeur d'usine

Notre futur Directeur d'Usine est un homme
de formation supérieure ayant une expérience
de direction d'une unité de production d'au
moins 1000 personnes.

Cet ingénieur grande école a vécu les différentes
responsabilités d'une usine de façon opérationnelle.

Transmettre CV manuscrit et prétentions à :
M.B. 5 rue du Halder, PARIS 94. D'écriture assurée.

**GROUPE DE FILIALES
EN FRANCE (600MF)**

LE SIEGE EUROPEEN DE CE COMPLEXE
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, rech.
pour base à PARIS (extension de Sic)

**AUDITEUR
INTERNE**

Rapportant au SEUL siège européen pour
le CONTRÔLE des COMPTABILITES
DES FILIALES EN FRANCE (essentiel-
lement en PROVINCE), aux plans compte-
table, légal et fiscal.

— L'UNIFICATION DES PROCÉDURES

30 ans minimum • EXPÉRIENCE DE
FONCTIONS SIMILAIRES EN GRAND
CABINET OU GROUPE INDUSTRIEL.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV,
détails, rémunér. et photo sous réf. 3636 à

SC sélection conseil
6, PLACE du MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

INFORMATICIEN
Débutant ou 1 ou 2 ans expér.
Formation IUT ou équivalent
pour travail sur systèmes de
traitement de données.
Connaissance de l'assembleur
requis.

Anglais indispensable.
Lieu de travail :
Région carlistonne.
Envoyer C.V. :
COLLINS RADIO FRANCE,
4, r. de Monthéry, 9310,
127 Rue de la République 93200
No. 93-34-14, poste 313 ou 320.

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa division INDUSTRIE

Ingénieur informaticien

Il devra assurer les travaux informatiques d'études dans le cadre des
affaires : études et réalisation d'installations de manutention-stockage.
Il devra conseiller sur l'utilisation des programmes existants et en
développer de nouveaux (Fortran indispensable).

Il travaillera en liaison étroite avec les responsables d'études et sera
très souvent en contact avec le client.

De formation supérieure Grande École ou maîtrise informatique,
une expérience pratique l'aura familiarisé avec les différents systèmes
utilisés au niveau de la gestion.

Il possèdera une bonne connaissance de l'anglais.

Le candidat retenu aura entre trois et cinq ans d'expérience en
informatique.

Ecrire avec C.V. détaillé manuscrit, références et prétentions au :

Service du personnel de la
SERI - S.P. 19
2, av. du Vieux Etang
78380 Bois d'Arcy

SERI RENAULT ENGINEERING

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF DE PRODUIT

Les LABORATOIRES GREMY-LONGUET, filiale du Groupe SMITH KLINE & FRENCH créent le poste Chef de Produit.

Responsable du chiffre d'affaires et du profit de la gamme de produits, il aura pour mission de concevoir les plans et les budgets, de définir et mettre en oeuvre les stratégies et d'assurer le lancement des produits nouveaux.

Pour réussir, il faut être diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ESSEC - SUP de CO...), avoir la pratique de la fonction acquise dans l'industrie Pharmaceutique ou la Cosmétique et une maîtrise suffisante de l'Anglais.

Des perspectives d'évolution intéressantes en France ou à l'étranger sont possibles pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence M 81143 (à mentionner sur l'enveloppe) à Dominique FORTIN.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE

Leader mondial en élastomères silicone offre à des candidats jeunes et expérimentés (H. ou F.) des postes de

CADRE VENTE MARKETING

— EXPERIENCE DE LA VENTE (3 ans minimum).

— ANGLAIS COURANT.

- Responsable de plusieurs lignes de produits, il (ou elle) en assurera le développement technique-commercial.
- Participant à l'élaboration du budget et des objectifs il (ou elle) en assurera l'accomplissement.
- De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.
- La connaissance des produits silicone est un avantage certain.

EN PLUS D'UNE FORMATION COMPLEMENTAIRE EN EUROPE PUIS AUX U.S.A. NOUS OFFRONS UN POSTE DE GRANDE RESPONSABILITE AVEC UN SALAIRE ATTRAYANT. UNE VOITURE DE FONCTION EST FOURNIE.

Adr. C.V. détaillé + photo + rémun. désirée à Monsieur le Directeur Général
GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE
B.P. 677 - 95004 - CERGY - CEDEX

cadre de haut niveau

gestion - relations internationales

32 ans minimum - Anglais et Allemand parlés
De formation supérieure (HEC-ESSEC-IEP) et ayant une solide expérience de gestionnaire liée à un réel tempérament de négociateur, il devra diriger et développer des relations avec les partenaires étrangers.

Toutes informations sur cette offre seront données
conscientiellement au téléphone du lundi au vendredi
9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h
par l'informaticien Carrière
SVP 1111 qui donnera
un rendez-vous aux
candidats concernés.
On peut aussi adresser
son dossier. Réf. 921
65, avenue de Wagram
75017 Paris

Importante Société T.P.

recherche

JEUNE CONTROLEUR GESTION

FORMATION INGÉNIEUR

ayant bonne connaissance comptabilité, quelques années expérience gestion. Anglais nécessaire.

En vue poste région parisienne après séjour éventuel 2 ou 3 ans étranger.

Adresser C.V. sous n° 86.513 à CONTESSÉ Pub., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet.

IMPORTANT CENTRE DE CALCULS
REGION VERMORELLE
recrute pour le suivi de son réseau
de transmissions de données

UN TECHNICIEN DE LIGNES

Niveau DUT, connaissance téléphonique tr. appréciée.
Envoyer C.V. et prêt. s/pt. 2300 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 q. 1.

Sema - Sélection

spécialiste formation haut niveau

France

Outre-Mer

L'Unité Entreprise et Développement de SEMA (Metra-International), spécialisée dans les interventions pluridisciplinaires au sein des sociétés indépendantes des grands groupes français et étrangers, recherche un ingénieur de haut niveau spécialiste de la formation en milieu industriel pour lui confier des responsabilités importantes dans ce secteur. La mission consistera à évaluer les besoins, concevoir les programmes, choisir les méthodes et contrôler les actions menées par l'équipe d'ingénieurs qu'il aura à animer. Il sera par ailleurs capable de faire valoir les références du groupe auprès des sociétés d'engineering construisant des usines à l'export et ayant des problèmes de formation professionnelle. Le candidat, 35 ans minimum, devra être ingénieur diplômé d'une grande école et avoir une expérience confirmée des problèmes de production et de formation technique. L'anglais courant est indispensable. Le salaire dépendra essentiellement des compétences du candidat. (Réf. 10118 M)

conseil en recrutement

Paris-Lille

SEMA (Metra-International) recherche, pour étoffer son équipe régionale de Conseils en Recrutement, un Consultant ayant déjà une certaine pratique de l'insertion des cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, la mise en place de politique de personnel, etc. Ce poste conviendrait soit à un psychologue consultant confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises, soit à un diplômé Grandes Ecoles, sensibilisé aux problèmes de structures et de développement des équipes de Direction. Ce poste permet une collaboration étroite avec les ingénieurs du Groupe SEMA (1700 personnes) et de larges possibilités de formation permanente. Un stage de plusieurs mois à Paris doit être envisagé. Au salaire, qui sera en rapport avec l'expérience présentée par le candidat, s'ajoute un intéressement substantiel. Pour ce poste, écrire personnellement à M. Lasseur, Directeur de Sema-Sélection, qui assure les candidatures de la plus grande discrétion. (Réf. 10117 M)

ingénieur conseil organisation

85.000 F

L'Unité Conseil en Direction et Gestion de SEMA (Metra-International), premier Groupe Européen de Conseil, recherche pour étoffer ses structures un jeune ingénieur diplômé par le métier de conseil. Dans un premier temps, il sera intégré à une équipe intervenant dans le domaine de l'organisation administrative et par la suite il participera à diverses missions de conseil auprès d'entreprises privées ou Administrations en France. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une grande école, ayant une formation économique complémentaire et deux à trois ans d'expérience professionnelle. Les perspectives de carrière seront facilitées par les larges possibilités de perfectionnement mises à sa disposition. (Réf. 10117 M)

* * *

directeur d'exploitation afrique centrale

300.000 F

Une société d'exploitation minière en Afrique Centrale, filiale d'un grand groupe très diversifié, recherche pour faire face à ses projets d'extension ambitieux et rapides son futur Directeur d'Exploitation. Répondant devant le Vice-Président de la société résidant sur place, celui-ci sera chargé d'assumer outre les relations quotidiennes avec les autorités locales, la responsabilité de la gestion de l'exploitation de la mine qui compte 2500 personnes. De plus, il participera au plan de développement prévu sur 5 ans et sera chargé de sa mise en place. Agé de 35 ans minimum, de formation ingénieur des mines, le candidat bénéficiera d'une large expérience de la gestion d'une unité de production et de traitement de minerais à ciel ouvert dans un environnement difficile. La rémunération à laquelle s'ajoutent les avantages habituellement liés à l'expatriation (villa, voiture, avantages divers) dépendra essentiellement de l'expérience du candidat. (Réf. 6679 M)

chef de produits lille

110.000 F

Une société française de grande notoriété (250 personnes), occupant une des premières places dans le marché des produits d'hygiène, recherche pour faire face à son expansion un chef de produits. Sous l'autorité du président, il sera chargé de l'élaboration du planning marketing, des opérations de promotion et de lancement de nouveaux produits, du contrôle des budgets. En outre, il aura de fréquentes relations avec la force de vente. Agé de 30 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC, ESCAEL...), parlant bien anglais, le candidat bénéficiera d'une expérience de quelques années acquise dans une société de biens de grande consommation, si possible internationale. Les perspectives d'évolution de carrière peuvent être rapides si le candidat réussit dans ce premier poste. (Réf. 5003 M)

ingénieur responsable département outillage

110.000 F

Un groupe à vocation internationale recherche pour l'une de ses filiales (150 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outillages, un ingénieur en vue de lui confier la responsabilité de cette unité. La fonction couvre les problèmes techniques, commerciaux (recherche de nouveaux marchés), ainsi que la gestion de l'ensemble. Agé de 35 ans minimum, de formation AM, ECAM, ICAM, ENSI, CESTL... le candidat bénéficiera d'une expérience de plusieurs années acquise dans ce secteur industriel et connaître bien les problèmes de construction et de production d'outillage pour presse et, si possible, pour machines de transformation de plastiques. La résidence se situe dans une ville du Nord-Est. (Réf. 5002 M)

chef de produits

90.000 F

Une Société Parisienne d'Éditions et de Ventes par correspondance (Éditions juridiques) confierait à un cadre de Marketing de formation juridique (droit, Sciences Po ou Eco.), la création et le management d'un secteur juridique sous la responsabilité d'un Directeur de Division. Il s'agit d'une société de taille moyenne qui se caractérise par son dynamisme et son innovation sur l'ensemble de ses marchés. Ce cadre aura acquis une expérience de plusieurs années dans une société à l'esprit marketing développé. Le domaine d'activité importe peu (produits grand public, produits d'équipement, services). La connaissance de la VPC ou de l'édition constituerait cependant des atouts supplémentaires. La carrière dans le groupe (trois divisions) est très évolutive et le salaire proposé sera motivant, en relation au profil et à l'expérience du candidat. (Réf. 10116 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



**sema
selection**

Centre Metra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. : 65713.00 (120 lignes groupées)

SECTEUR TERTIAIRE

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
(700 personnes - CA : 550 MF)
offre OPPORTUNITÉ (PARIS 9ème) à un

CADRE COMMERCIAL

de succéder, fin 1977, au Directeur de son organisation autonome RÉGION PARIS (25% env. du CA). Après formation aux techniques "maison" ANIMATION de cette entité et RELATIONS PERSONNELLES AVEC LES CLIENTS IMPORTANTS. SON ACTION COMMERCIALE PERSONNELLE SERA DÉTERMINANTE.

- 30 ans minimum • Formation supérieure (Grande École Ingénierie ou Commerciale, Université).
- EXPÉRIENCE INDISPENSABLE (3 ans minimum) DE RESPONSABILITÉS exclusivement COMMERCIALES, de préf. dans le Tertiaire.
- Habitué aux contacts à haut niveau.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo s réf. 3631 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION IMPLANTATION NATIONALE (40 établissements) recherche pour

PARIS

un JEUNE

AUDITEUR INTERNE

FORMATION RECHERCHÉE :
E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent

Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée et permettra à l'intéressé, après 2 à 3 années d'expérience dans la fonction, d'accéder à d'importantes responsabilités.

ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES dans l'un des établissements de province du Groupe.

Ecrire à n° 86345, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

développement produits nouveaux

BSN Gervais Danone recherche un ingénieur INA, ENSIA, IBANA, ayant acquis une solide expérience du développement de produits nouveaux dans l'industrie alimentaire, de préférence dans le domaine boulangerie-pâtisserie industrielle.

Au sein d'une équipe chargée de développer des activités nouvelles, il participera à la définition des projets, coordonnera la mise au point des nouveaux produits, coordonnera l'amélioration des produits existants et de leurs process, contrôlera la qualité des produits dont il aura la responsabilité.

Langue : Anglais courant.
Lieu du poste : Levallois-Perret.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous réf. J19 M, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone 126-130 rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS BIOMÉDICAUX

recherche

UN PHARMACIEN BIOLOGISTE ou DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR formation BIOLOGIE

MISSION : promouvoir des produits biomédicaux auprès des hôpitaux et laboratoires d'analyses médicales.

IL FAUT :

- une solide formation en biologie avec si possible une expérience de laboratoire ;
- posséder une voiture personnelle ;
- la connaissance de la langue allemande est indispensable ;
- résidence région parisienne.

IL EST OFFERT :

- position cadre ;
- un stage de formation ;
- une situation active pouvant déboucher rapidement sur poste de responsabilité, avec animation d'un groupe de technico-commerciaux ;
- une rémunération intéressante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel à HAVAS CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 Paris, réf. 48.889 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche

HOTELLES TÉLÉPHONISTES

pour prospection et réception petites annonces par téléphone. Voix agréable, facilité d'élocution, assiduité, sens commercial et esprit d'équipe leur seront demandés. La préférence sera donnée aux candidates ayant déjà une expérience pratique du téléphone.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 438 à REUX-PRESSÉ, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANT CARTONNAGE PROVING
recherche
COLLABORATEURS (TRICES)
insiste pour développer ses ventes à l'étranger

industriels PARIS et REGION
- Contacts à haut niveau
- Expérience cartonnage et impression
demandée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à
HAYAS AVIGNON 2673 qui transmettra.

représentation offres

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
DE PRODUITS DESTINÉS AU BATIMENT**

E LA REGION NANTAISE

UN ATTAQUE COMMERCIAL

UN ATTACHE COMMERCIAL
spécialisé dans la prospection des plombiers,
chauffagistes.
POUR LA REGION DEUX-SEVRES
UN RESPONSABLE COMMERCIAL
sanitaire, chauffage.
Ecrire No 1 M. 21117, HAVAS LA ROCHELLE qui tr.

demandes d'emploi

stern de Direction, haut
au, 9 a. expér., connaiss-
en anglais, ch. situation
stable en Tunisie.
n° 3776, «le Monde» Pub.
des Italiens: 7547 Paris-6.
CADRE: INFORMATICIEN
0 ans expér., rech. poste
LYSTE. Ecrire: Karsten

J. FME, 25 ans, excell. présen
TRILINGUE
FRANC, RUSSE, ALLEMAN
DACTYLO, tr. bon enseign.
ETUDE TOUTES PROPOS
Tél.: 749-54-84.

H.E.C. - 30 ans

50, « le Monde » Pub.,
italiens, 75007 Paris-9^e.

[illegible]

Allemande, CHIMIS chimie

INGÉNIEUR INDUSTRIE
MALINALTAIRE, 26 ans,
né le 7/5/54 à Paris.
BIOCHIMIE. Angl. cour.
Emploi, tech. col. ou scien-
tifique. Dénégé O.A.N. Libre sous
contrat. 92550 VILLEVALE.
E.C. 1000

expert D.P.L.G., 29 a.
expert tous trav. libre
éprouvé. C. poste France
1954-1955. 92550 VILLEVALE.
E.C. 1000

MAINTIENNEUR
Allier, 28 ans,
CHIMISTE
diplômé de l'Université
Université en R.F.A. M.
(chemistry and technology
diploma). 10 ans de
recherche appliquée, (marketing
et chimie pratique), habitude
de l'enseignement. 10 ans
synthétique, recherche et
E.C. N° 7931 et le Monde + Post.
S.-r. des Hautes, 75427 Paris-13.

en droit, radio, à l'ail-
interprète, 29 ans, 10 ans
Références, C. trav. disp. à
examiner toute possibilité.
E.C. 1000

ans, dynamique, goût
tés, chef service ges-
placements, recherche
3 a. exp., form. v
humaines ds entre-
entreprises et

3. a. exp., dynamisme, goût
pour le travail, esprit d'initiative,
75,50 % de réussite, sens de la
responsabilité dans une orga-
nisation immobilière ou
commerciale.
Colas Centre-Cour, Ouest.
COLAS JACQY, 1927.
3. a. exp., dynamisme, goût
pour le travail, esprit d'initiative,
75,50 % de réussite, sens de la
responsabilité dans une orga-
nisation immobilière ou
commerciale.
Colas Centre-Cour, Ouest.
COLAS JACQY, 1927.
3. a. exp., dynamisme, goût
pour le travail, esprit d'initiative,
75,50 % de réussite, sens de la
responsabilité dans une orga-
nisation immobilière ou
commerciale.
Colas Centre-Cour, Ouest.
COLAS JACQY, 1927.

réalisation en
INFORMATION, A
PUB. et RELAT.

[illegible]

صَدَقْنَا مِنَ الْإِسْلَامِ

LES RÉGIONS

La visite de M. Giscard d'Estaing dans l'Est

Sur le chemin du président

LONGWY : 18 000 habitants, 3 000 emplois en moins

A U cours de son voyage en Lorraine et en Alsace jeudi 25 et vendredi 26 novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing aura l'occasion dans ces régions frontalières, de parler de l'avenir de l'Europe, économique et peut-être politique. Ces deux régions de l'Est sont d'ailleurs partiellement, à des titres divers, pour l'intérêt qu'elles portent aux langues régionales, au respect des identités et des cultures locales et aussi aux institutions (voire aux pouvoirs) régionales.

Ce sont enfin deux provinces dans lesquelles les problèmes de l'emploi et de la conversion industrielle, en face de la puissance allemande, sont posés avec une acuité particulière.

STRASBOURG : les dividendes de l'Europe

L'IMPOSANT parallélépipède du palais de l'Europe, fait de béton rose, d'aluminium et de verre — de 110 mètres de côté et de 38 mètres de hauteur — assise plus d'un quart de siècle d'union entre Strasbourg et les institutions européennes. Critiqué, par les uns, pour son aspect massif, symbolisant, pour les autres, la « variété du génie de notre continent », ce bâtiment est, aux yeux de la grande majorité, le siège de la pérennité de la vocation européenne de la ville.

Le Conseil de l'Europe depuis vingt-sept ans, puis la commission, la Cour européenne des droits de l'homme et les sessions du Parlement des Neuf, plus récemment la Fondation européenne de la science, ont conféré à Strasbourg le caractère de carrefour international qu'elle revendique depuis longtemps. En témoignent notamment ses trois universités qui rassemblent — comme le firent leurs ancêtres au dix-huitième siècle — le plus fort pourcentage d'étudiants étrangers en France. Au fil des ans, ces institutions, renforcées par l'installation d'une quinzaine de représentations permanentes, ayant accueilli rang d'ambassades, ont suscité des besoins auxquels la ville a dû répondre, mais qui ont provoqué aussi une série de retombées favorables.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se réunit en trois sessions annuelles d'une durée totale de quatre semaines. Sept cent cinquante fonctionnaires du Conseil

et leurs familles y vivent en permanence. Le Parlement européen des Neuf pays de la C.E.E. y siège cinq semaines par an et « déplace » quelque sept cents parlementaires et fonctionnaires. Tout au long de l'année, de multiples comités d'experts contribuent à maintenir l'animation dans des locaux édifiés en 1950, à titre provisoire.

Il a fallu améliorer les communications de la ville au prix d'importantes efforts consentis par la municipalité et le département du Bas-Rhin. La desserte aérienne de Strasbourg a été peu à peu étoffée par la multiplication des lignes vers Paris, l'ouverture de services vers Rome, Bruxelles, Londres, Amsterdam, et la modernisation de l'aéroport d'Entzheim. Mais il manque de toujours la liaison vers Francfort-sur-le-Main, qui rattacherait l'aéroport au réseau européen et raccourcirait les délais de transport, spécialement vers le nord de l'Europe. La présence des institutions européennes a été déterminante pour la mise en service de trains rapides comme le T.E.E. sur l'axe Bruxelles-Strasbourg-Lyon. Elle l'a été beaucoup moins dans le domaine de l'amélioration des communications routières. La liaison Paris-Allemagne passe par Metz et Sarrebruck et réduit Strasbourg au rôle de cul-de-sac autoroutier, puisque le raccordement aux réseaux allemand et suisse, par l'intermédiaire de l'axe nord-sud alsacien, ne sera pas réalisé avant de longues années.

Coucher à Kehl ?

Il a également fallu satisfaire les besoins de logements permanents et temporaires des hôtes européens. Les déplacements provoqués par les sessions des deux Assemblées et les comités d'experts représentent un total annuel de trois mille nuitées d'hôtel. Il y a quelques années encore, la conjonction d'une session internationale et d'un important congrès obligeait bon nombre de journalistes à chercher un gîte dans les environs, voire en Allemagne, à Kehl. Grâce à ses trois mille chambres d'hôtel, Strasbourg arrive maintenant à faire face à la demande. Les retombées se traduisent aussi par l'accroissement du nombre des boutiques et des commerces de luxe. La vie nocturne n'a guère suivi. Pour les amateurs de la nuit, on préfère franchir la frontière toute proche. Les conséquences indirectes de la présence des institutions européennes ne sont pas négligeables. Celle-ci suscite un flux touristique constant. L'an dernier, le Conseil de l'Europe a attiré quatre-vingt mille

visiteurs, allemands en grande majorité. On enregistre la tenue de conférences spécialisées ou de congrès dont les sujets touchent peu ou prou à la construction européenne. D'autres groupements, comme ceux des élèves de l'école de la ville, de la pré-Renaissance à la reconstruction, ont permis à Strasbourg de se hisser au troisième rang des villes de congrès françaises. La municipalité a su exploiter cet atout grâce à la construction du Palais de la musique et des congrès, le plus moderne et le mieux conçu en Europe d'après les spécialistes.

Leurs « privilèges »

Les rapports entre les Strasbourgeois et leurs hôtes ont été lents à s'établir. Après une période d'euphorie, les deux parties se sont retranchées dans leurs camps. Malgré les efforts déployés par la ville et le département, l'homme de la rue est peu sensible à la présence des « Européens ». S'il remarque les plaques minéralogiques spéciales de leurs voitures, c'est généralement pour souligner leurs « privilèges », et, par exemple, leurs achats en franchise, carburant compris. Les « Européens », de leur côté, vivent volontiers entre eux à quelques kilomètres de la ville.

Après un quart de siècle, l'intégration a tout de même progressé. L'école y a beaucoup contribué. De plus en plus nombreux sont les jeunes « Européens » qui ont grandi côte à côte sur les bancs des lycées strasbourgeois et qui se retrouvent

● **LES CONTRIBUABLES** de la ville de Bâle (Suisse) viennent d'accepter, lors d'un référendum, de payer 25 millions de francs suisses (46 millions de francs français) pour l'allongement de la piste de l'aéroport franco-suisse Bâle-Mülhouse. Construit peu après la seconde guerre mondiale, cet aéroport binationnel se trouve en territoire français, à une quarantaine de kilomètres au nord de Bâle. La France donne le terrain, la Suisse construit et entretient les équipements. — (A.F.P.)

EN passant par Longwy pour se rendre à la frontière belge, distante de 6 kilomètres, ou à la frontière luxembourgeoise, encore plus proche, le voyageur venant de Metz découvre les embouteillages d'une route étroite traversant les cités minières et sidérurgiques du bassin du Pays-Haut, bande de terre située au nord du département de la Meurthe-et-Moselle.

A l'extrémité, distante de 123 kilomètres du chef-lieu Nancy, la ville de Longwy apparaît comme un cul-de-sac. Les aciéries et les habitations occupent le fond étroit d'une cuvette, bordée de forêts en surplomb, envahies par une atmosphère âcre et orangée. De quel découragement, au premier abord, celui qui ne serait pas tenu de venir ici pour affaires.

L'agglomération du bassin de Longwy-Villerupt vit encore principalement de la sidérurgie. Sur les 18 000 salariés du secteur, 3 500 vivent, depuis juillet 1974, dans l'inquiétude de perdre leur emploi. Leur crainte est communicative. Familles, commerçants, sous-traitants, s'interrogent à leur tour. On parle de fermer l'usine de l'ex-Société des hauts fourneaux de la Chiers (1). Elle était hier encore la référence du

bassin, pour l'abondance des dividendes distribués, la sécurité de l'emploi et le calme social qui y régnaient.

« La Chiers ? C'est fini, bien fini... » Le ton sourd frise l'irritation. Cet ouvrier, qui travaille aux hauts fourneaux depuis vingt-trois ans, à quarante-huit ans, sa femme est née à Longwy, ses filles s'y sont mariées, ont « fait construire ». Il devra, d'ici peu, quitter Longwy : il sait que le démantèlement de l'usine, annoncé cette année, sera plus brutal que prévu. N'a-t-il pas déjà chiffré ce que lui coûtera ce départ forcé ? 3 000 francs par mois, représentant le salaire du « mi-temps » qu'il exerce en dehors des horaires à la Chiers, auxquels s'ajoute le salaire de sa femme, le coût du logement et du chauffage actuellement pris en charge par l'usine, plus les enveloppes, primes, heures supplémentaires que chacun pouvait cumuler à la Chiers. Car telle était la réputation de l'usine : on pouvait y gagner de l'argent, en contrepartie d'un travail dur et dangereux sur des équipements vétustes.

« La plus grande conscience professionnelle du bassin » : ce frontallier belge et ce paysan mosellan, qui depuis des années

font 60 kilomètres par jour pour venir travailler, ajoutent avec fierté : « pas de grève pendant quarante-cinq ans ». Bref, un « esprit Chiers » partagé par les ouvriers et les cadres, traités, selon l'un d'eux, comme « des coqs en pâte vivants aux colonies ».

Mais, depuis juillet 1974, l'esprit s'est éteint. Trois cents licenciements déjà, trois jours de grève en octobre, une manifestation en ville, un train de marchandises bloqué... Pour la première fois, la conscience professionnelle n'est plus de mise. N'est-on pas en train de « larguer les salariés au profit de ceux de l'usine Chiers de Neufves-Maisons » ? Les sanctions pleuvent, innombrables renvois, chocs aux pour un jour de retard au retour des vacances, professionnels délaissés, regroupés dans une équipe dite « bouche-trou » (deux cent cinquante personnes), qui balaise ou répare, sept jours chômés en novembre, et des lettres de propositions de postes d'O.S. sur les chaînes de l'usine Simco à Poley. Une fin qui paraît triste à un sidérurgiste, fier de son travail et attaché à sa terre, même s'il n'est pas né à Longwy.

La majorité des salariés attend : qu'a-t-elle à perdre ? Depuis le 25 octobre, à celui qui part, la Chiers donne une prime équivalente aux indemnités de licenciement. Un mot qu'on n'ose guère avouer. Tellement est dur ce « coup de tonnerre dans un ciel serein ». Après une florissante année 1974, un déclin, comme par-

tout. Et soudain, en juillet, l'annonce du démantèlement à la Chiers. Certains, comme frappés de stupeur, n'arrivent pas à y croire : « La sidérurgie peut repartir d'un seul coup... les constructeurs ont les fours électriques nécessaires à la modernisation de l'usine ». Les investissements sont pourtant nuls depuis 1972. Et de l'aveu même des représentants de l'Union de la métallurgie de la région de Longwy (U.M.L.), « la Chiers, hélas ! c'est fini ».

Constrastant avec les cités de la Chiers, où la crise sévit — un café a perdu en trois mois la moitié de sa clientèle —, le centre de Longwy est animé. Facades de magasins récemment refaites, inauguration de trois nouvelles boutiques en une semaine, « jusqu'à présent, on ne se plaint pas », lorsqu'on est propriétaire à Longwy d'un café ou d'un commerce d'habillement ou d'alimentation. Mais les agents immobiliers et les marchands de meubles ne font plus d'aussi bonnes affaires.

Le parti communiste, fortement implanté dans le bassin, les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. annoncent bien depuis quelques mois un nouveau « plan de liquidation » de la sidérurgie lorraine conduisant à la suppression de quatorze mille à vingt mille emplois dans la région. Mais on n'y croyait guère. Jusqu'à ce que le dimanche 14 novembre, en première page du *Républicain lorrain*, la nouvelle fasse irruption dans les foyers longwyviens.

METZ : l'îlot des commerçants et de la culture

LE centre commercial Saint-Jacques vient d'être inauguré à Metz après six années d'effort. Il a été réalisé par soixante-quinze commerçants indépendants habités par trois préoccupations : créer un centre commercial et de services, mais aussi un centre d'animation culturelle avec enfin le souci de respecter un quartier historique classé. Ce dernier impératif a été le plus difficile des politiques ont opposé pendant plusieurs années les défenseurs du vieux Metz aux urbanistes.

Elles sont nées lorsqu'en 1971 la municipalité, présidée alors par M. Raymond Mondon, a décidé de rénover les quartiers insalubres de Metz. Parmi eux l'îlot Saint-Jacques situé au centre de la ville, près de la cathédrale et de l'Institut européen d'écologie des Rétcollets. Les différentes initiatives prises pour s'opposer à ce programme n'ont pas arrêté les exécutives, mais ont modéré leur appétit. Trois éléments considérés comme essentiels ont été préservés : les façades des vieux immeubles qui entourent ce quartier dont une trentaine ont été restaurées et deux hôtels particuliers. Le premier, la « Maison des têtes », un chef-d'œuvre architectural de la pré-Renaissance a été reconstruit pour mettre en évidence de remarquables niches à bas-relief et une très belle cour d'angle. Il abrite maintenant un restaurant gastronomique. Le second hôtel date du dix-septième siècle et présente une belle façade Louis XIII.

M. Gérard Schmitt, président de la société anonyme chargée de la construction du centre, insiste beaucoup pour souligner la réussite de l'alliance de l'ancien et du moderne dans un remodelage du quartier Saint-Jacques en sauvegardant les vestiges du passé.

Ces derniers forment une ceinture d'immeubles dans laquelle

s'intègre l'architecture contemporaine du centre. L'ensemble s'articule en trois éléments distincts : la partie commerciale et de services propose soixante-dix commerces traditionnels, des banques, un hypermarché, etc., sur 21 000 mètres carrés de surface de vente répartis sur trois niveaux. Autre élément, un hôtel de cent vingt chambres ainsi que cent quatre-vingt logements et 4 000 mètres carrés de bureaux.

La gestion est assurée par un groupement d'intérêt économique qui lie tous ces commerçants pour certaines opérations communes, comme la publicité et l'animation. Cette dernière est un des aspects les plus originaux du centre commercial Saint-Jacques. « Nous voulons, explique M. Pierre Faber, président du G.I.E., être le haut-parleur de tout ce qui se passe au niveau culturel à Metz. Nous ne concurrencerons pas ce qui existe déjà. Par contre, nous apportons un public et des moyens de s'exprimer ».

Cette animation culturelle aura pour cadre un forum aménagé à l'intérieur même où déjà se réunissent les Romains. On y trouve un amphithéâtre de plein air de deux cent vingt places, un studio audiovisuel et d'animation couvert de deux cent vingt places à partir duquel seront organisées et diffusées des émissions télévisées, quatre salles de cinéma pour les films d'art et d'essai, des galeries d'exposition, une librairie. Le sénateur Rauch, maire de Metz, a placé la réalisation de ce centre dans le cadre d'une politique de « réhabilitation de la qualité de la vie dans les centres ville ». Il considère qu'elle « arrêtera le déclin qui menaçait le centre de Metz ». C'est également l'avis de M. Jean Delaplanche, le préfet de région, pour qui « Metz joue pleinement son rôle de chef de région ».

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Où partir ?

Pour la première fois dans l'histoire de la ville, l'ouvrier de Longwy qui perd son emploi n'a guère de solution de rechange locale. Nulle embauche, que ce soit dans le bassin, au Luxembourg ou en Belgique. La crise sévit partout.

Mais ce ne fut pas toujours le cas. Depuis 1966, les fermetures, absorptions et restructurations se sont succédées. A Aubervilliers, à Michéville-Villerupt, à Saulnes, les usines ont quasiment fermé : six mille emplois ont disparu en dix ans. A Usinor-Longwy, la suppression de trois mille cinq cents emplois entre 1968 et 1969 a précédé la modernisation des « trains-fil et universel » mondialement renommés. Bitan, qui semble lourd, a posteriori, d'une opération qui se fit relativement sans secousses. Les ouvriers sont partis en retraite, on peut le dire, sans travail au Luxembourg (quatre mille y gagnent un salaire supérieur environ de 1 000 F au salaire équivalent français), ou encore à l'usine Soliac-Saclier de Lorraine.

S'ils changeaient ainsi d'usine, la majorité de ces ouvriers n'en demeuraient pas moins locataires ou propriétaires d'un logement à Longwy. Leurs familles continuaient d'y faire leurs achats. Aujourd'hui le lien de la Chiers ne se rompt pas. La société Arben du Luxembourg n'offre plus de débouchés. A l'Athys de Belgique, de source bien informée, on travaille au moins une semaine sur cinq. En Moselle, à Saclier, et dans la Bas-

sin, chez Cokerill et à Usinor, on n'embauche plus. Et on y connaît à nouveau le chômage partiel. A Usinor-Longwy, il représente 8 % du salaire mensuel. Il n'y est certes pas question de licenciements. Mais si la baisse de la demande commerciale persiste (20 % environ), la crise conjoncturelle risque de se traduire en termes de structure. Le retard apporté à la construction de l'actuelle usine de Longwy entraîne, parfois l'inquiétude.

Mais c'est sans doute sur l'usine de Cokerill-Réon que les interrogations se font plus pressantes. Pas d'embauche dans l'immédiat. Et si demain le principe de construction d'une nouvelle aciérie n'est pas adopté par le directeur du groupe, l'usine de Réon serait à terme condamnée. A Longwy, ces jours-ci, on attend le verdict, avec plus ou moins d'inquiétude.

« Extrapoler le déclin de la Chiers aux autres sociétés relève d'un pessimisme qui n'est pas raisonné, d'une volonté d'agitation politique », pour le président de l'U.M.L., la région se sortira de ses difficultés actuelles. Dans Longwy, qui vit déjà un climat prédictif de la population reste discrètement méfiante. Que se passera-t-il si demain, lorsque les grilles de la Chiers fermeront, la pale disparaît dans trois mille familles du Bassin ?

DANIELLE ROUARD.

(1) Devient le groupe Neufves-Maisons-Chiers-Commantry.

VERDUN : en attendant la relève

SUR les bords de la Meuse, à l'ombre de sa citadelle et de son écrasé Verdun, cité du souvenir, ville moyenne de 28 000 habitants — est atteinte de plein fouet par la crise. Depuis dix ans, aucune installation industrielle d'importance, et des emplois industriels et tertiaires qui ne cessent de diminuer.

« Verdun a toujours bâti son développement économique sur les armées. Ce jour-là tout s'est arrêté », dit M. Jean-Claude Byer, directeur de l'Agence pour l'emploi, ses effectifs n'ont cessé de diminuer. Les industriels ne remplacent pas les partants. Depuis un an, plus de quatre cents emplois ont été ainsi supprimés « doucement ». Pas de fermes spectaculaires, mais un lent « efflorescence » : dix licenciements ici, vingt là.

Les demandes d'emploi affluent à l'A.N.P.E. Fin septembre, on recensait cinq cents à six cents demandeurs sur Verdun — ville dont les deux tiers avaient moins de vingt-cinq ans. « 80 % des jeunes qui terminent leur études ne trouvent pas d'emploi sur place ou dans leur spécialité. Ils sont souvent obligés de s'expatrier », note un enseignant de C.R.T.

Aujourd'hui Verdun, où un demi-million de personnes passent chaque année pour visiter les forts et les cimetières, se demande comment elle s'en sortira. « Tout le mal vient de notre image de marque », note M. Guy Frenon, adjoint au maire. Les générations qui sont venues faire la guerre ici ont brodé de Verdun un tableau terrifiant. Nous en souffrons encore. »

CLAUDE LEVY.

A Grand'place, centre de vie et de commerce de Grenoble-Echirolles, les Nouvelles Galeries, le BHV, la FNAC... et 60 commerçants ont déjà réussi leur implantation.

Pourquoi pas vous ?

Ce qui semblait un pari audacieux le 27 août 1975 est aujourd'hui un succès.

Grand'place

GRENOBLE-ÉCHIROLLES : le pari réussi de la région Rhône-Alpes.

Contactez Guy PAPE au (76) 09.06.45 SADI - 170, rue de Stalingrad - 38100 Grenoble

مركز الامم

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Ile-de-France

Un plan d'occupation pour la capitale ; un budget pour la région

Le Conseil de Paris a adopté, dans sa séance du 22 novembre, le plan d'occupation des sols (POS) de la capitale. Le préfet d'Ile-de-France devait présenter devant le conseil d'Ile-de-France le premier budget de cette nouvelle région. Deux documents importants pour l'avenir de la capitale et de sa région.

Le POS de Paris a été adopté par 59 voix (majorité présidentielle) contre 30 (groupes de gauche). Ce dossier avait déjà été examiné par l'assemblée parisienne au cours de sa session extraordinaire qui s'était déroulée en octobre dernier. Les conseillers de Paris avaient alors renvoyé ce dossier à l'administration en demandant des informations supplémentaires.

M. Bernard Rocher (U.D.R.), président de la commission de l'urbanisme, regrette de n'avoir pu porter « que des compléments de portée limitée » par rapport à la discussion du mois d'octobre. M. Philippe Milhau (cristallin) a plaidé pour que, dans le septième arrondissement, les terrains du quartier Branly occupés aujourd'hui par le ministère des finances soient réservés pour des équipements publics. M. Henri Meillet (communiste) a regretté que le temps écoulé depuis la session extraordinaire n'ait pas été utilisé pour apporter les modifications nécessaires au POS de Paris. M. Georges Sarre (socialiste) a déclaré pour sa part que le POS ne réglait pas les vrais problèmes et qu'il était « un document alibi, qui fixe l'avenir de Paris là où rien ne doit bouger ».

Cette dernière discussion sur le POS de Paris n'a pas échappé à la tradition de l'assemblée parisienne. En effet, dans leurs préoccupations politiques ou locales les élus de la capitale n'ont pas été capables une nouvelle fois, d'ouvrir un large débat sur l'urbanisme parisien. Attitude regrettable à quatre mois des élections municipales.

A ce propos, le comité Sauver Paris (199, rue de Lourmel, 75015 Paris) n'a pas manqué de souligner : « Les observations de la population parisienne concernant les décrets, les hauteurs d'imposition des zones, les nuisances au P.O.S., la création d'espaces verts et la protection de

ceux qui existent, les réserves pour équipements, n'ont été que très partiellement prises en compte par l'administration ; que les Parisiens n'ont pas été informés des conclusions de la commission d'enquête, et que les modifications par l'administration n'ont pas été rendues publiques ».

Le conseil de Paris a d'autre part, au cours de sa séance de lundi, et par 58 voix (majorité présidentielle) contre 0 et 30 abstentions (groupes de gauche), « invité le préfet de Paris, M. Jean Tardieu, à intervenir auprès du gouvernement afin que l'arbitrage promis par M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, en ce qui concerne le statut des fonctionnaires de la capitale ne soit pas remis en question ». Les fonctionnaires de la capitale ont été élus de la capitale en 1975, mais le statut de ce corps est celui des fonctionnaires de même rang dans les grandes villes de province. Les attachés d'administration de Paris, au nombre de deux cents, qui ont déjà fait grève le lundi 4 octobre, bénéficient des mêmes avantages (recrutement, traitement, indemnités) que les fonctionnaires de l'Etat. — J.F.

820 millions de francs pour les transports en commun

M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Ile-de-France, devait, pour sa part, présenter le 23 novembre devant le conseil régional une communication sur le premier projet de budget régional. Les crédits de paiement prévus s'élevaient à 1 882 millions de francs (+ 25 % par rapport à 1976) et les autorisations de programme à 1 645 millions.

Pour équilibrer ses comptes, la région devra trouver, en plus de ces ressources normales, 800 millions de francs. Il sera donc nécessaire de porter de 60 à 80 francs la taxe perçue sur les permis de conduire, de créer une surtaxe de 25 % sur les cartes grises et de créer une taxe additionnelle de

0,30 % sur les droits de mutation, soit 101 millions de francs, auxquels le préfet propose d'ajouter un emprunt de 700 millions de francs.

Aux seuls, les transports représentent 77 % des investissements programmés. Les transports collectifs recevraient 820 millions de francs, qui permettraient à la R.A.T.P. d'achever le tronçon central Anber-Nation du métro régional, de prolonger la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet, ainsi que la ligne de métro n° 10 dans Boulogne. Serait engagé les prolongements de la ligne de Sceaux vers la gare du Nord, du métro régional vers l'Orly (Seine-et-Marne) et de la ligne n° 7 au-delà de la porte de La Villette.

La S.N.C.F. poursuivrait les travaux préliminaires à la réouverture de la ligne Massy-Rungis et commencerait la construction de la gare souterraine de Paris-Nord, préalable à l'interconnexion des réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P.

Trente millions de francs seront affectés aux espaces verts, et notamment l'acquisition pour l'aménagement de superlatitudes boisées dans les bois de Rouleau, des Vallières, de Montgès, de Ferrières (Seine-et-Marne), de Grosbois, Notre-Dame (Val-de-Marne) et dans la boucle de Moisson (Yvelines). — A.F.

Faits et projets

Transports

PROTESTATION DES ROUTIERS

L'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) s'élève, dans un communiqué, contre les déclarations de M. Michel Duraton, ministre délégué aux transports, selon lesquelles aucun délai ni restriction ne sera accordée aux assujettis dont la taxe professionnelle se trouve majorée de 70 % par rapport à la patente 1976.

L'UNOSTRA « lance un pressant appel à tous les responsables du transport public routier, quelle que soit leur appartenance syndicale et à tous les niveaux qu'ils se trouvent, pour déterminer en commun, dans le plus bref délai, les moyens d'action les plus efficaces pour répondre à ce qu'on peut considérer, de la part du gouvernement, comme un renouveau de ses engagements ».

KARA-GIBRALTAR : UNE VOIE POUR L'EUROPE

(De notre correspondant.) Clermont-Ferrand. — L'Association pour favoriser la création de la voie européenne nord-est, sud-ouest (VENESIO), vient de réunir son assemblée générale à Clermont-Ferrand où elle a été fondée en 1967.

La VENESIO doit être un axe de liaison et d'échange commercial sur 5 600 km et reliant la partie septentrionale de l'Europe à l'extrémité méridionale de la péninsule ibérique du détroit de Kara, dans la zone archaïque, à Gibraltar.

L'association s'est donnée pour objectif de promouvoir la mise en valeur des régions françaises qui traversent cet axe européen, notamment par la mise en place d'un réseau renforcé de communications. Elle a décidé de faire appel aux établissements publics des régions concernées le plus directement par le parcours français de la VENESIO (VENESIO), vient de réunir son assemblée générale à Clermont-Ferrand où elle a été fondée en 1967.

5 juillet 1972. — A.T.

CONCURRENCE LE HAVRE-ROTTERDAM POUR LE TRAFIC DE L'EXTREME-ORIENT

Le Groupement des chargeurs maritimes français s'inscrit dans la Conférence d'Extrême-Orient, dont fait partie le Consortium Scandinave avec les Messageries maritimes. Les chargeurs abandonneraient l'escale du Havre au profit d'un regroupement des marchandises à Rotterdam. Aussi le Groupement des chargeurs réaffirme-t-il son attachement aux escales dans les ports français compétitifs pour le trafic des conteneurs.

Les travaux du métro de Lyon : sur la bonne voie

Lyon. — La construction de la première ligne de métro à Lyon (de la gare de Perrache à Villeurbanne sur 9,1 kilomètres), ainsi que celle de ses deux « antennes » Part-Dieu et Croix-Rousse (11), est en bonne voie. Ces deux projets du bilan annuel dressé il y a quelques jours par M. René Waldmann, directeur de la Société d'économie mixte du métro lyonnais (SEMALY).

Plus de 60 % des voies du métro sont posées et plusieurs stations ont déjà reçu leur revêtement de carrelage. Sur le plan financier, on constate que sur un coût prévisionnel final de 1 300 millions de francs, 880 millions de crédits ont été « consommés ». Au rythme du déroulement des travaux, jugé « très satisfaisant » par les responsables de SEMALY, les essais industriels, qui seront effectués avec le tiers environ des vingt rames commandées, devraient pouvoir débuter le 1^{er} octobre 1977. L'ouverture des lignes au public interviendrait alors en mai 1978.

Procèdera-t-on à une extension du réseau au cours du VII^e Plan ? Le schéma de principe des transports de la région lyonnaise a été adopté, en mars dernier, par le Syndicat des transports en commun de la région lyonnaise, et le 1^{er} novembre, par la majorité des élus de la communauté urbaine. Ce schéma comprend naturellement l'achèvement de la première tranche, mais propose également un « programme d'extension et de modernisation ».

Cette deuxième tranche du métro de Lyon consisterait pour l'essentiel à prolonger la ligne allant de Villeurbanne-Charpenne à La Part-Dieu, en direction du sud, jusqu'à la place Jean-Macé. Le tronçon supplémentaire, d'une longueur de 2,4 kilomètres, comporterait trois stations nouvelles.

Rhône-Alpes

De notre correspondant régional

Les dossiers correspondant à ce programme sont actuellement au ministère de l'équipement en vue de leur inscription au VII^e Plan. Ces opérations bénéficieront-elles d'une subvention d'Etat ? On peut en douter lorsqu'on sait que le coup de frein doit être donné, en 1977, sur les investissements publics.

Tout espoir n'est cependant pas perdu, puisque, dans la loi de finances adoptée par le Parlement, des crédits ont été réservés pour les métros de Lyon et de Marseille.

BERNARD ELIE. (1) Le projet de base avait été chiffré à 454 millions de francs en 1972. En 1973, et aux mêmes conditions, le montant du projet s'élevait à 817 millions de francs. Le coût prévisionnel final est actuellement de 1 327 millions de francs.

GFC

SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
553.89.29
103, rue de la Pompe — 75116 PARIS —

SOCIÉTÉ REPUTÉE DANS SON DOMAINE
(Automatismes-Régulation) Filiale d'un grand Groupe, recherche
DIRECTEUR COMMERCIAL
FRANCE ET EXPORT — 180.000 F/an

Il a 35 ans au minimum et doit être une belle réussite commerciale dans un domaine, si possible, proche de l'ingénierie. Il a pratiqué le marketing industriel et parle au minimum une langue étrangère. L'homme restera partie du Comité de Direction de l'Entreprise.
Résidence Région Parisienne. réf 4700

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL, recherche
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
120/150.000 F/an

pour une importante usine (1500 personnes) située dans le Sud-Ouest de la France. 35 ans minimum. Bonne expérience de la gestion du personnel et des relations sociales et humaines indispensables.
Résidence Région Parisienne. réf 4701

GRAND GROUPE MULTINATIONAL, recherche pour sa filiale française (2300 personnes)
CHEF DU SERVICE JURIDIQUE
110.000 / 140.000 F/an

C'est un juriste d'entreprise qui dispose d'au moins 7 ans d'expérience opérationnelle acquise au sein d'une société multinationale. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
Résidence Région Parisienne. réf 4740

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS recherche
ADJOINT AU DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT
40 ans minimum
100.000 F/an

Il aura la charge de l'ensemble des problèmes de vie des élèves, relations avec les familles, avec les professeurs, et d'une partie des problèmes pédagogiques de l'enseignement. C'est un homme de formation technique ou scientifique (licence Math ou Physique) ayant gardé le contact avec les problèmes scientifiques et doté d'un excellent contact humain. Les candidats ayant dépassé 50 ans sont tout à fait envisageables pour ce poste.
Résidence Région Parisienne. réf 4710

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION, recherche
2 COMMERCIAUX EXPORT
91.000 F/an

ce sont de jeunes bacheliers ayant déjà une bonne maturité professionnelle, une expérience réussie dans la vente de bien d'équipements à l'exportation et une grande disponibilité (50% du temps en déplacement). Ils savent couramment l'Anglais et de préférence connaissent l'Arabe ou le Russe.
Résidence : Troyes réf 4570

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche pour deux régions (Centre-Ouest et Centre-Est)
2 JEUNES MANAGERS RELATIONS HUMAINES

Une solide expérience de la fonction personnel est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Ayant 25 ans minimum, les candidats pourront évoluer vers des fonctions de management plus globales sous 3 ans.
réf 4222

SOLIDE GROUPE FINANCIER, recherche
DIRECTEUR DE CENTRE COMMERCIAL
120.000 / 140.000 F/an

C'est à la fois un gestionnaire administratif, un animateur commercial et un homme de relations publiques. Négociateur et meneur d'hommes, il est très souhaitable qu'il dispose déjà d'une expérience réussie dans ce domaine.
réf 4223

Écrire en précisant la référence
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle

A PROPOS DE...

LA SÉCURITÉ DES CORRESPONDANCES

Cent cinquante mille boîtes sous surveillance

Des hauts fonctionnaires des P.T.T. et des banquiers se sont réunis au ministère de l'Intérieur pour étudier une parade aux nombreux vols de correspondances enregistrées depuis quelques mois. Les chèques bancaires qui se trouvaient dans ces lettres ont été maquillés et encaissés, apparemment sans grandes difficultés.

Les postiers ne s'en sont pas encore remis. On voit les lettres. L'alerte est venue, au début de l'année, de Marseille où des boîtes ont été fracturées sur la voie publique. Au mois de mai, des surveillances ont prouvé, à Paris, que l'objectif des malfaiteurs était de s'emparer des chèques contenus dans les correspondances. Des lettres non oblitérées ont été retrouvées décaissées dans des voitures en stationnement. Le mal se serait étendu depuis à Orléans et à Strasbourg.

Dans les dépôts de courrier réservés aux usagers importants, des vols de sacs ont été constatés. Un ancien commissionnaire à même été arrêté pour ce délit. Les boîtes postales, les lettres des P.T.T. et les boîtes aux lettres des particuliers représentent, aujourd'hui, autant de fructueux terrains de chasse pour les malfaiteurs.

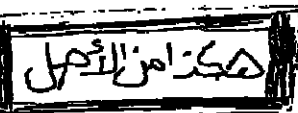
Les P.T.T. sont perplexes : ils n'enregistrent pas plus de plaintes que d'habitude pour des disparitions de correspondances. Des chèques bancaires maquillés ont pourtant été touchés, et les banques ont eu des discussions serrées avec leurs clients pour savoir qui supporterait le préjudice.

Qui sont les voleurs ? Nul ne le sait. Aucun des « perceurs » de boîtes aux lettres n'a été arrêté. La présence d'esprit d'un arrêté.

En attendant, le poste a décidé de changer les combinaisons des deux mille cinq cents boîtes aux lettres de la voie publique parisienne. Elle étudie même la possibilité de remplacer leurs serrures. Coût : 100 F pièce. Des contrôles vont être mis en place à l'entrée des dépôts postaux. On s'assure le droit d'y déposer des lettres, mais pas

ALAIN FAUJAS.

autriche le pays qui fête l'hiver...
... par l'autoroute de l'est,
à 130 km à l'heure
vers ses villages de neige



CARNET

Réceptions

— M. Paul Bly, premier ministre du Cameroun, a offert lundi 22 novembre une réception à l'occasion des Journées camerounaises organisées au Centre national du patronat français.

Naissances

— Anne-Marie Polier et Jean-Louis Chetaz sont heureux d'annoncer la naissance de Antoine, à Cannes, le 17 novembre 1976.

— M. Marc Delachaux et Mme. née Béatrice Dufour, sont heureux de faire de la naissance de leur fille Marine, le samedi 20 novembre 1976.

— Le docteur et Mme Henri Etroch, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils Emmanuel, le 18 novembre 1976, au foyer de Jean-Paul et Laurence Jourdon.

— M. et Mme Marcel Jourdon, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils Emmanuel, le 18 novembre 1976, au foyer de Jean-Paul et Laurence Jourdon. 20, avenue Victor-Hugo, 92-Montrouge, 94, chaussée de Roudebeck, Boulogne-Billancourt, 18, rue du Docteur-Roy, 92-Suresnes.

Décès

Raoul PRIVAT
Mme Raoul Privat, née Françoise Privat, ont la douleur de faire part du décès de M. Raoul PRIVAT, rédacteur en chef de "Journal de Genève", ancien président de l'Association de la presse genevoise, collaborateur de la radio suisse romande, historien de la Suisse médiévale, leur époux, frère, oncle et grand-oncle, rappeillé à Dieu, à quatre-vingt-seize ans, le 20 novembre 1976, 24, rue des Bourguignons, 92-Suresnes.

[Agé de quatre-vingt-seize ans, Raoul Privat (dit) ancien collaborateur de "Journal de Genève" et de la radio suisse romande. Entré en 1926 au quotidien libéral genevois, pour lequel il travailla pendant près d'un demi-siècle, il avait également été son correspondant à Paris de 1915 à 1922. Parallèlement à ses activités journalistiques, Raoul Privat a été secrétaire général du parti libéral de Genève et est l'auteur de deux ouvrages sur l'histoire suisse.]

— Mme Violette Baubert, M. et Mme Jean Baubert et leurs enfants, M. et Mme Jean-Daniel Diester et leurs enfants, M. et Mme Perhat Larbi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. René BAUBERT, professeur honoraire au lycée Gay-Lussac, à Limoges, survenu le 16 novembre 1976, dans sa soixante-quatrième année.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de Villefranc (Haute-Vienne), le 19 novembre 1976, à 10 heures, à 8610 Cugand, 31, rue Bouslaugue, 9103 Paris, 91000 Cugand, 23, rue de Valmy, 91220 Charenton.

[Né à Drun, en Haute-Vienne, Roger Baubert enseigna jusqu'en 1945 au Collège moderne de jeunes filles, puis, jusqu'en 1964, au lycée Gay-Lussac de Limoges. Il s'intéressa de très près à l'histoire et à l'archéologie du Limousin, fonda un musée à Châteauponsac (Haute-Vienne) et publia de nombreux articles dans les publications régionales.]

(Publi-Mort)

• UNE BELLE TAPISSERIE SUR VOS MURS, éditée par COROT. Tapisserie imprimées main, numérotées et signées des plus grands artistes contemporains. Tirage limité. COROT, 65, Champs-Élysées, 4^e étage - Tél. : 225-36-59.

— On nous prie d'annoncer la décès de Mme Paul BAUDOUIN, née Nodini Rist-Schöen, survenue le 15 novembre 1976, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, 84, rue Fernand, 92-Neuilly-sur-Seine.

— Mme Frédéric Berbigier, Mme Danièle Berbigier, M. et Mme François Berbigier, M. et Mme Christian Berbigier et leur fils, M. et Mme Claude Berbigier et leur fille, M. et Mme Jean Berbigier et leur fille, M. et Mme Daniel Robert et leur fille, M. et Mme André Benenot, ont la douleur de faire part du décès de M. Frédéric BERBIGIER, officier de la Légion d'honneur, inspecteur des finances, directeur de la Compagnie française des pétroles, survenu le 21 novembre 1976.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 25 novembre 1976, à 15 h. 45, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 25 juillet 1912 à Paris, M. Berbigier était diplômé de l'École libre des sciences politiques et licencié en lettres et en droit. Inspecteur des finances en 1937, il fut chef de cabinet de M. Pierre Mendès France, ministre de l'économie nationale de septembre 1944 à avril 1945. Commissaire général du Bureau européen des foires commerciales en 1949, il entra en 1953 comme directeur financier à la Compagnie française des pétroles, dont il devint directeur en 1962. Administrateur de l'Union française de la pétrole, depuis 1962 président de l'Union française des pétroles, puis, de 1967 à 1972, président du Crédit chimique. Il était enfin, depuis 1972, président-directeur général de la Banca Commerciale Italiana (France).]

— M. et Mme Dino-Daniel Covo, Mme Agnès Covo, Mme Françoise Duffand et Sophie, les familles Covo, de Brest, Tardieu, Carasso, Mita, Dwek, Bogot, ont la douleur de faire part du décès de M. François COVO, leur fils, frère, petit-fils et cousin, survenu le 20 novembre 1976, à l'âge de vingt-trois ans, dans sa vingt-troisième année.

— M. et Mme Pierre Fontaine et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles FONTAINE, né Marie-Louise Selter, leur mère et grand-mère, survenu le 22 novembre 1976 en son domicile, 126, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

Le service religieux sera célébré le mercredi 24 novembre 1976, à 15 h. 45, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille, 34, rue de l'Arbalète, 75006 Paris.

— Mme Madeleine Vallet-Bourgois, l'ingénieur général et Mme Jean Ligonnet, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean LIGONNET, leur fils, frère, petit-fils et cousin, survenu le 20 novembre 1976, à l'âge de vingt-trois ans, dans sa vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 22 novembre en l'église Notre-Dame-des-Champs, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Georges Prévost, et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges PRÉVOST, décoré de la Légion d'honneur, et de la médaille militaire, survenu le 16 novembre.

— Mme Armand Rerat, Mlle Monique Rerat, M. et Mme Claude Rerat et leurs enfants, M. et Mme Alain Rerat et leurs enfants, M. et Mme Vivian Raton et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux père, grand-père, parents et allié, M. Armand RERAT, agrégé de l'Université, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, Distinguished Service Cross Américain, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, survenu le 20 novembre dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, rue du Duc-de-Berghes, à Sceaux, le mercredi 24 novembre 1976, à 8 h. 30. L'inhumation, au cimetière d'Estimote (Sceaux), aura lieu le même jour, vers 16 heures, 24, rue du Lycée, 92330 Sceaux.

— La famille Bernée, la direction et tout le personnel d'Hermès, ont la grande tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de leur ami et collaborateur fidèle, M. Georges SAUT, croix de guerre 1914-1918. Le service religieux a été célébré dans la plus stricte intimité familiale, 24, rue Saint-Honoré, 75008 Paris.

— La famille et les alliés de M. Louis SEIVA, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis SEIVA, survenu le 20 novembre 1976, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 25 novembre 1976, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris (16^e). Les obsèques ont eu lieu en l'église d'Espoy (Pyramides-Atlantiques), survenu le 8 novembre 1976, en sa soixante-dix-septième année.

— Mme Georges Tacat, M. et Mme G. Gasot-Talabot, les familles Tacat et leur fils, M. et Mme R. Louvenc, M. J. Tucat, M. et Mme Joseph Tucat et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges TUCAT, ancien administrateur en chef de l'approvisionnement de l'armée, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, survenu le 8 novembre 1976, en sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église d'Espoy (Pyramides-Atlantiques), survenu le 8 novembre 1976, en sa soixante-dix-septième année.

— Mme Horace Crocicchia, très touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été adressées lors du décès de M. H. CROCICCHIA, prie de bien vouloir trouver ici l'expression de ses sincères remerciements.

— Mme Patrice des Moutis, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. François Henry des MOUTIS, priant de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

— Mme Juliet Man Ray et ses amis, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion du départ de MAN RAY, remercient les personnes qui leur ont témoigné leur affection.

— A toutes les personnes qui, lors du décès de leur père, M. André GARY, leur ont témoigné leur sympathie, ses enfants expriment leurs sentiments reconnaissants.

Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire de M. Marcel COUDRES, sculpteur, chevalier de la Légion d'honneur, d'été à 14 h. novembre 1976, sera célébrée le mardi 30 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, place du Louvre, Paris-1^{er}.

Bienfaisance

— L'association les Paris Frères des pauvres recueille des dons pour les personnes âgées et isolées à l'approche des fêtes de Noël, 33, avenue Farmanier, 75011 Paris. G.C.P. Paris 13430-57.

Communications diverses

— L'Amicale du camp des aspirants (98, chaussée d'Antin, 75009 Paris) tiendra son assemblée générale samedi 27 novembre, à 14 h. 45, au palais du Luxembourg, salle Médicis. A 20 heures, à l'hôtel Lutetia, 47, boulevard Raspail, dîner suivi d'une soirée dansante.

Visites et conférences

MERCREDI 24 NOVEMBRE
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Calées nationales des monuments historiques, 13 h. 30, rue Royale, Mme Chapuis : « Le dernier salon de Mme de Sévigné ». 15 h. 30, rue St-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Sully ». 17 h. 30, rue de la Harpe, Mme Garbier-Albère : « Hôtel de Sully ». 19 h. 30, rue de la Harpe, Mme Pennes : « L'enseignement de la médecine dans les collections du Musée de la médecine ». 19 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Le Morbihan ».

14 h. 15, métro Monge : « Paris gallo-romain ». 11 h., orangeie

SOCIÉTÉ

Une lettre des propriétaires de l'appartement de Mme Vernet

Après les nombreux articles consacrés à Mme Hélène Vernet, nous avons reçu de M. et Mme Willemain, propriétaires à Levallois-Perret de l'appartement que Mme Vernet refuse de quitter, la lettre suivante :

En tant que propriétaires de l'appartement occupé par Mme H. Vernet, 39, rue Chaplat, à Levallois, nous tenons à souligner que seul l'article du 20 octobre était objectif, article écrit suite à la visite que nous a faite, à l'improviste, un journaliste du Monde. Cela n'a pas été le cas pour l'article paru le 26 février, article ayant servi de base en partie à la chronique de Pierre Vianon-Ponts sur « Le droit de reprise ».

Cette loi de 1948, dénoncée avec vigueur pour son caractère antisocial, Mme H. Vernet en a largement profité. En effet, Mme Vernet n'est venue s'installer dans l'appartement litigieux qu'en 1964, à la mort de son père, car auparavant elle habitait 3, impasse Martin-Frères, à Rouen. Suite au procès intenté par le propriétaire de l'époque, une ordonnance du 9 juillet 1969 reconnaissait à Mme H. Vernet le bénéfice du droit de maintien dans les lieux.

De plus, jusqu'en 1974, date à laquelle a été établie la surface corrigée par voie de justice, Mme Vernet pour un appartement situé aux portes de Paris, réglait 350 F par trimestre, dont

20 F de sa bonne volonté et 20 F pour l'eau. Actuellement ces indemnités d'occupation s'élevaient à 468 F par mois pour une surface corrigée de 132 m².

Nous tenons, de plus, à préciser que la location de l'appartement du 4^e étage-gauche n'a été consentie à la mère de Mme H. Vernet qu'en 1941 et non en 1923.

Nous rappellerons enfin que nous avons toujours mis à la disposition de Mme Vernet l'appartement dont nous sommes locataires, et pour lequel nous payons un loyer mensuel de 800 francs. Cet appartement est à moins de 800 mètres de la rue Chaplat.

Il est aberrant de parler de spéculation dans cette affaire. Cet appartement nous l'avons acquis à l'aide d'un prêt bancaire sur dix ans ; et peut-on parler de bonne affaire financière alors que cet appartement acheté en juillet 1969 n'a toujours pas été récupéré ?

Nous ne sommes pas dupes des méthodes employées par Mme Vernet pour forcer la main aux autorités qui connaissent son cas. Le but est que Mme Vernet obtienne, par pression, de jour en jour, de ses cinq pièces et que les Willemain restent encaissés dans leurs 44 mètres carrés. Qu'importe que trois enfants se partagent une chambre de 13 mètres carrés ?

Toute la publicité faite autour de l'expulsion de Mme Vernet n'empêchera jamais cette triste réalité.

Faut-il que face aux mille cinq cents à deux mille expulsions traitées annuellement par la préfecture des Hauts-de-Seine, notamment au titre de la rénovation, Mme Vernet bénéficie d'un régime particulier ? Nous attendons quant à nous que les autorités prennent une décision et que la justice soit appliquée. Il ne doit pas y avoir, deux poids et deux mesures à la préfecture des Hauts-de-Seine.

Une nouvelle collection pour les moins de trente ans

IL Y A du nouveau chez Lanvin 2. Une collection automne-hiver pour ceux qui veulent s'habiller dans un style jeune, élégant et pas trop coûteux. Des costumes très anglais en cheviotte dans les tons de l'automne (1.300 F). Des trois pièces en laine peignée d'une résistance à toute épreuve (1.500 F). Au rayon des pardessus, Lanvin 2 présente des lodens en gris ou bleu marine (890 F) et pour les amoureux de la laine, un modèle raglan à petits chevrons (990 F).



2, rue Cambon, Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83

A CÉDER

affaire exceptionnelle sur grande écriture dans quartier commerçant

BIJOUTERIE HORLOGERIE

C.A. + de 1.000.000
Tél. : M. Gernak, 607.39.50

1

2

3

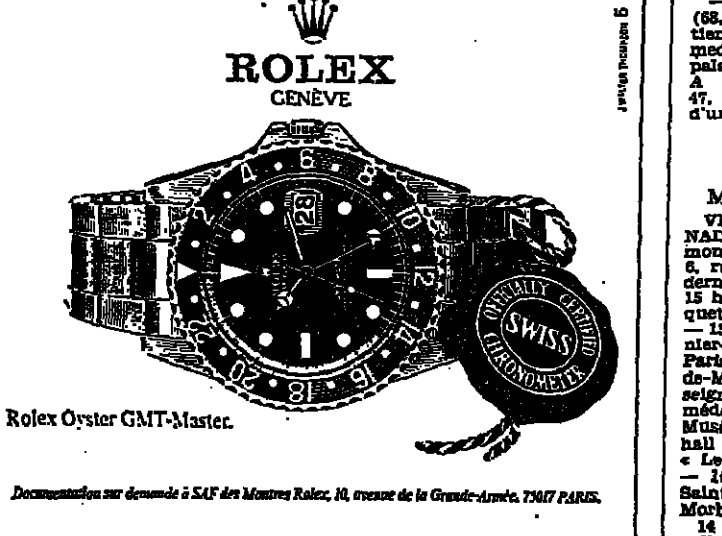
foie

reins

raisons

Une montre qui vous donne en même temps l'heure d'ici et l'heure d'ailleurs: la GMT-Master de Rolex.

En plein ciel, entre Paris et New-York, vous jetez un coup d'œil à votre montre et vous savez, à la seconde près, l'heure qu'il est dans les deux villes. Mais la GMT-Master de Rolex a encore bien d'autres performances à son actif. Etanche jusqu'à 50 mètres de profondeur, pratiquement indestructible, c'est plus que la montre de l'homme d'affaires, c'est la montre de l'homme d'action.



Document communiqué par la S.A. des Montres Rolex, 10, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

Visites et conférences
MERCREDI 24 NOVEMBRE
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Calées nationales des monuments historiques, 13 h. 30, rue Royale, Mme Chapuis : « Le dernier salon de Mme de Sévigné ». 15 h. 30, rue St-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Sully ». 17 h. 30, rue de la Harpe, Mme Garbier-Albère : « Hôtel de Sully ». 19 h. 30, rue de la Harpe, Mme Pennes : « L'enseignement de la médecine dans les collections du Musée de la médecine ». 19 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Le Morbihan ».

de boire

CONTREX

صحة من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES QUESTIONS MONÉTAIRES

L'enjeu d'un « amendement »

(Suite de la première page.)

Il en résultait que la défense de la parité du dollar incombait aux banques centrales autres que celle des États-Unis. Les autorités américaines avaient bien la « lourde » obligation de céder de l'or contre les dollars accumulés par les autres pays, mais elles se sont efforcées, avec succès, d'en limiter les effets.

Précisons tout de même qu'une certaine redistribution du stock d'or mondial (concentré aux États-Unis après la guerre) a pu s'opérer, les avoirs métalliques des États-Unis tombant de 25 milliards de dollars en 1947 à environ 12 milliards en 1970.

Ce système s'est effondré en deux temps : en août 1971 quand

a été « suspendue » la convertibilité du dollar en or, et en mars 1973 quand les banques centrales d'Europe et du Japon ont cessé de soutenir le cours du dollar, ce qui revenait à instituer dans le monde un régime généralisé de taux de change flottants.

Dans leur essence, les accords de la Jamaïque, négociés les 7 et 8 janvier de cette année, consistent à légaliser le régime existant depuis 1971, et, depuis 1973, régime qui est en contradiction flagrante avec la lettre et l'esprit des accords de Bretton Woods, toujours formellement en vigueur.

Selon les accords de la Jamaïque, les pays membres ont en principe la liberté de choix de leur régime de change.

Dans une période transitoire

d'une durée indéterminée, les pays membres pourront, ou bien pratiquer le flottement pur et simple de leur monnaie, ou bien participer à une zone monétaire tel que le « serpent » européen. Ils devront toutefois se soumettre à la « ferme surveillance » du Fonds monétaire, qui est appelé à formuler un code de bonne conduite. Mais ce texte n'est toujours pas élaboré, les États-Unis estimant pour leur part qu'il est prématuré d'entraîner la liberté de fonctionnement du régime des changes flottants.

Il est convenu que dans l'avenir les pays membres du Fonds monétaire pourront, à la majorité de 85 % (ce qui donne aux États-Unis, disposant à eux seuls de 21,5 % des voix, le droit de veto), instituer un « système généralisé des dispositions de change reposant sur des parités stables et ajustables ».

À la Jamaïque, M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances, avait présenté cette faculté comme un pas marqué par la France, qui, au cours des négociations, s'est toujours prononcée en faveur d'un retour à un système de taux de changes fixes. En réalité, le futur régime des parités « stables et ajustables », peut difficilement être assimilé à un système de parités fixes, et cela pour les trois raisons suivantes :

a) La marque de fluctuation prévue est de 4,5 % de part et d'autre de la parité, ce qui est considérable et peut entraîner un régime de taux de changes flottants admissibles.

b) Tout pays qui le désirera pourra se soustraire au système à condition d'entrer en consultation avec le Fonds monétaire.

c) Enfin, et surtout, il est interdit de fixer les nouvelles parités en or ou par référence à une autre monnaie. Le nouvel étalon de valeur sera le « droit de tirage spécial ».

La valeur du D.T.S. est définie par référence à un « panier » de seize monnaies (le dollar, par le jeu des coefficients, comptant à lui seul pour le tiers de l'ensemble). Le D.T.S. est également un instrument de paiement à la seule disposition des banques centrales et autres institutions officielles. La valeur du D.T.S. se modifie constamment : elle est calculée tous les jours par le F.M.I.

Il s'agit d'un système d'une logique contestable : la valeur du D.T.S. est définie par rapport aux monnaies et celle des monnaies par rapport au D.T.S. Un pays qui possède des D.T.S. peut, à concurrence, tirer sur le Fonds monétaire des devises fortes (dollar, deutschemark, etc.). Trois allocations de D.T.S. ont eu lieu dans le passé (1970, 1971 et 1972) pour un montant total de 10 milliards de dollars, mais depuis lors les émissions ont cessé étant donné que la création des D.T.S. a coïncidé avec une très forte augmentation des liquidités traditionnelles sous forme de dollars et, dans une moindre mesure, de livres sterling.

L'élimination de l'or

Toute référence à l'or est supprimée dans les nouveaux statuts du Fonds monétaire. Il en résulte notamment que le prix officiel du métal précieux fixé actuellement à 42,25 dollars l'once est supprimé. Cette suppression qui consacre l'abandon de l'étalon-or est toutefois considérée dans les circonstances actuelles comme favorable par les pays désireux de conserver à l'or un certain rôle monétaire. Pourquoi ? Parce que, aussi longtemps qu'un prix officiel de l'or subsiste, il est tenté de créer une banque centrale d'en acheter au-dessus de ce cours, ce qui revient à « geler » les stocks métalliques (le prix du marché étant au moins trois fois supérieur au prix officiel, ce qui dissuade toute banque centrale de vendre à ce dernier prix).

L'élimination de l'or a aussi pour conséquence de supprimer les plus lourdes obligations qui incombent aux membres du Fonds monétaire, et notamment celle de verser en or le quart

de leur participation (quote-part) au capital de cette institution.

L'or ayant été banni des nouveaux statuts, aucune disposition ne revendrait expressément la liberté pour les banques centrales d'acheter et de vendre de l'or dans l'avenir. Cependant la délégation française considère que cela va de soi et dans une certaine mesure elle a obtenu satisfaction.

Le Fonds monétaire dispose d'un stock d'or de 154 millions d'onces (4 771 tonnes) ; il a décidé qu'il céderait le tiers de cette quantité, soit 50 millions d'onces : 54 millions seront rétrocédés aux pays membres, et 25 autres millions vendus par des adjudications qui ont commencé le 2 juin 1976.

La France n'a pas obtenu que les banques centrales puissent ouvertement se porter acheteuses dans les ventes aux enchères, mais il a été admis que le Fonds monétaire « fermerait les yeux » si la Banque des règlements internationaux se portait acheteur, en réalité au nom d'une banque centrale. Il demeure aussi longtemps que le deuxième amendement n'aura pas été ratifié, il est illégal pour les banques centrales d'acheter de l'or au-dessus du prix officiel.

L'augmentation des quotes-parts

Enfin, les accords de la Jamaïque comportent une nouvelle augmentation des ressources du Fonds monétaire. Le total des quotes-parts sera porté de 30 milliards à 38 milliards de D.T.S. (35 à 47 milliards de dollars), ce qui représente une augmentation de 32,5 %. La part des pays pétroliers étant passée d'environ 5 à 10 % du total, celle de l'ensemble des pays industrialisés a été réduite en conséquence. Ainsi, la quote-part de la France passe de 5,14 à 4,99 milliards de D.T.S., en valeur absolue, elle sera portée de 1 500 à 1 919 millions de D.T.S. (+ 28 %).

Aux yeux du gouvernement français, le principal argument en faveur de la ratification est que les banques centrales retrouvent en fait la liberté de transaction sur l'or, même si celle-ci n'est pas clairement définie (on n'ira pas, par exemple, les États-Unis accepter d'acheter et de vendre à nouveau de l'or).

Faisons toutefois remarquer : 1) que les ventes du Fonds monétaire de l'or ont été très faibles, la ratification, et 2) que l'Italie a obtenu de l'Allemagne fédérale un prêt gagé sur l'or en septembre 1974. Peut-on sérieusement imaginer que les pays possédant de l'or soient brutalement privés du droit d'en disposer ? Sans compter que le marché ne croit pas à la démonétisation de l'or, puisque son prix est trois ou quatre fois supérieur au prix officiel.

Dans un article publié dans le Monde du 7 janvier 1976 (« Une réforme bâtie sur le sable », nous écrivions : « Si dans les pays libéraux les parlementaires, devant représenter le bon sens et refuser l'irresponsabilité populaire, ne se laissent pas si facilement intimider par l'aspect technique des questions monétaires, la ratification de pareils arrangements devrait apparaître douteuse. » Faut-il ou non ratifier ? Finalement, il s'agit d'une question de tempérament. Peu de gens et peu de nations supportent à la longue l'isolement, alors que certains tempéraments, beaucoup moins nombreux, sont prêts à accepter les conséquences de l'état minoritaire s'ils estiment avoir raison.

Cela dit, la France du général de Gaulle était d'abord opposée à l'entrée en scène de la monnaie, celui qui devait créer les droits de tirage spéciaux. C'était en mars 1968 (conférence de Stockholm) quelques mois après la situation de la France était retournée : elle était en déficit et avait besoin de crédits internationaux. Le général de Gaulle finit lui-même par accepter un projet qu'il avait d'abord refusé.

PAUL FABRA.

FISCALITÉ

AU CONGRÈS DU CID-UNATI

M. Gérard Nicoud annonce la création de groupes d'autodéfense contre les contrôleurs des impôts

De notre correspondant

Dijon. — « Nous ne rendons plus que cent cinquante mille adhérents : la loi Royer a démobilité de trop nombreux commerçants et artisans, indisciplinés pour la plupart, marqués par des siècles d'égoïsme, mais l'audience du CID-UNATI s'étend aux responsables de la petite industrie et aux professions libérales, avocats, notaires, architectes », M. Gérard Nicoud, réçu secrétaire général de l'organisation dont il est le fondateur lors du huitième congrès tenu à Dijon les 20, 21 et 22 novembre, croit plus que jamais à l'avenir du CID-UNATI, dans la mesure où ses membres sont moins « fous » et les dossiers présentés « plus sérieux ».

En revanche, M. Nicoud ne fait plus confiance ni au Parlement, ni aux partis politiques, ni au président de la République, ni à M. Mitterrand. « C'est la dictature des technocrates de l'ENA ! », s'est-il écrié devant les quatre cents congressistes.

Alors qu'au cours de la deuxième journée du congrès il annonçait vouloir proposer à tous les inspecteurs des impôts l'organisation d'une « table ronde » pour ouvrir le dialogue, lors de son discours de clôture, lundi 23 novembre, le ton avait sensiblement monté et les menaces physiques contre les contrôleurs des impôts ont été précises.

« Faudra-t-il s'opposer par la force à tout contrôle fiscal en 1977 ? L'administration française prend une dimension trop corporatiste, et personne n'oblige les fonctionnaires à se conduire de façon sadiques. C'est ainsi que, selon M. Nicoud, « le CID-UNATI rendra désormais responsable sur ses biens et sa personne chaque contrôleur des impôts qui sera responsable d'un abus d'autorité ».

Dans ce but, a-t-il dit, nous allons créer des groupes d'autodéfense dans les départements. Ces groupes, à encore précisé M. Nicoud, seront « confidentiels et secrets, facilement mobilisables et répondront ferme et fort à toute attaque. Ce n'est plus à l'habit des impôts que nous nous adressons mais à l'appareil ou à l'immuable où habite le fonctionnaire ».

M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux affaires financières, dans un communiqué le « caractère inadmissible » des propos de M. Nicoud. Le ministre estime qu'ils « tendent à exercer une pression individuelle

sur des fonctionnaires qui exercent une mission difficile mais essentielle de service public ».

Enfin, M. Durafour rappelle que les agents du fisc sont protégés, et que toute manifestation d'intimidation donnera immédiatement lieu au dépôt d'une plainte.

Le Syndicat F.O. des impôts a vivement réagi aux déclarations de M. Nicoud et affirme que « la dissolution du CID-UNATI se justifie plus que jamais ».

Le Syndicat national unifié des impôts (S.N.U.I.), comme la C.F.D.T., n'est pas partisan d'une telle mesure, mais étudie les bases juridiques les mieux appropriées pour répondre aux déclarations de M. Nicoud.

CHÈQUES ET FRAUDE FISCALE

Les députés ont voté la suppression du chèque au porteur. En effet, l'un des procédés utilisés par les fraudeurs au chapitre fiscal est l'utilisation de chèques au porteur, pour lesquels les banques peuvent demander l'identité des personnes qui les présentent sans pouvoir l'exiger. Autre moyen de fraude, la circulation de chèques endossés au nom d'un tiers par le bénéficiaire. Dans les deux cas, il ne peut être retrouvé trace dans un document comptable quelconque, ne serait-ce qu'un relevé de compte bancaire, des paiements effectués au profit du premier bénéficiaire du chèque.

Au surplus, pour qu'une trace des paiements se retrouve au moins quelque part, il est proposé de rendre les chèques des chèques obligatoires. Selon M. Maréchal, « il n'y aura pas de lutte sérieuse contre la fraude tant que la législation des chèques ne sera pas modifiée ». Le gouvernement en convient volontiers, mais il relève que ces mesures seraient contraires à la convention de Genève du 19 mars 1931 ratifiée par le Parlement. L'obligation de barrer les chèques, toutefois, serait admise par la convention, mais elle porterait une atteinte grave au principe selon lequel un chèque est payable à vue. Le gouvernement a demandé, néanmoins, que soit étudié un dispositif permettant de limiter l'endossement des chèques de façon à en permettre le contrôle.

Américains et Français négocient une nouvelle convention fiscale

Des négociations franco-américaines ont lieu actuellement à Paris sur le problème de l'imposition des Américains résidents en France.

Au centre des discussions, la nouvelle loi française relative à la territorialité fiscale, qui fixe notamment les modalités d'imposition de des étrangers résidents en France. Ce texte, déjà examiné par le Sénat et qui va être prochainement discuté à l'Assemblée nationale, suscite de nombreuses protestations de la part de la communauté américaine en France, qui court le risque d'une double imposition.

Il vise, en effet, à taxer les étrangers résidents en France sur la totalité de leurs revenus, et non plus simplement sur les revenus perçus en France. Cela pose un problème pour les seuls Améri-

cains en raison de la particularité de leur législation fiscale. Les États-Unis sont en effet le seul pays industrialisé à exercer un droit de suite sur leurs nationaux, c'est-à-dire à les imposer même s'ils résident à l'étranger.

La loi de la convention fiscale bilatérale négociée en 1967, les États-Unis avaient demandé et obtenu de l'administration française le maintien de l'article 184 du code général des impôts, qui exemptait les résidents étrangers en France du paiement des impôts sur les revenus de source étrangère déjà taxés à l'étranger. Or cet article, qui excluait les Américains de l'imposition en France, est abrogé par le nouveau texte.

Cette abrogation, souligne d'ailleurs l'administration française, va dans le sens des recommandations de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) sur l'harmonisation fiscale entre ses pays membres.

Une nouvelle convention fiscale entre les deux pays doit donc être élaborée, afin d'éviter la double imposition des Américains résidents en France. Les deux parties auront largement le temps de négocier : le projet de loi, s'il est adopté lors de la session parlementaire, ne s'appliquera que sur les revenus de 1977 et n'entrera, par conséquent, en vigueur que pour la déclaration d'impôts de 1978.

REGLES D'IMPOSITION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER. — Dans nos éditions datées du 4 novembre, un article consacré au projet de modification des règles d'imposition des Français à l'étranger indiquait que les déductions des intérêts relatifs à la construction, à l'acquisition ou aux grosses réparations étaient plafonnées à 7 000 F + 1 000 F par part. Il s'agit en fait, comme le prévoit l'article 158 du code général des impôts, d'un plafonnement de 7 000 F + 1 000 F par personne à la charge du contribuable.

La Commission européenne va emprunter 500 millions de dollars pour continuer à soutenir l'Italie

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf réunis lundi 22 novembre, à Bruxelles, ont autorisé la Commission européenne à négocier sur le marché international un emprunt de 500 millions de dollars. Les crédits ainsi rassemblés seront joints à l'Italie en substitution du concours qui lui accordait depuis deux ans le Royaume-Uni — dans le cadre du prêt à moyen terme consenti par la Communauté — et auquel Londres avait annoncé son intention de mettre fin début décembre.

Au cours d'un déjeuner à huis clos, les ministres des finances ont, d'autre part, évoqué — brièvement, semble-t-il — les problèmes que pose à la Communauté la perspective d'une hausse prochaine du prix du pétrole.

Pour l'instant, en dépit de la crise et de la situation économique peu brillante que connaissent plusieurs États membres, les mécanismes de concours mutuel mis en place au cours des années passées continuent donc à jouer leur rôle de façon à peu près normale. En décembre 1974, l'Italie avait obtenu de la Communauté un prêt à moyen terme (cinq ans). Les Anglais avaient fait savoir alors qu'ils ne pouvaient prendre d'engagement d'aussi longue

durée et n'avaient versé leur quote-part (487 millions de dollars) qu'à condition de pouvoir se dégager à chaque échéance de six mois.

A court d'argent, c'est ce qu'ils font maintenant. Pour les remplacer, les Neuf ont appelé à l'emprunt communautaire. C'est en mars 1975 qu'ils avaient décidé d'autoriser la Communauté à emprunter sur le marché international dans les limites de 3 milliards de dollars, intérêts compris. En application de cette décision, un premier emprunt de 1,3 milliard de dollars a été émis, et son produit affecté à l'Italie (1 milliard de dollars) et à l'Irlande (300 millions de dollars). Compte tenu des intérêts, le nouveau crédit de 500 millions de dollars, qui vient d'être décidé, épuisera presque le droit à emprunter reconnu par les Neuf à la Communauté.

Dans les circonstances actuelles — le manque de solvabilité de plusieurs États membres fait que la garantie accordée par la C.E.E. pour une telle opération repose surtout sur l'Allemagne et les pays du Benelux, il apparaît peu vraisemblable que les Neuf envisagent bientôt d'accroître la capacité d'emprunt de la Communauté. Les décisions concernant les modalités de l'emprunt de 500 millions de dollars, ainsi que les conditions de politique économique imposées à l'Italie, seront approuvées par les ministres des finances lors de leur prochaine réunion, le 20 décembre.

Les ministres ont également parlé du prix du pétrole. Mais ils l'ont fait, semble-t-il, avec discrétion et prudence. Deux raisons à cela : ils estiment qu'il serait mal venu d'empiéter sur les prérogatives des chefs de gouvernement ; ils considèrent que s'agissant sur les conséquences d'un relèvement du prix du pétrole, sur la croissance, l'inflation, le chômage... (les services de la commission ont effectué des études sur ce thème) n'est pas d'un intérêt évident et risquerait, au contraire, de susciter des interprétations dangereuses.

Les Neuf ont approuvé le rapport sur la politique économique dans la Communauté rédigé voici quelques semaines par la Commission. Celle-ci, considérant la pause actuelle comme passagère, croit que l'essor conjoncturel va se poursuivre, tout en indiquant que l'expansion est précaire, en raison surtout de la faiblesse des investissements produits.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISÉS

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
48 heures	4 1/8	3 1/8	4 3/4
1 mois	4 3/8	4 1/8	4 7/8
3 mois	4 7/8	5 3/8	5 1/2
6 mois	5 1/8	5 3/8	5 7/8

STAGE DE COLLABORATRICE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

— 20 semaines avec stage en entreprise (interruption mercredi et vacances scolaires).
6 semaines options :
• Gestion du personnel-relations humaines ;
• Gestion financière-comptabilité ;
• Anglaise commerciale.

NIVEAU : fin études secondaires avec expérience professionnelle ou études supérieures sans expérience professionnelle.
BUT : insertion ou réinsertion dans la vie active.
Promotion - Reconnaissance.

Tarif : 4 200 F (options non comprises).
Prochaines sessions : 24 janvier et 1^{er} mars 1977.

C.N.O.F.-C.S.S.E. : 14, rue Monsieur-le-Prince, 75006 PARIS
(Tél. : 032-52-40, 032-80-75 et 320-95-33.)

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimante, le HP-97.

Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner UNIC

164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.
Tél. 746-00.
108 boulevard Richard-Lenoir, 75001 Paris.
Tél. 805 63-80.

(Publicité)

Initiation à la langue portugaise

Stage de Formation Permanente en direction des personnes devant se rendre au Brésil ou au Portugal 84 heures.

Du 11 janvier au 23 juin 1977.

Renseignements et inscriptions : Université de Paris VIII, Formation permanente, Route de la Touraine, 1971 Paris, Cédex 12, 75-26-25 et 75-22-59 (poste 325).

(Publicité)

Opel Rekord

Essence ou Diesel

René PÉRI S.A.
81, rue de Meaux
PARIS 19^e
Tél. 607.83.92.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 110

PROJET DE RÉÉQUIPEMENT DU PORT D'ADEN

La Corporation des Ports et du Transport Maritime du Yémen lance un appel d'offres pour la fourniture du matériel suivant, comprenant des REMORQUEURS, VEDETTES, BARQUES et DIVERS SOUS-PRODUITS MÉCANIQUES pour le projet de rééquipement du port d'Aden, qui sera financé par la Banque Mondiale et le Fonds de Financement Arabe.

Groupe A. — REMORQUEURS : 2 remorqueurs ayant une force de traction au crochet de 17,5 T.

Groupe B. — VEDETTES À COQUE FIBRE DE VERRE : 2 vedettes, 4 barques de mouillage, 1 vedette pour plongeurs et 1 vedette de surveillance.

Groupe C. — EMBARCACTIONS À COQUE ACIER : 1 vedette de service général, 25 barques à marchandises, 4 barques d'alimentation en eau et 2 pontons.

Groupe D. — ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE :

- Section 10 : Matériel pour atelier d'usinage.
- Section 11 : Matériel général pour ateliers.
- Section 12 : Compresseurs à air.
- Section 13 : Matériel de carénage à air comprimé.
- Section 14 : Matériel de peinture au pistolet.
- Section 15 : Matériel de soudure.
- Section 16 : Tracteurs et remorques.
- Section 17 : Charriots élévateurs à fourche.
- Section 18 : Grue à tour.
- Section 19 : Grues mobiles.
- Section 20 : Treuils.
- Section 21 : Structures portatives.

Groupe E. — MATÉRIEL DE RADIOCOMMUNICATIONS.

La date limite de réception des offres, qui devront être soumises en deux exemplaires, est le 7 février 1977.

Le dossier d'appel d'offres en double exemplaire en anglais peut être obtenu par poste ou collecté directement auprès de l'ingénieur Conseil à l'adresse ci-dessous contre règlement des sommes suivantes :

Groupe A : 100 livres ou 185 dollars U.S. - Groupe B : 80 livres ou 100 dollars U.S. - Groupe C : 80 livres ou 100 dollars U.S. - Groupe D (chaque section) : 30 livres ou 53 dollars U.S. - Groupe E : 30 livres ou 53 dollars U.S.

PETER FRANKEL & PARTNERS, Consulting Engineers, 25 Victoria Street, London SW1 8DE - Angleterre.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GRÈCE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX HYDRAULIQUES

DIRECTION DE L'ÉLECTROMÉCANIQUE D6

Section : D6c

Objet : ANNONCE D'UN APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

PROJET : Achat et installation d'équipements électromécaniques pour les stations de pompage du projet d'irrigation de la zone de l'ancien lac de Giannitsa.

Le Ministère des Travaux Publics annonce l'ouverture d'un appel d'offres international pour l'exécution du projet précité, d'un coût estimé à environ 400 millions de drachmes.

Ce projet sera financé en partie par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Les sociétés de travaux de cinquième classe, ainsi que les firmes de tous les pays membres de la Banque Mondiale, ainsi que de Suisse, peuvent prendre part librement à ce concours.

L'appel d'offres sera exécuté en deux stades, comme suit :

Stade I : Expression d'un intérêt par les soumissionnaires éventuels, préqualification et sélection de certains d'entre eux, en tenant compte des capacités de chacun, en vue de l'évaluation au second stade.

Stade II : Soumission d'offres économiques et autres documents, en accord avec les exigences du cahier des charges ; proclamation de la soumissionnaire dont l'offre aura été jugée la plus basse et qui sera chargée de l'exécution des travaux prévus au contrat.

Les demandes écrites exprimant un intérêt de la part des soumissionnaires doivent être adressées à la Direction de l'Électromécanique pour les Travaux Hydrauliques (D6) auprès du Ministère des Travaux Publics, 7 rue Themistokleous, Athènes (T.T.1 + 1), Grèce, avant le 31 décembre 1976. Les demandes doivent contenir ce qui suit :

Pour les firmes étrangères : une déclaration relatant entièrement l'expérience technique de la firme soumissionnaire et ses performances passées pour des travaux similaires réalisés par elle, ainsi que les certificats délivrés pour ces travaux, les capacités dont dispose la firme en matière de personnel technique, de matériel et de chantier, ainsi que des documents sur sa situation financière.

Pour les sociétés grecques : une déclaration, engageant leur responsabilité, confirmant que la société soumissionnaire est en possession d'un certificat d'entrepreneur de cinquième (E) classe valide au moment du concours.

La Direction D6 fournira à tous les entrepreneurs intéressés à participer à cet appel d'offres un bulletin d'information, approuvé par l'ordre n° D. 43759/22-10-76, qui contient des informations supplémentaires sur les points et aspects du projet, ainsi que les conditions pour participer au concours et la documentation détaillée que doivent préparer les soumissionnaires potentiels, etc.

Pour le Service des Travaux Hydrauliques du Ministère des Travaux Publics.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Le C.N.P.F. préconise une nouvelle politique de l'emploi

M. Ceyrac, qui parlait le 22 novembre devant les chefs d'entreprise des Hauts-de-Seine, est revenu sur l'interview accordée à notre confrère « Ouest-France », interview qui a suscité de très

vives réactions syndicales (« le Monde » daté 21-22 novembre). Les propos du président du Conseil national du patronat français étaient il est vrai, passablement explosifs. N'affirmait-il pas que l'on ne

pourrait « alourdir indéfiniment les prix de revient des entreprises en les obligeant à garder des salariés en sur-nombre » ? Les précisions apportées par M. Ceyrac, lundi, ne sont pas de nature, semble-t-il, à apaiser les esprits.

Que le président du C.N.P.F. ait choisi ce moment pour s'en prendre au plein emploi n'est finalement pas surprenant. Les chefs d'entreprise sont de nouveau inquiets. Depuis le mois d'octobre, la reprise s'est nettement ralentie. Les carnets de commandes ont fléchi et les prévisions concernant 1977 sont moins roses, comme l'a rappelé récemment le président du groupe Saint-Gobain-Font-A-Mousson, M. Roger Martin. Les inquiétudes des chefs d'entreprise sont partagées par les experts internationaux de l'O.C.D.E., qui prévoient pour la France une croissance de 3 % en 1977 au lieu des 5 % annoncés par les pouvoirs publics.

M. Ceyrac, qui ne désespère pas d'obtenir des mesures de

relance, prend néanmoins les devants. « Rendre la liberté de gestion aux entreprises », demande-t-il, au nom de l'efficacité. Ce faisant, le président du C.N.P.F. rompt le contrat tacite passé en 1974 avec les pouvoirs publics. Le gouvernement avait alors demandé aux entreprises de conserver autant que faire se pouvait leurs salariés. L'analyse des chiffres montre que l'engagement avait été tenu. En effet, si entre juillet-août 1974 et mai 1975 le point bas de la crise — l'indice de la production industrielle a diminué de 16 %, les effectifs salariés de l'industrie, non compris le bâtiment et les travaux publics, n'ont dans le même temps fléchi que de 2,5 %, et la durée du travail que de 2,1 %. C'est cette politique

qui est aujourd'hui remise en cause. Que les entreprises se refusent à poursuivre l'effort alors que des usages menaçants couvrent l'horizon économique s'explique. Il n'est pas douteux que les firmes françaises ont subi le contrecoup du maintien d'un personnel en sur-nombre, et qu'elles n'ont pas profité de la reprise autant que leurs concurrents étrangers. Il n'est pas sain, dans ce domaine, d'adopter des palliatifs qui ne sont que des fausses solutions.

M. Beullac, le ministre du travail, partage cette analyse. Il est persuadé que le gouvernement ne fera pas pression pour s'opposer aux licenciements collectifs s'il estime

qu'il y va de la santé des entreprises concernées. L'heure est au réalisme. « La seule méthode, c'est le retour à la vérité », a déclaré M. Ceyrac. Cette vérité, à l'aube de l'année 1977, n'est guère encourageante. Le chômage risque d'augmenter ; la crise menace de nouveau. Qu'a-t-on fait depuis novembre 1975, date du quadruplement du prix du pétrole, sinon agir au coup par coup en tentant de calmer les ardeurs ? On a pris les mesures structurelles qui devaient permettre le redéploiement de l'industrie française dont on nous a retracé les oracles ? Comment, dans ces conditions, ne pas comprendre la colère des syndicats devant tout ce temps perdu ? — Ph. L.

M. Ceyrac : le plein emploi doit être atteint par la croissance et non par le blocage

Parlant lundi 22 novembre devant les chefs d'entreprise de l'Union patronale des Hauts-de-Seine, M. François Ceyrac s'est vivement élevé contre certaines interprétations faites de l'interview qu'il avait donnée samedi à « Ouest-France ».

« Nous n'avons jamais incité les entreprises à licencier », dit le président du C.N.P.F. Pourquoi souhai-tons-nous le chômage qui est la traduction d'une situation économique profondément dégradée ? Notre volonté a toujours été de mener une politique de plein emploi, mais qui doit être atteinte grâce au développement économique et non par le blocage, le gel des emplois dans les entreprises qui ne voient leur situation.

« Une réflexion sur l'emploi s'impose. En 1974, nous avions demandé aux entreprises de tout mettre en œuvre pour ne pas

licencier. Elles l'ont fait. Cela s'est traduit par une forte diminution de leur productivité. Simultanément, des efforts considérables ont été faits pour mieux indemniser le chômage. Et deux ans, les cotisations des entreprises à l'UNEDIC ont triplé pour atteindre 10 milliards de francs. Après deux ans de crise et une courte reprise, la situation économique est à nouveau stagnante. Elle se dégrade dans certains secteurs. Et ces points noirs peuvent faire tâche d'huile.

« Aujourd'hui nous disons : 1) Qu'il faut stimuler la croissance économique. La situation actuelle est inquiétante, nous l'avons dit au gouvernement. Elle nécessite un examen d'ensemble de tout ce qui peut soutenir l'expansion. D'abord, de l'investissement des entreprises, qui est la condition de la productivité et donc de notre compétitivité, mais aussi de l'investissement collectif. Seule l'expansion permet de lutter contre le chômage. Ainsi, la reprise d'octobre 1975 à l'été 1976 a permis d'absorber les quatre cent mille jeunes qui se sont mis à la recherche d'un emploi depuis l'été dernier. C'est un résultat non négligeable.

« 2) Il faut que les entreprises puissent retrouver des conditions de fonctionnement équilibrées. Elles doivent retrouver santé et dynamisme. C'est la condition de leur survie. Pour cela, on ne peut plus alourdir leurs charges en augmentant sans cesse leurs charges ou en les contraignant à garder des salariés en sur-nombre

par rapport à leurs perspectives d'activités. « Cela peut se traduire parfois malheureusement par des licenciements. Mais ces entreprises, en retrouvant leur vigueur, pourront devenir à leur tour les moteurs de la reprise et, par leurs commandes, susciter des créations d'emplois en aval. Le plein emploi doit être atteint par la croissance et non par le blocage. Il faut aussi leur rendre leur liberté de gestion, notamment en matière de prix. Le premier ministre s'y est d'ailleurs publiquement engagé pour le 1^{er} janvier 1977. »

M. BEULLAC : ne pas s'opposer aux licenciements indispensables

M. Christian Beullac, ministre du travail, a traité des licenciements dans les entreprises, le 22 novembre, à Lyon, en effectuant son troisième voyage à travers les différents régions pour y rencontrer les principaux responsables de son ministère. « Il faut, a-t-il dit, empêcher les abus, mais ne pas s'opposer aux compressions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables. Il ne se agit pas de ne pas vouloir regarder la réalité en face. »

Se défendant de vouloir « faire la chasse aux chômeurs », M. Beullac a travers la nomination de M. Beullac à l'indiqué : « Il s'agit simplement de déplorer une minorité d'abus, de façon à ne pas porter préjudice au plus grand nombre. » M. Beullac, au cours de chacun de ses déplacements, rencontre également quelques dizaines de chefs d'entreprise pour leur exposer ce que devait être leur position dans la mise en œuvre de la loi de redressement économique.

LE P.S. : une provocation ou un aveu ?

M. Jean-Paul Bachy, député national du P.S. au travail et à l'emploi, estime que les déclarations de M. François Ceyrac constituent « une provocation ou un aveu ». Il ajoute : « Le président du C.N.P.F. dit tout haut ce que l'on pense tout bas dans les cercles gouvernementaux ? En disant que le gouvernement de feu l'ancien premier ministre, tout laisse à penser que l'un des objectifs du pouvoir est de combattre l'inflation par le chômage. Le calcul est évident, car c'est faire payer deux fois aux travailleurs le prix de la crise. Il est en outre mauvais, car en aggravant la déséquilibration entre actifs et inactifs, le chômage provoque un surcoût de charges pour la collectivité, les entreprises et l'économie en général. »

« M. Ceyrac et les patrons protestent contre la taxe professionnelle, ils seraient mieux inspirés en réclamant la modification de l'assiette de cette taxe. Professionnellement au nombre des salariés, elle risque non seulement de freiner les embauches, mais aussi d'entraîner de nombreux licenciements. C'est pour cette raison que le parti socialiste veut voir contre la taxe professionnelle et demandant son annulation en Conseil d'Etat. »

« M. CHABAN-DELMAS a affirmé le 22 novembre, à France-Inter : « Faire disparaître la politique contractuelle serait prendre une responsabilité dévastatrice. » Aujourd'hui, des difficultés se présentent dans le secteur public, a ajouté l'ancien premier ministre. C'est une raison de plus pour maintenir la politique contractuelle, qui est un instrument au service de la participation, même si les discussions aboutissent à un désaccord. »

Défense du Franc

offrez du CHAMPAGNE !

toutes marques chez KIATOU

SIÈGE : 44, rue du Bac et SUCCESSION : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)

Commandes : 222-37-08

SNEF

OBLIGATIONS DE 1000 F

11% NOVEMBRE 1976

- Intérêt : payable annuellement le 15 avril.
- Remboursement : AU PAIR, à la suite de l'échéance ou, tout au plus tard, le 15 avril 1981, pour la moitié du nombre de titres à rembourser, la SNEF se réserve, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par tirage.
- À l'échéance des échéances prévues, le nombre d'obligations à rembourser sera égal au nombre de titres des titres émis.
- Jonction : 4 décembre 1976
- Prix d'émission : 1000 F
- Taux de rendement nominal : **10,96%**

Les souscriptions peuvent être libérées :

- soit en numéraire, pour le montant de 400 millions de francs ;
- soit par rachat, jusqu'au 7 décembre 1976, des Bons 6,25% 1980 déduits avant le 15 septembre pour rembourser à raison de 4 Bons de 250 F pour 1 Obligation nominale de 1000 F, avec règlement immédiat au souscripteur d'une somme de 35 F par Obligation nominale.

Les Obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE ET LES CAISSES D'ÉPARGNE, AU SERVICE DES TITRES ET DANS LES GARES DE LA S.N.C.F.

S.A.L.O. du 22 novembre 1976

CAISSES DE CHOMAGE

Le C.N.P.F., appuyé par le gouvernement réclame une baisse du taux des cotisations

Alors que le conseil d'administration de l'UNEDIC (Union des caisses de chômage complémentaires) devait, le 22 décembre, fixer le taux d'appel des cotisations pour 1977, l'intervention du ministre du travail en faveur de la baisse de ce taux, réclamée par les employeurs, suscite les très vives protestations des syndicats.

Faisant état des charges qui pèsent sur les entreprises, les patrons ont demandé que la cotisation sur les salaires soit ramenée de 2,40 % à 2 %. Celle-ci est payée à raison de 80 % par les employeurs et de 20 % par les salariés. Ils estiment que le régime peut fonctionner à un taux moindre en puisant dans les réserves. Celles-ci s'élevaient à 2,7 milliards, soit environ le paiement de quatre mois de prestations aux chômeurs actuellement bénéficiaires. On pourrait même faire face à une augmentation de ces effectifs de 10 à 15 %.

AN CNP.F., on rappelle d'autre part que le nombre des chômeurs secourus a atteint son niveau maximum en mars 1976 (488 000), pour redescendre à 434 000 en octobre, et qu'en cas de coup dur l'Etat s'est engagé à verser aux ASSÉDIC une avance de trésorerie. Dans ces conditions, estime le C.N.P.F., l'évolution du taux des cotisations doit être souple : le patronat, qui, en pleine crise, a accepté de tripler ce taux, estime que la priorité actuelle est d'alléger les charges des entreprises, afin d'assurer leur équilibre financier et de permettre ainsi la relance des investissements productifs et de l'emploi.

La position du C.N.P.F. est fortement appuyée par une lettre de M. Beullac au conseil d'administration de l'UNEDIC, selon laquelle, à condition que le taux de cotisation soit abaissé, l'Etat, le tas échéance, fera des avances remboursables pour garantir le paiement des indemnités.

Toutes les organisations syndicales s'opposent à cette orientation, qu'elles considèrent comme une « nouvelle attaque contre les chômeurs », pour reprendre les termes de la lettre adressée au premier ministre par M. Michel Rocard, au nom de la C.F.D.T. Comme cette centrale, la C.G.T., l'O.S., la C.F.T.C., protestent contre une diminution des ressources, alors que le chômage s'aggrave et menace de s'alourdir encore.

Les syndicalistes jugent inadmissible l'intervention du ministre du travail dans la gestion d'un organisme paritaire. D'autant que M. Beullac emploie un argument diamétralement opposé à celui du gouvernement, l'an passé.

La garantie de l'Etat avait alors été subordonnée à une augmentation des cotisations. « La première mesure à prendre, comme l'écrivait M. Rocard, consistait à relever l'allocation d'aide publique (actuellement 13,50 F) à 24,38 F par jour, soit au même niveau que les allocations minimales des ASSÉDIC. »

Le conseil d'administration se réunira le 1^{er} décembre pour fixer définitivement le taux. Celui-ci peut d'ailleurs être relevé en cours d'exercice.

سكسكس

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

UN PLAN DE REDRESSEMENT DE LA COGEFI 73 millions de francs pour tenter de sauver le groupe lainier Schlumpf

M. Albert Sallan, directeur général de COGEFI (société de conseils en gestion), a présenté, lundi 22 novembre, un plan de sauvetage pour les usines du groupe Schlumpf. Des représentants des syndicats, M. André Bord, président du conseil régional, M. Gabriel Gilly, préfet du Haut-Rhin, et des membres du Conseil économique et social et des assemblées départementales assistaient à la réunion. Le plan de la COGEFI prévoit la mobilisation de 73 millions de francs pour éponger les dettes et relancer les activités du groupe. Le licenciement d'environ cent quarante personnes est également prévu.

C'est en juin, que la déconfiture du groupe Schlumpf (trois filatures de laine en Alsace, les tissages Deffrenne de Roubaix) a été portée sur la place publique. L'aspect « scandaleux » de la gestion de ces deux frères suisses, qui avaient repris avec dépit en 1971 la plus grande et la plus ancienne filature de la région, était alors mis en lumière (le Monde du 20 octobre). Mais il restait à sauver mille huit cents emplois. Une mission était confiée en septembre à la COGEFI par le préfet d'Alsace et le conseil régional. Deux mois ont été nécessaires à M. Sallan pour obtenir « les accords politiques, financiers et judiciaires » indispensables « pour reprendre l'exploitation ».

La COGEFI aura la responsabilité de la direction des trois usines de Mulhouse, Malmerspach et Erstein. Dans les deux premières — qui sont en liquidation judiciaire — elle sera assistée par les syndicats de faillite. La gestion des

LA SOCIÉTÉ SAINT-JOSEPH CONNAÎT DE GRAVES DIFFICULTÉS

L'entreprise Saint-Joseph, spécialisée dans les vêtements de jockey, qui emploie mille quinze salariés à Gradiignan (Gironde), connaît de très graves difficultés. Incapable de faire face à ses échéances au début de novembre, elle a pu éviter le dépôt de bilan grâce à l'intervention de l'administration locale, qui l'a autorisée à suspendre le paiement des impôts directs et indirects, ainsi que des charges sociales. Un syndicat-enquêteur a été nommé afin de contrôler l'activité de la firme. La liquidation de l'entreprise devrait cependant être évitée : plusieurs solutions de reprise sont en cours de négociation par l'intermédiaire du ministère de l'Industrie et de la recherche. Le capital de la société Saint-Joseph, est détenu pour partie (15 %) par l'Institut de développement industriel (IDI), le reste étant détenu par des actionnaires familiaux. Les commissaires depuis plus de deux ans des problèmes commerciaux importants, liés notamment à la perte du marché américain, qui représentait environ 15 % de ses ventes, et à une concurrence étrangère accrue.

CINQ JOURS DE CHOMAGE PARTIEL CHEZ BERLIET EN DÉCEMBRE

La direction de Berliet a annoncé, vendredi 19 novembre, au comité d'entreprise qu'elle ferait passer ses usines pendant cinq jours, entre Noël et le Jour de l'An, mettant en chômage technique quatorze mille salariés. Cette décision s'explique, pour l'essentiel, par la chute des ventes en France et à l'exportation. En octobre, les commandes de Berliet ont diminué de 59 % en France par rapport à octobre 1975. Les exportations, après une très bonne année 1975, sont retombées au plus bas. Au cours des dix premiers mois de 1976, elles n'ont représenté que 31 % de la production du groupe Saviem-Berliet, contre 50 % l'année précédente. Chez Berliet, au cours de la même période, les ventes à l'étranger ont diminué de 32 % par rapport à l'an passé.

AGRICULTURE

Pour résorber les excédents Les Neuf décident la distribution du lait dans les écoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis lundi 22 novembre à Bruxelles, ont examiné le programme d'assainissement du marché laitier, qui leur était présenté par la Commission européenne. Aucune décision n'a encore été prise et sur certaines des dispositions proposées les divergences entre les gouvernements membres demeurent importantes. Néanmoins, tous sont d'accord sur la nécessité d'agir, autrement dit d'arrêter des mesures impopulaires pour rendre possible une réduction de la production de l'ordre de 10 % (1). Le dossier sera repris par les Neuf au mois de décembre.

Pour freiner la production, la Commission propose d'imposer aux exploitants un « prélèvement de co-responsabilité ». Pour la campagne débutant le 1^{er} avril prochain, il devrait, selon elle, être égal à 2,5 % du prix indicatif du lait. Aujourd'hui, aucun gouvernement ne conteste la nécessité d'un tel sacrifice. La controverse porte sur ses modalités. Les États membres qui seront les plus touchés — la France figure au premier rang — voudraient que le montant du prélèvement puisse être modulé en fonction de la situation sur le marché (pourquoi astreindre les producteurs si le niveau des stocks demeure raisonnable ?) et préféreraient qu'il soit fixé en même temps que les prix de campagne.

Il ne s'agit pas, dans leur esprit, de favoriser un tour de passe-passe au terme duquel le relèvement des prix serait calculé de façon à annuler les effets du prélèvement — ce qui, évidemment, viderait l'opération de sa substance, — mais plutôt d'éviter que les producteurs soient frappés deux fois. Si on leur demande de participer aux dépenses pour soutenir le marché, il convient au moins que les ajustements de prix prennent en compte de manière effective le relèvement de leur coût de production. M. Bonnet insiste, sans trouver jusqu'ici beaucoup d'écho, pour que les producteurs des

régions de montagne soient exonérés de ce prélèvement. Afin de maintenir des conditions de concurrence équitables entre le beurre et la margarine, la Commission demande d'appliquer également une taxe sur les huiles végétales produites ou importées dans la C.E.E. (exception faite de l'huile d'olive). Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark, se montrent résolument opposés à une telle formule, qui est, au contraire, appuyée par les autres pays membres. Enfin, sur proposition de la Commission, des ministres ont décidé de lancer un programme de distribution de lait dans les écoles (0,25 litre de lait par jour et par élève). M. Bonnet a obtenu que le quart de lait puisse être remplacé par des yaourts. Le coût de l'opération — environ 100 millions de francs par an — sera pris en charge pour moitié par les États et pour moitié par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). — Ph. L.

(1) Vingt-cinq millions de vaches européennes produisent quelque 91 millions de tonnes de lait, soit 10 millions de tonnes de plus que la consommation. La prise en charge de ces excédents coûte 11 milliards de francs aux finances de la C.E.E., soit 40 % des dépenses totales du FEOGA, alors que le lait ne représente que 17 % de la production agricole européenne.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le projet de loi sur le bilan social ne doit pas libérer l'employeur de ses obligations antérieures

Réuni en séance plénière les 23 et 24 novembre, le Conseil économique et social d'Ile se prononce, pour avis, sur deux rapports : l'un, de M. Pierre Loygue, porte sur « les négociations commerciales multilatérales », l'autre, de M. Corentin Calvez, examine le projet de loi relatif à l'établis-

sement d'un bilan social dans l'entreprise lorsque celle-ci emploie plus de trois cents personnes.

« L'établissement d'un bilan social (...) pour introduire plus d'objectivité et de rationalité dans le débat entre les différents partenaires pour constituer un progrès important », note le rapporteur, M. Calvez. Mais ce dernier demande que « soient dissuadées les équivoques qui subsistent » dans le projet.

Plusieurs propositions doivent être soumises pour avis au Conseil économique et social : affirmer « nettement que l'obligation pour les chefs d'entreprise d'établir chaque année un bilan constitue une obligation nouvelle et ne les libère pas de leurs obligations antérieures » ; « étendre l'obligation » à tous les établissements publics ; « éviter de fixer par décret une liste exhaustive des indications qui devront figurer dans le bilan, le rapporteur soulignant que les organisations professionnelles et syndicales puissent compléter cette liste, au niveau des branches industrielles et de l'entreprise ».

Refletant les « inquiétudes et réserves » de nombreux syndicats, le rapporteur estime que l'adoption d'une loi trop vague, qui oblige à tout, peut au contraire amener l'employeur à présenter un bilan alors qu'actuellement il doit fournir au comité d'entreprise divers bilans séparés sur la formation, les salaires, les conditions de travail, risque de marquer « un retour en arrière par rapport aux progrès qui ont été accomplis ces dernières années en ce qui concerne l'information du personnel ».

● RECTIFICATIF. — A propos du nombre de victimes d'accidents du travail à Usthor-Dunckerque (82 morts selon les syndicats) une erreur de transmission nous a fait écrire que la direction, outre six cas « reconnus par la justice », se refuse à comptabiliser les 86 victimes qui travaillaient sur le site de l'usine pour le compte d'entreprises extérieures. Il fallait lire : six cas « non reconnus par la justice ».

● TOURCOING : TROIS CADRES DIRIGEANTS ont été séquestrés à l'usine de la Société industrielle du Pont-Rompu, toute la nuit, vendredi 19 au samedi 20 novembre, par une partie du personnel. Les salariés qui occupent l'usine protestent contre le projet de fermeture de l'établissement (deux cent trente salariés).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEPARTEMENT DE SEINE - ET - MARNE

EMPRUNT 11 397/6
de F. 60 000 000

Emission de 60 000 obligations de F. 1 000 nominal

PRIX D'ÉMISSION : F. 1.000 JOUISSANCE : 10 novembre 1976
AMORTISSEMENT :
en 14 ans au plus à partir du 16 novembre 1976

Taux de rendement actuariel brut : 11,06%

COTATION :
ces obligations feront l'objet d'une demande de cotation
dès la clôture de la souscription

Le budget d'investissement du département de la Seine-et-Marne s'élève pour 1976 à 131,2 millions de francs.

Le produit du présent emprunt servira à assurer le financement des investissements suivants inscrits aux budgets des exercices 1975 et 1976 :

- Travaux de construction et d'amélioration des routes départementales ou ouvrages d'art et équipement des services de voirie... MF 25 2
- Acquisition de terrains et construction ou travaux d'aménagement de bâtiments publics... MF 34 8

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION

Conformément aux décisions de l'Assemblée générale extraordinaire du 12 mai 1976, la Société d'investissement et de gestion sera transformée en SICAV le 1^{er} janvier 1977.

La Société bancaire de Paris, 28, rue Murillo, à Paris (8^e), est habilitée à recevoir, à compter du lundi 3 janvier 1977, les demandes de souscription et de remboursement.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 18 novembre 1976, a fixé à 2,25 % maximum de la valeur liquidative de l'action la commission de souscription et à 2,50 % la commission de remboursement.

A titre indicatif, la valeur liquidative de l'action SICAV était de 228,18 F au 8 novembre dernier.

Publiée

CHEFS D'ENTREPRISES
RESPONSABLES D'ADMINISTRATIONS
ou de tous autres

ORGANISMES PUBLICS ET PRIVÉS

L'Université René-Descartes a organisé de janvier à décembre 1976 un stage de longue durée de perfectionnement aux techniques des Sciences Humaines pour des journalistes qui seront disponibles dès janvier 1977.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au :
Centre de formation continue
de l'Université René-Descartes,
Section - 23, av. du Général-Leclerc
75014 Paris - Tél. : 707-39-19

«jeunes artisans»

Revue trimestrielle

Pour les jeunes artisans...
par des jeunes artisans.

« JEUNES ARTISANS »
5, rue des Immeubles-Industriels,
75011 PARIS - Tél. : 307-79-82.
Abonnement : 20 F - Le N° : 5 F.
C.C.P. PARIS 5938-90.

(PUBLICITE)

ELETROSUL CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

(Subsidaire de l'Eletrobras)

SYSTEME SALTO SANTIAGO
APPEL POUR LA PRÉQUALIFICATION DES FABRICANTS
DE PARAFODRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS,
DIVISEURS CAPACITIFS DE TENSION, TRANSFORMATEURS
DE TENSION, CONDENSATEURS DE COUPLAGE, SECTION
NEURS, DISJONCTEURS 230 kV.

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. ELETROSUL ouvrira des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 230 kV, 60 Hz.

- GRUPE I. Trente-trois (33). Parafodres.
- GRUPE II. Quarante-deux (42). Transformateurs de courant.
- GRUPE III. Dix-huit (18). Diviseurs capacitifs de tension.
- GRUPE IV. Neuf (9). Transformateurs de tension.
- GRUPE V. Neuf (9). Condensateurs de couplage.
- GRUPE VI. Trente-neuf (39). Sectionneurs, tripolaires, avec mécanisme d'opération motorisé, montage horizontal, ouverture verticale et semi-pantographe.
- GRUPE VII. Quatorze (14). Disjoncteurs, tripolaires, à air comprimé, SF 6 ou à petit volume d'huile.

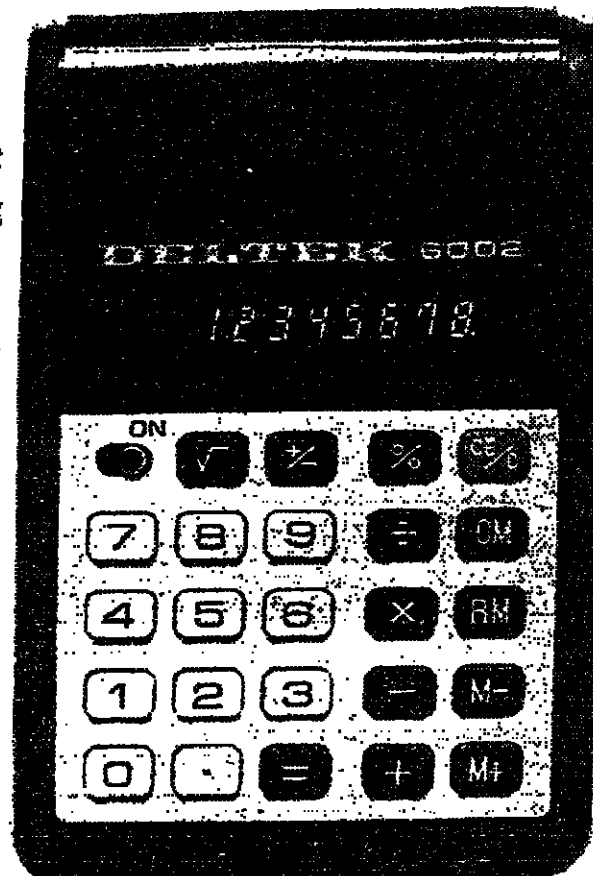
Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 17 décembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
ELETROSUL - DIRETORIA ADMINISTRATIVA
Rua Trojano, 41 - 3^o andar
88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil.
Télex : 0482 164.

Comptez sur elle.



Calculatrice
électronique Deltek,
8 chiffres verts,
pourcentage, calcul
d'escompte direct,
racine carrée,
touche d'inversion de
signes, mémoire + et -.
Livrée avec housse
et piles, garantie 6 mois,
Adaptateur en option.
70f.

Galerias Lafayette
Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

LA VIE ÉCONOMIQUE

THE TIMES Europa
LA STAMPA DIE WELT

Les difficultés de la coopération industrielle européenne

par MILTON HOCHMUTH (*)

Dans la soirée du 22 janvier 1975, des millions de téléspectateurs français et allemands ont suivi un entretien « en direct » entre le président Giscard d'Estaing à Paris et le chancelier Schmidt à Bonn sur leur téléviseur couleur. Cette conversation avait eue de percuter que la liaison était assurée grâce à un satellite ultra-moderne harmonieusement dénommé Symphonie. L'après-midi, quelques semaines plus tôt, Symphonie représentait plus de sept années d'étroite collaboration entre des firmes allemandes et françaises, conjointement dirigées et financées par les deux gouvernements. C'était là la démonstration claire et éblouissante que les ingénieurs et l'industrie européenne avaient comblé le prétendu « fossé technologique » avec les États-Unis dans des secteurs de pointe tels que la construction de

satellites et la maîtrise de la technologie en matière de télécommunications ultra-moderne. Symphonie constitue un exemple unique d'une coopération industrielle en développement et connue depuis plusieurs années des théoriciens de l'organisation sous le terme d'organisation transnationale, bien que l'expression connotationnelle soit plus appropriée. La distinction entre des organisations ou des sociétés industrielles nationales et les multinationales, beaucoup plus contestées, réside dans le fait que, pour les premières la prise de décision finale ne dépend pas d'un seul pays : le pouvoir est également réparti entre les gouvernements et les intérêts commerciaux des différents pays concernés.

Pas de gestion intégrée

Bien que quelques associations nationales comme la Royal Dutch-Shell anglo-hollandaise existent depuis le début du siècle, c'est dans les vingt dernières années qu'on a assisté en Europe à l'éclosion d'entreprises transnationales. Mais si Uniflex et Symphonie furent des succès, il n'en a pas été de même du tunnel sous la Manche et du mariage Fiat-Citroën qui se sont avérés des échecs complets. Et Concorde ?

Pourquoi ? La question vaut d'être posée. C'est grâce à la coopération nationale que s'accroît sans cesse la compétitivité de l'Europe de l'Ouest face aux États-Unis et à l'Union soviétique dans des secteurs aussi déterminants que les ordinateurs, l'aéronautique et le nucléaire.

Pourquoi les nationales ont-elles de si grandes difficultés ? Il est facile d'invoquer le trop grand nombre de participants. L'expérience montre que la coopération nationale peut malgré tout réussir. La plupart des échecs des nationales européennes, qui ont pourtant le soutien de six gouvernements, proviennent d'une mauvaise organisation de leur direction (1). A la création de nouvelles sociétés ou organisations, quel que soit le pays, on a recours à des statuts légaux et à des habitudes de direction qui sont fondées sur des siècles d'expérience passée. Il y a toujours une équipe directrice étroitement solidaire, ayant à sa tête un homme — président-directeur général, Vorsitzender ou Chairman, etc. Le phénomène national étant relativement nouveau, il n'existe pas de recettes connues et admises pour résoudre les problèmes quotidiens et prendre les décisions primordiales dont dépend la vie ou la ruine de l'entreprise. Ainsi, les développements conationaux comme Symphonie et Concorde S.S.T., qui ont des soutiens gouvernementaux, ou ceux d'en-

treprises privées comme V.F.W.-Fokker ou Dunlop-Pirelli, demandent des méthodes de gestion nouvelles. Il n'est donc pas surprenant qu'ils soient plus aléatoires.

Il est clair que le besoin des nationales de s'organiser de manière que les intérêts de chaque nation soient protégés est la racine du problème. Avec vous, un quartier général : dans quel pays devrait-il se trouver ? Y a-t-il besoin d'un chef : quelle devrait être sa nationalité ?

La Concorde S.S.T. fournit un excellent exemple. Vers les années 50, Sud-Aviation en France et Bristol Aircraft Company en Grande-Bretagne, qui travaillaient séparément, acquiescent la conviction que l'avenir de l'aéronautique résidait dans les transports supersoniques. Mais aucune compagnie privée et a fortiori aucune société européenne n'avait la capacité de financer l'étude d'un avion aussi révolutionnaire. Le soutien du gouvernement devint essentiel, mais il était évident que les coûts et le risque se situaient bien au-dessus de ce qu'un seul gouvernement était capable d'assumer.

Lorsque leurs gouvernements leur demandèrent avec insistance de coopérer, les deux firmes firent preuve d'une résistance bien compréhensible. Concurrentes directes, toutes deux étaient fières de leurs réalisations passées, et personne n'était prêt à jouer le second rôle. La situation était encore aggravée du fait de leur divergence d'opinion en ce qui concernait la taille de l'avion à construire. Les pressions gouvernementales furent cependant si fortes qu'en 1961 les deux firmes durent unir leurs efforts.

Bien que l'accord formel passé entre les deux gouvernements stipulât que les deux sociétés mettraient sur pied une direction « au sommet » afin de mener à bien le programme, il fut également conclu que la gestion s'effectuerait sur la base de « 50-50 », la présidence alternant entre les dirigeants des deux entreprises.

Hélas, cela se résumait à la réunion périodique de la « direction au sommet », c'est-à-dire des deux présidents entourés de leurs États-majors.

Concorde est un succès technologique. On peut se demander dans quelle mesure il aurait pu l'être davantage, de combien de mois sa mise en circulation aurait pu être avancée, et combien d'argent aurait pu être économisé, s'il avait bénéficié d'une direction au sommet.

Si l'organisation de la direction de Concorde a défilé les principes de toute bonne gestion, peut-on en dire autant du tunnel sous la Manche ?

Cette histoire de « Channel », qui date de l'époque napoléonienne, tient une place unique dans les annales de la collaboration conationale. De chaque côté, 1,5 kilomètre de tunnel à l'abandon depuis près d'un siècle jouxte les vastes galeries et tranchées que l'on a cessé de creuser il y a seulement un an.

C'est le témoignage muet d'un énorme effort technique, financier et politique, qui a constamment dérapé. Il est facile d'imputer les événements et les circonstances indépendantes de la volonté de ceux qui ont conçu et dirigé ce projet.

Pour Symphonie, l'Allemagne et la France ont essayé d'avoir une véritable gestion intégrée. C'est la raison de son relatif succès. Les sociétés concernées ont créé une direction au sommet fonctionnant à plein temps dans une usine de l'Aérospatiale à l'ouest de Paris. Elle était dirigée par un Français. Au sud de Paris, à Brétigny, un bureau d'étude gouvernemental conational, travaillant également à plein temps, a été mis sur pied. Il était supervisé par un Allemand. Les futures nationales tireront sans doute parti des expériences passées. Malheureusement, l'histoire montre que rien n'est moins certain, comme on vient de le voir à l'occasion de l'abandon d'Unidata, dont on avait cru qu'elle serait le grand concurrent d'I.B.M.

★ Professeur de politique générale au Centre d'enseignements supérieurs des affaires de Jouy-en-Josas.

BIBLIOGRAPHIE

« L'EUROPE SABOTÉE »
de YANN DE LÉCOTAIS

Un livre de plus sur l'Europe, mais aussi une prière de plus que le mal dont elle se meurt n'est pas l'indifférence. Yann de Lécois, qui fut dix ans (pour l'A.P.P. puis le P.S.U.) correspondant auprès des Communautés européennes, connu de 1963 à 1975, l'Europe à son apogée, et vécit son déclin. Il est, avant tout, un témoin lucide et précis qui raconte sans fard l'histoire et les histoires de la construction communautaire. Européen, l'auteur l'est par raison (quelle autre voie que l'union soviétique aujourd'hui ?) mais il ne peut réprimer son scepticisme : « Quel péché, déjà », écrit-il des avant-propos, et il conclut sur une interrogation : « L'Europe est-elle née ? Ou est-elle trop tard si tôt ? »

Yann de Lécois retrace d'abord, crise après crise, les événements décisifs, méthodiquement groupés, qui conduisent l'Europe où elle est aujourd'hui. Il se livre ensuite à un examen critique de « l'état de décadence actuelle » où se trouve l'Europe. Si sévère que soit son diagnostic, il n'est pas désespéré : « Les Européens ont une habitude de courir ensemble, et c'est important, écrit-il. Ils ont créé un espace économique qui a malgré tout sérieusement contribué à l'économie du monde de vie sur le continent. (De 1963 à 1973, la croissance du produit intérieur brut par personne occupée s'est élevée à dix fois celle des États-Unis.) »

Dans une dernière partie, l'auteur se tourne vers l'avenir, qu'il juge sombre : « Les États-membres paraissent ne plus être en mesure, ou ne plus vouloir véritablement, de réaliser l'union européenne ». L'Allemagne est attendrie, la Grande-Bretagne nostalgique, la France trop peu crédible, et les autres États membres ne se mobilisent que pour faire échec à un hypothétique « directeur des plus grands. A l'extérieur, les États-Unis

déploient des tréfonds d'énergie pour bloquer le processus européen.

Dans sa conclusion, Yann de Lécois adjure ceux qui croient encore à l'Europe de ne plus seulement parler de droits de douane et de fluctuations monétaires, mais plutôt de patriotisme, de citoyenneté et de civilisation.

Telle est bien la question. Mais alors pourquoi ne pas prononcer le mot « nation » ? Parce que le mot est banni depuis trente ans du vocabulaire européen. Les nations et les nationalismes ayant conduit l'Europe aux conflits et aux massacres que l'on sait, les Européens « orthodoxes » ont conclu que l'union européenne ne pouvait être construite qu'en supprimant les nations. Erreur originelle que paie aujourd'hui une Communauté sans chair ni âme. Le concept national, l'attachement au milieu physique et social à la terre, aux morts et aux vivants, est inhérent à la nature humaine. Hier la réalité, présente, hier subalterne des décisions, des traités et des chiffres, ne pouvait conduire qu'à l'impasse. Les nations présentes ne s'effaceront, avec le temps, d'un profit d'une unité nationale supérieure qui aura, elle aussi, sa fierté et l'ambition d'assumer intégralement ses responsabilités dans tous les domaines. Avec ce que cela comporte de chances et de risques, notamment celui de se heurter aux États-Unis, car elle devrait préférer systématiquement, et pas seulement par calcul mercantile, ce qui est européen à ce qui ne l'est pas. Il ne s'agit pas de signer de nouveaux traités, mais de créer un état d'esprit. C'est plus difficile, mais ceux qui ont voulu et réussissent toujours construire l'Europe doivent savoir que faute d'y parvenir ils n'ont pas plus de chance de réussir même de perdre ce qu'ils croient acquis.

MAURICE DELARUE

★ Editions Rosset, Bruxelles, 134, rue Royale, 240 pages, 45 FF et 390 F belges.

Pour changer de voiture louez-en une chez
europcar
645.21.25

(1) Organizing the Transnational (Leyden, Sijthoff, 1974).

"Il faut des actions et non pas des paroles"
IPH. III, 7

Depuis 5 ans
nous agissons
pour une
meilleure
sécurité
sur la route.

1976

NOVEMBRE
Ouverture de la 3^{ème} école d'antidérapage Davelaar-piste Antar
à Saint-Pierre-de-Chandieu près de Lyon.

Photo J.D. Robert



Un automobiliste initié à la conduite dans des circonstances difficiles est, sur la route quotidienne, un conducteur plus conscient de ses possibilités. C'est pourquoi nous avons voulu que ces écoles existent.



nous essayons de rendre la route plus sûre.

صلى الله عليه وسلم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
22 NOVEMBRE

La baisse se poursuit

La baisse des cours s'est poursuivie lors de cette séance de liquid, consacrée aux opérations de liquidation générale.

Les principales valeurs ont enregistré des replis s'échelonnant de 1 à 7 %.

La plupart des compartiments ont subi des pertes : le bâtiment, notamment, a vu grandir le revers de Marseille ; les banques, avec celles de B.C.T., Cetelem, Compagnie bancaire ; la construction, avec S.T.M., S.T.P., S.T.E., T.E., Ericsson ; les magazines, avec B.E.V., Galeries Lafayette ; les chimiques, avec les baisses de P&E et Cotelec et Foucher, dont la chute a été la plus importante, due en raison de la rareté des ordres d'achat ; il en a d'ailleurs été de même pour celle d'Usinor.

La Bourse d'énergie, qui continue d'enregistrer chaque jour des reculs sensibles.

Toutre franc de hausse n'a cependant pas disparu et une vingtaine d'hectres sont parvenus à progresser.

Ces quelques points de fermeté n'ont guère suffi à remonter le moral des boursiers, déçus de ne pas voir se concrétiser les prévisions de quelques organismes de placements collectifs (Caisse des dépôts, notamment), la liquidation sera, une fois de plus, présentée comme le seul remède.

La liquidation totale de la Cotation d'un petit établissement financier de Roubaix, qui s'est poursuivie ce lundi, a en outre sur les cours, une autre explication. Les détenteurs de la participation ont décidé de vendre aux enchères Brongniart. Chacun s'est persuadé que le marabout n'est fait qu'une «bouchée» de ces ventes s'il était fondamentalement malade.

AUX valeurs étrangères, les américaines ont été plus discutées, tandis que les allemandes sont restées fermes. Les mines d'or ont fait de bons progrès.

Sur le marché de l'or, le lingot s'est ressaisi, gagnant 250 francs à 21.445 francs, tandis que le napoleon est resté relativement stable à 33.500 francs contre 33.400 francs.

LONDRES

La séance s'est ouverte en léger repli, après la chute de la veille provoquée par la baisse de la livre. Bonne tenue des mines d'or en liaison avec celle du métal.

OR (seuversels) (dollars): 124 15 contre 123 90

VALEURS	CLOTURE 22/11	COURS 23/11
War Loan 3 1/2 %....	23 3/4	23 3/4
Banchem	316	317 1/2
British Petroleum	350	349
Shell	355	357 1/2
Victors	117	117
Imperial Chemical	285	288 1/2
Centroids	79	80
De Beers	282	287 1/2
*Western Holdings	15 3/4	15
Rio Tinto Zinc Corp.	148	148
*West Orientair	20 3/4	21 3/8

Taux du marché monétaire	
Effets privés.....	10 5/8 %

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)	
	18 nov. 22 nov.
Valeurs françaises ..	76 75,4
Valeurs étrangères ..	107,5 106,7
C= DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 : 29 déc. 1981.)	
Indice général	50,4 59,8

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

INSTITUT MERIEUX. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1977 s'élève à 1.100 millions de francs contre 30 millions de francs en 1976, les chiffres d'autres étant sensiblement équilibrés (1.000 millions de francs en 1976, 140 millions de francs). Le dividende global pourrait être maintenu à 20 F. L'Institut dément les rumeurs suivant lesquelles la sociologie scientifique été engagées avec l'Institut Pasteur-Production, société dans laquelle la GANOP, du groupe Danone, détient une participation. On se sait, une participation de 35 %.

Le capital de l'Institut Mérieux est réparti à raison de 51 % pour Rhône-Poulenc, 21 % pour la fa-

KUBOTA Ltd. — Pour le semestre terminé le 15 octobre, la société a réalisé un bénéfice net de 10,87 milliards de yens contre 10,05 milliards un an plus tôt. Le dividende reste inchangé à 3,75 yens par titre.

GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE. — Un emprunt de 700 millions de francs sera lancé, le 28 novembre, au taux nominal de 11,40 % et au taux actuariel brut de 11,33 %.

NEW-YORK

Hansse

Le semaine a bien commencé à Wall Street, où, en dépit des primes d'assurance élevées, le Dow Jones a gagné 7,07 points à 555,57, plus d'un millier de valeurs s'inscrivant en hausse.

L'activité est restée soutenue, 30,95 millions de titres ayant changé de mains contre 34,55 millions la semaine précédente.

Incontestablement, le climat est encore incertain, mais l'ampleur qu'il ne prendra pas est évidente.

Le week-end a été consacré à deux semaines. La grande prudence avec laquelle les investisseurs ont abordé les problèmes économiques de l'heure n'y est sans doute pas étrangère.

Enfin, les pronostics de la Chemical Bank, qui prévoit pour les Etats-Unis en 1977 une expansion en dollars constants de 4,5 % et des investissements en hausse de 13 à 14 %, ont aussi apporté une note d'optimisme.

Indices Dow Jones : transports, 223,74 (+ 1,84) ; services publics,

	COURS	COURS
--	-------	-------

VALUES	19/11	22 11
Alcoa	53 1/4	53 1/4
A.T.T.	61 7/8	62 3/8
Bearing	43 1/8	43 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Dow	52 1/2	52 1/2
Du Pont de Nemours	122 3/4	124 1/4
Eastman Kodak	98 1/8	98 3/8
Exxon	51 1/4	50 3/4
General Electric	51 1/2	51 7/8
General Foods	29 5/8	30 1/8
General Motors	7 1/2	7 1/2
Grain Processing	22 1/4	22 1/2
I.B.M.	27 1/2	27 1/2
A.T.T.	38 3/4	38 1/4
Johnson & Johnson	57 1/2	57 1/2
Motor Oil	57 1/2	57 1/2
Pfizer	27 1/4	27 1/4
Rockwell International	98 3/8	98 3/4
Rockwell International	32 1/2	32 3/4
S.M.I. Inc.	24 3/4	24 5/8
Union Carbide	66 7/8	67 1/2
S.L. Sling	48 1/4	47 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Kern	58 3/4	60 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22/11	23/11
1 dollar (ex years) ...	295 575

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 22 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
 - La visite en France du roi de Maroc.
- 2-3. **PROCHE-ORIENT**
 - Israël dépêche des renforts à la frontière libanaise.
3. **EUROPE**
 - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : M. Egon Bahr est élu secrétaire général du S.P.D.
- 4-5. **AMÉRIQUES**
 - CANADA : les Canadiens anglais sous le choc.
- 6-7. **ASIE**
 - Inde : suicide d'une démo-
cratie (II), par Jean de La
Guérisse.
- 8-9. **AFRIQUE**
 - Arabie Saoudite : un village
socialiste algérien conçu pour
ses habitants.
- 11 à 13. **POLITIQUE**
 - DEUX POINTS DE VUE :
« L'anti-Giscard », par Gil-
bert Comte, et « L'élection
de l'Assemblée européenne et
la Constitution française »,
par Jacques Boitard.
 - La participation à la région
des élections partielles.
14. **PRÉSENCE**
 - Cinq monopoles de l'informa-
tion : à l'Institut national de
l'audio-visuel.
19. **AÉRONAUTIQUE**
 - Des classes expérimentales de
secondes fonctionneront dès le
retour de 1977.
 - La Fédération de l'éducation
nationale à la conquête de la
formation permanente.
 - Une lettre du président de
Paris-VIII sur la situation de
M. Lesage de La Haye.

LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES

- PAGES 23 ET 24
- Mars explorée par Viking :
une planète qui a vieilli trop
vite.
 - La fin d'un dogme : un gène
pour deux enzymes.

25. **ACTUALITÉ MÉDICALE**
 - Fermé depuis cinq mois, le
centre hospitalier d'Ivry n'a
pas encore trouvé d'acquéreur.
26. **DÉFENSE**
27. **SPORTS**
 - BASKET-BALL : les leçons de
sportivité des Chinois.
- 27-28. **JUSTICE**
 - L'Union syndicale des magis-
trats demande un conseil de
la magistrature de type
paritaire.
- 29 à 31. **ARTS ET SPECTACLES**
40. **LES RÉGIONS**
 - La visite de M. Giscard d'Es-
ting dans l'Est.
41. **EQUIPEMENT ET RÉGIONS**
- 43 à 46. **LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
 - CONJONCTURE : le
C.N.P.E. présente une
nouvelle politique de l'emploi.
— EUROPA : les difficultés de
la coopération industrielle
européenne.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (33 à 39)
Carnet (40) Aujourd'hui (26)
« Journal officiel » (11) : Météo-
rologie (28) : Mots croisés (28)
Bourse (47).

LES PLUS BELLES
COLLECTIONS
Avec la garantie
d'un maître tailleur
**COSTUMES
MESURE**
dans un choix
de 3.000 droperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (10e)

Le numéro du « Monde »,
daté 23 novembre 1976 a été
tiré à 557 037 exemplaires.

A B C D E F G

Ouverture du débat budgétaire au Sénat

Le Sénat a commencé, mardi matin 23 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1977. L'examen du projet de loi de finances pour 1977, qui poursuivra jusqu'au 12 décembre à raison de trois séances par jour, y compris pendant deux dimanches sur trois. Un discours de M. Michel Durafour, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, et l'exposé du rapporteur général, M. René Monory (Union centriste), ont ouvert, au palais du Luxembourg, le débat budgétaire qui s'était achevé l'avant-veille à l'Assemblée nationale.

En introduction à son rapport, M. MONORY affirme que la France s'engage « avec une détermination sans faille » à lutter contre l'inflation. Il déplore que cette lutte s'engage « dans une période difficile », alors que, sur le plan international comme sur le plan national, « de nombreux signes indiquent un très net ralentissement de la croissance ». « Aussi, déclare-t-il, les mesures prises contre l'inflation, qui comportent inévitablement des effets de réduction de la demande, risquent-elles de plonger la France comme un certain nombre d'autres pays dans une nouvelle période de récession, aggravant encore un chômage qui est déjà fort préoccupant ».

Le rapporteur général analyse ensuite les dispositions du budget, dont l'équilibre est « satisfaisant ». Il remarque toutefois : « On peut se demander si les comptes d'ordre du budget ont été correctement établis. L'an dernier, nous nous en sommes rendus compte, nous ne les avons pas eu la semaine dernière d'apprendre, une fois la discussion budgétaire bien entamée, qu'il faudrait qu'en cours d'exercice le budget vienne au secours des régimes de sécurité sociale, gravement déséquilibrés. M. Monory approuve, comme « conformes à plus de justice », les diverses décisions visant à un resserrement de l'éventail des revenus disponibles. Il souligne néanmoins que « l'aggravation globale de la fiscalité directe s'accompagnera, selon toute probabilité, mais sans qu'il soit pos-
sible de le chiffrer, d'un transfert de la contribution du groupe des non-salarisés vers celui des salariés ».

Au sujet des dépenses, le rapporteur général se félicite que, malgré les contraintes financières qui ont pesé sur le budget de 1976, les programmes d'action prioritaire n'aient pas été négligés. Le pourcentage de réalisation du VII^e Plan sera voisin de 32 %, ce qui, dit-il, « paraît satisfaisant ». Il dénonce, en revanche, la notion d'équilibre budgétaire qu'il juge « une rupture qui n'est pas acceptable ». Parlant du déficit de la Sécurité sociale, M. Monory déclare notamment : « A partir d'un certain niveau de revenu, il serait logique de mettre une part de la dépense — notre même part — à la charge de l'assuré plutôt qu'à celle du contribuable ».

Dans sa conclusion, le rapporteur général affirme, à propos du programme de redressement : « Vouloir freiner la progression des rémunérations, c'est courir le risque de freiner la demande des ménages et ceux-ci, condition sine qua non, n'acceptent pas de moins d'activité économique ou encore se refusent à prêter sur leurs épargnes pour se porter acheteurs. C'est bien une telle réaction que l'on espère... »

« C'est à ce niveau que nous nous situons quant à la réduction du Plan, parce que, devant un avenir incertain, les ménages ont plutôt tendance à pratiquer des épargnes de précaution. »

Le Sénat a commencé, mardi matin 23 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1977. L'examen du projet de loi de finances pour 1977, qui poursuivra jusqu'au 12 décembre à raison de trois séances par jour, y compris pendant deux dimanches sur trois. Un discours de M. Michel Durafour, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, et l'exposé du rapporteur général, M. René Monory (Union centriste), ont ouvert, au palais du Luxembourg, le débat budgétaire qui s'était achevé l'avant-veille à l'Assemblée nationale.

En introduction à son rapport, M. MONORY affirme que la France s'engage « avec une détermination sans faille » à lutter contre l'inflation. Il déplore que cette lutte s'engage « dans une période difficile », alors que, sur le plan international comme sur le plan national, « de nombreux signes indiquent un très net ralentissement de la croissance ». « Aussi, déclare-t-il, les mesures prises contre l'inflation, qui comportent inévitablement des effets de réduction de la demande, risquent-elles de plonger la France comme un certain nombre d'autres pays dans une nouvelle période de récession, aggravant encore un chômage qui est déjà fort préoccupant ».

Le rapporteur général analyse ensuite les dispositions du budget, dont l'équilibre est « satisfaisant ». Il remarque toutefois : « On peut se demander si les comptes d'ordre du budget ont été correctement établis. L'an dernier, nous nous en sommes rendus compte, nous ne les avons pas eu la semaine dernière d'apprendre, une fois la discussion budgétaire bien entamée, qu'il faudrait qu'en cours d'exercice le budget vienne au secours des régimes de sécurité sociale, gravement déséquilibrés. M. Monory approuve, comme « conformes à plus de justice », les diverses décisions visant à un resserrement de l'éventail des revenus disponibles. Il souligne néanmoins que « l'aggravation globale de la fiscalité directe s'accompagnera, selon toute probabilité, mais sans qu'il soit pos-
sible de le chiffrer, d'un transfert de la contribution du groupe des non-salarisés vers celui des salariés ».

Au sujet des dépenses, le rapporteur général se félicite que, malgré les contraintes financières qui ont pesé sur le budget de 1976, les programmes d'action prioritaire n'aient pas été négligés. Le pourcentage de réalisation du VII^e Plan sera voisin de 32 %, ce qui, dit-il, « paraît satisfaisant ». Il dénonce, en revanche, la notion d'équilibre budgétaire qu'il juge « une rupture qui n'est pas acceptable ». Parlant du déficit de la Sécurité sociale, M. Monory déclare notamment : « A partir d'un certain niveau de revenu, il serait logique de mettre une part de la dépense — notre même part — à la charge de l'assuré plutôt qu'à celle du contribuable ».

Dans sa conclusion, le rapporteur général affirme, à propos du programme de redressement : « Vouloir freiner la progression des rémunérations, c'est courir le risque de freiner la demande des ménages et ceux-ci, condition sine qua non, n'acceptent pas de moins d'activité économique ou encore se refusent à prêter sur leurs épargnes pour se porter acheteurs. C'est bien une telle réaction que l'on espère... »

DIX JOURS APRÈS LES ÉLECTIONS AU QUÉBEC

M. Trudeau va s'adresser
à la population québécoise

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, doit prononcer, le mercredi 24 novembre, une allocution qui sera radiotélévisée dans l'ensemble du Canada. Ce sera la troisième fois seulement que M. Trudeau s'adressera ainsi à ses concitoyens depuis qu'il est devenu premier ministre en 1968. Il avait, lors de sa prise de fonction, prononcé un discours lors de la crise d'octobre 1970, au cours duquel il avait déclaré la loi de la Loi sur le Québec. M. Trudeau avait également prononcé un discours lors de la crise d'octobre 1970, au cours duquel il avait déclaré la loi de la Loi sur le Québec. M. Trudeau avait également prononcé un discours lors de la crise d'octobre 1970, au cours duquel il avait déclaré la loi de la Loi sur le Québec.

Le parti conservateur, qui constitue l'opposition officielle aux Conservateurs d'Ottawa, a élu au cours du week-end dernier (20-21 novembre), le nouveau président de sa section québécoise. Il s'agit de M. Roch LaSalle, un ami du président du parti de M. Joe Clark. Les conservateurs espèrent profiter de la faiblesse des libéraux pour s'imposer au Québec au cours des prochaines élections législatives. M. Clark, le gouverneur du parti québécois, a entrepris d'intervenir le sort du Québec, il pourra être assuré de mon appui et de toute ma collaboration. Il s'opposera ainsi aux libéraux d'Ottawa, qui paraissent, jusqu'à présent, tentés d'adopter une attitude rigide, et se retrouvent sur le même terrain que plusieurs ministres provinciaux qui souhaitent, eux aussi, un fédéralisme plus décentralisé. — A.M.C.

LE NOUVEAU RÉSEAU D'AUTOROUTES DANS L'EST DE LA FRANCE

Strasbourg à quatre heures de Paris

M. Valéry Giscard d'Estaing inaugurerait, vendredi prochain 26 novembre, près de Phalsbourg (Moselle), l'autoroute Metz-Strasbourg, qui, après l'ouverture de Paris-Metz, le 20 octobre dernier, mettra Strasbourg à moins de quatre heures de Paris.

Après la liaison Metz-Sarrebrück par l'A-32 en service depuis 1971, c'est l'autoroute A-34 Phalsbourg-Stettin (aux portes de Strasbourg), longue de 107 kilomètres, qui sera ouverte au trafic le 26 novembre à 16 heures, permettant ainsi des liaisons autoroutières rapides avec les deux départements alsaciens, mais aussi avec le sud de l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suisse. Le péage perçu de Metz à Strasbourg pour les voitures particulières sera de 29 F pour 182 kilomètres et le trajet Paris-Strasbourg cotera 78,50 F. Le péage pour les poids lourds sera de 45 F pour 182 kilomètres et le trajet Paris-Strasbourg cotera 157 F. Le péage pour les poids lourds sera de 45 F pour 182 kilomètres et le trajet Paris-Strasbourg cotera 157 F.

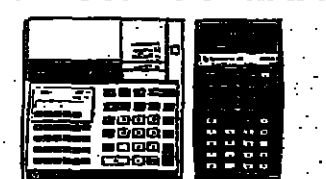
Pendant son voyage, le président de la République ne devrait pas parler seulement des autoroutes (le financement de l'axe Toul-Langres vient de faire l'objet d'un accord important), mais aussi des activités locales. On sait qu'il se rendra, jeudi 25 à Verdun, puis à Metz et à Nancy. Le lendemain il ira à Strasbourg. (Voir notre dossier page 40.)

Nancy-Dijon : un succès pour M. Servan-Schreiber

(De notre correspondant.) Metz. — L'autoroute Nancy-Dijon sera construite au cours du VII^e Plan. Trois jours avant la venue dans l'Est du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, a annoncé, lundi 22 novembre, qu'un accord sur le financement de la liaison Toul-Langres avait enfin été conclu.

NOUVELLES BRÈVES

- Solente et onze des cent cinquante-quatre personnes arrêtées samedi au monastère d'Arancourt, au Pays basque espagnol, ont été remises en liberté. Les détenus appartenaient à la « Ligne révolutionnaire-ETA » sixième assemblée. (L.C.R.-ETA-VI) participait à la conférence nationale d'Alzadi au moment de leur arrestation.
- Le professeur Pietro Valdini, précurseur en Italie, de la chirurgie cardiovasculaire, est mort, ce mardi 22 novembre, à Rome. En novembre 1967, il avait opéré Paul VI de la prostate. Le professeur Valdini était aussi spécialiste de la chirurgie abdominale et thoracique. — (A.F.P.)
- Les obsèques de M. Henri Massot, président d'honneur du Syndicat de la presse parisienne, auront lieu à Marseille dans la plus stricte intimité, ni fleurs ni couronnes, annonce un communiqué du S.P.P. qui précise : « Mme Massot, très touchée des marques de sympathie reçues en ces heures difficiles, a demandé à ceux qui souhaitent manifester leurs sentiments à l'égard de son mari qu'ils puissent adresser leurs condoléances à la Fondation nationale de cardiologie de France, 10, rue de Paradis, 75010 Paris (C.C.P. Paris 16-837-14) en présentant « souscription Henri Massot ».

Texas-Inst. ou
Hewlett-Packard?

Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous irait. Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice opérationnelle, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez. Si vous êtes un scientifique éméché ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excellentes (toute explication, Nikans, et puissance 2, syn-krp, programmables). Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez. Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, avec mise en page automatique sur mesure. Duriez : 122, bd Saint-Gervais, tél. : 326-43-31, ouvert tous les jours de 9 h à 19 h. PRODUCTIONS NOBEL (sans engagement) 5 % sur toute la gamme Texas Instrument, horloges SR 50 et montres.

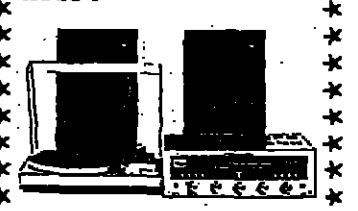
VERS UNE GRÈVE À L'E.G.F.
LES 1^{er} ET 2 DÉCEMBRE ?

Les organisations syndicales de l'E.G.F. se sont réunies ce mardi 23 novembre, pour se prononcer sur les modalités d'une grève destinée à défendre le contrat salarial qui garantirait une progression du potentiel d'achat minimum de 2,5 %. La C.F.P.T. a proposé une grève quarante-huit heures, avec des coupures de courant et limitées et contrôlées, qui auraient lieu les 1^{er} et 2 décembre. Elles seraient suivies d'une grève quarante-huit heures, par région, étalée sur cinq jours, et si les directions présentaient la moindre résistance de négocier.

ACHETEZ
VOTRE
CHAÎNE HI-FI
chez un crack
en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantiront non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi fréquemment toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

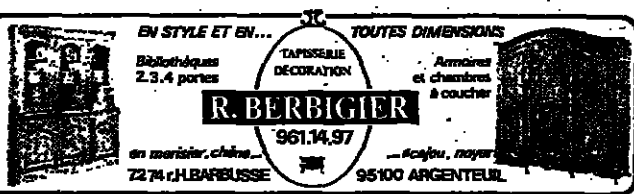
**CHAÎNE HI-FI
MARANTZ 2215 BL**
— AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W eff. par canal
— PLATINE TECHNIS 31.23
reg.-électron. de VL, ant. électron.
entraînement par courroie
— ENCINTES JBL, LANSING L 16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excl. fréq. aigües.
4.530 F



CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.53.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Nouveaux : manoir et ver-
dredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

L'Arcade
ChaumetDes bijoux qui ont
quelque chose à dire.

Chaumet c'est un univers
CHAUMET • L'ARCADE • LES TEMPORELLES
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.52.



EN STYLE ET EN... TOUTES DIMENSIONS
TAPISSERIE DÉCORATION
R. BERBIGIER
en moquette, tapis, tapisserie, rideaux, stores
7274, CHARENTAIS
961.14.37
95100 ARGENTUIL



POUR ALLIER
LE RAFFINEMENT
À LA TECHNIQUE
LES
EXTRA-PLATES
JAEGER-LECOULTRE
PRÉSENTÉES PAR
JACQUES TOUR
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1855
9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPÉRA - 073.45.13

صلى الله عليه وسلم
الرحمن الرحيم

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

N° 1465
Canada, 0,50 \$ - 200-01-1000, 80 fr. 1
Egypte, 14 fr. - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Indonésie, 250 Rp. - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Israël, 2,75 L. 1 - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Japon, 100 ¥ - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Liban, 1,10 fl. 1 - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Suisse, 1,10 fl. 1 - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
Tunisie, 1,10 fl. 1 - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
U.S.A., 0,35 \$ - 200-01-1000, 1,10 fl. 1
ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85
(Taux en vigueur page 12.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

LA VISITE EN FRANCE DU ROI HASSAN II

Entre Rabat et Alger...

Le 18 mars dernier, une dépêche de l'agence France-Presse, citant « une bonne source » à Paris, annonçait l'ajournement de la visite que le roi Hassan II devait faire en France au début du mois d'avril. Quelques jours auparavant, le gouvernement du président Boumedienne avait annoncé sa décision de reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique fondée par le Front Polisario. Rabat et Nouakchott avaient alors rompu leurs relations diplomatiques avec leur voisin.

Dans ce climat, le séjour à Paris du souverain sahraïen serait apparu comme donnant un soutien aux thèses marocaines concernant le Sahara occidental. C'est manifestement pour éviter d'accroître une telle interprétation que le report du voyage avait été décidé directement par l'Élysée. Dans une interview au « Nouvel Observateur », M. Giscard d'Estaing avait affirmé que quelques semaines plus tôt sa volonté de rester neutre dans un conflit opposant deux pays amis. Cette déclaration avait été accueillie avec scepticisme à Alger, où l'on estimait que les paroles étaient démenties par les actes et où l'on reprochait à Paris d'avoir apporté militairement et diplomatiquement une aide importante au royaume sahraïen.

Plusieurs mois ont passé, et les passions se sont un peu apaisées. Il est vrai que le problème posé par la présence marocaine au Sahara occidental reste entier. En déclarant qu'il est « un peu enragé de parler de guerre », Hassan II veut néanmoins une réalité moins favorable. Les forces armées royales ne tiennent que les principales localités d'un désert parcouru par les maquisards sahraïens. Rabat a certes marqué des points sur le plan diplomatique, mais la « marocanité » des « nouvelles provinces » est encore l'objet de bien des contestations. Une dizaine d'États africains notamment ont reconnu la République arabe sahraïenne démocratique et les Nations unies viennent de renvoyer l'affaire à la prochaine session de l'Assemblée générale. En attendant que l'O.U.A. en débâte à nouveau. Le roi ignore rien de ces difficultés, même s'il les tient pour négligeables.

La France a plus que jamais le souci de se tenir officiellement à l'écart de ce conflit. Elle poursuit, certes, son aide au Maroc et à la Mauritanie : quelques quatre cents officiers marocains accomplissent actuellement des stages dans les écoles militaires françaises, et un centre de formation de sous-officiers vient de s'ouvrir en Mauritanie, à Atar. Mais le gouvernement français se dit prêt à fournir le même type d'assistance à l'Algérie.

Récemment, un membre du gouvernement français, M. René Lenoir, a accepté de rencontrer à deux reprises, à Paris, un ministre de la République sahraïenne. Ces entretiens, qui ont débouché sur la libération de deux coopérants détenus par le Front Polisario, MM. Dief et Séguin, ont été accueillis avec une vive anxiété par les Marocains.

Rabat a accepté cependant les apaisements donnés par le gouvernement français, qui a mis l'accent sur les motivations humanitaires de cette initiative. Le roi Hassan II tient, en effet, plus que jamais à garder les meilleures relations avec Paris. Celles-ci sont sans cesse au premier plan de son agenda, tant au niveau économique — la France est le premier client et le premier fournisseur du Maroc — qu'au niveau de la coopération culturelle — plus de sept mille enseignants français travaillent au Maroc — ou des échanges humains — trois cent mille ressortissants marocains vivent en France, et cinquante-trois mille Français sont installés au Maroc. C'est sur l'amélioration de ces rapports bilatéraux que portent pour l'essentiel les conversations. Il est peu probable, en effet, que M. Giscard d'Estaing, qui se sait guetté à Alger, accepte de beaucoup s'engager dans la direction de l'axe « Paris-Madrid-Rabat » tant souhaité par le roi Hassan II.

(Mardi 23 novembre.)

Le report des voix de la gauche s'est bien effectué aux élections partielles

Les républicains indépendants ont pâti des difficultés de la majorité

Le bilan des sept élections législatives qui se sont déroulées les 7, 14 et 21 novembre est une fois de plus positif pour le parti socialiste, qui enlève aux républicains indépendants la dixième circonscription du Rhône après leur avoir pris la seconde circonscription de la Haute-Loire. La discipline des électeurs de gauche a joué non seulement, ici et là, en faveur des socialistes, mais, fait plus notable, en faveur du candidat du P.C. dans les Yvelines.

L'U.D.R., ayant conservé les circonscriptions de Corrèze et de Paris, le centre se maintient dans l'Allier et la Gironde, et M. Destrem, républicain indépendant, ne retrouvait que d'extrême justesse son siège des Yvelines, il apparaît que les difficultés actuelles de la « majorité présidentielle » sont préjudiciables à la famille politique la plus proche du chef de l'État plus qu'aux autres.

Les quelque deux cent soixante mille électeurs qui étaient conviés à retourner aux urnes le 21 novembre pour donner un député à la quatrième circonscription de l'Allier, à la cinquième de la Gironde, à la dixième du Rhône et à la cinquième des Yvelines ne se sont pas, à proprement parler, mobilisés. Ils se sont cependant montrés moins indifférents que la semaine précédente, le pourcentage des abstentions représentant, pour l'ensemble des quatre circonscriptions, de 40,59 à 51,68.

S'il est déconseillé, dans ces conditions, de se prononcer trop catégoriquement sur les reports de voix entre le premier et le second tour, on peut se risquer à avancer que les nouveaux électeurs ne se sont pas toujours précipités en masse vers les candidats de la majorité.

M. Gabriel Péronnet, ancien secrétaire d'État à la fonction publique et président du parti radical, retrouve son siège de l'Allier dans de bonnes conditions, puisqu'il recueille 53,99 % des suffrages exprimés alors qu'il n'en avait obtenu que 51,86 % au second tour.

En Gironde, M. Aymar Achille-Fould, ancien secrétaire d'État aux P.T.T., gauche réformatrice, obtient 51,37 % des suffrages exprimés (il fait mieux que M. Giscard d'Estaing en mai 1974 (46,56 %), mais ne retrouve pas son propre pourcentage de 1973 (51,95 %)). Dans ces conditions, MM. Lecanuet, Barrot, Durieux et Stasi forment un peu la note lorsqu'ils magnifient les résultats et la vitalité de « l'aille du centre gauche ». Ce qui est vrai à Vichy l'est beaucoup moins dans le Médoc.

Les deux autres circonscriptions étaient briguées par des républicains indépendants, et M. Giscard d'Estaing n'a aucune raison d'être satisfait des résultats. L'échec dans le Rhône de M. Ducray, ancien secrétaire d'État au tourisme, était prévisible mais il n'est pas moins cuisant (46,55 % des suffrages exprimés au lieu de 52,07 % le 11 mars 1973 et 55,38 % à M. Giscard d'Estaing en mai 1974). Dans les Yvelines, de même, M. Destrem, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, perdant, avec 50,66 % des suffrages exprimés, près de 8 points par rapport à ceux qu'il avait obtenus l'année dernière (58,46 %).

Le second tour, confirmant les enseignements du premier, montre que la famille politique la plus proche du chef de l'État est la seule qui souffre vraiment de la discordie qui règne dans les rangs de la majorité présidentielle. Une discordie qui ne semble pas avoir tendance à s'apaiser s'il est vrai que M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a essuyé ouvertement pendant le week-end d'un « système qui ne fonctionne pas bien » et a fait le procès du

LA GAUCHE APRÈS LES ÉLECTIONS PARTIELLES

Lire page 7 le début
de la série
de Thierry PFISTER

ANDRÉ MALRAUX EST MORT

André Malraux est mort le mardi 23 novembre 1976, à 8 h 35, au centre de réanimation de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil. Il a succombé, comme ses médecins s'y attendaient, aux suites de l'embolie pulmonaire dont il avait été victime dans la nuit du 21 au 22 novembre. Il était hospitalisé depuis le 15 novembre. Il venait d'avoir soixante-quinze ans.

La dépouille mortelle de l'écrivain a été ramenée en ambulance, dès 11 h 15, à son domicile, au château de Verrières-le-Buisson (Essonne), où une chapelle ardente a été dressée par la famille de Vilmorin à laquelle André Malraux était resté très lié depuis son amitié avec Louise de Vilmorin.

De son côté, l'Institut Charles-de-Gaulle, dont André Malraux était le président, a décidé

d'ouvrir un registre de signatures à « tous ceux qui veulent témoigner leur attachement à l'auteur de « la Condition humaine » ».

Le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Philippe Lecat a annoncé aux journalistes que le président de la République devait adresser le jour même à Mme Florence Malraux une lettre exprimant ses sentiments à la fois comme chef de l'État et à titre personnel après la disparition d'André Malraux.

M. Giscard d'Estaing, qui s'entretenait le mardi matin avec le roi Hassan II, a appris au souverain la mort d'André Malraux. Le roi a présenté ses condoléances au président de la République française à titre personnel et au nom du royaume du Maroc.

La légende du siècle

par BERTRAND
POIROT-DELPECH

Les mouches qu'André Malraux semblait chasser sans cesse des yeux et des mains, les voici donc libres de se poser sur son visage, où toute l'angoisse et toute l'intelligence humaines ont fini de tressaillir. Voici éteinte la voix syncope où se bousculaient à tout propos les dieux et les millénaires. Voici réconciliés le pillier de temples et le ministre des musées, le terroriste et l'ami des rois, l'aventurier ivre d'action et l'écrivain saouls de prose.

Même ceux qui n'arrivaient pas à suivre ce culte lyrique de l'essentiel se découvrent, comme le méchant conscient que le glas sonne pour tout le monde. L'homme qui disparaît et l'œuvre qu'il laisse sont parmi les plus représentatifs de leur pays et de leur temps, les plus exemplaires de notre civilisation en ruine. En eux pourra se lire toute l'aventure de ce siècle patelant, que la mort de Dieu et l'échec moral des sciences ont obligé à fonder la grandeur de l'homme sur le néant qu'il crée.

Ce néant qui fige aujourd'hui sa vie en destin — selon sa formule célèbre — Malraux n'a cessé d'en être obsédé. Dès l'adolescence, il est convaincu, comme Staline le remarquera en soupirant, devant de Gaulle, qu'« à la fin c'est toujours la mort qui gagne ». Non qu'il écarte l'hypothèse de la foi en l'au-delà : il a entré ses fils à l'église, refusé de visiter la Golgotha « en tant que touriste », et si on en croit l'ancien aumônier de la brigade Alsace-Lorraine, une fleur de cierge a tremblé dans la nuit de ce grand agnostique. Mais il a toujours proclamé qu'il ne « s'abaisserait pas à chercher l'assèchement dans la religion ».

Car il s'agit de rendre supportable un sort qui, pour lui, ne

l'est pas. A l'inverse d'un Gide ou d'un Gluck, Malraux ne se résigne pas à sa condition de mortel comme à une loi de la bonne nature. Il souffre moins de devoir être dépossédé de la vie que de voir, dans cette limite, le signe de notre impuissance à changer le monde. Il dialogue d'ailleurs moins volontiers avec la notion de mort qu'avec celles, présentes partout dans son œuvre, d'humiliation ou de sacrifice.

Dès les exercices fantaisistes de *Lunes de papier* et du *Royaume des cieux* (1926), l'auteur songe à la *Tentation de l'Occident* (1927), c'est-à-dire aux moyens de combler le vide spirituel laissé en

Europe par le dix-neuvième siècle. A qui confier l'héritage ? « Que faire de l'âme, si n'y a ni Dieu ni Christ ? » Y a-t-il en l'homme quelque chose de plus permanent que le « cortège ingénu de ses possibilités ? » Comment échapper aux « royaumes métalliques de l'absurdité » ?

Seule solution à ses yeux : l'action. « On trouve toujours l'épouvante en soi, observe Tchernine dans la *Condition humaine*, mais heureusement on peut agir » : et Kyô : « Il est plus facile de mourir quand on ne meurt pas seul. » Il ne s'agit pas de se fonder anonymement dans les nouvelles religions que sont les révolutions, mais de donner à l'action une valeur, presque métaphysique, de pari antipascalien.

(Lire la suite page 9.)

L'homme de la métamorphose

par ANDRÉ CHASTEL

« C'est l'intrusion de la tragédie grecque dans le roman policier », disait Malraux à propos du roman de Faulkner. « C'est l'intrusion de l'histoire de l'art dans la tragédie grecque », pourrait-on dire à propos de cette vaste et sinuose entreprise commencée avec « le Musée imaginaire » et arrivée à son terme avec « l'Intemporel » paru hier chez Gallimard. On dirait que Malraux avait pris en grand poète son rendez-vous avec la mort. Les dernières lignes de son dernier livre le déclarent : « Nés ensemble, le musée imaginaire, le voleur énigmatique de l'art, l'intemporel, mourront sans doute ensemble. Et l'homme s'opérera que l'intemporel non plus n'est pas éternel. » Et la der-

nière image qu'il nous livre est la roche de Qiva du musée de Madrid.

Dans toute sa vie ont été présents l'image et l'objet, les deux faces de l'art. L'exposition organisée chez Maeght en 1973 l'a généreusement — mais encore incomplètement — montré. Dès qu'il apparaît, armé de pied en cap de culture et d'intelligence, le cinéma allemand, les illustrations « farfelues », les statues khmères, lui tiennent compagnie.

Déjà, l'intuition que le « surréel » est toujours en cause dans l'art et la certitude que le dialogue de l'Orient et de l'Occident à travers les formes dépasse définitivement toutes les perspectives. Sa prodigieuse jeunesse développe dans toutes les directions des contacts, des amitiés, des expériences, qui mûrissent un amateur d'art et font de cet homme d'action — on disait alors avec admiration un « aventurier » — un explorateur attentif des musées. La guerre était à peine finie que le monde de la culture recut le choc de « la Psychologie de l'art », à laquelle il travaillait depuis toujours et qu'il annonçait depuis dix ans, sous la forme brillante, admirablement illustrée, difficile et impérieuse du « Musée imaginaire » (1947).

(Lire la suite page 9.)

Djibouti dans l'attente

M. Mohammed Abdallah Kamil, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a lancé, mercredi 17 novembre, à Djibouti, un appel à l'union de toutes les tendances politiques du Territoire.

A ce sujet, M. Kamil a déclaré : « Une réunion se tiendra à Paris avant la fin de l'année avec les partis politiques représentatifs du Territoire ainsi qu'avec les mouvements de libération... Nous souhaitons associer le Front de libération de la Côte française des Somalis, dont le siège est à Mogadiscio, et le Mouvement

de libération de Djibouti, dont le siège est en Ethiopie, au processus qui doit mener le Territoire à l'indépendance afin que personne ne se sente exclu de la vie politique du futur État. »

Les modalités de cette participation sont l'un des problèmes qu'aborde avec ses interlocuteurs M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, qui séjourne actuellement à Djibouti. Avant son départ, M. Stirn a participé à une réunion interministérielle consacrée au T.F.A.I.

De notre envoyé spécial THOMAS FERENCZI

difficile par leur nomadisme et l'afflux d'immigrants de la Somalie voisine, n'a jamais été sérieusement effectué. M. Gouled, sur lequel s'appuie, de toute évidence, le nouveau haut commissaire, M. Don Camille d'Ornano, s'efforce de contrôler le processus.

Des incidents lui sont-ils rapportés ? Il apaise le plaignant, promet de faire la lumière, se transporte éventuellement sur les lieux. Des lenteurs lui sont-elles signalées ? Il gronde, menace de tout interrompre, s'entretient auprès du haut commissaire.

Il doit se battre sur deux fronts : celui des anciens partisans de M. Aref, et celui des « gauchistes » de son propre camp.

Depuis que leur chef de file a quitté Djibouti pour la métropole, les amis de M. Aref, conduits par M. Chehem Daoud Chehem, ancien ministre de la santé, et encouragés presque ouvertement par le consul général d'Ethiopie, qui redoute les « visées annexionnistes » de la Somalie sur le territoire, tentent de se réorganiser.

Ils ont effectué au cours du mois d'octobre une tournée dans les « cercles » (arrondissements) de Tadjourah, Hief traditionnel de M. Aref, d'Obock et d'Ali-Sabieh. Ils assurent que règne « un climat d'insécurité totale », et que le nouveau gouvernement est incapable de maintenir l'ordre. Le territoire, disent-ils, est « un volcan qui peut exploser ».

Ils font apparemment le nécessaire pour que cette explosion se produise. Des incidents éclatent ici et là à leur initiative. En août, M. Don Camille d'Ornano a été accueilli à Tadjourah par des cris hostiles et même par des jets de pierres. Depuis que la distribution des cartes d'identité est commencée, des hommes de l'UNI (Union nationale pour l'indépendance, parti de M. Aref) ont, à plusieurs reprises, troublé les opérations. Il y a quelques jours, les commandants des cercles de Tadjourah et d'Obock ont reçu l'un un coup de bâton. Affaires insignifiantes, soutient le haut commissariat. Proclamation de l'UNI, affirme un des principaux membres du gouvernement.

(Lire la suite page 6.)

LA CONDITION MALRAUX

Écrivain sans être littéraire, soldat sans être militaire, gauchiste sans être U.D.R., aventurier sans être esclave de l'aventure, dandy de grand chemin au service de la légende de son temps, André Malraux a baigné son corps et trempé sa plume dans le torrent de l'histoire de son siècle sans jamais s'arrêter à celle qu'il venait de vivre.

Cet homme d'action, qui laisse un carnet de bord rempli de plusieurs existences au fil d'Orient, d'Espagne et de France, vient de reformer cette flamboyante cascade sur une seule vie.

On dira qu'il s'est dispersé, qu'il a touché à tout : ce serait ignorer qu'André Malraux était avant tout un spécialiste du destin.

BERNARD CHAPUIS.
(Mercredi 24 novembre.)

DE LA MORT DE FRANCO AU VOTE DES CORTÈS

Moins de cent mille personnes ont participé à la manifestation franquiste de Madrid

Moins de cent mille personnes ont participé, samedi 20 novembre, à Madrid, à la manifestation organisée par l'extrême droite pour célébrer le premier anniversaire de la mort de Franco. Les manifestants, estimés à Madrid, ne paraissent pas en mesure de s'opposer à la libéralisation approuvée par les Cortès. D'autre part, environ cent cinquante membres de l'organisation basque ETA ont été arrêtés samedi au monastère d'Arantzazu, près de Saint-Sébastien, alors qu'ils participaient à une

assemblée de la Ligue communiste révolutionnaire-ETA. A Barcelone, un millier de personnes ont manifesté, dimanche 21 novembre, pour réclamer un statut d'autonomie et l'amnistie. M. Vidiella, l'un des dirigeants du parti socialiste unifié de Catalogne (parti communiste), est rentré le 21 novembre à Barcelone après un exil de trente-sept ans. M. Vidiella, qui est âgé de quatre-vingt-cinq ans, a été accueilli par plusieurs milliers de sympathisants.

De notre envoyé spécial

A la même heure, une cérémonie officielle avait lieu à la basilique de la vallée de Los Caldes, au nord-ouest de Madrid, dans la sierra de Guadarrama, où sont inhumés Franco et José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Falange. Tous les membres du gouvernement et la veuve de l'ancien chef d'Etat assistaient à cette messe froide et officielle présidée par le roi et la reine. Il s'agissait, selon l'invitation officielle, de rendre hommage à Franco et à tous les Espagnols qui ont donné leur vie pour l'Espagne. En fait, la formule a été choisie pendant le service par le prêtre officiant, qui a parlé de tous les morts de notre croisade.

Réforme de la police politique

A l'issue de la manifestation de la place d'Oriz, des groupes de plusieurs centaines de personnes sont descendus vers le centre de Madrid, brandissant leurs bandières, insultant le gouvernement et chantant « Carra al Sol ». Ils ont obtenu au passage, mais sans peine, que le drapeau soit mis en berne à la façade de la direction générale de la sûreté, Puerta del Sol. Plus tard, devant

Les ultras n'ont plus de leader

L'éditorialiste du quotidien El País se fait l'écho de ces craintes en écrivant : « Nous avons vu ces jours-ci, à Madrid, beaucoup trop de jeunes gens avec un revolver à la ceinture. Ou bien on les désarme ou bien il ne sera pas possible de voter librement. » Il n'y aura ni cris, ni haine, ni passion. Cette promesse des organisateurs de la manifestation franquiste n'a pas été tout à fait respectée. Moins de cent mille personnes étaient massées sur la place d'Oriz, face au palais royal. Beaucoup de jeunes en uniforme de phalangiste dans cette foule ont rendu hommage à la mémoire de Franco, et surtout ont refus de toute évolution démocratique : « Suarez démission », « Procuradores, vous êtes des traitres », « Nous voulons un autre Franco », « Franco, resuscitez, l'Espagne a besoin de toi ». Mais Franco n'était plus à ce balcon vide au-dessus de la vaste place, où des foules quatre fois plus nombreuses l'avaient acclamé avec ferveur à l'heure des crises nationales, les saluts fascistes, le bras levé, les chants répétés de « Carra al Sol ». L'hymne phalangiste, les chemises bleues portées par les garçons et les filles des organisations de jeunesse du mouvement, tout ce rituel, en somme, ne pouvait faire oublier que les ultras de droite n'ont plus vraiment de leader. L'une des personnalités présentes les plus applaudies fut la duchesse de Franco, fille de l'ancien chef d'Etat, portant à la poitrine l'insigne sang et or du mouvement d'extrême droite de Fuerza Nueva.

L'année la plus longue

De notre correspondant

Madrid. — Le 22 novembre 1975, un homme jeune de trente-sept ans, revêtu de l'uniforme de capitaine-général de l'armée et proclamé roi sous le nom de Juan Carlos I^{er}, était devant les Cortès : « Aujourd'hui commence une nouvelle étape dans l'histoire de l'Espagne », il parlait de « participation », c'est-à-dire de démocratie. Il reconnaissait la diversité des régions espagnoles. Il affirmait en conclusion : « Je ne serai le roi de tous les Espagnols ».

Quelques semaines après, le roi nomme son premier chef de gouvernement. Il doit le choisir parmi trois noms proposés par le conseil du royaume. Le candidat favori, M. José María de Arelliza, comte de Motrico, ne figure même pas parmi les noms proposés dont le premier est celui de M. Carlos Arias Navarro, chef du dernier gouvernement du général Franco qui est désigné.

M. Arias incorpore à son équipe des hommes qui ont été des services secrets au franquisme. Il y a cependant au sein de ce cabinet un trio qui semble vouloir prendre la tête d'une authentique réforme. Ce sont M. de Arelliza (affaires étrangères), Manuel Fraga Iribarne (intérieur) et Antonio Garrigues (justice). Il y a aussi des hommes jeunes, comme M. Adolfo Suárez (ministère) et Rodolfo Martín-Villa (relations syndicales) connus pour leurs idées libérales.

Le premier problème est celui de l'amnistie des prisonniers politiques. La loi royale adoptée (indulto) est jugée insuffisante du fait des nombreuses exceptions qu'il comporte pour les prisonniers politiques. Quant à la réforme de M. Arias et dont M. Fraga est le moteur, elle ne plaît guère. C'est une création hybride mise au point par une commission mixte formée par des membres du gouvernement et du conseil national du Mouvement. M. de Arelliza, au cours d'incessants voyages en Europe, « vend » une démocratie qui n'existe pas encore.

Cependant, le gouvernement entend une ligne libérale, notamment dans la presse. Il faut rappeler aussi l'autorisation du premier congrès de l'Union générale des travailleurs (centrale syndicale socialiste) tenu en Espagne depuis 1936 et au cours duquel l'Internationale est chargée pour la première fois en public à Madrid depuis trente-six ans de lire un discours devant les Cortès d'un style plus caractéristique de l'ère franquiste que de la « nouvelle époque de l'histoire de l'Espagne ».

En juin dernier, le roi Juan Carlos fait un voyage officiel aux Etats-Unis qui est un succès. Devant le Congrès, à Washington, il affirme : « La marche sera le sort de notre pays. Nous sommes de la démocratie, la paix sociale et la stabilité politique sont maintenues en Espagne et qu'en même temps nous sommes prêts à offrir un pouvoir des divers alternatives de gouvernement selon les désirs du peuple librement exprimés. » Mais à Madrid, au même moment, M. Ra-

fael Calvo Serer était arrêté, accusé d'un délit d'opinion pour un article publié dans El Mundo, en 1971, où le chef du gouvernement d'alors, l'amiral Carrero Blanco, était durément critiqué. Etait également arrêté M. Santiago Alvarez, importante personnalité du parti communiste, qui se trouvait en Espagne depuis trois mois. Le congrès des commissions ouvrières, organisation syndicale de tendance communiste, est interdit.

Les Cortès, en approuvant la loi sur les associations politiques et la réforme du code pénal, introduisent une clause qui rend très difficile la possibilité de législation du parti communiste d'autre part, le conseil national se refuse à donner un avis favorable à une réforme constitutionnelle qu'il considère contraire à l'essence du Mouvement.

Le roi accepte la « démission » du président Arias

Au cours de la première semaine de juillet, le roi accepte la « démission » du président Arias. Le conseil du royaume propose au roi trois noms, dont ceux de deux anciens ministres de Franco, M. Federico Silva et Gregorio Lopez-Bravo, et, en dernier lieu, M. Adolfo Suárez. Le roi choisit celui-ci comme chef du gouvernement.

M. Suárez est mal connu de la classe politique espagnole. M. de Arelliza, Fraga, Garrigues et divers autres ministres du premier gouvernement du roi, considérés comme « libéraux », se refusent à collaborer avec le nouveau président. Et M. Ricardo de la Cierva, grand expert de l'histoire contemporaine de l'Espagne, écrit un article retentissant qu'il intitule : « La nomination de Suárez, grave erreur » (Trois mois après, avec une honnêteté qui honore en tant qu'historien et journaliste, il publie un autre article reconnaissant qu'il s'était trompé).

M. Suárez forme une équipe jeune dans sa majorité, précédant des phalangistes libéraux et des socialistes catholiques. Plus ouverts parmi ceux qui ont collaboré avec le régime franquiste hormis les quatre militaires, aucun ministre n'a fait la guerre civile. Le 20 janvier, M. Arias, président du parti socialiste populaire, déclare : « C'est moins que ce que nous demandions, mais beaucoup plus que ce que nous attendions. » Le chef du gouvernement établit un dialogue personnel avec certains dirigeants de l'opposition. Il présente un projet de réforme politique qui remplace le concept franquiste de « démocratie organique » par celui de démocratie tout court. Le projet est envoyé au Conseil national pour que celui-ci formule un avis » que le gou-

vernement n'est pas tenu de suivre. De fait, le Conseil national souhaite transformer le futur Sénat en une Chambre corporative dont les membres seraient désignés selon les méthodes de la « démocratie organique » franquiste. Le gouvernement a transmis le projet aux Cortès sans l'envoyer.

Le roi, qui est le moteur du changement, soutient à fond son chef de gouvernement. Lorsque le lieutenant-général Fernando de Santiago, premier vice-président du gouvernement, manifeste son désaccord avec la réforme politique, il est remplacé en quelques heures. Le 22 septembre, par le lieutenant-général Manuel Gutiérrez-Mellado, homme de confiance du roi depuis longtemps et qui a la réputation d'être libéral.

Mais les mesures économiques prises par le gouvernement irritent les syndicats illégaux qui ont convoqué une grève générale pour le 12 novembre. Les arrestations (bien qu'en général les détenus soient remis en liberté dans les quarante-huit heures) ainsi que les interdictions de réunion continuent, ainsi que les attentats, les assassinats, les actions de commandos incontrôlés, de l'extrême droite, les grèves, etc. Mais cela, comme l'a dit devant les Cortès M. Fernando Suarez, ancien ministre de Franco, « était aussi monnaie courante avant la mort de Caudillo ».

L'opposition a créé une plateforme des organismes démocratiques pour négocier un programme commun avec le gouvernement, un « pacte constitutionnel » qui lui permette de participer aux élections générales ; celles-ci, selon toute probabilité, auront lieu avant le 30 mars 1977.

A la mi-novembre, le président Suárez doit faire face à la « semaine la plus longue » de son gouvernement. La grève générale du 12 novembre se termine par un match nul entre le gouvernement et les ouvriers. La grève n'a pas été générale, mais les ouvriers, qui, au nombre de plus d'un million, ont suivi les consignes des organisations de la grève, ont démontré qu'une partie au moins de la classe ouvrière avait une conscience politique.

Dès avant le 16 novembre, début du débat aux Cortès sur le projet de réforme politique, le gouvernement avait obtenu une première victoire : la commission ad hoc chargée de se prononcer sur le projet de loi n'avait pratiquement pas changé celui-ci. Entre le 16 et le 18 novembre, le gouvernement demeurait ferme devant les Cortès, malgré les attaques des ultras et de l'Alliance populaire (regroupant les neo-franquistes) et réussissait à faire admettre que les « principes fondamentaux du Mouvement », fondements de la « Démocratie organique », pouvaient être modifiés. Le gouvernement fit front à l'Alliance populaire qui avait menacé de s'opposer au projet, et celui-ci fut finalement approuvé par une majorité inattendue, après avoir été légèrement modifié.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.
(Lundi 22 novembre.)

Le voyage de M. Brejnev à Bucarest consacre l'amélioration des relations soviéto-roumaines

De notre envoyé spécial

Bucarest. — M. Brejnev a commencé lundi 22 novembre une « visite d'amitié » à Bucarest. L'année même où le secrétaire général du P.C. soviétique arrive au pouvoir à Moscou, le parti roumain pose les fondements d'une politique étrangère beaucoup plus autonome. Tous les dialogues des relations roumaino-soviétiques, après douze ans de paralysation assurément par la suite du séjour à Bucarest de M. Brejnev, mais ce voyage marque une date.

Il serait néanmoins prématuré d'annoncer, en raison du réchauffement de l'amitié avec les Soviétiques, un revirement complet de la politique extérieure roumaine. Plusieurs faits récents montrent que les autorités de Bucarest continuent d'aller hors des chemins battus. Il y a à quelques jours, elles signaient avec la Communauté européenne un accord commercial, le premier du genre conclu par elle-ci avec un Etat du COMECON. A la session des Nations unies, M. Macoveanu, ministre des affaires étrangères, a appuyé l'idée d'une assemblée générale extraordinaire de l'Organisation des Etats-Unis d'Amérique, alors que Moscou est plutôt favorable à une conférence mondiale. Ces faits ont été franchement et positivement interprétés par la presse roumaine, se voyant reconnaître, à la conférence de Colombo, le statut d'invité permanent.

Il reste que, depuis quelques mois, un certain réajustement de la politique roumaine est visible. Le tournant peut être daté du début de juin. Quelques semaines auparavant, devant le congrès des syndicats, M. Ceausescu, secrétaire général du P.C., avait fait vibrer la corde nationale en termes d'offensives supportables pour des oreilles soviétiques. Mais,

le 19 juin, le général Ion Iliescu, chef du parti socialiste populaire, déclare : « C'est moins que ce que nous demandions, mais beaucoup plus que ce que nous attendions. » Le chef du gouvernement établit un dialogue personnel avec certains dirigeants de l'opposition. Il présente un projet de réforme politique qui remplace le concept franquiste de « démocratie organique » par celui de démocratie tout court. Le projet est envoyé au Conseil national pour que celui-ci formule un avis » que le gou-

tière humanitaire. La politique d'amitié avec les pays du tiers-monde permet à la Roumanie d'avoir accès directement à certaines matières premières, mais elle ne lui procure pas les machines modernes dont elle a besoin. Déjà très endettée (environ 8 milliards de dollars), elle doit, d'un autre côté, mettre un frein à l'achat d'équipements à l'Ouest.

Le renforcement de la coopération entre l'U.R.S.S. et la Roumanie devrait se concrétiser dans le domaine des échanges. De vastes possibilités existent, car si l'Union soviétique reste le premier partenaire de la Roumanie, les échanges bilatéraux ne représentent que 15 % du commerce extérieur roumain, contre 40 % en 1969. Entre autres projets, Russes et Roumains ont décidé de construire en commun un complexe hydro-énergétique sur le Prout.

Bucarest est-il prêt aussi à accroître sa collaboration militaire avec le pacte de Varsovie ? Le voyage que le général Coman a fait à Moscou du 8 au 13 novembre a donné naissance à des spéculations, mais il est trop tôt pour dire si les Roumains sont en train de modifier leur attitude à ce sujet.

MANUEL LUCBERT.
(Mardi 23 novembre.)

LES MOTS CROISES

PROBLEME N° 1586

VERTICALEMENT

1. Toujours tendre dans le peul : Connaît d'incessants embouteillages. — 2. Totale ment débiles : Famillière au navigateur grec. — 3. Devait porter le collier plutôt que la barbe : Méritent le feu aux abords d'un palais parfois désert. — 4. Terme musical : Inspectés : Un lieu où l'on fait plus attention à la lettre qu'à l'esprit. — 5. Ont un accent grave : fait l'objet d'un constat (épilé). — 6. Conjonction : Sortie. — 7. Indique un total épanouissement astral : Très accessible : Habitait sur les hauteurs (épilé). — 8. Plot descendant : Bouchées. — 9. Bien en chair (pluriel).

Solution du problème n° 1585

Horizontalement

1. Angles : Ars. — 2. Nuits : Les. — 3. Gif : Pied. — 4. Etabl : Péon. — 5. S.S. : Ladra. — 6. Révât : Bê. — 7. Ale : Oise. — 8. Renoit : Rém. — 9. S.S.E. : Repasse.

Verticalement

1. Animal : Cid. — 2. Numé : rale. — 3. Gif : Pied. — 4. Etabl : Péon. — 5. S.S. : Ladra. — 6. Révât : Bê. — 7. Ale : Oise. — 8. Renoit : Rém. — 9. S.S.E. : Repasse.

GUY BROUTY.

PROCHE-ORIENT

La paix syrienne au Liban

Tandis que les contingents syriens de la force arabe de dissuasion continuent le « quadrillage » du Liban, Israël a dépêché, le lundi 22 novembre, des renforts de blindés et d'artillerie en bordure de la frontière avec le pays voisin. Cette mesure de précaution constituerait également une mise en garde à la Syrie dans le cas où celle-ci aurait l'intention d'envoyer ses troupes dans le sud du Liban.

On a appris, d'autre part, le 23 novembre, que le gouvernement israélien s'est réuni en séance extraordinaire pour examiner la situation au Liban du Sud.

A la suite d'une enquête menée dans les secteurs conservateur et progressiste, notre envoyé spécial décrit les réactions des Libanais devant l'opération de pacification menée par les « casques verts » syriens.

De notre envoyé spécial

Beirut. — La dernière phase de la mise en place de la force arabe de dissuasion au Liban est pratiquement terminée. L'ampleur de cette intervention — essentiellement syrienne — est impressionnante. Elle l'est pour tous les Libanais qui, de l'homme de la rue au dirigeant politique, ont des sentiments plus que mélangés à l'égard de cette forme de pacification. Chacun éprouve autant d'espoir que d'inquiétude au moment où le calme revient dans ce pays déchiré.

Qu'ils soient conservateurs ou progressistes, chrétiens ou musulmans, les Libanais ont accueilli avec soulagement l'intervention syro-arabe. Elle marque la fin des combats et de la peur, l'arrêt de la destruction du Liban. Mais à ce soulagement se mêle une certaine amertume, car la pacification se traduit par une occupation étrangère que les Libanais n'acceptent, au mieux, que comme un mal nécessaire.

Toutes les parties au conflit ont été perdantes dans cette guerre. Les mouvements chrétiens de droite déclarent se battre contre une présence étrangère (celle des Palestiniens), mais ils ont provoqué l'entrée de l'armée syrienne au Liban. Les partis progressistes réclament une réforme des institutions, mais, affaiblis par l'offensive syrienne des derniers mois, ils n'ont rien obtenu, pas même des promesses. Quant aux Palestiniens qui souhaitent préserver l'autonomie de leur mouvement de résistance, ils se retrouvent aujourd'hui « mis au pas » et les canons syriens sont installés aux quatre coins de leurs camps. Ainsi tous se demandent pourquoi ils se sont battus durant dix-neuf mois, avec pour seul résultat soixante mille morts et des ruines. Libanais et Palestiniens peuvent tout au plus estimer qu'ils ne sont pas les seuls responsables de cette autodestruction.

L'armée de pacification, en dépit des garanties formulées depuis plusieurs semaines, est essentiellement syrienne. La présence d'autres contingents arabes est purement symbolique. Les autorités tentent de souligner le caractère international de la force de paix, mais personne n'est dupe. Dans l'entourage du président Sarkis — qui est théoriquement le chef de cette armée — on reconnaît officiellement que le nombre des soldats syriens affectés à la force de dissuasion s'élève à près de vingt

mille hommes, alors que l'on ne compte pas plus de trois mille soldats saoudiens, soudanais et libyens. Au total, près de trente mille Syriens sont installés au Liban, car il faut tenir compte des effectifs qui, avant la création de la force de dissuasion, contrôlaient déjà plus de la moitié du territoire.

Si les éléments saoudiens, soudanais et libyens ont souvent pointé en blanc leurs véhicules et les ont marqués de l'insigne de la Ligue arabe, ce n'est pas le cas dans le contingent syrien. Dans les longues colonnes qui, les 20 et 21 novembre, sillonnaient les routes de la montagne, seules quelques Jeep portaient un fanion vert (couleur de la Ligue arabe). Rien ne distinguait la plupart des innombrables camions et blindés syriens. Certains d'entre eux portaient même un portrait du président Assad et un drapeau syrien, comme pour bien préciser la nationalité de cette armée.

La quantité des effectifs et du matériel est impressionnante. La veille de la dernière phase du déploiement de la force de dissuasion, l'une des colonnes de renforts syriens s'arrêtait, sur la route de Damas à Beyrouth, sur près de 30 kilomètres. Il y avait près de soixante-dix chars lourds, sans compter les blindés-transporteurs de troupes, les camions et les engins du génie (bulldozers et pelleteuses).

L'ampleur des opérations des forces syriennes suffit pour une large part à expliquer la disparition subite et presque instantanée des miliciens des deux camps. Dans les secteurs auparavant contrôlés par les combattants des partis conservateurs, dans la région de Beyrouth, la présence syrienne est plus discrète que dans le secteur défendu par les organisations palestiniennes et progressistes. On n'oublie pas que certains dirigeants des forces libanaises (rassemblement des partis chrétiens de droite) s'opposaient à l'entrée de la force de dissuasion estimant que cette intervention — même celle des troupes de l'allié syrien — n'était pas nécessaire dans leur camp. Malgré tout, si les éléments syriens sont moins visibles à Achrafieh, principal quartier chrétien de Beyrouth, ils sont en réalité tout aussi nombreux qu'ailleurs.

Bien qu'il soit inscrit sur la plupart des blindés syriens : « Nous venons pour garantir la souveraineté du Liban », les Libanais se souviennent que le pays, au cours de l'histoire, a toujours dû se méfier de la politique menée par les autorités en place au-delà des montagnes de l'anti-Liban. Tant à droite qu'à gauche, on rappelle que les gouvernements du pays voisin n'ont cessé de rêver à la création d'une « Grande Syrie » incluant le Liban. Les deux pays n'ont jamais échangé de représentation diplomatique. Récemment encore, des dirigeants de Damas ont affirmé avec insistance que la population du Liban et celle de la Syrie ne formaient qu'un « même peuple ». Des rumeurs persistantes à Beyrouth font, par ailleurs, état des « visées » syriennes sur la plaine de la Bekaa.

Au cours des dernières semaines, les dirigeants de la droite ont eu du mal à cacher leur réserve à l'égard du plan de paix. Lors d'une cérémonie étrange, le 23 novembre, sur les ruines du camp palestinien de Tell El-Zeitoun, rebaptisé paradoxalement par les phalangistes « Colline des Martyrs », M. Bechir Gemayel a renoué avec vigueur sa défense envers une solution qui paraît ne le satisfaire aucunement. Dans les milieux progressistes et palestiniens, on se montre beaucoup plus réaliste, en tenant compte du rapport des forces. Les dirigeants évitent autant que possible les déclarations. On préfère manifestement tenter de regagner un tant soit peu, dans la paix et par des moyens politiques, le terrain perdu dans la guerre.

C'est la paix... mais elle est syrienne, dit-on fréquemment au Liban. Dans les milieux politiques des deux bords, on se contente finalement de la certitude que les hostilités ne pourront reprendre tant qu'une armée aussi importante sera présente dans le pays. Mais on constate que les questions politiques n'ont pas encore commencé d'être réglées, et que le président Sarkis n'a toujours pas donné la moindre indication à ce sujet. Ce n'inquiète, certes, ni la droite de la présence de la force de dissuasion, car l'armée libanaise, désintéressée dans le conflit, n'est pas prête d'être reconstituée pour garantir à l'État libanais sa souveraineté.

FRANCIS CORNU.

(Mercredi 24 novembre.)

L'accueil de Tripoli

Le contrôle paraît aussi rigoureux dans les deux zones. Certains incidents le prouvent. M. Dany Chamoun, chef de l'une des principales milices conservatrices, a été arrêté le 20 novembre à un barrage établi par des soldats syriens, parce que son garde du corps ne possédait pas d'autorisation de port d'armes. Pour les Libanais, l'anecdote ne manque pas de saveur, car il s'agit du fils de M. Camille Chamoun, président du P.N.L. (parti national libéral), le dirigeant conservateur le plus résolu à l'égard du plan de paix arabe. On a également relaté la colère de M. Bechir Gemayel, chef militaire des milices conservatrices, lorsqu'un officier syrien est venu lui demander de fournir une liste de ses effectifs, afin de déterminer le nombre des hommes qui pourraient être provisoirement autorisés à porter des armes.

Dans le nord, dans la région de Tripoli et de Zghorta, l'avance, le 21 novembre, des troupes syriennes s'est effectuée avec un soin particulier. Les unités se sont implantées dans les mêmes villages du Koura, où les affrontements ont toujours été parmi les plus violents. Les contrôles étaient beaucoup plus sévères qu'ailleurs. Sur les routes, cependant, les forces syriennes ont été bien accueillies, tant à Tripoli, défendue par les organisations progressistes, qu'à Zghorta, le fief de M. Frangieh, l'ancien président de la République.

L'accueil de Tripoli à la force de paix a été assez semblable à celui de Beyrouth une semaine plus tôt. L'entrée des premiers blindés a été saluée par des salves d'armes automatiques. Les miliciens ont mis une fleur à leurs fusils. Mais les Syriens ont pris la précaution de faire atterrir dans les rues des volubres

munies de haut-parleurs pour préciser à la population qu'ils venaient « apporter le calme et la paix ».

M. Farouk Mokaddem, qui a participé à la défense de Tripoli, a fait part de son soulagement, mais il ne pouvait dissimuler une profonde amertume lorsque les Syriens ont entouré son quartier général, la citadelle bâtie par les Croisés, pour lui demander de l'évacuer. Venu assister au défilé des troupes, la plupart des habitants demeuraient dans l'ensemble assez distants, et plusieurs d'entre eux nous ont déclaré : « En fin de compte, le seul avantage que nous voyons c'est que, avec l'arrivée de ces soldats, la ville n'est plus isolée comme elle l'était depuis six mois, et que, pour la première fois depuis un an, nous allons cette nuit dormir tranquillement. » De telles déclarations ne reflètent guère l'enthousiasme, d'autant moins que Tripoli, comme tout le Liban, a fêté le 22 novembre le trente-troisième anniversaire de l'indépendance.

Pour les Libanais, ce mot d'indépendance devait résonner avec une certaine ironie au moment où une puissance étrangère s'installait dans tout le pays. On a noté, à ce propos, que sur le trajet des troupes syriennes des milliers d'affiches avaient été placardées la nuit précédente. Elles représentaient un drapeau libanais bordé d'un crêpe noir en signe de deuil, avec cette légende : « 1943 : l'indépendance était un leurre. 1976 : à quand l'indépendance ? » Un dirigeant phalangiste, dont on connaît pourtant les sentiments pro-syriens, a souligné l'« humour noir » de la situation en estimant qu'il s'agissait cette année d'une fête de l'« interdépendance ».

Dans un document public, la conférence épiscopale brésilienne critique vivement le régime, accusé de tolérer des violences policières, graves et répétées, qui restent impunites.

Rio-de-Janeiro. — « Il y a un climat général de violence dans le pays », affirment les évêques du Brésil, dans un long document qu'ils viennent de rendre public. Cette violence ne s'exerce pas seulement pour des raisons politiques : elle atteint tous les faibles, depuis les Indiens jusqu'aux ouvriers des banlieues industrielles. Elle est souvent pratiquée par la police, sûre de l'impunité.

A l'appui de ses dires, la conférence épiscopale rappelle d'abord quelques faits parmi les plus connus : le meurtre, cette année, de deux missionnaires du Mato Grosso, l'enlèvement du évêque de Nova-Iguazu par l'alliance anticomuniste brésilienne (A.A.B.), les divers attentats à la bombe commis par cette organisation clandestine. Avant d'édicter son texte en octobre, la conférence des évêques n'a pas eu le temps de mentionner le dernier attentat revendiqué par l'A.A.B. : une bombe qui a explosé le lundi 15 novembre au siège de l'hebdomadaire *Opinion*, et qui a été accompagnée de menaces précises contre le directeur, M. Fernando Caspary, ainsi que ses collaborateurs. Depuis sa fondation, il y a quatre ans, *Opinion* s'efforce de dénoncer, de façon critique, les mécanismes du régime militaire. Cela lui vaut d'être lourdement censuré, y compris

DIPLOMATIE

L'Angola aux Nations unies

Par treize voix pour, une abstention (les États-Unis), et sans le vote de la Chine, qui a décidé de ne pas participer au vote, le Conseil de sécurité a recommandé, lundi 22 novembre, à l'Assemblée générale des Nations unies, d'admettre en son sein l'Angola, qui deviendra ainsi le cent quarante-sixième membre de l'Organisation. En fait, les États-Unis avaient opposé leur veto en faisant état de la présence de quelque douze mille militaires cubains en Angola. Ce revirement est d'autant plus significatif qu'il survient une semaine après que Washington a opposé son veto à l'admission du Vietnam, en invoquant cette fois le sort des militaires américains portés disparus pendant le conflit.

Les dirigeants prosoviétiques de l'Angola ont-ils, aux yeux de M. Kissinger, des mérites que n'ont pas les Vietnamiens ? Il est vrai que la question des militaires disparus, bien qu'arbitrairement soulevée, a des répercussions sur la politique intérieure américaine, alors qu'aucun des problèmes qui opposent Washington et Luanda n'a ce contenu émotionnel. Mais surtout la position plus modérée prise à l'égard de l'Angola répond au souci de ne rien faire qui puisse compromettre les efforts déployés actuellement par la diplomatie américaine en Afrique australe, efforts dont les présidents africains modérés, surtout M. Nyerere, de Tanzanie, sont la clef de voûte.

Alors qu'un moins deux des cinq chefs d'État africains de la « première ligne », M.M. Neto (Angola) et Samora Machel (Mozambique), sont défavorables au « plan Kissinger » de règlement en Rhodésie, M. Nyerere, bien vu de tous les camps, est à même de sauver ce qui peut encore être sauvé de la confiance de Genève sur la Rhodésie, et plus généralement de l'effort anglo-américain pour une solution modérée. Un veto américain contre l'admission de l'Angola lui aurait fait perdre la face devant la majorité des Africains, devant l'Angola et le Mozambique, en particulier.

Aussi bien, comme l'a indiqué lundi M. Scranton, délégué américain à l'ONU, « c'est par respect pour les sentiments de nos amis africains que nous avons décidé de nous abstenir », cela bien que les États-Unis aient « des doutes sérieux sur l'indépendance du gouvernement angolais actuel, qui dépend lourdement de la présence de forces cubaines » et n'exerce qu'un « contrôle précaire » sur le pays.

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Israël est admis dans le groupe régional européen de l'UNESCO

Nairobi (A.F.P.). — Israël a été admis dans le groupe régional européen de l'UNESCO. La conférence générale, réunie en séance plénière, a entériné, le lundi 22 novembre, la décision des pays membres de ce groupe, annoncée par M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'Organisation.

La première cause du conflit qui, en laissant Israël hors de tout groupe régional, avait amené le Congrès des États-Unis à suspendre le versement de la contribution à l'UNESCO, se trouve donc éliminée. La proposition de M. Mbow, affirmant le droit de tous les pays membres de l'Organisation d'appartenir à un groupe régional et confiant aux membres de ce groupe le soin de décider de l'admission d'un autre, avait été adoptée par la conférence générale le 8 novembre, grâce à l'appui des Africains et malgré l'opposition des Soviétiques.

Cela suffira-t-il à faire revenir le Congrès américain sur sa décision ? Israël vient d'être condamné à deux reprises par une commission de la conférence générale pour son action éducative dans les territoires occupés et par ses fouilles archéologiques à Jérusalem. Mais les votes intervenus doivent être confirmés en séance plénière.

Un autre consensus s'est réalisé, ce lundi 22 novembre, à Nairobi : la conférence générale a adopté presque à l'unanimité (par 13 voix, avec 3 abstentions) une résolution demandant à l'UNESCO d'aider les pays en voie de développement à réaliser leurs

programmes en matière d'information.

Cette résolution invite le directeur général de l'UNESCO à « accorder une attention toute particulière aux activités des organismes chargés de la coordination et de la mise en œuvre du programme des pays non-alignés en matière d'information ». Elle demande aussi à l'Organisation de formuler des propositions pour « améliorer les réseaux nationaux et internationaux » des grands moyens de communication, et pour « éliminer des disparités sur les montants des tarifs de transmission des nouvelles ».

Présentée par dix-huit pays, pour la plupart du tiers-monde, auxquels s'était jointe la délégation chinoise, elle a été votée par les Américains comme par les Soviétiques. Le délégué américain a rappelé dans son intervention l'opposition de son pays à la conception « statique » de l'information contenue dans un autre projet de résolution (en cours de refonte par un groupe de négociation « restreint »). Il a proposé la formation d'un comité d'experts de haut niveau pour conseiller l'UNESCO en matière d'information, sur le modèle de la « commission Faure » pour l'éducation. Le représentant français a aussi souligné que « la recherche d'un meilleur équilibre des échanges internationaux dépendra non des restrictions que l'on voudrait apporter à la liberté d'information, mais de la disposition par les pays en voie de développement des moyens pour recueillir, produire, traiter, transmettre, diffuser et échanger les informations ».

(Mardi 23 novembre.)

Une « approche » chaotique

Avec l'Angola et le Vietnam, c'est la première fois depuis plusieurs années que les États-Unis soulèvent des problèmes d'ordre particulier à propos de l'admission de nouveaux pays à l'ONU. Les conflits de cet ordre ont été nombreux aux débuts de l'Organisation internationale, lorsque l'U.R.S.S. opposait des veto à l'entrée de ses anciens ennemis (Italie, Japon, etc.), tandis que Washington bloquait celle des pays satellites par Moscou. Des compromis sur des admissions « en paquet » mirent fin à cette situation en 1955. Après quoi, les litiges portèrent surtout sur les pays divisés (Allemagne, Corée, Vietnam) et sur la Chine, pour laquelle il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une admission, mais d'un simple échange de délégations.

Faire aujourd'hui de l'absence de troupes étrangères la condition de l'admission d'un pays à l'ONU équivaudrait à en exclure plusieurs dizaines d'États (dont une bonne vingtaine où se trouvent des militaires américains). On ne saurait non plus faire du règlement d'un problème strictement bilatéral une condition d'admission justifiant l'emploi du veto, comme le fait Washington à propos du Vietnam réuni. Il est à espérer que l'administration Carter remètrera de l'ordre, l'an prochain, dans cette « approche » quelque peu chaotique.

(Mercredi 24 novembre.)

AMÉRIQUES

Brésil

Les évêques dénoncent les violences policières

De notre correspondant

Dans un document public, la conférence épiscopale brésilienne critique vivement le régime, accusé de tolérer des violences policières, graves et répétées, qui restent impunites.

Rio-de-Janeiro. — « Il y a un climat général de violence dans le pays », affirment les évêques du Brésil, dans un long document qu'ils viennent de rendre public. Cette violence ne s'exerce pas seulement pour des raisons politiques : elle atteint tous les faibles, depuis les Indiens jusqu'aux ouvriers des banlieues industrielles. Elle est souvent pratiquée par la police, sûre de l'impunité.

A l'appui de ses dires, la conférence épiscopale rappelle d'abord quelques faits parmi les plus connus : le meurtre, cette année, de deux missionnaires du Mato Grosso, l'enlèvement du évêque de Nova-Iguazu par l'alliance anticomuniste brésilienne (A.A.B.), les divers attentats à la bombe commis par cette organisation clandestine. Avant d'édicter son texte en octobre, la conférence des évêques n'a pas eu le temps de mentionner le dernier attentat revendiqué par l'A.A.B. : une bombe qui a explosé le lundi 15 novembre au siège de l'hebdomadaire *Opinion*, et qui a été accompagnée de menaces précises contre le directeur, M. Fernando Caspary, ainsi que ses collaborateurs. Depuis sa fondation, il y a quatre ans, *Opinion* s'efforce de dénoncer, de façon critique, les mécanismes du régime militaire. Cela lui vaut d'être lourdement censuré, y compris

pour les articles du *Monde* qu'il publie chaque semaine.

Les évêques se demandent ce qu'il y a « derrière tous ces crimes qui, au Brésil, sont perpétrés avec un grand raffinement dans une cruauté ». Ils s'en prennent d'abord à « l'action policière et néfaste de ceux qui traitent les socialistes et les laïcs » de communistes et d'agitateurs parce qu'ils prennent la défense des pauvres, des humbles, des prisonniers, des victimes de la torture.

A examiner les causes de plus près, l'Eglise dénonce la protection accordée par les autorités aux policiers criminels, et, d'une façon plus globale, le caractère oppresseur par lui-même, de la propriété de la terre, ainsi que la doctrine de « sécurité nationale » élaborée par les militaires et qui conduit à tous les abus. Il est grave de constater, disent les évêques, que des policiers accusés de meurtre, de corruption, de trafic de drogue, de proxénétisme, et ne sont jamais traduits en justice parce que les pouvoirs constitués les protègent sous prétexte qu'ils contribuent à la répression des « dévils politiques ».

L'inégalité dans la répartition de la terre est aussi un facteur de violence. Aggravée par la politique officielle qui encourage les grandes compagnies, elle aboutit en effet à chasser les petits propriétaires, à exproprier les Indiens et les occupants traditionnels du sol.

En Amazonie, les Indiens « sont en train de perdre de grandes parties de leur territoire au bénéfice des mineurs ».

ment croissant de ses agents et provoque un nouveau type de fanatisme, crée un climat de violence et de peur. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont sacrifiées, les garanties individuelles supprimées.

Le document de l'Eglise décrit, en termes mesurés, ce que les Brésiliens vivent tous les jours. Depuis longtemps, la presse a montré que, dans certains quartiers populaires, les citoyens ont autant peur de la police que des gangsters. La police, en effet, arrête, torture, rançonne, tue comme bon lui semble. Certains de ses responsables reconnaissent crûment utiliser l'électricité pour arracher des aveux, fusillent-ils imaginaires, au moindre suspect.

Récemment, à São-Paulo, six policiers décidaient d'exercer une vengeance collective contre la famille d'un jeune homme avec qui ils avaient eu des démêlés : un homme eut les testicules écrasés, un bébé fut brûlé au visage avec une cigarette. A Salvador, un policier militaire, pour exécuter une vengeance personnelle, lançait en avril une grenade contre une institution pour enfants.

Tous ces faits, et bien d'autres, sont relatés par les journaux. La sanction prise dans certains cas consiste à licencier le policier coupable. Rares sont les criminels emprisonnés. Les services de M. Faleiro, ministre de la Justice, sont plus prompts à censurer et à arrêter les journalistes, chanteurs, intellectuels, artistes en désaccord avec l'idéologie du régime.

CHARLES VANHECKE.
(Jeudi 18 novembre.)

Le report des voix s'est bien effectué au second tour

(Suite de la première page.)

On est autorisé à en conclure que M. Robert Fabre et ses amis ne seront pas en position de force lorsqu'il leur faudra négocier les investitures pour les élections législatives du printemps 1978. Ils seront un peu comme les républicains indépendants face à l'U.D.R. Le parti communiste, lui, a de sérieuses raisons de juger positives les dernières consultations. Dans l'Allier et les Yvelines c'était, depuis 1973, la troisième et la quatrième fois qu'un candidat de cette formation portait au second tour les couleurs de la gauche unie. Les deux premières expériences avaient été négatives puisque ni M. Pélon en Dordogne (6 octobre 1974) ni M. Couillard en Seine-Maritime (15 juin 1975) n'avaient fait le plein des voix de la gauche. Le premier avait perdu 5,80 points et le second 2,78. Cette fois-ci le déchet est insignifiant dans l'Allier où M. Marçilly ne perd que 0,88 point (46,00 % au lieu de 46,88 % des suffrages exprimés) et ne semble pas avoir séduit les électeurs du gauchiste d'opposition du premier tour (5,36 % des suffrages exprimés) mais la situation est différente dans les Yvelines où un fait nouveau intervient.

M. Cuguen, maire de Saint-Cyr, recueille 49,34 % des suffrages exprimés, alors que, le 14 novembre, les candidats de la gauche n'en avaient totalisé que 47,24 %. Il gagne 2,10 points, ce qui est une satisfaction non négligeable non seule-

ment pour M. Marchais, qui appelait récemment de ses vœux un meilleur « équilibre » de la gauche, mais aussi pour M. Mitterrand, qui faisait observer jeudi : « Le P.C. et le P.S. n'ont pas intérêt à émietter exagérément l'un sur l'autre, et si je me réjouis du succès du parti socialiste, je vois beaucoup plus en ce qui pourrait signifier une bonne addition en 1978. Un gain très important du P.S. sur le P.C. n'est pas une réponse au problème qui nous est posé, en tout cas ce serait une réponse à côté du sujet. » On comprend fort bien, après les seconds tours de scrutin du 21 novembre, que MM. Estier et Rocard, socialistes, Leroy, communiste, et Mousel, P.S.U., soient entièrement d'accord pour se féliciter de la « grande discipline des électeurs de gauche » et pour constater que la dynamique unitaire « joue de mieux en mieux ».

On comprend moins bien que M. Raymond Barre, premier ministre, cherche à réduire les élections législatives partielles des 7, 14 et 21 novembre à des « consultations locales ». La vérité est sensiblement différente, et il serait peut-être plus raisonnable de ne pas juger insignifiant le fait que de septembre 1973 à novembre 1976, cinq des dix-huit circonscriptions législatives remises en jeu sont passées des mains de la majorité à celles de l'opposition.

RAYMOND BARRILLON.

(Mardi 23 novembre.)

La gauche après les élections partielles

I. - Le P.S. et la lutte pour les mandats

par THIERRY PFISTER

nant que les débats soient fort animés dans nombre des sections de la formation de M. Mitterrand. Le Ceres craint que la direction du P.S. de manoeuvre pour limiter au maximum son implantation, et il paraît bien décidé à ne pas se laisser faire, même s'il lui faut engager une polémique publique avec le secrétariat du parti.

M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis doivent, dans ce domaine, tenir compte des revendications de leur base, qui se montre parfois beaucoup plus critique que les animateurs du Ceres à l'égard de la direction du P.S. Or cette base est actuellement mobilisée puisque le Ceres est engagé dans un débat interne sur le document proposant une réflexion stratégique.

Les critiques du CERES

Certains conséquences possibles de la progression du P.S. inquiètent M. Chevènement et ses amis, qui ont déjà invité les dirigeants socialistes à ne pas céder à la tentation de croire qu'avec 30 ou 35 % des suffrages le P.S. pourrait se passer du P.C.F. Ils estiment que, compte tenu de l'évolution des rapports de forces entre les deux partis, M. Mitterrand pourrait se montrer moins exigeant avec ses alliés communistes et contribuer à créer un climat plus confiant, notamment dans les entreprises. A ces critiques de fond, le

Ceres ajoute des remarques sur le fonctionnement même du P.S. Il déplore que la direction parisienne ne vive et n'agisse qu'en fonction des impacts qu'elle obtient dans la presse, et il dénonce le développement d'un phénomène de court-circuit de la personne de M. Mitterrand, phénomène qui, selon lui, contribue à fausser les mécanismes internes de la démocratie et à stériliser le débat politique.

A ces deux séries d'appréciations, s'ajoutent les inevitables rivalités sur le terrain. Un cas irrité en particulier les responsables du CERES : celui de Villeurbanne. Majoritaires localement, ils avaient fait désigner par la section comme chef de file d'une éventuelle liste d'union de la gauche l'un des leurs, M. Massard, membre du comité directeur. Or, s'appuyant sur un article des statuts qui prévoit que si les sections locales regroupent moins de cinq centimes des électeurs inscrits elles ne peuvent désigner leurs candidats, la direction du P.S. a délégué sur place M. Charles Hernu.

Les responsables du CERES sont d'autant plus contrariés que dans un premier temps M. Bernu s'était déjà présenté comme candidat à l'investiture à Créteil. En concurrence là encore avec un dirigeant de la minorité, M. Christian Pierre, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris. A la suite de contestations, les sections de Créteil ont même été dissoutes, tandis que M. Jacques Delors, ancien collaborateur de M. Chaban-Delemas, se rendait sur place pour tenter à son tour d'imposer comme chef de file. Il faut dire que si la direction du P.S. tient tellement à installer l'un de ses partisans dans cette ville, c'est que sa prise en main par le CERES signifierait à terme que la fédération du Val-de-Marne basculerait du côté de la minorité. Or le prochain congrès du P.S. (fin 1977), approche.

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, prouvent que, tout en se développant, le nouveau parti socialiste retrouve certaines caractéristiques traditionnelles des mouvements sociaux-démocrates. En premier lieu la primauté, affirmée avec plus ou moins d'habileté selon les cas, des élus sur les militants. Ce phénomène ne touche d'ailleurs pas que la majorité du P.S. Le CERES n'y échappe pas complètement.

Ainsi, par exemple, le départ de M. Christian Pierre de la fédération de Paris s'explique

pour une bonne part par le souci de MM. Georges Sarre et Pierre Guidoni, conseillers de Paris, de conserver pour eux l'autorité sur le P.S. La fédération est désormais animée depuis l'Hôtel de Ville au moins autant que par ses cadres officiels.

En second lieu réapparaît le décalage entre les analyses théoriques des congrès et un pragmatisme certain dans la gestion gouvernementale même future. Lors de la dernière réunion du comité directeur du P.S., les 6 et 7 novembre, un vif accrochage s'est produit entre M. Michel Rocard, membre du secrétariat, et M. Pierre Joxe, député de Seine-et-Loire. M. Joxe reprochait à l'ancien secrétaire national du PSU ses déclarations sur le rôle du marché dans l'économie lors du forum de l'Expansion.

La modération dont avait fait preuve à cette occasion M. Rocard n'a pas suffisamment irrité M. Joxe, elle est également relayée par Repères, la revue du CERES, qui, dans l'édition de son numéro de novembre (1) note par exemple : « On ne blâme pas avec le marché. En effet, on brise ou on s'y plie. Mais pas d'un seul coup (...). Il ne nous paraît pas que le raisonnement des socialistes à l'égard du marché ait lieu de changer. L'erreur économique serait en même temps politique. Les militants ne comprendraient pas qu'il faille parler le langage des patrons pour rallier ceux-ci au programme commun. Les patrons non plus d'ailleurs. »

Si M. Rocard est aussi vigoureusement rappelé à l'ordre par ses propres camarades de parti, c'est aussi parce que la multiplicité de ses prises de position publiques agacent, de même que la dimension de « dauphin » du premier secrétaire qui lui est fréquemment donnée dans la presse. Cet agacement semble partagé, au moins partiellement, par M. Mitterrand.

Engagé dans un processus de conquête du pouvoir, le P.S., parce qu'il a la perspective de vaincre, parvient à assurer son autorité. Il lui reste cependant à rendre, en son propre sein, bien des arbitrages s'il veut homogénéiser sa pensée et, dans un premier temps, l'expression publique de cette pensée.

(Mercredi 24 novembre.)

Prochain article :

LE P.G.F. ET LA REVANCHE DES MUNICIPALES

DANS LES COULOIRS DU PALAIS-BOURBON

Le siège de Paris

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, manifeste l'euphémisme en notant, mardi après-midi 18 novembre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que la désignation de M. d'Ornano comme candidat à la mairie de Paris ne créait pas « un bon climat » à l'intérieur de la majorité. En vérité, au sein du groupe gaulliste réuni dans la traditionnelle salle Colbert, c'est une révolte ouverte qu'a provoquée l'initiative de l'Elysée. Il est vrai que l'élection triomphale, l'avant-veille, de M. Jean Tiberi, dont l'entrée fut saluée par deux ovations, entamait l'ardeur de ses amis.

C'est M. Pierre Bas, député de Paris et président du groupe Paris-majorité à l'Hôtel de Ville, qui devait lancer le débat en affirmant que sa réponse de Normandie, par « ni oui ni non », au maire de Deauville était une façon polie de dire « non ». Puisque M. d'Ornano n'a pas compris ce « non », ajoutait-il, il faut le répéter un peu plus fort.

M. Bas et, après lui, plusieurs élus parisiens, n'ont donc entendu leur voix. La procédure choisisse, dirent-ils, est inacceptable. « On a l'impression, souligne, par exemple, M. Jacques Mareite, qu'on nomme le maire de Paris comme on nomme un préfet. Ce n'était pas la peine de faire un nouveau statut. » L'argument fut repris par quelques-uns de ses collègues, en particulier par M. André Fanton, qui s'étonne que la candidature de M. d'Ornano ait été annoncée sur le paron de l'Elysée.

M. Mareite ayant souhaité d'autre part que l'on évite de recourir à des élections primaires, en raison du caractère « exemplaire » de la capitale, M. Fanton mit au défi les républicains indépendants d'accepter ce duel. « Qu'ils se présentent seuls, avec la photo du président de la République sur leurs affiches, dit-il, on verra qui gagnera. » Quant à M. d'Ornano, a-t-il le « profil » nécessaire pour obtenir le vote des quartiers populaires, se demanda l'ancien secrétaire d'Etat. « Il l'emportera dans le seizième arrondissement, estima-t-il, mais à Belleville ? Or c'est là que se fera la décision. »

Quelqu'un lança même, à en croire M. Jacques Chaumont, député de la Sarthe : « Paris n'est pas le Tout-Paris. Et un autre : « Paris est une ville républicaine, non pas républicaine indépendante. » La gestion de Deauville (5743 habitants) ne prépare pas à celle de la capitale, tirant observer plusieurs députés. A ce compte-là, M. Jean Bonhomme, député de Tarn-et-Garonne et maire de Caussade (5891 habitants), ostiait faire encore mieux l'affaire. « Pourquoi

ne pas faire appel à M. Ducray ? », conclut pour sa part M. Fanton. Dans cinq jours il sera libre.

Il n'y eut pas de des députés de Paris pour s'inquiéter de la situation ainsi créée par le président de la République. M. Jacques Baume, président du conseil général des Hauts-de-Seine, mit en garde contre les répercussions de cette « erreur » sur l'ensemble de la région parisienne. « Lourde erreur », jugea aussi M. François Le Douaric, député d'Ille-et-Vilaine, qui, se mettant « à la place de l'électeur moyen, qui est provincial », proposa qu'on se contente de nommer une liste de liste par secteur.

M. Bernard Pons, député du Lot, affirma que la désignation d'un candidat par le pouvoir constituait un dangereux précédent pour les législatives. Enfin, M. Jacques Delong, député de la Haute-Marne, complicité aux « malheurs » électoraux de républicains indépendants, mais estima que ce n'était pas une raison suffisante pour leur offrir en compensation la mairie de Paris.

Candidature officielle

On le voit, le ton n'était pas à la conciliation. Dans les couloirs, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ne cachait pas son désaccord avec cette « faute » politique. M. Labbé résuma ainsi l'interrogation des députés gaullistes : « Même si nous acceptons la désignation de M. d'Ornano, les Parisiens l'accepteront-ils ? » Le président du groupe U.D.R. ajouta : « Notre objectif n'est pas d'imposer un homme comme maire de Paris, il est de ne pas voir la première ville de France passer à l'opposition. Aussi souhaitons-nous un homme issu d'une large entente entre les formations politiques, qui soit non seulement accepté, mais demandé par les Parisiens. » Le groupe exprima en conclusion sa complète solidarité envers ses élus parisiens et décide de différer sa décision jusqu'aux assemblées extraordinaires du 5 décembre.

Dans les autres groupes de la majorité, tout n'était pas non plus pour le mieux. Chez les réformateurs, on entendit M. Eugène Claudius-Petit, député de Paris, s'élever avec vigueur contre « tout ce qui peut ressembler à une candidature officielle » et mettre en doute la capacité de M. d'Ornano à séduire « le Faubourg Saint-Antoine ». On apprit que devant le bureau des républicains indépendants M. Bertrand Denis, député de la Mayenne, avait indiqué que, « en tant que provincial », il ne comprendrait pas que l'on n'ait pu trouver à Paris même un candidat de valeur.

A gauche, on affichait une grande sérénité. Le sujet n'avait été abordé ni par les socialistes

ni par les communistes, mais l'échec de la gauche à l'élection du cinquième arrondissement incitait tout de même les uns et les autres à se poser quelques questions.

Quant à se mettre en quête d'un « leader » pour l'élection municipale, cela semblait, aux yeux de M. Louis Ballot, député communiste de Paris, tout à fait déplacé : il suffisait, selon lui, de désigner une tête de liste par secteur. Le P.S. ne faisait pas la même analyse. Il sera difficile, disait-on, d'éviter le choix d'un chef de file : malgré la pré-

dominance du CERES — aile gauche du parti — au sein de la fédération parisienne, le nom de M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national et idole de M. Mitterrand, était avancé. Bref, concluait un député socialiste, le premier secrétaire du P.S. cherche son d'Ornano mais, le moment venu, il n'est pas sûr que celui-ci soit mieux accueilli par la gauche que le maire de Deauville ne l'a été par la majorité.

THOMAS FERENCZI.

(Jeudi 18 novembre.)

Tous les Français du monde nous écrivent.

De Suisse, des Etats-Unis, du Niger, du bout du monde, des Français nous écrivent. Ils savent que chez Pan Cars on ne les oublie pas et qu'ils seront toujours accueillis à bras ouverts quand ils viendront en France pour leurs affaires ou leurs vacances. Ils savent qu'avec Pan Cars ils pourront rouler en TT en toute tranquillité d'esprit. Depuis 10 ans Pan Cars est spécialiste de la vente de voitures toutes marques en TT (détaxées de 33 %).

Mais si tant de Français nous écrivent c'est

aussi parce qu'ils savent que chez Pan Cars ils trouveront toujours la formule d'achat la mieux adaptée à leur budget et à leurs besoins. Plan A. Vente ferme en vue d'exportation. Plan B. Vente avec contrat de reprise suivant un barème de dépréciation officiel si vous ne désirez pas exporter votre voiture en fin de séjour. Plan C. Vente financée (leasing) voiture neuve, kilométrage illimité, à un prix forfaitaire sans surprise, comprenant l'assurance tous risques, la livraison et l'immatriculation.

Découpez et retournez le bon à Pan Cars, 2 avenue de la Porte de Saint-Cloud, 75016 Paris.

N° _____

M. _____

Adresse _____

Déclarez vos renseignements personnels à l'usage de la statistique

☐ A ☐ B ☐ C

Date de livraison souhaitée _____

Marque _____

TT PanCars
2 avenue de la Porte de Saint-Cloud
75016 PARIS

« Ma vie sanglante et vaine... un misérable petit tas de secrets »

ANDRÉ MALRAUX est né à Paris le 3 novembre 1901. Ainsi débute sa biographie officielle, même celle qu'il a corrigée de sa main. Cent livres, mille articles l'assurent. Pourtant est-ce bien vrai ? Rien n'est sûr. — Il est admis, lit-on dans les *Antimémoires*, que la vérité d'un homme c'est d'abord ce qu'il cache. — Admis par qui ? Par tout le monde — ou par Malraux ? Lisons encore : « Et puis, quel je m'intéresse à la lucidité, le ne m'intéresse pas à la lucidité. D'ailleurs, on s'en fuit. C'est Paul Valéry qui parle ainsi à Malraux — à moins que ce ne soit Malraux qui le dise à Valéry. Peu importe.

Admettons : André Malraux est né à Paris le 3 novembre 1901. Études : au lycée Condorcet, diplômé de l'École des langues orientales. Marié en 1921, divorcé en 1946, remarié en 1948. Quatre enfants. Carrière : mission archéologique au Cambodge (1923), Voyages en Chine, en Arabie, en Allemagne et en U.R.S.S. Homme de lettres, prix Goncourt (1933). Participe à la guerre civile d'Espagne (1937). Mobilisé (1939). Prisonnier (1940). Evadé. Participe à la Résistance. Interné (1944). Libéré. Participe à la campagne d'Alsace et d'Allemagne (1944-1945). Ministre (1945-1948). Membre du conseil de direction du R.P.F. (1947). Ministre d'État, chargé des affaires culturelles (juillet 1959-juin 1959), président-fondateur de l'Institut Charles-de-Gaulle (depuis 1971). Membre du conseil des musées de France (depuis 1951). Docteur honoris causa en sciences de l'université de Bénédict (1965), docteur honoris causa de l'université d'Oxford

(1967). Œuvres : six romans, divers essais, ouvrages sur l'art, un film. Décorations : officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, D.S.O., commandeur de la République espagnole, grand-croix et grand officier de nombreux ordres étrangers. Voilà : tout est dit — c'est-à-dire rien, exactement rien. Car tout est peut-être vrai, mais rien n'est sûr, — et finalement tout est faux. Reprenons les *Antimémoires* : « Presque tous les écrivains que je connais aiment leur enfance, la désignent la mienne. J'ai peu et mal appris à me créer moi-même, et se créer c'est s'accommoder de cette subterfuge sans routes qui s'appelle la vie... Je ne m'intéresse guère. »

Son père, Georges Malraux (selon le *Who's who*), issu d'une vieille famille d'armateurs de Dunkerque plus ou moins ruinés, dirigeait l'agence parisiennaise d'une banque américaine. Il était séparé de sa femme, Berthe, quand l'aîné de leurs trois fils, André (mais à l'état civil il s'appelle Georges et son père se prénomme Fernand, non Georges — d'ailleurs, quelle importance ?), secouru à dix-huit ans la tuberculose maternelle pour vivre sa vie. Il habite en meublé avenue Rachel, à Montmartre, puis à l'hôtel Lutetia, boulevard Raspail, fréquentant distraitement les langues orientales, « chine » chez les bouddhistes pour le compte d'un marchand de livres rares, consentant quelques besognes chez les éditeurs, peinant notamment sur des ouvrages licencieux tirés de Sade, parvient à faire publier un petit livre, *Lunes en papier*, dédié à Max Jacob et qu'il illustre Fernand Léger.

« Il sera orientaliste et finira au Collège de France comme Claudel »

C'est un Pierrot lunaire et effarqué, au visage osseux mais romantique, avec ses yeux ardents et cette méche noire rebelle qu'il rejette sans cesse d'un geste nerveux en tirant sur son éternelle cigarette, un de ces garçons dont on pense : « Il sera très beau à trente ans. » Un dilettante à l'érudition cinquantaine dont la conversation semble un faillissement éblouissant et puis qui, soudain, tombe dans de longues rêveries. Séduisant en diable (ou plutôt en diable, comme il écrit sous les croquis étranges qu'il griffonne névrosiquement depuis trente ans, et même au conseil des ministres), Clara Goldschmidt, fille de riches israélites allemands, tombe sous le charme.

Ils partent ensemble pour un long voyage indolent qui débute à Florence : ils rentreront en août 1921, lorsqu'ils n'auront plus le sou. Voyage de noces avant le mariage : celui-ci est célébré le 26 octobre. « Nous divorçons dans six mois », dit Clara. Ils se séparent en 1929 : divorceront en 1948. Elle gardera le nom de Clara Malraux : « Elle ne l'a pas volé », consentira-t-elle. Le garçon qui voulait vivre sa vie habite chez les parents Goldschmidt, d'ailleurs peu satisfaits de leur gendre, avenue des Chalets à Autoull. Il fait valser l'argent de Clara et achète en Bourse, avec les mines médicinales et d'autres pieds humides, quelques simulacres d'émotion, jusqu'à épouser complet de la dot et de l'héritage.

La mission archéologique en Indochine — commence en octobre 1923, de façon fort bourgeoise :

lettre d'introduction du ministre des colonies, Albert Sarraut, bénédiction des bons pères qui recommandent l'archéologue, Clara, et leur compagnon Louis Cheysson, à leurs missionnaires : on a des relations, sinon un billet de retour, Max Jacob s'exclame : « Une mission à Malraux ! Il sera orientaliste et finira au Collège de France, comme Claudel. Il est fait pour les chaires ! » Avant de partir, il a fallu lever l'hypothèque du service militaire : après un mois de caserne passé à l'infirmerie, la caténe aidant, c'est la réforme. A nous deux l'Asie !

Des aventuriers ? Plutôt des irréguliers. L'équipée finira par la visite maladroite de deux policiers de Phnom-Penh, qui, sur dénonciation, bien sûr, saisissent sept statuettes décrites au ciseau à froid du temple khmer de Banteai-Srey, en pleine brousse, et collées non sans peine dans des mailles chinoises. De grandes statuettes : 100 kilos, évaluées à 1 million de francs, dit le rapport. Six mois d'instruction. Le 21 juillet 1924, verdict du tribunal correctionnel de Phnom-Penh : Malraux, trois ans ferme ; Cheysson, dix-huit mois. Clara rentre en France, bat le rappel, quète les signatures. André Glide, François Mauriac, André Maurois, Jean Paulhan, André Breton, Louis Aragon, donnent leur nom. Anatole France télégraphie. Ce jeune homme est un amateur d'art, pas un voleur. Le cour d'appel de Saigon fait marche arrière : un an, et le sursis. Retour en France. Retrouvailles avec Clara : il apprend qu'à la faveur des six mois d'instruction

elle s'est engagée politiquement, et à l'extrême gauche — puisque Malraux a choisi.

La seconde équipée indochinoise, en 1925, sera marquée par la fondation de l'Indochine, quotidien du rapprochement franco-annamite, que le gouverneur général de France voit d'un fort mauvais œil. Étrangle et finalement interdit, au bout de quelques mois, en août 1925. Après ? Mystère. Peut-être Canton, où un homme de trente-deux ans, réfugié du Houan, Mao Tse-toung, milite — comme Malraux ? — dans la traction communiste du Kouomintang ? En tout cas, à la fin de l'année, l'Indochine enchaînée paraît, clandestinement, à Saigon, pour quelques semaines, puis le rideau tombe sur l'Asie.

Il se relèvera à Paris sur une

De la guerre d'Espagne à la Résistance

Où trouver l'aventure ? T. E. Lawrence a toujours fasciné Malraux. Va pour l'Arabie ! Avec Cornillon-Molinier, plus tard général et ministre, c'est le survol du désert escouade à la recherche de la capitale du royaume de Saba, Roubat-El-Khal, perdue depuis des millénaires. Découvert. Après tout, et l'Europe, cette Europe qu'un caporal autrichien nommé Hitler commence à envahir ? Malraux écrit : « Tout homme actif et pessimiste est un devin fasciste, sans s'en rendre compte. » Et aussi : « Il est naturel que l'esprit révolutionnaire ne soit pas hostile à l'aventurier, allié contre leur ennemi commun... » L'aventure révolutionnaire, ce sera d'abord l'antifascisme, l'antifascisme, les échanges avec Trotsky exilé, le congrès des écrivains soviétiques à Moscou (août 1934) et la rencontre avec Gorki, la protestation des intellectuels contre le procès de Dimitroff, qu'il porte à Berlin avec André Glide, le cri pur du Temps du mépris (1935) qu'il en rapporte. Tout cela reste dans le domaine des idées. Voici l'action offerte, aux portes : la guerre civile d'Espagne éclate et Malraux s'engage sur-le-champ du côté républicain. Il organise l'aviation étrangère, qui donne au gouvernement espagnol ses premiers succès et retardera sa défaite, combat avec elle, reçoit trois blessures, les soigne en plaidant aux États-Unis, en France, en Angleterre la cause des républicains, et surtout conçoit et enfante *L'Espoir* (1937), impérissable témoignage en forme de diptyque, le livre et le film, double chef-d'œuvre. Après la célébrité, c'est la gloire : en malant l'aventure individuelle à la révolte collective, l'angoisse et au courage le sentiment de l'absurde — avant Sartre et tout autrement que Camus, — il influe plus profondément qu'il ne l'imaginait lui-même sur la génération de cette trouble avant-guerre, comme il fascinera, aux portes, les adolescents désorientés de l'immédiate après-guerre. Car la plus belle aventure est encore devant nous, devant lui : celle de la Résistance.

1939 : année des ruptures. La passion est depuis longtemps abolie : le grand-père flamand s'est ouvert le crâne d'un coup de hache — « une mort de vieux Viking », dit son petit-fils, et ce sera vrai puisqu'il la décrit ainsi, même si le grand-père n'est mort que plus tard. Fernand Malraux, le père, s'est suicidé vers 1930 (bien que tous les biographes disent 1919). Berthe, sa femme, a une route ensablée avec sa fille Florence. Josette Clotys, romancière, rencontrée au retour d'Espagne, apparaît ; elle mourra tragiquement à Brive en septembre 1944. D'autres drames : Roland et Claude Malraux, ses frères, périront à trente-deux et vingt-deux ans dans la Résistance. Le premier laisse une jeune veuve, Madeleine, pianiste de talent, et un fils né en 1944. Alain, Madeleine Malraux deviendra en 1948 la troisième femme d'André Malraux. Les Erinyes s'acharnent : Gauthier, vingt et un ans, et Vincent, dix-huit, les deux fils nés de la seconde union, se tuent en 1961 sur une route ensablée de Bourgogne. « O flamboyante absurdité ! » Autre rupture, moins déchirante : avec le communisme, qui a d'ailleurs toujours considéré ce singulier compagnon de route d'un moment avec une extrême méfiance, payée de retour, et mutuellement justifiée. « Je me suis évadé en 1940 avec le futur aumônier du Vercors » : c'est la première phrase des *Antimémoires*, où l'on trouve aussi le récit d'une action des chars pendant la « drôle de guerre ». L'engagement dans la Résistance de soi, et le colonel Berger des maquis de Corréze aimaient enfin sa revanche : l'aventure qu'il a poursuivie au bout du monde, la révolution qu'il a rêvée de Canton à Toulon, sont là, sur son soi. Il s'y lancera pleinement, après avoir songé à rejoindre la France libre.

Impressionnante bibliographie : 1928, la Tentation de l'Occident, dialogue entre un jeune Oriental et un Occidental déraciné ; 1927, le manifeste *D'une jeunesse européenne* ; 1928, *Royaume farfelu*, révolte imaginaire, qui remet à la mode un mot qui restera. La même année, le premier des grands romans, *Les Conquérants*, qui suivront en 1930 la Voie royale et en 1932 le chef-d'œuvre frémiscent, la Condition humaine. Après la notoriété, c'est la célébrité, la Tour-Paris aux pieds du héros de trente-deux ans qui pourtant s'avance « le poignard à la main », écrit François Mauriac, vers cette société qu'il tourne en dérision et dont il prédit la chute. Et Mauriac se demande ce que va donner « l'intrusion de la réussite dans un destin orienté par le désespoir », ajoute même, voyant extra-lucide : « Après tout, l'ambition est une issue possible. »

En secret, il sacrifiait à son vice, l'écriture, composant cette *Lutte avec l'Anglais*, dont la première partie seule, les *Noyers de l'Altburg*, échappées à la destruction et sera l'un des grands livres nés dans cette guerre. Il allait ainsi, grave et désinvolte à la fois, de Brive à Montauban et d'Albi à Agen, jusqu'aux jours proches de la libération, où sa volubilité, arborant un fanion tricolore, fut prise comme cible par un détachement allemand, et où il se retrouva, blessé, aux mains de la Wehrmacht, puis de la Gestapo de Toulouse. La prison, un simulacre de fusillade, la manigance prochaine de la torture. « Berger ? Je suis André Malraux », dit-il orgueilleusement à ses geôliers. Il était temps : l'imbroglio familial des prénoms faisait qu'on le prenait pour son frère. S'il faut mourir, autant que ce soit sous son nom.

Vient la délivrance. La formation de la brigade Alsace-Lorraine — mille cinq cents hommes armés de prises de guerre, vêtus d'uniformes hétéroclites, transportés en gazogènes, en camionnettes et en voitures de police, — se participation aux combats de la première armée en appui des chars de la 2^e D.B. en Alsace, à Dannemarie, au mont Sainte-Odile, à Strasbourg, enfin, puis la rue au-delà du Rhin. Les *Antimémoires* redressent une erreur communément commise : la première rencontre avec de Gaulle ne se place pas sur le front et n'a pas été suivie par la phrase célèbre de Napoléon sur Goethe (« Enfin, j'ai vu un homme »), mais elle s'est déroulée plus prosaïquement, rue Saint-Dominique. Mieux : un intermédiaire bienveillant ou machiavélique aurait machiné l'entrevue sur de fausses requêtes réciproques de telle sorte, a écrit un jour André Malraux, que « plus tard je devrais que le général de Gaulle ne m'aurait jamais appelé ».

Conseiller technique auprès du général, il devient son ministre de l'information en novembre 1945 : que de chemins parcourus ! Mais l'expérience sera brève puisque, le 20 janvier 1946, c'est le départ soudain. Pourtant le souverain a rencontré son chantre, l'écrivain a trouvé son prince. Leurs routes ne se sépareront plus.

Stendhal s'efface devant celui que Pierre de Beldeshe décrit comme « un Barras rajeuni et réussi ». Sur les tribunes du R.P.F., Malraux apporte le frisson révolutionnaire et, dans les conseils du mouvement gaulliste, la rigueur d'un Saint-Just, la passion d'un Mirabeau, la fidélité d'un Berthier. Ce qui ne l'empêche pas d'aller contempler entre deux meetings les Goya et de leur consacrer une étude. L'entreprise du R.P.F. s'enlève dans les marécages électoraux où Malraux, pour sa part, a refusé de passer : le général retourne à la campagne haut-marnaise, le poète aborde une nouvelle aventure : celle de l'art.

Ayant promis une introduction de cinquante pages, il en écrit six cents, compose volume après volume son *Musée imaginaire*, partage son année entre Crans-sur-Seine, Ispahan, Marseille et Boulogne-sur-Seine, avec de temps en temps un détour par Colombey, un crochet par la rue de Solferino. C'est mai 1958, enfin,

c'est la seconde aube du gaullisme. Une prodigieuse conférence de presse du ministre du verbe restitue le lien permanent entre l'action et la pensée, la méditation historique où s'allie l'éloquence lyrique à la sobriété elliptique. Claude Vannec de la Voie royale, Garin des Conquérants, Kyo mais aussi Ferral de la Condition humaine et surtout Vincent Berger des *Noyers de l'Altburg* parlent par la bouche d'André Malraux, qui semble plagier André Malraux.

La suite est assez présente à tous les esprits. C'est Paris blanc, Chagall à l'Opéra et Masson au Théâtre de France, Mallot au Carrousel, Glucksmann à l'île de la Cité, Adam, Arp, Viora da Silva travaillant pour les Gobelins et Sèvres. C'est Bathus à la Villa Médici, la Vénus de Milo à Tokyo, la Joconde à New-York et à Paris les chefs-d'œuvre de l'Iran, de l'Inde, du Japon, les trésors des églises, Picasso et Tautankhamon. Ce sont les leçons particulières d'histoire de l'art données au général, qui, à la Maison de la culture de Bourges, devant le gigantesque tableau de Calder et les Miro, les Vlasiers — et encore Arp, Picasso, Chagall, — reprend malicieusement son souffle pour consentir : « C'est bien disposé. Cela fait un ensemble assez saisissant. »

Les grandes rencontres : Nehru retrouvé, Kennedy, Mao, et cent voyages où la politique est un art et l'art une politique. Des lois : secteurs sauvegardés, inventaire monumental, programme des sept monuments, maisons de la culture, centres dramatiques. « Je suis le seul ici à ne pas savoir ce que c'est que la culture », dit-il au conseil des ministres. Et puis ses discours au pathétique syncope, clamés dans un emportement saccadé, place de l'Hôtel-de-Ville le 14 juillet, place de la République le 4 septembre, au Trocadéro, au Palais des sports : « La V^e République, ce n'est pas la IV^e plus le général de Gaulle. » « M. Mitterrand n'est pas le successeur, il est le prédécesseur. » Chaque année, lors du vote du budget des affaires culturelles — un demi pour cent des dépenses de l'État — on se bouscule pour l'entendre dans les tribunes du Palais-Bourbon et même, ce qui est plus

« La vérité d'un homme, c'est d'abord ce qu'il cache »

Le 11 décembre 1959, quinze jours exactement avant la mort de Louis, il avait déjeuné à Colombey. Dernière entrevue dont il tirera un grand récit. « Ce livre, écrit-il en tête des *Chènes qu'on abat*, est une interview comme la Condition humaine était un reportage... » Ainsi c'était un reportage ! Malraux reporter en Chine, c'était Stendhal à Waterloo et la *Chénopée* aussi était un reportage. Ah ! Si Chénopée brand, au lieu de bave d'après-guerre avec cet imbécile de Charles X qui n'avait rien à dire, était allé à Sainte-Hélène, quelle « interview », quel « reportage » il eût pu faire !

C'est Malraux qui soupire ainsi pour le centre qui a manqué le coche. Car lui, il n'a pas manqué : il y est allé à Sainte-Hélène (Haute-Marne). Et il n'a pas perdu son temps. Il ne gaspille pas le nôtre. Un grand et beau poème tragique, tantôt lyrique, tantôt cynique, Malraux a besoin de l'éprouvé, mais le vécu chez lui devient tragédie et il ne cesse au fond de parler de lui en face de celui qui, lui aussi, ne cesse de parler de cet autre lui-même qu'il nomme Charles. Souvenirs, anecdotes, souvenirs ou diatribes : ce sont les soies, drôles ou instructives d'ailleurs, c'est l'arlette. Mais au fil des pages montent l'hymne et le thrène.

L'hymne du général à la France, la sienne, pas celle d'aujourd'hui, pas celle des Français qui eux, « n'aiment pas la France ». Le thrène, obsédant : « Pourquoi vivre ? », « Pourquoi faut-il que la vie ait un sens ? », « A la fin, il n'y a que la mort qui gagne. » Oui, parle, de Gaulle ou Malraux ? Le géant blent foudroyé ou le ministre de la parole ? L'émotion, comme souvent, tourne en gouaille : « On dressera une grande croix de Lorraine sur la colline... Elle incitera les lapins à la résistance. » On l'a dressée. Malraux est venu, il a grommelé, puis il s'est tu. Plus de discours, c'est fini. Simplement, quelques monologues encore, désabusés, qu'enregistre respectueusement la télévision ou parfois quelques visiteurs étrangers. On apprendra ainsi que de Gaulle s'est très consciencieusement suicidé avec le référendum fatal d'avril 1959, joué à la roulette russe, ce qui scandalisera d'autres fidèles.

Des livres : il écrit avec une sorte de fureur, comme s'il se battait cette fois contre le vieil ennemi qui toujours gagne, le temps. La *Tête d'obésienne* (1974), fulgurante méditation sur Picasso, ouvre une controverse ; *Lazare*, où il décrit son

rare, dans l'hémicycle. Il est le fils du règne, mais aussi son Boesut. Il fera un volume de ses oraisons funèbres en forme de propitiatoire : Braque, Le Corbusier, Jean Moulin, « le chef d'un peuple de la nuit ».

Mai 1968 ne surprend guère le témoin de son temps, si le ministre n'est pas moins pris au dépourvu que ses collègues. Pourtant l'explosion de la jeunesse, les barricades, les harangues passionnées des gauchistes, ne lui inspirent aucune de ces formules à l'emporte-pièce, aucune de ces méditations lyriques qui lui sont familières. Simplement, il mesure l'étendue de la rupture avec son univers : il n'est plus au côté du mouvement, mais un ministre du parti de l'ordre. Alors, il reste étrangement silencieux, presque absent. Tandis que s'engage la procédure du divorce entre de Gaulle et les Français, procédure qui sera expédiée en moins d'un an, il s'éloigne, lui, de la politique. Et quand le général regagne Colombey et rentre dans l'histoire, André Malraux, entreprenant une fresque historique de la Résistance, a déjà retrouvé son autre visage, son autre action : l'écriture. Après un dernier effort tout-à-fait ultime et vaine adjuration à l'histoire présumée, et à ses yeux bien présomptueux, pour que ce Georges Pompidou auquel il prédicit cependant l'année précédente « un destin » ne devienne pas le Brutus de son empereur. « On ne pourrait fonder un ou un après-gaullisme, dit-il, sur la défaite du gaullisme. » La gaullisme sera défilé et l'après-gaullisme fondé.

L'homme privé retrouve d'autant plus aisément une vie privée qu'il est en train de vivre un nouvel amour, un amour d'autrui, une surprise que lui réservait encore la vie. Séparé de Madeleine, il a retrouvé une amie d'autrefois et entrepris de renouer avec Louise de Vilmorin le fil d'une familiarité brisée avec la trentaine. Elle est sage, légère, poétique et tendre. C'est bien la tendresse qui les lie, le pas, la passion. Les 1^{er} le lendemain de Noël 1969, Louise meurt subitement. C'est un arrachement une fois de plus, mais non la solitude : Malraux continuera à vivre dans les lieux qu'elle hantait et il a trouvé une famille.

hospitalisation, est appelé « antimémoires d'outre-tombe ». Il cherche la clarté universelle de l'art, de la Renaissance à Manet. L'année suivante, *Hôtes de passage*, fragment du *Miroir des limbes*, prend place entre les *Antimémoires* et *Lazare*. Tout récemment, *L'Intemporel*... Des discours : au plateau des Gélères pour les maquisards de Savoie, sur le parvis de la cathédrale de Chartres pour les femmes rescapées de la déportation. Des conférences : celui de François Verry est le plus éloquent, le plus considérable. Des idées : réformer les techniques de la démocratie, pousser l'audio-visuel qui sera la prochaine alphabétisation. Et, toujours, le jeu de marionnettes, le théâtre, de l'actualité mondiale. Un bouillonnement.

Entre tous les livres, toutes les études, signés de Gaëtan Picon, Claude Mauriac, Pierre de Beldeshe, Robert Payne, Jean Lacouture et dix autres, cette mince brochure scolaire parue en 1955 : *André Malraux, Pages choisies*. Petite classique illustrée. Ouvrons-la : « Sujets de compositions françaises. Commentez ce mot de Malraux : « Un intellectuel n'est pas seulement celui à qui les livres sont nécessaires, mais tout homme dont une idée, si élémentaire soit-elle, engage et ordonne la vie. » Une belle phrase. Quel est l'auteur de la brochure, le professeur qui a fait ce choix ? Voici : un agrégé des lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, nommé Georges Pompidou. Et qui a dit : « La vérité d'un homme, c'est d'abord ce qu'il cache » ?

Que sait-on de la vie d'André Malraux ? Presque rien : « Ma vie sanglante et vaine... » Ou est-ce qu'un homme ? Un misérable petit tas de secrets... D'ailleurs, peu importe. Et lui, qu'en sait-il ? Peu lui importe : « Je ne m'intéresse guère. »

(Mercredi 24 novembre.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IXE 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Comptes de la S.A.R.L. Le Monde et publications n° 57 480

LETTRES

LES PRIX LITTÉRAIRES

FEMINA : Marie-Louise Haumont

Le prix Femina a été attribué, le 22 novembre, au deuxième tour de scrutin, au roman de Marie-Louise Haumont, « le Trajet » (Gallimard) par six voix contre une à « Génie la Folle » (Denœl), de Inès Cagnati, et une voix aux « États du désert » (Flammariion), de Marc Cholodenko.

MÉDICIS : Marc Cholodenko

Le prix Médicis a couronné, au deuxième tour, Marc Cholodenko pour « les États du désert » (Flammariion), par six voix contre trois à Max-Pol Fouchet (« La Rencontre de Santa-Cruz », Grasset) et une à Denis Roche (« Louve basse », Seuil).

MÉDICIS (étranger) : Doris Lessing

Le jury du prix Médicis, réservé à la traduction française d'un roman étranger, a distingué, au deuxième tour de scrutin, le livre de l'écrivain britannique Doris Lessing, « le Caravel d'or » (Albin Michel), par sept voix contre trois à celui d'Erica Jong, « le Complexe d'Icare » (Laffont) et une à « Portrait d'homme à la faux dans un paysage marin », de Virgil Tanase (Flammariion).

(Mercredi 24 novembre.)

D'ANDRÉ MALRAUX

LA LÉGENDE DU SIÈCLE

(Suite de la première page.)

A la limite, le seul espoir de « laisser une cicatrice sur la terre » ou l'auto-intoxication par n'importe quel projet d'aventurier peuvent tenir lieu de raisons de vivre, comme pour l'orientaliste Vannec lancé, dans la forêt khmère, à la recherche de la Voie royale (1930). Le Garin des Conquérants (1928), engagé auprès des révolutionnaires de Canton, n'a guère plus d'idéal qu'un légionnaire. Il « sert » faute d'avoir trouvé une signification à son existence. Il est a-moral et a-social comme on est a-thée. Mais sa force vient de ce qu'il a mis son absence de conscience au service d'« autre chose qu'il se sent intéressé immédiatement ». Rendre confiance aux affamés le rempli d'une fièvre mystérieuse, où l'auteur trouve motif à ne pas désespérer de l'homme.

Même quand ce dernier se réalise dans le déguisement, le mépris, ou le meurtre, comme Claplique, Ferral et Tehen de la Condition humaine (1933), il tire un certain honneur, et s'attire un réel enthousiasme, de défier à lui seul l'absurdité de sa présence dans l'univers, de rendre possible l'héroïsme.

De la fraternité à l'art

Cultiver sa différence et se forger un destin ne suffisent pourtant pas à mater l'angoisse. Seul la fraternité au combat, sans supprimer le tragique de la mort, réussit à l'égaliser. D'où l'Espoir (1937), qu'inspire à Malraux la guerre d'Espagne. L'individu reste capable de se dépasser et de s'oublier au profit d'un prochain qu'il ne connaît pas. L'humanité, pour ça, peut-être, se passer des dieux, et « transformer en conscience, comme le dit Garcia, une expérience aussi large que possible ».

Mais le désespoir n'est jamais vaincu une fois pour toutes. Au moment de mourir, dans les Noyers de Altenburg (1948), Berger, qui aurait toutes les raisons de se reposer dans la satisfaction du devoir accompli et du service rendu, enrage encore : « Qu'est-ce que l'homme vient donc jouer sur la terre ? O, flamboyante absurdité ! ».

La « réponse » que la fraternité de la guerre n'a pas su rendre définitive, le Malraux démobilisé et vaincu des années 1944-1955, va la chercher dans l'art comparé. C'est encore sur le sens possible de la vie qu'il demande aux plus lointains chefs-d'œuvre de lui parler, et de dialoguer entre eux au moyen de son Musée

imaginaire (1952-1955). Que veulent nous dire, d'elles-mêmes et de nous-mêmes, la statue sumérienne ou la Joconde ?

Dialogues au sommet

Et puisque les siècles ne renvoient jamais que l'écho de nos questions, pourquoi ne pas interroger les contemporains qui ont façonné l'histoire ? La dernière métamorphose de Malraux sera donc celle de confident des grands de ce monde. Déjà Garin s'était interrogé : « Quels titres valent d'être écrits hormis les Mémoires ? » A l'exclusion, bien sûr, de ce qui n'importe qu'aux individus, et qui est négligeable, le ministre du général de Gaulle répète à ses hôtes des Antimémoires (1967) la phrase lancinante de Monsieur Teste : « Que peut l'homme ? ».

Et là encore les répliques ne sont jamais que d'autres questions. Elles rebondissent et laissent le mystère se refermer sur elles, comme les pierres lancées dans un puits. On ne sait d'ailleurs plus au juste qui parle. Quelles soient attribuées à de Gaulle — les Chénus qu'on abat (1971), — à Picasso — la Tête d'obsidienne (1974) — ou à des interlocuteurs moins augustes — Notes de passage (1975), — les citations et les formules lapidaires auxquelles condamnent ces échanges d'idées générales paraissent toutes écrites par l'auteur, marquées du socle de sa propre anxiété et de son art des synthèses hardies, des raccourcis fulgurants.

Un causeur mirobolant

Cet art de convoquer à tout moment les hauts faits et les chefs-d'œuvre de l'humanité n'a pas que des admirateurs fascinés. On trouve des historiens de l'art pour contester l'exécution époustouflante de Malraux et le sélect de son comparatisme à tout-va. Gide mettait quelque malice à s'avouer « trop bête » pour suivre son jeune ami, et la « petite dame » a pu suggérer finement que le sens de l'« attitude » l'emportait parfois, chez lui, sur la rigueur du raisonnement.

Simone de Beauvoir n'a pas que des reproches politiques à adresser à l'ancien ministre solitaire de la répression en Algérie ; elle souligne, en philosophe, les limites d'une réflexion qui se borne souvent à sauter d'une idée ou d'un lieu à l'autre, en équilibre sur sa fameuse « Je pense... ». Tous les tourments de l'épopée humaine ne s'expliquent pas par des sortes de réactions en chaîne dont seuls quelques génies pressentiraient l'achèvement. Malraux cède enfin à la vieille superstition fran-

çaise, qu'on retrouve de Cuitry à Sartre, selon laquelle les secrets de l'existence tiennent peut-être à des aphorismes ou des mots d'auteur, du genre : « Une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie ».

C'est pourtant un fait que les plus grands esprits du demi-siècle sont restés pantofs devant les acrobates du causeur que sa femme Clara qualifiait, dès 1923, de « mirobolant ». Les entretiens télévisés des dernières années n'ont donné qu'un aperçu, un peu systématique, de ces envolées visionnaires et titubantes où continents et civilisations s'échangeaient leurs intuitions sur cette bizarrerie fondamentale : l'homme au monde. Signe qui ne trompe pas : les marquis qu'agaçait ce goût des cimes n'ont le plus souvent réussi, en voulant s'en moquer, qu'à trahir leur regret de ne pas savoir se tenir aussi haut, si longtemps.

Notre Dostoïevski

S'il lui manquait une justification, cette frénésie de gravité grandiose le trouverait dans le genre littéraire qu'elle a engendré.

Malraux restera l'écrivain qui a cassé le cadre du roman bourgeois pour y faire entrer l'histoire planétaire, l'action politique et les interrogations tragiques qui s'y attachent. Au moins deux générations ont été marquées à vie par cette irruption du réel social et de la philosophie pratique dans la littérature. Tout ce qu'il défendait de suivre l'auteur de la Condition humaine, un écrivain militant comme Régis Debray n'a pu éviter, avec l'Indéstructible, de se placer dans la lignée, qu'il réussait, du reportage doublé de constants débats d'idées.

S'il fallait chercher des antécédents, c'est sans doute, après Nietzsche, du côté des Russes qu'il faudrait se tourner, et précisément vers Dostoïevski. Les personnages de Malraux ont en commun avec ceux de Crime et Châtiment ou des Frères Karamazov de représenter exemplairement, à travers un vécu romanesque, les divers aspects possibles de l'aventure humaine.

Comme une armée sur un pont...

La présence obsédante de cette aventure est enfin à la source du style.

On peut évidemment sourire des excès auxquels elle conduit. La préhistoire, les gouffres et les firmaments ont été fait de surgir au détour de la moindre description. Les mêmes bestioles traversent les mêmes méditations sur l'Acropole

pour la seule joie, parfois, du contraste artiste. Il y a du Hugo, du Rostand même dans l'attitude cosmique et le tambourinage de mots trop sonores. L'« orgueilleuse clameur de la mer stérile », sur laquelle s'achève la Tentation de l'Occident, évoque bien le choc d'images amples et le martèlement déclamatoire, incantatoire, dont Malraux fait dépendre le plaisir d'écrire.

Mais pourquoi se refuserait-il, et nous refuserait-il le bonheur de penser et de sentir au-delà du sens des mots, grâce à leur musique ? Il vient en effet un moment, de préférence vers les fins de chapitre, où la prose de Malraux s'exalte elle-même du souffle qu'elle produit, s'enfle comme un écho funèbre sous une pluie glacée, entre en vibration comme une armée au pas sur un pont, ou se repait de ses propres sons, cloche de bronze longtemps vrombissante après que le batant a cessé sa course. Nous ne sommes pas près de quitter cette zone de retentissement de sa parole haletante.

« J'ai pris mon siècle sur mes épaules et j'ai dit : « J'en répondrai ! », burle avant de mourir le héros des Siquestrés d'Altona. Hugo d'un siècle dont Sartre serait le Voltaire, Malraux en aura vécu et écrit, à lui seul, la légende.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

(Mercredi 24 novembre.)

Essais et biographies

Malraux est un des contemporains qui aura inspiré de son vivant le plus d'essais et de biographies.

Citons parmi les études sur son œuvre celles de Gaëtan Picon, Malraux par lui-même (Le Seuil, 1966) ; de Claude Mauriac, Malraux ou le mal du héros (Grasset, 1940) ; de Pierre de Sola deffre (Ed. universitaires, 1952) ; Portrait d'un aventurier, de Roger Stéphane (Seguitaire, 1950).

En tête des biographies : Malraux ou une vie dans le siècle, de Jean Lacouture (Le Seuil, 1973), et le témoignage de Clara Malraux, le Bruit de nos pas (cinq volumes chez Grasset).

ANDRÉ CHASTEL.

(Mercredi 24 novembre.)

L'HOMME DE LA MÉTAMORPHOSE

(Suite de la première page.)

On a du mal à faire saisir trente ans après l'effet extraordinaire produit par cet ouvrage et ceux qui ont suivi. Distribués en chapitres dans les revues, puis regroupés, remaniés, explicités dans des conférences spectaculaires, comme celle du Metropolitan Museum de New-York en 1954, prolongés par des préfaces enthousiastes comme celle de la présentation des manuscrits à la Bibliothèque nationale que demanda Julien Cain (1955), puis au temps du ministère des affaires culturelles, par les grandes oraisons funèbres de Braque, de Le Corbusier, toutes ces pages ont complètement transformé le discours sur l'art dans notre pays, sans peut-être dans le monde. Avec le thème majeur, sans cesse nuancé, répété, que l'artiste n'est pas « le transcritteur du monde mais son rival ».

Parfaitement conscient — et même de plus en plus conscient — de la situation complexe et embarrassée de l'art moderne, Malraux est vite apparu comme le seul auteur capable d'embrasser, au prix de raccourcis fantastiques et fulgurants, le déroulement ou l'enchevêtrement de formes et de styles auquel se ramène finalement pour lui toute l'aventure humaine.

Le travail des archéologues en Mésopotamie, en Chine, le fascinaient ; le cheminement attentif des érudits à la recherche des maîtres ressuscités depuis peu : Vermeer ou Georges de La Tour, l'intéressait. Mais il s'agit pour lui de tirer

brusquement de leur savoir comme une substance incandescente, à laquelle tout le monde, sauf lui, se brûlerait les doigts, à savoir les relations où l'on voit la force du destin aux prises avec... la candeur ou le génie. D'où les fameux balancements : « Ce qui sépare Titien d'un fétiche et même de Matisse, c'est que Titien tentait d'apporter le monde et la peinture à l'homme, que le fétiche tente d'apporter l'homme à l'inconnu, et que Matisse tente de l'apporter à la peinture. » Tout le monde ne comprend pas, mais la volubilité contraignante de Malraux rendait certaines platitudes impossibles. Il a fait naître un sentiment plus sérieux et une plus grande responsabilité à l'égard de « l'art du monde ».

Deux grandes idées

Le « Musée imaginaire » introduisait une surenchère si élevée, et parfois dans le ton si inattendue et excessive, qu'aucune discipline ne pouvait s'ajuster à ses propositions, mais en recevait finalement — et souvent par contradiction — un stimulant. Deux grandes idées parcourent et unifient cette étonnante construction, qui n'a cessé d'ailleurs de se refaire, de se compliquer, de se retourner sur elle-même d'un ouvrage à l'autre, jusqu'aux tournants bizarres de la Tête d'obsidienne (1974). La première de ces lignes directrices, qui a donné son titre et son sens au « Musée imaginaire » est que l'avènement de la photographie parmi les médias culturels change tout. Malraux a certainement eu connaissance par son ami B. Groenhuysen de l'article, aujourd'hui classique, de W. Benjamin sur « L'œuvre d'art à l'époque de la reproduction mécanique » (1936), c'est-à-dire sur la nouvelle circulation des œuvres par l'image indirecte, qui change le statut de l'artiste et supprime l'« aura » de l'œuvre. Malraux tire de cette constatation une vue toute contraire, à savoir la lente et invincible coagulation d'une galerie universelle, où se multiplient les rencontres, et donc les trouvailles : « Chardin, désormais, ne combattra plus Michel-Ange désarmé ».

Les savants ont été d'ordinaire flattés de voir leurs travaux intégrés à ces développements « littéraires », mais déconcertés de l'exaltation avec laquelle Malraux découvrait la situation aventureuse provoquée par le « musée imaginaire » : l'éclairage change la nature d'une sculpture romane, l'agrandissement confère une miniature avec un vitrail, « la repro-

duction a créé des arts fictifs ». C'est qu'au-delà d'une universalisation de fait, le « musée imaginaire » permettait de mettre en évidence l'enchevêtrement entre tous les arts, les liaisons historiques ou idéales entre les formes, bref, de dévoiler la succession ou la concurrence des styles comme l'ordre des « Métamorphoses ». Le mot a pris une importance croissante dans le discours de Malraux, et son insistance anxieuse quand il aborde l'art moderne. Que comprenons-nous vraiment de tant d'objets, venus du fond des âges ou recueillis de notre propre sol, qui nous étonnent et parfois nous fascinent ? Pour Malraux, nous en comprenons ce qu'ils nous inspirent : cette conclusion d'un subjectivisme radical, qu'aucun historien ne peut suivre, est, en effet, ce qui convient à l'art moderne et peut éclairer sa pratique et ses aventures. Et le dernier héros sur lequel Malraux n'a plus cessé de revenir, parce qu'il a incarné cette joie et ce tourment de récupération insatiable, c'est finalement son « ami » Picasso, « habité par la métamorphose plus profondément que par la mort ».

Le « sacré »

Dans les derniers volumes qui viennent de paraître, succèdent : « L'Irrel (1974) », « l'Intemporel » (1976), Malraux a tenté d'ordonner la matière de ses traités dans une perspective plus simple, plus monumentale, moins trouble. Au principe du « sacré », qui vise l'éternel, succède, à la Renaissance, l'imaginaire, qui implique un rêve d'immortalité ; et, depuis Delacroix et Monet, l'apocryphisme de notre civilisation fait de l'art devenu autonome et souverain une force qui ne connaît plus ni surmonde ni histoire, et se noue en quelque sorte sur elle-même. Il n'est pas sûr que l'on s'en rende bien compte. Ces grandes articulations apparaissent dans le lent mouvement d'un style plus sourd comme le commentaire poétique d'un « musée personnel » aux ouvertures innombrables. « Ce n'est pas plus une histoire de l'art que la « Condition humaine » n'est un reportage sur la Chine. »

Au moment où cet homme extraordinaire s'éloigne à jamais, les derniers chapitres de son dernier livre prennent un relief pathétique, qui le grandit. Ils annoncent avec une vigueur implacable la fin du « musée imaginaire » détourné comme agent suprême de la culture par l'« audio-visuel », la nou-

velle forme des médias ; le génie de Malraux en discernait l'avenir dans des débuts qui ne désolent encore qu'une préhistoire. L'écran, puisque c'est de lui qu'il s'agit, accélérateur, réunit, prolonge et peut ramener des configurations mentales qu'on croyait disparues : « Le téléscopateur couche avec une réinvention plutôt qu'avec un fantôme... » Ces pages visionnaires sont plus denses et souvent plus humaines que bien des sociologies de la culture.

Dans cet acte (inachevé) de lucidité, Malraux a été merveilleusement fidèle à son rôle. Personne n'a saisi et exposé comme lui l'investissement de la pensée par les images et les objets. Personne n'en a plus généreusement et librement joué. Toujours épris du grandiose, il engagea avec Georges Salles la maison Gallimard à publier une collection : « l'Univers des formes », qui a été l'honneur de l'édition française depuis 1960. Il s'en occupait beaucoup avec la gentillesse

et la bonne grâce qu'il savait avoir. Il faut l'avoir vu ou milieu des photographies encombrant le bureau ministériel, comme s'il entreprenait une immense réussite. Il avait heureusement aussi en partage ce don, qu'il attribuait à Picasso, de la « surprise émerveillée ». C'est peut-être le grand bénéfice de cette vie de familiarité avec l'art.

vosre future résidence principale ou déjà votre résidence secondaire

les Belles Terres à Nice

la plus belle résidence de la Côte d'Azur

- Une vue panoramique mer et montagne.
- 4 ha de parc naturel avec piscine, club house et tennis.
- Livraison juin 76.

- Du studio au 5 pièces, des appartements de grand standing conçus pour la vie au soleil.
- Prix fermes et définitifs avec un excellent rapport qualité/prix pour un investissement.

contactez-nous en écrivant à : Les Belles Terres 234, avenue de la Lanterne 06000 Nice Tél. : 83 31.88 - télex : 970 022

les Belles Terres

Pour bien préparer votre retour en France

234, avenue de la Lanterne 06000 Nice

Nom

Adresse

Tél.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

AFRIQUE AUSTRALE De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes.

(René Lefort)

L'ÉGYPTÉ ET L'OUVERTURE POLITIQUE

(Reportage de Marie-Christine Aulas)

Le numéro : 5 F Publication mensuelle du Monde 5, rue des Italiens, 75221 PARIS CEDEX 05 (En vente partout.)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 15 AU 19 NOVEMBRE

RECHUTE

Le frère espoir évanoui ces derniers temps par les frénétiques améliorations de tendance paraît s'être évanoui. Cette semaine la Bourse s'est révélée incapable de se sentir la tête hors de l'eau, et s'enfonçant à nouveau, elle a enregistré son plus vil repli depuis la mi-octobre.

Le mouvement a été à sens unique. La baisse a sévi sans discontinuer séance après séance, ne se ralentissant que pour s'accroître un peu plus encore à la veille du week-end, de sorte que les différents indices ont fléchi de 3 % en moyenne. Il faut remonter à la semaine du 11 au 15 octobre pour retrouver un recul d'une telle ampleur. Rares sont les jours où la conjonction de facteurs défavorables n'aura été si totale.

Déjà secoué par les résultats du premier tour des élections législatives partielles, le marché a accueilli sans plaisir la perspective peu réjouissante d'un relèvement inévitable du prix du pétrole dont M. Barre a reçu l'assurance lors de son voyage en Égypte.

Surtout, il a très mal encaissé la nouvelle et forte dégradation du commerce extérieur de la France en octobre et la baisse corrélative du franc. D'autant que l'annonce de cette dégradation intervenait avec la publication de la dernière enquête de la Banque de France sur la production industrielle, qui sans être franchement pessimiste, laisse planer un sérieux doute sur l'avenir.

Pour tout arranger, les graves ennuis éprouvés par un petit établissement financier du Nord auraient entraîné en fin de semaine des ventes forcées chez plusieurs agents de change. En temps ordinaire, la Bourse aurait sans doute pu digérer de tels dégagements. Mais, affaiblie par le manque d'affaires, elle a mal réagi. En outre, dans l'attente du deuxième tour des élections du 21 novembre, la plupart des opérateurs ont préféré s'abstenir.

Ajoutons enfin que la proximité de la liquidation générale — celle-ci aura lieu le 22 — n'était pas de nature à susciter les initiatives.

Sur le marché de l'or, le lingot après avoir franchi lundi pour la première fois depuis plus d'un an la barre des 2 000 F a baissé pour s'établir finalement à 2 195 F (- 700 F).

Fait notable, pour la première fois aussi depuis bien longtemps, l'or a valu un peu moins cher à Paris qu'à Londres.

Le napoléon, qui avait plus modérément fléchi, a effacé vendredi ses pertes initiales, gagnant même 0,60 F à 233,90 F.

ANDRÉ DESSOT.

Vive reprise de la livre — Recul du franc

La forte hausse de la LIVRE, après la décision de la Banque d'Angleterre de restreindre le crédit et d'interdire tous les prêts en sterling aux non-résidents, et le recul du FRANC FRANÇAIS, à l'annonce du déficit du commerce extérieur français en octobre, ont été les deux faits marquants de la semaine sur les marchés des changes.

Amorcée lundi dès l'ouverture, la hausse de la LIVRE s'est poursuivie pendant les deux séances suivantes. Jeudi, cependant, le marché devenait plus nerveux et, initialement en hausse, le STERLING céda quelques points en clôture. Ce léger recul n'allait guère avoir de suite. Jeudi soir, la Banque d'Angleterre annonçait deux mesures très importantes.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Flora	Lira italienne
Londres...	168,45	8,4393	4,1186	4,0731	62,4275	4,2567	1,4579	
	162,35	8,0850	3,9645	3,9175	60,2318	4,0993	1,4047	
New-York...	168,45	5,0100	19,9600	40,8997	41,3564	2,6983	39,5722	0,1153
	162,35	4,9361	20,0002	40,5500	41,4421	2,6954	39,5939	0,1153
Paris.....	8,4393	5,0100	204,99	207,19	13,5186	198,25	5,7885	
	8,0850	4,9361	203,93	206,38	13,4231	197,22	5,7353	
Zurich....	4,1186	2,4420	48,3023	101,1166	6,5974	96,7550	2,8249	
	3,9645	2,4420	49,0361	101,2018	6,5822	96,7129	2,8222	
Frankfurt...	4,0731	2,4100	48,2634	98,8957	6,5345	95,6865	2,7937	
	3,9175	2,4130	48,4338	98,8122	6,5040	95,5664	2,7883	
Bruelles...	62,4275	27,0600	7,3972	15,1574	15,3267	14,6556	4,2819	
	60,2318	27,1800	7,4497	15,1924	15,3750	14,6396	4,2577	
Amsterdam	4,2567	5,04391	103,3537	104,5078	6,8186	2,9196		
	4,0993	5,04391	103,3537	104,5078	6,8186	2,9196		
Milan....	1,4579	865,50	173,75	351,98	23,3340	342,50		
	1,4047	865,25	173,74	351,92	23,3221	342,67		

La première concernait le crédit. Ramenant en vigueur une réglementation abandonnée en février 1975, les autorités britanniques faisaient savoir que les banques étaient de nouveau tenues d'effectuer auprès de l'institut d'émission des dépôts spéciaux, s'ajoutant aux réserves obligatoires des que le montant de leurs ressources dépasserait un plafond fixé par les pouvoirs publics. Parallèlement à cette décision destinée à freiner l'augmentation de la masse monétaire, la Banque d'Angleterre interdisait aux banques britanniques d'accorder des prêts en livres pour le financement de commerce entre pays tiers. La réglementation britannique interdisait les prêts à des non-résidents, exception faite pour certains pays de l'ancienne zone sterling. Cette mesure, qui équivalait à l'abandon partiel du rôle de monnaie de réserve internationale joué par la LIVRE, devait se traduire par d'importantes rentrées de devises, puisque les pays qui ne pourront plus emprunter devront rembourser les prêts qui leur ont été consentis. Ces décisions ne peuvent laisser le marché indifférent. Et de fait, vendredi dès l'ouverture, une hausse vigoureuse de la LIVRE se produisait. A Londres, le cours du STERLING passait de 1,66 à 1,69 dollar. Il dépassait 1,70 dollar à Hongkong et à Singapour. Par la suite, les prises de bénéfice aidant, un léger tassement se produisait, qui n'effaçait

PHILIPPE LABARDE.

VICTORIEUSE DE L'IRLANDE PAR 2 A 0

L'équipe de France préserve ses chances de qualification pour la Coupe du monde de football

A défaut de constituer dès à présent une grande équipe nationale, les footballeurs français ont déjà trouvé et conquis un public, mercredi 17 novembre au Parc des Princes. Mis en appétit et en confiance par les tribulations de cette équipe à Sofia et par les performances des Staphouliens en Coupe d'Europe, les spectateurs ont pourtant dû rester sur leur faim toute la première mi-temps de ce France-Irlande, deuxième rencontre en poule de qualification à la Coupe du monde 1978. Une déconcertante équipe irlandaise avait alors le plus tranquillement du monde monopolisé le ballon et anesthésié des jeunes Français manquant encore un peu de maturité.

Mais, dès la reprise, ce fut le coup de théâtre. Les Irlandais recommençaient le petit jeu de passes latérales, mais Johnny Giles, leur capitaine, tardait un peu à dégaucher un ballon. Didier Six le contrastait. Michel Platini, qui ne marchait pas encore quand l'Irlandais signa son premier contrat de professionnel, s'en empara prestement et allait ouvrir le score. Les jeunes s'imposaient. Celui que l'on surnomme longtemps le « général » de Leeds pour sa valeur de stratège venait de se faire bêtement piéger par deux franco-tireurs embusqués aux avant-postes, le jour historique où il égalait le record des sélections (quarante-sept) pour son pays.

Il fallait pourtant plus que cette macarmouchette pour dérouter cette légion de footballeurs irlandais opérant tous en Angleterre et mobilisés sous la bannière celtique pour cette croisée aux accents gauliques.

Heureusement pour les Français, Michel Hidalgo, le sélectionneur national, avait profité de la mi-temps pour apporter quelques retouches et équilibrer sa défense. Ainsi, Dominique Bathenay avait en charge le jeune Lyann Brady, qui avait trop souvent échappé à Raymond Kérouz.

Dès lors, cette défense allait retrouver sa maîtrise en deuxième mi-temps en utilisant, par exemple, avec bonheur à onze reprises le piège du hors-jeu, à la manière d'un coupe-feu, pour maintenir les Irlandais à distance. Mieux, dans ce va-et-vient incessant d'attaquants enfin débordés, les Français se créaient les meilleures occasions de but. A peine quatre minutes après Michel Platini, Marius Trésor battait à son tour Mick Kearns, mais l'arbitre yougoslave, M. Maksimovic, décalait dans cette action un contre-offensable de la main et refusait le but. Cinq minutes plus tard, c'était au tour de l'Irlandais Frank Stapleton de se voir annuler pour un hors-jeu imaginaire un but encore plus indécidable.

Des deux visages de ces Irlandais, lequel fallait-il le plus admirer : celui, peu conforme à leur tempérament, des joueurs d'échecs de la première mi-temps ou celui de ces « desperados » au grand cœur brillant leurs dernières forces dans une bataille mal engagée ? Au moins permirent-ils aux Français de montrer leur vrai visage : non pas celui d'une formation sûre et maîtrisée d'elle-même, mais celui d'une équipe en devenir, courageuse et talentueuse, mais gâchant encore par maladresse ou précipitation un trop grand nombre d'occasions.

Ainsi fallait-il attendre les trois dernières minutes pour voir Dominique Bathenay assurer le succès français, ce que Lacombe (71^e minute), Rouyer (78^e minute) et Six (80^e et 85^e minute) auraient dû réussir auparavant. Avec une victoire contre l'Irlande et un match nul contre la Bulgarie, l'équipe de France a néanmoins pris un bon départ dans la Coupe du monde 1978. Il lui reste deux saisons pour confirmer ces promesses et parvenir peut-être à maturation sous le soleil argentin.

GERARD ALBOUY.

CLASSEMENT DU GROUPE V
1. France, 2 m., 3 pts ; 2. Bulgarie, 1 m., 1 pt ; 3. Irlande, 1 m., 0 pt.
Matchs à jouer. — 30 mars 1977 : Irlande - France ; 1^{er} juin 1977 : Bulgarie-Irlande ; 12 octobre 1977 : Irlande-Bulgarie ; 16 novembre 1977 : France-Bulgarie.

SPORTS

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
*Bagnole b. Antibes..... 66-86
*Le Mans b. Villeurbanne..... 103-82
*Monaco b. Clermont..... 84-13
*Cann b. Tarare..... 108-83
*Clermont b. Valenciennes..... 100-87
*S.P. Evry et Lorient..... 84-84
*Challans b. Orléans..... 81-79
*Nîmes b. Tours..... 97-85
Classement. — 1. Nice, 29 pts ; 2. Villeurbanne, Le Mans et Clermont, 24 ; 3. Antibes et Bagnole, 23 ; 4. Monaco, 21 ; 5. S.P. Evry et Orléans, 20 ; 6. Challans, 19 ; 7. Lyon, 18 ; 8. Valenciennes, 13 ; 9. Tarare, 11.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
*Lyon et Bastia..... 1-1
*Nantes bat « Nice »..... 2-1
*Paris-Saint-Germain bat Metz..... 3-1
*Lens bat Valenciennes..... 2-0
*Rennes bat Lorient..... 1-0
*Marseille bat Nîmes..... 2-2
*Angers et Sochaux..... 1-1
*Bordeaux bat Saint-Etienne..... 2-0
*Nancy bat Troyes..... 2-1
*Rennes bat Lille..... 2-0
Classement. — 1. Bastia, Nantes et Lyon, 21 pts ; 2. Lens et Metz, 18 ; 3. Angers et Sochaux, 17 ; 4. Angers et Sochaux, 16 ; 5. Angers et Sochaux, 15 ; 6. Angers et Sochaux, 14 ; 7. Angers et Sochaux, 13 ; 8. Angers et Sochaux, 12 ; 9. Angers et Sochaux, 11 ; 10. Angers et Sochaux, 10 ; 11. Angers et Sochaux, 9 ; 12. Angers et Sochaux, 8 ; 13. Angers et Sochaux, 7 ; 14. Angers et Sochaux, 6 ; 15. Angers et Sochaux, 5 ; 16. Angers et Sochaux, 4 ; 17. Angers et Sochaux, 3 ; 18. Angers et Sochaux, 2 ; 19. Angers et Sochaux, 1 ; 20. Angers et Sochaux, 0.

Handball

A l'occasion de sa tournée en Chine, l'équipe de France a battu la sélection de Tien-Tsin par 28 à 19, le 20 novembre, à Pékin. Au cours du week-end, l'équipe de France B a dominé à deux reprises la Belgique par 22 à 16 et 21 à 11.

Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
*Aix b. Marseille..... 16-7
*XIII catalan b. Arignou..... 12-7
*Lyon b. Lézignan..... 12-10
*Toulouse b. Tonneins..... 12-10
Classement. — 1. XIII catalan, 29 pts ; 2. Arignou, 26 ; 3. Aix, 25 ; 4. Villeneuve, 23 ; 5. Carcassonne, Toulouse et Lézignan, 21 ; 6. Limoux, 18 ; 7. Saint-Estève et Marseille, 16 ; 8. Tonneins, 15 ; 9. Villeneuve, 14 ; 10. Villeneuve, 13 ; 11. Villeneuve, 12 ; 12. Villeneuve, 11 ; 13. Villeneuve, 10 ; 14. Villeneuve, 9 ; 15. Villeneuve, 8 ; 16. Villeneuve, 7 ; 17. Villeneuve, 6 ; 18. Villeneuve, 5 ; 19. Villeneuve, 4 ; 20. Villeneuve, 3 ; 21. Villeneuve, 2 ; 22. Villeneuve, 1 ; 23. Villeneuve, 0.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
*Aurillac b. Nîmes..... 19-10
*Angoulême b. Bourg..... 10-8
*Agen b. Brive..... 14-10
*Béziers b. Montpellier..... 16-9
Classement. — 1. Agen, 16 pts ; 2. Nîmes, 15 ; 3. Aurillac et Angoulême, 14 ; 4. Brive, 13 ; 5. Béziers, 12 ; 6. Brive, 11 ; 7. Bourg, 8 ; 8. Montpellier, 7.
POULE B
*Salles b. Pau..... 17-14
*Le Crèusot b. Perpignan..... 9-4
*Béziers b. Valence..... 16-6
*La Voulte b. Cahors..... 16-6
Classement. — 1. Béziers, 18 ; 2. Salles, 14 ; 3. Perpignan, 13 ; 4. Le Crèusot et La Voulte, 12 ; 5. Valence, 9 ; 6. Cahors, 8.
POULE C
*Carcassonne b. Saint-Claude..... 25-9
*Toulon b. Racing C.F..... 16-10
*Bagnères b. Dax..... 15-13
*Narbonne b. Bayonne..... 16-12
Classement. — 1. Narbonne et Toulon, 16 ; 2. Bagnères, 14 ; 3. Bagnères et Carcassonne, 12 ; 4. Dax, 10 ; 5. Racing et Saint-Claude, 8.
POULE D
*Montauban b. La Rochelle..... 13-11
*Stade Toulousain b. Avignon..... 10-4
*Brive b. Grasse..... 18-11
*Lourdes b. Castelnau-Médoc..... 24-0
Classement. — 1. Brive, 15 pts ; 2. Lourdes, Montauban et Stade Toulousain, 14 ; 3. Grasse, 12 ; 4. La Rochelle, 11 ; 5. Avignon, 10 ; 6. Mont-de-Marsan, 8.
POULE E
*Toulouse b. Montferrand..... 12-8
*Rennes b. Montferrand..... 23-3
*Orion b. Saint-Jean-de-Los..... 16-10
*Castres b. Bayonne..... 20-9
Classement. — 1. Montferrand, Rennes et Bayonne, 14 pts ; 2. Saint-Jean-de-Los et Toulouse, 13 ; 3. Montferrand et Castres, 10 ; 4. Orion, 8.
POULE F
*Fumel b. Albi..... 10-9
*Oyonnax b. Orléans..... 17-7
*Mérignac b. Périgueux..... 24-12
*Carcassonne b. Dijon..... 16-3
Classement. — 1. Mérignac, 18 pts ; 2. Albi, Carcassonne et Fumel, 14 ; 3. Oyonnax, 12 ; 4. Périgueux, 10 ; 5. Dijon, 8 ; 6. Orléans, 6.
POULE G
*Limoges b. Quillan..... 14-3
*Troyes b. Bergerac..... 22-14
*Le Boucau b. Bourgoin..... 17-6
*Lombes b. Saint-Orens..... 7-3
Classement. — 1. Limoges, 14 pts ; 2. Troyes et Le Boucau, 13 ; 3. Quillan, 12 ; 4. Bergerac et Lombes, 11 ; 5. Bourgoin et Saint-Orens, 10.
POULE H
*Vichy b. Saint-Médard..... 12-3
*Lyon O.U. b. Fleurance..... 12-12
*Rodez b. Cognac..... 15-9
*Langon b. Hendaye..... 20-0
Classement. — 1. Rodez, 18 pts ; 2. Langon, 15 ; 3. Vichy, 14 ; 4. Saint-Médard, 12 ; 5. Lyon O.U. et Cognac, 10 ; 6. Fleurance, 9 ; 7. Hendaye, 8.
POULE I
*Mazamet b. P.U.C..... 10-6
*Galliar b. Marmande..... 14-11
*Millau b. Riom..... 20-6
*Tulle b. Stade Clermontois..... 18-7
Classement. — 1. Tulle, 18 pts ; 2. Galliar, 16 ; 3. Millau et Mazamet, 14 ; 4. Marmande et P.U.C, 10 ; 5. Stade Clermontois, 8 ; 6. Riom, 6.
POULE J
*Lavelanet b. Castelnau..... 17-13
*Chambray b. Nîmes..... 12-8
*Auch b. Grenoble..... 19-0
*Tarascon b. Mauléon..... 10-9
Classement. — 1. Lavelanet, 17 pts ; 2. Chambray, 16 ; 3. Auch, 14 ; 4. Grenoble, 12 ; 5. Nîmes, 11 ; 6. Mauléon, 10 ; 7. Castelnau et Tarascon, 8.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
*Montpellier U.C. b. Tourcoing..... 3-2
*Racing C.F. b. Tours..... 3-0
*Cannes b. Angoulême..... 3-2
*Saint-Maur b. Grenoble..... 3-2
*Clamart b. P.T.T. Montpellier..... 3-0
Classement. — 1. Racing C.F., 12 pts ; 2. Montpellier U.C. et A.S. Cannes, 11 ; 3. V.C.G.A. Saint-Maur, 10 ; 4. Tourcoing S.P., C.S.M. Clamart et Angoulême S.P., 9 ; 5. A.S. Grenoble, 7 ; 6. Tours S.C. et P.T.T. Montpellier, 6.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques.	<input type="checkbox"/> Comptabilité.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
5 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

ARTS ET SPECTACLES

Man Ray est mort

Man Ray, photographe et peintre surréaliste américain, est mort jeudi matin 18 novembre à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Man Ray est mort durant son sommeil, au moment où se levait le jour. Rien ne ressemble plus à la mort que son œuvre, pleine d'humour, de gags. Touché à tout, parfois de génie, et toujours déconcertant, cet Américain de Philadelphie (où il est né en 1890), ce Parisien, par amour et par goût de la liberté, avait tout tenté avant d'en venir à l'art, dont la pratique semble avoir donné une cohérence à sa nature anarchique.

Tout à la fois peintre, photographe et cinéaste, Man Ray était le contraire d'un spécialiste. Il avait d'abord fait des études d'architecture, puis avait exercé divers métiers avant de découvrir le territoire de l'art, qui justement était en révolution. Débuts connus de l'art abstrait : ces premières conceptions à Man Ray. Il découvre le ressort qui va faire courir sa vie durant, son esprit brillant, mais de son attitude subversive il ne tirera les meilleurs effets que plus tard, pas avec sa première œuvre : une tapisserie faite d'assemblages, d'échantillons de tissus, qui fera rire les New-Yorkais.

Vient sa première rencontre déterminante : le photographe Stieglitz qui avait une galerie à New-York. C'est chez lui que Man Ray s'initie à la peinture et, paradoxalement, à Cézanne, qu'il commence par copier. Mais le labeur acharné du maître d'Abd, c'est tout le contraire de l'anarchisme de Man Ray. Il doit d'abord se découvrir et son mariage avec une jeune Française l'y aidera, à travers la poésie de Rimbaud, Apollinaire, Lautréamont.

Autoportrait

La New-York de l'avant-première grande guerre est en ébullition artistique. On y ouvre le salon de l'Armory Show, où Man Ray expose de grandes toiles cubistes. C'est là qu'il fait une seconde rencontre déterminante. Marcel Duchamp est l'homme qu'il lui fallait, l'ami à l'ironie pointue qui fait si bon ménage avec son propre esprit destructeur. Duchamp expose l'Urinoir, qui fait scandale. Puis vient un troisième larron, qui a quitté l'Europe en guerre : Picabia. Man Ray, Duchamp et Picabia sont les trois mousquetaires du mouvement dada à New-York.

L'anti-art, c'est le domaine de Man Ray. Il compose son autoportrait : deux sonnettes électriques et un bouton sur fond de tissu noir. Voici enfin une œuvre d'art sans idée plastique, avec seulement une idée.

Tout le bouleversement de la notion d'œuvre d'art à laquelle Duchamp devait donner une substance théorique vient de ces moments de crise. Man Ray réalise, en 1918, son premier Aerographe, peinture au pistolet qui a des allures de photo. Ce qu'il voudrait, en fait, c'est brouiller les frontières entre peinture et photographie. L'art peut être anonyme. Il crée, d'ailleurs en 1920, la Société anonyme des artistes avec Duchamp et Katherine Drieh.

L'année suivante, il est à Paris. C'était fatal, il rencontre les surréalistes (Breton, Eluard, Soupault, Aragon...) qui enlèvent cette recrue de choix.

Mais la Paris des années 20-30 ne nourrit pas son artiste. Man Ray se fait photographe professionnel et tourne d'étranges films surréalistes. C'est l'époque du *Chien andalou*, de Bunuel. A la déclaration de la guerre, en 1940, il se rend aux Etats-Unis, où il séjourne jusqu'en 1951, en Californie tournant autour de Hollywood sans y entrer vraiment.

C'est à son retour dans le Paris de l'après-guerre qu'il développe et exploite le plus largement le film surréaliste, en « guerillero » de l'art. La photo, il la conçoit comme un jeu de mots. Il a trouvé une technique nouvelle, plutôt une antitechnique, qu'il appelle *rayographie*. Sur des feuilles de papier sensible il dépose des objets qui apparaissent en transparence sur l'image et brouillent les apparences. Les photographes « professionnels » utilisent du papier sensible neut pour obtenir des images nettes. Man Ray préfère les vieilles pellicules, les plus étonnantes, les plus plumeuses et maculées par le temps. Plus il y a de taches, plus riche sera l'image, plus il y aura de chances de transcender la réalité. Portraits et nus d'outre-image. Voici une photographie qui capte ce que l'œil du peintre a confusément entrevu dans un songe, de l'autre côté de la pellicule. Tout Man Ray est là, dans le rapprochement inattendu du « parapluié » et de la machine à coudre » dont parlait Lautréamont, l'un de ses maîtres à penser.

JACQUES MICHEL

(Vendredi 19 novembre.)

LA MI-TEMPS DU FESTIVAL

Un relais cinématographique entre deux Cannes

JUSQU'À l'année dernière, Paris, qui célèbre rituellement l'automobile, le meuble de bureau, le prêt-à-porter, la machine agricole et les arts ménagers, n'entretenait avec le cinéma que des relations routinières. Se contentant d'accueillir, chaque semaine, son contingent de films nouveaux, la capitale laissait à Cannes le soin d'organiser les grands jeux du septième art. Depuis 1975, les choses ont changé. Paris, à son tour, possède son festival.

Disons-le tout de suite : les deux manifestations ne sont guère comparables. Celle de Cannes bénéficie d'une expérience et d'un prestige qui datent maintenant d'un quart de siècle. Celle de Paris n'en est qu'à ses débuts. Elle battifrait l'an passé : sa voix s'est affermie cette année, mais, paradoxalement, elle garde encore un caractère provincial. A Cannes, le monde entier accourt. Il y a un palmier, un marché, des vedettes, une atmosphère de Bourse et de kermesse, de meeting et de foire, et comme tout se déroule en vase clos, sur quelques centaines de mètres carrés, le visiteur ou le participant se trouve soumis à une pression, une tension continuelles. A Paris, rien de tel. On reste entre Parisiens et entre cinéphiles. Aucun service d'ordre ne canalise la circulation avenue de Wagram. Et dans la vaste salle de l'Empire, l'astucieusement renouée sous les auspices de la Société française de production, il n'est pas nécessaire de se battre pour trouver une place.

Dans la section des incunables

A l'heure où ces lignes sont écrites, nous venons à peine de dépasser la mi-temps du Festival. C'est dire que les impressions qui suivent ne sauraient en aucune manière constituer un bilan. Pendant quatre jours, nous nous sommes promenés à travers les films qui nous étaient proposés, un peu comme on se promène dans une ville inconnue, en suivant notre humeur, notre curiosité du moment, parfois même en laissant le hasard déterminer nos choix.

Le programme était copieux. A la sélection officielle, qui comprenait dix films, s'ajoutaient huit sections où se trouvaient rassemblés des ouvrages choisis, soit en raison de leur intérêt historique, soit parce qu'ils permettaient d'approfondir notre connaissance de tel ou tel cinéma national.

Parmi ces sections, l'une des plus « attrayantes » était celle consacrée au cinéma italien des années 30. Dans Vecchia Guardia (1935) d'Alessandro Blasetti, il Grande Appello (1936) de Mario Camerini, et même dans le colossal Scipion l'Africain (1937) de Carmine Gallone

Promenade à Paris sur films

L'éclat de la présence soviétique

Moldavie, Ouzbékistan, Kirghizie, Ukraine, Géorgie : on oublie trop souvent que de nombreuses Républiques soviétiques ont un cinéma qui leur est propre et qui se distingue par sa langue, son inspiration et son style des productions moscovites. C'est à ces cinémas mal connus (et, semble-t-il, mal aimés par la bureaucratie officielle) que le Festival rendait hommage. Initiative heureuse qui nous a fait découvrir, avec Les Tziganes montent au ciel, du réalisateur moldave Emil Lotanu, une œuvre singulièrement attachante. Si l'on ajoute que dans Toujours avec moi (sélection officielle), Solomon Chouster s'aborde, à grand renfort de voix « off » et de « flash-back », mais de manière finalement convaincante, le thème de la difficulté d'être, et que le chef-d'œuvre du maître japonais Akira Kurosawa, Derzu Uzala, un film qui dit avec un lyrisme incomparable la splendeur de la nature et de l'amitié des hommes) a été produit par le Mosfilm, on peut d'ores et déjà affirmer que l'un des faits marquants de ce Festival aura été l'éclat de la présence soviétique.

Un romantisme apocalyptique

C'est cependant le cinéma allemand de la R.F.A. qui, au cours de ces journées, se sera taillé le part du lion. Les noms de Werner Herzog, de Volker Schlöndorff, de Rainer Werner Fassbinder, figurent, en effet, au programme, tandis que sept autres jeunes réalisateurs d'outre-Rhin, inconnus à ce jour en France, nous étaient présentés dans une section parallèle. En ce qui concerne les trois « témoins », disons en un mot que le film de Schlöndorff le Coup de grâce (d'après le roman de Marguerite Yourcenar) est superbe dans sa

gravité et sa dureté, que celui de Herzog, *Cœur de verre*, nous plonge dans un romantisme apocalyptique trop souvent hermétique, et que celui de Fassbinder, la Roulette chinoise, est un curieux exercice de style sur l'amour et la mort, le songe et la réalité.

Du côté de l'Italie, aucune révélation (à ce jour), mais deux ouvrages importants : de Luigi Comencini, le Scopone scientifico, où la lutte des classes prend la forme d'une partie de cartes bouffonne et dramatique, d'Elio Petri, Todo Modo, métaphore politique adaptée du roman de Leonardo Sciascia, riche de mystère et de cadavres. Du côté français, citons : l'Ombre des châteaux, le second film de Daniel Duval, qui semble parfois renouer avec le réalisme poétique d'avant-guerre et qui comporte d'excellents moments à côté d'autres plus discutables ; Des journées entières dans les arbres, la pièce de Marguerite Duras portée par l'auteur à l'écran, enfin, Mon cœur est rouge, un film sur le monde des femmes réalisés par Michèle Rosier.

Des « classiques » et des « essais »

Plus de soixante films au total. Le public ? Jeune, en général, celui qu'un raconteur dans les petites salles du quartier Latin, Attenit, recueillit même (pendant le film de Herzog), mais sachant être enthousiaste (Derzu Uzala a été salué par une véritable ovation). L'organisation ? Partiellement rodée dans un climat de calme qui, à dire vrai, posait peu de problèmes. Les tendances ? Nous avons indiqué l'importance de la représentation soviétique, le retour en force du cinéma allemand, la permanence de la qualité française. Soulignons également le dais d'ouverture des sélectionneurs, leur souci de présenter des « classiques » en même temps que des films d'essai, dont beaucoup ne seront pas diffusés en France.

Dans quelle mesure les spectateurs parisiens auront-ils profité de ces richesses ? On le saura au terme de la manifestation. En attendant l'heure des comptes, qui sera peut-être pour ce Festival de Paris l'heure de vérité, on doit reconnaître que son délégué général, Pierre-Henri Doleau, et ses collaborateurs, Henry Chapier et Jacques Polrat, ont tenu leurs promesses : ils ont prouvé qu'un « relais culturel » pouvait trouver place entre deux festivals de Cannes, et ils nous ont offert « quelques auteurs qui ont à dire et qu'il faut écouter ».

(Jeudi 18 novembre.)

★ Le Coup de grâce, de Volker Schlöndorff, sort aux cinémas Vendôme, Média, Bonaparte, Biarritz (v.o.).

A PROPOS DE « DERZU UZALA »

Akira Kurosawa et la taiga sibérienne

AKIRA KUROSAWA, cinéaste japonais mondialement célèbre, est venu à Paris pour la présentation, au Festival international cinématographique, de *Derzu Uzala* (titre français : *L'Aigle de la taiga*), son dernier film, le vingt-cinquième d'une carrière commencée en 1943. Ce film, qui a reçu le grand prix au Festival de Moscou 1975 et l'oscar 1976 du meilleur film étranger à Hollywood, a été réalisé en Union soviétique.

« Dans quelles conditions avez-vous été amené à tourner en U.R.S.S. ?

— Il y a cinq ans, dit Akira Kurosawa, le metteur en scène Serge Guerassimov était venu au Japon. Nous nous étions rencontrés, et il m'avait soumis l'idée d'un film en U.R.S.S. C'est au Festival de Moscou 1973, où je me trouvais avec une délégation japonaise, que le projet a pris corps et que l'on a commencé à préparer une coproduction. Mais les Soviétiques ont été très étonnés lorsque je leur ai proposé moi-même un sujet russe. »

Redécouvrir le monde

Ce sujet russe, c'était l'histoire vraie de Vladimir Arseniev, explorateur qui parcourut la taiga sibérienne de l'Oussouri plusieurs fois au début de ce siècle, accompagné d'un guide asiatique, Derzu Uzala. Akira Kurosawa avait lu les livres où Arseniev relatait ses expéditions, et il avait été passionné par Derzu Uzala : « C'est un personnage très important, dit-il : il a été comme une étoile dans un ciel noir. Je voulais exprimer la grandeur de ce personnage, qui rappelle que l'humanité fait partie de la nature. Aujourd'hui, avec les risques de pollution partout dans le monde, tous les hommes devraient penser à la nature, et vivre autrement. Oui, le motif qui m'a poussé à réaliser ce film, c'est de montrer que l'on peut vivre en harmonie avec la nature. En même temps, j'ai voulu exprimer l'attitude et le

style d'Arseniev, cet explorateur-écrivain qui a écrit tranquillement, discrètement, le récit de ses expériences. Et puis je voulais aussi faire ce film contre les films de sexe et de violence, qui sont maintenant à la mode. Oui, je voulais réagir contre cette tendance. »

Derzu Uzala, ce furent quinze mois de tournage dans la taiga de l'Oussouri, sur les lieux où vécut Arseniev et son guide. Le cinéaste Akira Kurosawa avait amené un directeur de la photographie japonais, Asakazu Nakai, auquel furent adjoints Youri Gantmann et Fédor Dobronravov. Tout le reste de l'équipe était soviétique. « Le tournage dans la nature était très difficile, dit Akira Kurosawa, mais il y avait une parfaite coopération avec les Soviétiques, et j'ai pu tourner dans les meilleures conditions. J'avais un excellent interprète, qui était aussi assistant metteur en scène et qui transmettait tout ce que je voulais. Et j'ai été aidé par Youri Solomin, l'acteur chargé du rôle d'Arseniev. Il comprenait toutes mes intentions et il les expliquait aux autres acteurs. »

Youri Solomin et Maxime Mounzouk (Derzu), un jeune acteur qui appartient à une peuplade sibérienne, sont, dans ce film ample, lent, majestueux, l'élevé et le maître. Derzu, initié à Arseniev à la taiga, dont il connaît tout. Il lui apprend que la nature, même si elle peut paraître hostile — un tigre qui glisse dans les fourrés, les rigueurs de l'hiver, — n'est pas l'ennemi de l'homme. A travers ce récit d'aventures qui nous ramène parfois à de saines et ingénues lectures de jeunesse, Kurosawa s'est attaché à la contemplation de superbes paysages et c'est comme si l'on redécouvrait le monde avec lui. Le disque rouge du soleil, la beauté d'un sol tapissé de neige, les bois, les étendues désertiques, les eaux tumultueuses, nous ramènent aux sources de la vie, à une sorte de paradis préservé. Sans doute, il faut parfois lutter contre les éléments déchaînés. Scène étonnante et forte : une tempête se

lève alors que Derzu et Arseniev sont isolés au milieu de hautes herbes qui ploient sous le vent. Derzu commande à Arseniev d'en couper vite, le plus possible, pour en faire un tas volumineux. Arseniev obéit sans comprendre : on sent le corps-à-corps avec le vent, l'affrontement physique qui le laisse épuisé.

Mais il se réveille, après la tempête, dans un abri édifié par le guide et qui les a sauvés. Le jour de la taiga, de la nature, Derzu les connaît, il suffit de s'y accorder. Le véritable ennemi, c'est l'homme, qui ne respecte pas ces lois. Les briconniers font absurdement périr les bêtes, les khoun-khounes ligotent et jettent à la rivière des hommes qu'ils veulent à une mort atroce. La taiga d'Akira Kurosawa, c'est la plénitude d'un univers où l'homme réapprend l'humanisme, avec l'amitié, la sagesse, du vieux guide.

Une copie amputée

Cet humanisme correspond aux grandes œuvres japonaises de Kurosawa. Courtusement, pourtant, il refuse — avec le sourire — de raconter ce film à ses précédents. « Cela tient peut-être à mon âge, dit-il : j'ai soixante-sept ans. Quand j'étais jeune, j'ai réalisé beaucoup de films différents, qui étaient pensés, prémédités. A présent, je ne vais plus que l'instinct en cours, je me laisse aller à créer quelque chose qui me vient d'instinct. Maintenant, j'ai beaucoup de projets, mais je ne sais pas du tout ce que je vais choisir. »

Le 14 novembre dernier, au cours de sa conférence de presse, A. Kurosawa a manifesté un grand mécontentement. La copie de *Derzu Uzala* envoyée à Paris par l'Union soviétique est amputée de vingt minutes.

JACQUES SICLIER.

(Jeudi 18 novembre.)

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

6 mois 1 an (P.F.)

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Agorae, Canada, Mexique, Algérie, Maroc, Tunisie	59	108
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Antilles et des Indes	58	105
T.O.M. (sauf T.F.A.L.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunel, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Orléans, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Amérique d'Amérique et d'Asie	92	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au Journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre leur paiement la carte d'avis d'abonnement.